

Fédération Nationale de la Libre Pensée

# Une campagne laïque



**en défense  
de la loi de 1905**



Les éditions de la Libre Pensée

# La Libre Pensée

Les libres penseurs s'organisent à partir du milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, au plan national notamment sous la III<sup>ème</sup> République, puis international. De cette vague libre penseuse, via les Congrès de Rome (1904) et Paris (1905), va en particulier se dégager la loi française de Séparation des Eglises et de l'Etat de 1905. Le Congrès mondial de 1904 va établir la Libre Pensée comme une méthode d'émancipation individuelle et collective.

Mais la barbarie s'installe au XX<sup>e</sup> siècle, avec notamment les deux guerres mondiales, produits d'un modèle économique à bout de souffle. Malgré les difficultés, la Libre Pensée organisée se maintient et se développe. En 2011 à Oslo, l'Association Internationale de la Libre Pensée est proclamée, et ses congrès successifs ont commencé à remettre au centre de la société la liberté de pensée et d'expression.

**Pour joindre la Libre Pensée**, contacter son siège national : 10-12 rue des Fossés Saint-Jacques à Paris (5<sup>ème</sup>)

Téléphone 01 46 34 21 50 ou envoyer un e-mail à [libre.pensee@wanadoo.fr](mailto:libre.pensee@wanadoo.fr)

**Facebook** : [federationnationalelibrepensee](https://www.facebook.com/federationnationalelibrepensee)

**France Culture** : le deuxième dimanche de chaque mois, sur France-Culture, de 9h40 à 9h55

**Revues** : *La Raison* (mensuelle) et *l'Idée libre* (trimestrielle)

<https://www.fnlp.fr>

Il ne faut pas toucher à  
la loi de 1905

# **Une campagne laïque en défense de la loi de 1905**

### **Remerciements**

*La Fédération nationale de la Libre Pensée remercie José Arias, Jean Baubérot, Philippe Besson, Christian Eyschen, Michel Godicheau, Loïk Gourdon, Dominique Goussot, Michel Landron, Pierre-Yves Ruff, Claude Singer, Françoise Stora d'avoir collaboré à l'écriture et la composition de ce livre.*



# Il ne faut pas toucher à la loi de 1905

La « République garantit le libre exercice des cultes » et « la République ne reconnaît aucun culte ». Les deux premiers articles de la **loi du 9 décembre 1905** portant séparation des Églises et de l'État déclinés ensuite par tous les articles de la loi ont façonné depuis 113 ans la République.

L'organisation et le fonctionnement de l'École publique, la structuration et les règles de toute l'administration de la République, les droits et obligations statutaires des fonctionnaires de l'État, la distinction entre la sphère publique et la sphère privée, découlent de l'application de la loi de 1905. La vie démocratique et les organisations du mouvement ouvrier se sont développées dans ce cadre.

Aucune des arguties et aucun des prétextes avancés pour la modifier - c'est-à-dire la remettre en cause - n'est crédible. Les pouvoirs publics avancent la nécessité de « *renforcer la transparence du financement des cultes..., garantir le respect de l'ordre public..., consolider la gouvernance des associations cultuelles et responsabiliser leurs dirigeants.* » Ils prétendent même ne pas vouloir toucher aux articles 1 et 2, mais toiletter le reste de la loi.

Ne soyons pas dupes, toute remise en cause de l'équilibre, arraché de haute lutte en 1905, porterait préjudice à la laïcité et à la démocratie.

Les mêmes Pouvoirs publics, le même gouvernement, ont bouleversé récemment le *Code du travail* remettant en cause la hiérarchie des normes et le principe de faveur. Plus récemment encore et en ce moment même, ils ont entrepris de dynamiter le *Statut général de la Fonction publique*. Avec la même frénésie « réformatrice », ils

réalisent un coup de force contre l'*Assurance-chômage* et les prérogatives des organisations syndicales à contracter.

Ils prétendent aussi remettre en cause les retraites par répartition et le *Code des pensions civiles et militaires*, pilier du Statut de la Fonction publique de l'État.

Pour réviser la loi de 1905, Ils consultent d'abord et avant tout les représentants autorisés des religions pour élaborer leurs projets. Les intentions du gouvernement sont en réalité de chercher un accord concordataire qui remettrait en cause le fait que l'État ne reconnaisse aucun culte, qu'il les ignore tous, ouvrant ainsi la boîte de Pandore.

Pour les syndicalistes indépendants, défendre la loi de Séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905 a encore une autre signification. Cette loi a été suivie en octobre 1906 par l'adoption de la *Charte d'Amiens*, lors d'un congrès confédéral de la *vieille CGT*. Sur des plans juridiques ces deux lois, certes bien différentes l'une et l'autre, constituent en réalité deux piliers de la République et de la démocratie. La *Charte d'Amiens* s'est aussi appuyée sur la loi de 1905.

La *Charte d'Amiens*, c'est l'affirmation par le mouvement syndical, par la *vieille CGT*, de sa volonté de se situer sur le terrain économique, donc sur le terrain de la lutte des classes. C'est l'affirmation de sa volonté de défendre les intérêts particuliers des salariés, c'est le refus d'aliéner la défense de ces intérêts au nom du prétendu « *intérêt général* ». C'est enfin la volonté de grouper les salariés sur le plan économique, indépendamment de leurs opinions et c'est donc une proclamation d'indépendance vis-à-vis de l'État, des partis et des sectes.

La loi de 1905, c'est la constitution de l'État comme État laïque qui ne reconnaît aucune religion, qui ignore toutes les religions.

En 1948, la **CGT-FO** s'est constituée pour continuer la

vieille CGT ; elle affirme immédiatement dans ses statuts comme dans ses conceptions son attachement à la Charte d'Amiens et à la laïcité de l'État. La **CGT-FO** est laïque par nature, elle groupe les salariés « *sans distinction d'opinion politique, philosophique et religieuse* ».

Nul doute que cet ouvrage fournira aux militants, aux laïques, aux démocrates, tous les faits, arguments et analyses nécessaires à la défense inconditionnelle de la loi de 1905, aujourd'hui comme hier.

**Hubert Raguin, syndicaliste libre penseur**







Sans trêve ni repos, la  
Libre Pensée agit

# *Le combat de la Libre Pensée*



pour école  
laïque  
à partir de

## INTRODUCTION

# Sans trêve ni repos, la Libre Pensée agit

Cet ouvrage est d'abord un travail collectif, s'appuyant sur une action collective : celle de la **Fédération nationale de la Libre Pensée** et de ses **Groupes locaux et Fédérations départementales**. En lisant ce livre, le lecteur sera sans doute frappé par la continuité et la force d'action des libres penseurs.

Nous republions des textes écrits il y a trente ans, sans qu'il soit besoin d'en modifier un mot ou une ligne. C'est dire la continuité de la pensée et de l'action des libres penseurs de 1848 à aujourd'hui, en passant par 1905.

Tout d'abord, puisque nous allons parler de laïcité, il convient de définir de quoi nous parlons. Dans son *Dictionnaire de la langue française* (1863-1872), **Émile Littré** consacre trois lignes au mot laïcité en se bornant à lui donner pour définition « *le caractère laïque* » d'une institution, notamment de l'enseignement, et à citer une seule source écrite, le numéro du 11 novembre 1871 du journal *La Patrie* rapportant une décision du *Conseil général de la Seine*.

Le mot laïcité n'a pas gagné en clarté depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : les querelles passées sur la qualification d'ouverte ou plurielle de la laïcité, les polémiques présentes autour des intentions communautaristes ou, à l'opposé, des vertus républicaines, c'est-à-dire répressives, qui se cacheraient ou caractériseraient ce mot l'attestent.

Pour la Libre Pensée, les choses sont simples : il ne peut y

avoir de laïcité des institutions sans Séparation des Églises et de l'État, celle-ci garantissant la liberté de conscience. Toucher à un de ces trois principes, c'est faire preuve de cléricalisme. L'affaire des crèches de la *Nativité* montre qu'il y aussi un cléricalisme parfois inversé. Au lieu de l'ingérence du religieux dans le politique, là, nous assistons à l'instrumentalisation du politique dans le religieux.

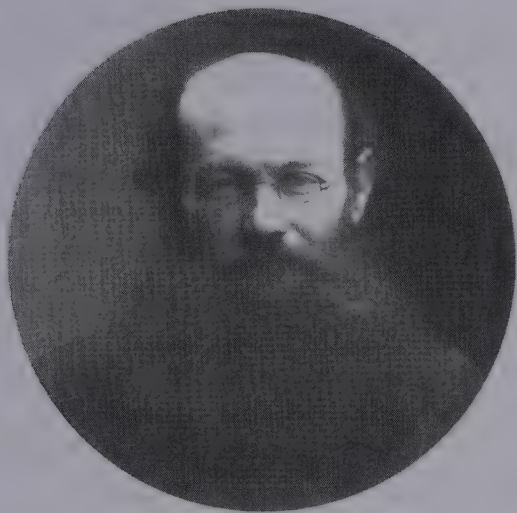
C'est l'extrême-droite qui tente d'affirmer le caractère « *catholique* » de la France, son « *caractère propre* » pour mieux l'opposer aux « *envahisseurs* » des autres religions, avec l'espoir d'un gain électoral. Mais il est assez évident que la grossièreté de la manœuvre n'a point les faveurs de l'épiscopat qui préférera toujours le confort ouaté des sacristies et non le pugilat public. Surtout sur un sujet anexe, la question du « *caractère sacré du mariage* (un papa, une maman) » est une affaire bien plus importante à ses yeux, qui justifie qu'elle descende dans la rue.

L'esprit (l'analyse des propositions gouvernementales) a toujours rejoint la matière (la réactivité de la Libre Pensée). A chaque fois, la Libre Pensée a parlé ; à chaque pas, la Libre Pensée a agi en mettant en avant la volonté de l'union la plus large pour empêcher toute révision de la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État.

La Libre Pensée, avec les associations amies (notamment la Ligue de l'enseignement et la Ligue des Droits de l'Homme), a su prendre les initiatives qui s'imposaient pour déjouer les manœuvres de division, et il y en a eu de nombreuses et il y en aura encore.

Ce livre collectif montre toutes les étapes de ce combat nécessaire et indispensable, car la loi de 1905 est le socle fondamental qui institue et garantit la laïcité des institu-





Pierre Kropotkine (1842-1921) par Nadar

tions publiques, dont la liberté de conscience est le corollaire.

En se plongeant aussi dans l'Histoire, on voit combien la Séparation des Églises et de l'État a profondément modifié la question religieuse dans ce pays. Elle a porté un coup décisif contre le cléricalisme, qui ne peut exister sans les clercs, qu'ils fussent religieux, politiques ou économiques.

**Pierre Kropotkine** dans son ouvrage fondamental la *Grande Révolution* rappelle qu'il y avait sous l'*Ancien-Régime*, un clergé de 120 000 « âmes », dont 50 000 curés et vicaires (dit du *bas clergé*), 40 000 nonnes, 25 000 moines, 20 archevêques et 100 évêques. Et ce, pour une population de 28 millions de personnes, soit 0,42% des habitants.

Le *Concordat bonapartiste*, qui faisait des religieux des fonctionnaires et des religions des services publics, comptait un clergé (régulier et séculier) de 220 000

« âmes » pour une population de 36 millions de personnes, soit 0,60% des habitants.

En 1970 (source la Conférence des Evêques de France), il y avait 40 000 prêtres ; en 2005 : 16 075 ; en 2015 : 11 908 et 25 000 religieuses soit 0,05% de la population. Dans le même temps, un sondage *Gallup* en 2012 indique que 63% des Français se déclarent athées ou sans religion.

Ceci est la conséquence directe de la Séparations des Églises et de l'État de 1905. Comme quoi, une loi libérale (au bon sens du terme) vaut mieux pour la liberté de conscience et la sécularisation des sociétés que tous les systèmes autoritaires et répressifs.

Illustrons ce propos par un extrait d'une préface récente d'un livre humoristique réédité d'**André Lorulot** : « *Un mois chez les curés* » : « Des curés dînent ensemble et s'alarment, il manque 10 000 curés à la France. Dialogue : « Mon vieux, il faut voir les choses comme elles sont. Les fils de paysans ne veulent plus être curés, parce que cela ne rapporte plus assez. Autrefois, on était payé par l'État et re-traité. Il y avait de la sécurité et une certaine aisance. Aujourd'hui, nous sommes rétribués sur le **Denier du culte**. Et cela ne rend pas beaucoup. Alors ? Les gens voient leur intérêt avant tout et ils s'écartent d'un métier qui ne nourrit plus son homme. Voilà. Trouvons de l'argent et nous aurons des curés autant que nous en voudrions. »

Sous le *Concordat*, le clergé était une rente de situation. Après la loi de 1905, l'argent fondant comme le beurre au soleil, il y eut beaucoup moins de vocations. La Séparation des Églises et de l'État avait frappé au cœur de l'Église : l'argent. C'est pour cela que je pense profondément que la **loi du 3 Ventôse An III** était la première loi de Séparation, car elle supprimait le budget des cultes.

Et pourtant aussi, jamais l'Église catholique n'aura touché autant d'argent public que maintenant. La Libre Pensée (et cela n'a été contesté par personne) a chiffré à 12 milliards annuels le détournement de fonds publics pour l'Église et ses œuvres. Il n'y a plus personne dans les églises et pourtant les troncs se remplissent d'argent public. Par le biais d'une dérogation fiscale anti-laïque, par exemple, l'Église a bénéficié d'une exemption indirecte de 167 millions pour le *Denier du Culte* et de 141 millions pour les dons et les legs, rien que pour l'année 2017.

Nous avons aussi voulu montrer l'action de la Libre Pensée contre l'envahissement de l'espace public par le religieux, notamment et surtout catholique. L'affaire dite des crèches de Noël dans les mairies est illustrative de cela. La saison d'hiver veut cela : c'est le retour de la campagne médiatique sur les crèches dans les bâtiments officiels de la République. Il est à noter qu'en cette année 2019, seule l'extrême-droite catholique attaque la **Libre Pensée** (*Boulevard Voltaire, Présent, Valeurs actuelles, RCF*) à partir d'un article informatif du Figaro.

En 2014, ils étaient pourtant nombreux à le faire : **Xavier Bertrand, Robert Ménard** (déjà), **Philippe de Villiers** (toujours), **Christine Boutin, Nadine Morano** (jamais en retard d'une absurdité), mais aussi **Julien Dray, Manuel Valls, Jean Glavany** et **Jean-Christophe Cambadélis**. Certains semblent s'être ravisés. La bataille juridique de la Libre Pensée est passée par là, et cette route de liberté est pavée de cercueils politiques.

Comme le montre la *Déclaration des membres européens du Conseil international de l'Association internationale de la Libre Pensée*, le problème n'est pas que français. Après la nouvelle évangélisation de **Jean-Paul II**, nous allons subir la troisième période par



Camille Desmoulins (1760-1794) note dans le premier numéro de son journal : « *la calotte est par terre, l'aristocratie expire.* »

le pape François. Nul ne peut en douter, c'est ce qui est au cœur de son pontificat. C'est pourquoi, il doit changer en apparence pour regagner sa place dans les sociétés.

Le lecteur lira aussi avec intérêt l'analyse de l'évolution de la jurisprudence en matière de laïcité. L'ouvrage de **Jean-Pierre Moisset** (sur 1958-1987) montre comment les violations du principe de Séparation des Églises et de l'État furent nombreuses à cette époque. Lors de la remise en route de la Libre Pensée à la fin des années 1980, le dossier juridique va être pris à pleines mains et, malgré quelques échecs relatifs (mais porteurs de succès futurs), la Libre Pensée va faire évoluer la jurisprudence en faveur d'un strict respect de la loi de 1905. La jurisprudence ne décrète pas la loi, mais elle la fait pour beaucoup.

La Libre Pensée peut s'enorgueillir réellement d'avoir défendu sur tous les terrains la loi du 9 décembre 1905. Comme dans d'autres matières, beaucoup parlent, peu



agissent réellement.

Ce livre parle aussi d'histoire. Il unit dans le temps et dans l'espace, le passé, le présent et l'avenir. La question de la Séparation se posa rapidement au cours de la Révolution française. **Kropotkine** note : « *L'idée de supprimer le budget des cultes et de laisser aux croyants le soin d'entretenir eux-mêmes les ministres de leurs cultes, se posa nécessairement. Cambon la porta à la Convention dès novembre 1792.* »

Le 12 février 1790, l'Assemblée vote la suppression des vœux perpétuels et des ordres monastiques. Les congrégations chargées de l'enseignement et des hôpitaux seront abolies le 18 août 1792.

Le 6 décembre 1793, à l'instigation conjointe de **Danton** (disciple de **Diderot** et se proclamant athée matérialiste jusqu'aux pieds de l'échafaud) qui s'allie avec **Robespierre** (disciple de **Rousseau** et de l'Être suprême) pour faire proclamer « *la liberté des cultes* ». Il fallait pour eux deux mettre un frein à la déchristianisation qui menaçait l'ordre public.

Le sentiment antireligieux était très fort au moment où le peuple montait lui aussi à l'assaut du ciel. Le 25 juin 1789, les soldats des gardes françaises désertaient leurs casernes et fraternisaient avec le peuple au cri de « *A bas la Calotte !* » Le 28 novembre 1789, **Camille Desmoulins** note dans le premier numéro de son journal : « *la calotte est par terre, l'aristocratie expire.* ». Notre traditionnel mot d'ordre vient de loin.

Mais l'échec de la *Constitution civile* du clergé était si manifeste que la **Convention** (pourtant thermidorienne) décréta en 1795 la première Séparation des Églises et de l'État par la suppression du budget des cultes. La *Révolu-*

*tion française* était profondément anti-chrétienne et nationalisa les biens du clergé pour recouvrir les impôts demandés par le Roi en 1788 par la Convocation des États généraux.

C'est le même raisonnement (les biens du clergé ont été payés par le peuple) qui conduira les républicains à renationaliser les biens du clergé en 1905. Simplement, tout en devenant la propriété de la Nation (communes et État), ils resteront destinés à l'exercice du culte.

Quand les révolutionnaires adoptent le 26 août 1789 la **Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen**, ils proclament un principe : l'Homme a des droits uniquement parce qu'il est homme (c'est là, la source de la légitimité et non plus Dieu) et tous les hommes sont égaux en droits. Mais il faut un outil pour réaliser ce droit. Ce sera le service public. Sans moyens pour réaliser, un principe est un mot creux.

Que vaudrait le droit à l'instruction sans école publique ? Que vaudrait le droit aux soins sans hôpital public ? Que vaudrait le droit à une bonne alimentation sans cantine collective et publique, notamment pour les élèves ? Que vaudrait le droit à un impôt équitable sans administration fiscale publique ?

Constatons aussi que tous ces outils publics sont privatisés aujourd'hui, au nom de la « *concurrence loyale et non faussée* », dogme de l'Union européenne. En détruisant l'outil, on annihile le principe.

Les **Républicains de 1905** vont avoir le même raisonnement que les **Révolutionnaires de 1789**. Ils proclament un principe : l'absolue liberté de conscience. Ils se donnent deux outils pour cela : la non-reconnaissance et le non-financement public des cultes. Là aussi, la re-

mise en cause de l'outil : le non-financement public, remet en cause le principe : la liberté de conscience. Quand la puissance publique donne chaque année 12 milliards à l'Église catholique, elle remet en cause la laïcité qui est la garantie du respect de la liberté de conscience.

La liberté de conscience exige la non-reconnaissance et le non-financement des cultes. C'est le combat de toujours de la Libre Pensée. ***La Libre Pensée est la sentinelle de l'avenir laïque.***

**Christian Eyschen**



# La Libre Pensée défend la loi de 1905 : 1995, 2005, 2015

Le 9 décembre 1905, était votée la loi de Séparation des Églises et de l'État. Publiée au *Journal officiel* le 11 décembre, elle était applicable dès le 1er janvier 1906. Elle sera suivie par la mise en œuvre des inventaires pour recenser ce qui appartenait à la République et qui fut payé par les contributions du peuple, le plus souvent de manière forcée, contre des remises de peine pour l'au-delà.

C'est par l'effort conjoint des républicains, des laïques, des libres penseurs, des Francs-maçons, des radicaux et des socialistes que l'adoption de cette loi de liberté put voir le jour. Une intense mobilisation dans le pays républicain dut être mise en œuvre pour aboutir. Incontestablement, la Libre Pensée fut l'aile marchante de ce mouvement.

La **Libre Pensée** constitua la fraction la plus résolue dans ce combat pour « **rendre la République à son sentiment de dignité** », selon la belle formule de **Jean Jaurès**. Et c'est tout naturellement que les leaders de la Libre Pensée s'illustrèrent dans le débat parlementaire, parfois sur des positions différentes, voire opposées. Mais tous les Députés et Sénateurs libres penseurs votèrent la loi.

La Libre Pensée suppose, en effet, de penser et d'être libre. Et donc d'avoir parfois des approches différentes, ce qui est le fondement de la démocratie et de l'action. Des critiques y verront sans doute une contradiction, mais c'est souvent la contradiction qui est féconde.



L'Assemblée nationale, qui était à l'époque vraiment assemblée (délibérante) et nationale (représentant la Nation), résonna des propos cultivés et éclairés de **Jaurès, Briand, Allard, Buisson**. Et dans une alliance féconde, Jaurès, Briand et Buisson accomplirent le Grand œuvre de la laïcité. Une loi de liberté vit ainsi le jour.

### La traversée du désert

Les délégués des congrès nationaux de la Libre Pensée, les lecteurs attentifs de **La Raison**, reconnaîtront sans nul doute cette phrase de **Robert Treno**, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Le Canard Enchaîné*, au début des années 1950 : « *Il fut un temps où les choses étaient simples, on était de droite avec les patrons et les curés, on était de gauche avec les ouvriers et les laïques...* »

Et **Christian Eyschen**, alors Secrétaire général de la Libre Pensée, d'ajouter, en 2000, dans sa préface à la réédition de l'ouvrage consacré au rapport de **Marceau Pivert** devant le congrès national de la Ligue de l'Enseignement, à Clermont-Ferrand, en 1930 : « *L'Église a tiré les leçons, elle est désormais partout. Ses hommes sont dans tous les partis, dans la plupart des syndicats et des organisations laïques.* »

La loi Debré du 31 décembre 1959 prévoit un système de contrats entre l'État et les écoles privées ; c'est une grave violation de la loi de 1905. Près de 11 millions de citoyens exigèrent l'abrogation de cette loi. Leurs délégués rassemblés en masse sur la pelouse du bois de Vincennes le 19 juin 1960 y prononcèrent le **Serment de Vincennes** : « *Nous faisons le serment solennel de manifester en toutes circonstances et en tous lieux notre irréductible opposition à cette loi contraire à l'évolution historique de la Nation; de lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à son abrogation; et d'obtenir que l'effort scolaire de la République soit uniquement réservé à l'École de la Nation, espoir de notre jeunesse.* »

## *Républicaines, Républicains*

- Vous ne paieriez pas de voitures à ceux qui refuseraient de prendre l'autocar ou le train.
- Vous ne paieriez pas un facteur particulier à ceux qui refuseraient de confier leurs lettres aux P.T.T.
- Vous ne paieriez pas un porteur d'eau à ceux qui refuseraient l'adduction communale.

*Et pourtant depuis 1951 la majorité réactionnaire de l'Assemblée vous fait payer des impôts pour subventionner ceux qui, refusant le bénéfice de l'école publique ouverte à tous, organisent pour eux des écoles privées.*

AVEC LE COMITÉ NATIONAL D'ACTION LAÏQUE  
VOUS DEMANDEREZ AUX CANDIDATS DE S'ENGAGER À  
RESTAURER LE PRINCIPE RÉPUBLICAIN DE BON SENS :

**AUX ÉCOLES PUBLIQUES :  
FONDS PUBLICS  
AUX ÉCOLES PRIVÉES :  
FONDS PRIVÉS**

Le Comité National d'Action Laïque.

À partir des années 1960, bien des militants des grandes organisations ouvrières et républicaines de ce pays qui, de tous temps, avaient été les cadres et les vecteurs « naturels » - serait-on tenté de dire - de la Libre Pensée s'es-soufflèrent, se retirèrent ou l'évitèrent.

La Libre Pensée était alors entrée dans une phase prolongée et, par bien des aspects, espérée comme définitive d'un déclin qui aurait dû être irrémédiable. Bien des Fé-

dérations départementales ne s'étaient pas relevées de la Deuxième Guerre mondiale, d'autres avaient baissé les bras dans les années qui suivirent immédiatement l'avènement de la Ve République et la loi Debré. La Libre Pensée ne pouvait être épargnée.

L'historien **Jean-Marc Schiappa** relève : « [Dans] *Le compte-rendu du congrès de 1967* [il est] écrit : "*La Libre Pensée ne doit plus se réclamer d'un radicalisme conservateur, mais d'un socialisme non partisan, mais anticapitaliste*" » (passons sur la signification très improbable d'un « *socialisme... anti capitaliste* »). L'isolement organisé, l'infiltration cléricale, la mort d'**André Lorulot** mettent la Libre pensée « *au carrefour de son destin* ». (1)

En 1973 - à cette époque le quotidien vespéral rendait compte des congrès annuels de la Libre Pensée - *Le Monde* indique : « *Au congrès national que la Libre Pensée tint à Dôle en août 1973, le thème principal traité a été celui de "l'équivoque du catholicisme de gauche" (...) On admet qu'un chrétien véritablement socialiste doit choisir entre l'homme maître de son destin et de l'univers ou l'homme pécheur corrompu. Mais les congressistes ont conclu qu'il ne fallait pas rejeter ces chrétiens progressistes, car, déçus, ils pourraient retomber dans leur "comportement habituel".* » (2)

Et Jean Marc Schiappa de questionner : « *Comment peut-on imaginer que les pires ennemis de la laïcité, les plus dangereux, sont ceux qui se définissent les héritiers de Briand, de Jaurès ? Relisons la lettre du journal L'Humanité en date du 3 juillet lue au Congrès de 1973 à Dôle; il n'est pas "utile, de nos jours, de relancer l'anticléricalisme... il me semble inopportun de faire dans L'Humanité même un petit article à propos du Congrès de la Libre-Pensée*" ». (3) La mort de l'association était programmée.

L'année suivante, les « *Assises du Socialisme* » consacra-

craient l'entrée en masse des militants d'Action catholique dans ce qui fut le parti de **Jaurès, Guesde et Blum**.

Avec la légendaire prudence épistolaire qui le caractérisa, l'historien catholique René Rémond est donc amené à écrire en 1976, dans la première édition de son ouvrage « **L'anticléricalisme en France** » : « *C'est aujourd'hui une opinion assez largement répandue que l'anticléricalisme est en voie de disparition et jette ses derniers feux : à terme il serait condamné.* » Ajoutant : « *Si l'anticléricalisme est ainsi moribond, c'est de la mort de son adversaire qu'il agonise.* » (4)

Après ces quelques décennies, notre Libre Pensée périssait pour des raisons internes et aussi pour des causes extérieures. Des jeunes et de moins jeunes militants ne voulaient pas voir la « *vieille maison* » disparaître (ce que voulaient les grands du « *monde laïque* » tout embourbés qu'ils étaient dans leur allégeance à la Ve République), ils résistèrent. Bien leur en prit, la honteuse signature d'accords de juin 1992, dits **Lang-Cloupet**, du nom du Secrétaire général de l'Enseignement catholique pour le dernier, allait dégager de nouvelles perspectives sur l'orientation de « *la reconstruction du mouvement laïque* ».

En 1993, la Libre Pensée, avec bien d'autres laïques, avait décidé de constituer le **Centre Laïque d'Information et de Liaison** (CLIL). Militants politiques, militants syndicaux, membres d'associations philosophiques diverses, laïques et libres penseurs firent front commun pour exiger le rétablissement de la loi de 1905 et l'abrogation du statut clérical d'exception d'Alsace-Moselle.

La Fédération nationale de la Libre Pensée reprit force et vigueur et il fut bientôt décidé de rebattre le pavé pour la défense de la Séparation des Églises et de l'État.

## *1995 : la Libre Pensée renoue avec son histoire*

En août 1994, au Congrès national qui se tenait à Trélazé (Maine et Loire), alerté par sa Fédération du Puy de Dôme, la FNLPP prit position contre les prétentions cléricales du Conseil régional d'Auvergne – toutes tendances confondues - d'organiser sur fonds publics et à Clermont-Ferrand une commémoration « *du 900<sup>e</sup> anniversaire de la 1<sup>ère</sup> Croisade* », en violation flagrante de la loi du 9 décembre 1905.

Après une intense campagne entraînant à sa suite organisations démocratiques, associations laïques, loges maçonniques du Puy de Dôme, et des partis politiques, la Libre Pensée fut à l'initiative d'un meeting interrégional, le 24 juin 1995 à Clermont-Ferrand. Cette activité publique n'échappa pas aux observateurs. Ainsi, dans son édition du 11 avril 1995, *Le Monde* consacra son « *ventre* » en une à un billet de son chroniqueur religieux, **Henri Tincq** titré « *Les fils spirituels du "petit père Combes" »...*

L'anecdote retiendra que c'est dans un banquet de la Libre Pensée du vendredi-dit-saint à la Mutualité à Paris, qui en avait vu bien d'autres, que des centaines de laïques unis dans leur diversité, décidèrent de lancer l'appel à la manifestation du samedi 9 décembre 1995. Le pari était fou et un peu risqué, mais il fut tenu avec succès.

Nous fûmes ainsi 10 000 environ à manifester en direction de l'Assemblée nationale. Stupeur dans le monde médiatique et bien-pensant, la manifestation fut un vrai succès. Le chroniqueur religieux du *Monde* devait constater dans les colonnes du quotidien qui sort à l'heure des vêpres : « *10 000 libres penseurs dans la rue, reprenant les mots d'ordre traditionnels du mouvement laïque* ». (5)



Dans la revue jésuite *Études*, sous le titre « *L'anticléricalisme, une idéologie périmée ?* », René Rémond, fut amené à reconsidérer en quelque sorte son pronostic de 1976, présenté plus haut. Après avoir évoqué la manifestation du 16 janvier 1994 « à laquelle s'associèrent de façon insolite les Francs-maçons défilant avec leurs insignes » et où « on eut la surprise de voir repris de très anciens mots d'ordre qu'on croyait périmés depuis longtemps et qui attestaient la force des préjugés et la rémanence d'un vieux fond de hargne et d'hostilité à l'Église et à ses prêtres », il poursuivait ainsi : « la seconde manifestation plus récente et d'ampleur moindre n'en est pas moins significative : le 9 décembre 1995, pour le 90<sup>e</sup> anniversaire du vote de la loi de séparation des Églises et de l'État, quelque dix mille libres penseurs, accourus de la France entière, à l'appel du **Centre laïque d'information et de liaison**, soutenu par la **Libre Pensée**, défilèrent du métro Sèvres-Babylone jusqu'à l'Assemblée nationale pour exiger le retour d'une stricte application de la loi, dont ils estimaient qu'elle avaient été trahie. Les mots d'ordre reprenaient des articles du programme énoncé soixante-dix ans plus tôt par le **Cartel des gauches** : abrogation du Concordat en Alsace-Moselle, ainsi que de toutes les lois réputées contraires à la laïcité, notamment celles concernant l'aide publique à l'école privée. » (6)

René Rémond, la réaction faite plume de clerc, analysait que cette manifestation avait autant d'importance sur le plan politique que la manifestation du 16 janvier 1994 contre la modification de la loi Falloux qui avait vu une masse considérable de manifestants descendre dans la rue. Plus que le nombre, ce qui est en soi important, c'est la méthode de la Libre Pensée qui fut déterminante. En réunissant des militants et responsables que d'autres engagements séparaient, en étant véritablement le centre de l'union laïque, elle avait semé des graines qui ne feront que germer davantage.

Elle accomplissait, 11 ans après l'**Appel aux citoyens** du Congrès national de la Libre Pensée de Chauny (1984), un pas déterminant vers la reconstruction du mouvement laïque. L'esprit devenait matière. Le mouvement était véritablement lancé.

Quand la manifestation se tint, le pays était encore partiellement paralysé par les mouvements de grève contre la loi Juppé de destruction de la Sécurité sociale. À la tête des manifestations, le libre penseur **Marc Blondel** qui joua un rôle considérable sur le plan social. La laïcité et le syndicalisme ouvrier étaient intrinsèquement liés. *À bas la Calotte et vive la Sociale !*

### *2005, la Libre Pensée organise le 100e anniversaire de la loi*

Sur la base de ces avancées, la Libre Pensée est alors en pointe pour le Centenaire de la loi de Séparation. Le progrès est tel, qu'il n'est nul besoin de mettre en œuvre une structure particulière comme le CLIL. La Libre Pensée, en tant que telle, existe avec force et vigueur. Elle rend public dès janvier 2005, lors de la réunion traditionnelle de sa Commission Administrative Nationale, un **Manifeste pour la défense de la loi de 1905**.

Elle y décline tous les aspects nécessaires dans la logique de **Ferdinand Buisson** : « *La Séparation des Églises et de l'État n'est pas le dernier mot de la Révolution sociale, mais elle en constitue indéniablement le premier* ». Les Fédérations départementales et groupements affiliés préparent activement la montée à Paris.

Régulièrement, **la Raison** publie des appels nominatifs de militants syndicaux, politiques, enseignants, artistes, universitaires, associatifs, personnalités qui appellent à la manifestation du samedi 10 décembre 2005. La chair se reconstitue autour des os. La Libre Pensée associe, agrège autour d'elle militants et associations.



Le 10 décembre 2005, plus de 12 000 personnes manifestent avec la Libre Pensée. En tête, **le Grand Orient de France**, que la Libre Pensée, par courtoisie et respect de l'ancienneté d'existence, a accepté de voir défiler pour ouvrir le passage à son cortège de loin, très loin, le plus nombreux. Devant les drapeaux rouge, noir et rouge, et noir, une centaine de signataires des appels initiés par la Libre Pensée forment un carré significatif de personnalités.

**Marc Blondel**, membre de la Commission administrative nationale de la Libre Pensée conduira le cortège et battra le pavé parisien comme en 1995 avec **Claude Je-net**, lui aussi libre penseur. Et ils en serreront des mains, pas toutes aussi célèbres que celle de 1995, mais quand même. Encore et toujours : « À bas la Calotte et vive la Sociale ! »

Derrière, se pressent aussi les éternels ralliés de la dernière heure. Toutes les tentatives d'opposition et de diversion seront balayées comme un fétu de paille. Pour certains, la haine électronique fera office de cortège et de défouloir de leur dépôt désappointé.

Un meeting se tiendra à la fin à Richelieu-Drouot, où le Grand Orient de France par la voix du Grand Maître **Jean-Michel Quillardet**, la Libre Pensée, l'IHEU (Association internationale à laquelle adhère à ce moment-là la FNLP) prendront la parole. Cela restera un moment historique où des milliers de poumons crieront d'une seule voix, souvent pour la première fois : « *À bas la Calotte !* ». Bien creusé, vieille Taupe !

A la demande de la Libre Pensée, dès le retour dans leurs terres, les libres penseurs vont établir minutieusement la carte des subventions publiques pour les cultes. Les budgets de l'État et des collectivités territoriales seront passés au peigne fin de l'analyse laïque. Le résultat de ces inventaires laïques sera rendu public dans les **États Généraux de la Laïcité** le 9 décembre 2006, lors d'une séance présidée par Marc Blondel, où il indiquera que plus de 10 milliards d'euros de fonds publics sont détournés chaque année au profit de l'Église catholique et de ses œuvres.

Dans la grande salle Ambroise Croizat de la Bourse du Travail de Paris, unissant à nouveau le mouvement laïque et le mouvement ouvrier, seront détaillés et égrenés le détail des détournements. Ce chiffre de 10 milliards ne sera jamais contesté et, même, deviendra la référence en la matière.

### *2015, plus haut, plus vite, plus fort*

En janvier 2015, à nouveau, la Commission administrative de la Libre Pensée décide de lancer un appel pour la tenue d'une manifestation nationale le samedi 5 décembre 2015 à Paris pour le 110<sup>e</sup> anniversaire de la loi de Séparation.

La période a changé. On ne parle plus que de la laïcité, après l'avoir tant ignorée. Même si les Libres penseurs ne sont pas dupes, il y a là en quelque sorte un hommage du



vice à la vertu. La Libre Pensée a toujours pensé que l'art de la politique, c'est de rendre possible ce qui est nécessaire. À l'inverse, beaucoup pensent exactement le contraire, et encore : les jours de fête ! Pour eux, tout dépend du bon vouloir du prince qui nous gouverne. Certains prennent les Bastille, d'autres montent la garde pour les protéger. Et que dire des relents de xénophobie anti-arabe qui ponctuent et qui polluent bien des discours pseudo-laïques.

La Libre Pensée considère que le principe de Séparation des Églises et de l'État repose sur deux principes :

- **La Séparation de la sphère publique et de la sphère privée.**
- **Le non financement des cultes, directement ou indirectement.**

C'est pourquoi l'appel de la Libre Pensée met au centre de la manifestation la question de l'abrogation de la *loi Debré* de 1959, qui est la mère de toutes les lois antilaïques. C'est par la loi Debré que l'Église catholique et ses œuvres sont massivement financées sur les fonds publics. C'est le cœur atomique du combat laïque.

Comme par un curieux hasard, tous ceux qui ne voient la laïcité que par le prisme antimusulman, se refusent à mener toute action pour l'abrogation de la loi Debré. Dis-moi qui tu critiques, je te dirai quels intérêts tu défends.

La laïcité est au cœur des questions de société. C'est une défaite de l'Église catholique et de toutes les religions. L'opiniâtre travail de la Libre Pensée a permis que les associations historiques de la laïcité se rencontrent, se retrouvent et agissent de concert. Sans que personne ne renie quoique ce soit, une analyse commune s'est fait jour sur la question de la Séparation public/privé et pour la défense des libertés démocratiques.

Le mouvement laïque se reconstruit sur un nouvel axe.



Une excellente entente, basée sur une compréhension commune des problèmes, existe entre la **Ligue de l'Enseignement**, la **Ligue des Droits de l'Homme**, l'**Union rationaliste** et la **Libre Pensée**. Chacun a fait un bout du chemin et a compris que la laïcité, ce n'est pas l'interdit, c'est au contraire la possibilité de dire oui à sa conscience. Comme en 1905, la liberté de conscience a de nouveau rendez-vous avec son histoire.

La Libre Pensée appelle donc à une manifestation nationale place de la République à Paris le samedi 5 décembre 2015.

Suite aux tragiques événements du 13 novembre 2015, la manifestation de rue n'ayant pas été autorisée, la Libre Pensée a pu organiser en toute hâte et dans des conditions difficiles un meeting au gymnase Japy, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris endeuillé. Dans une salle archicomble, 2 500 laïques, libres penseurs, syndicalistes, militants d'horizons divers y ont participé.

La Libre Pensée, qui a signé l'appel unitaire à l'initiative de la Ligue des Droits de l'Homme condamnant l'État d'urgence et la remise en cause des libertés démocratiques l'a clairement indiqué : *« Nous sommes tous saisis d'effroi par la barbarie qui a sévi dans les rues de Paris. Mais chacun s'interroge : que faut-il faire ? N'y-a-t-il pas exemple à suivre sur ce qui s'est passé en Norvège en août 2011 ? À quelques pas du lieu où allait se tenir le Congrès de fondation de l'Association internationale de la Libre Pensée à Oslo, un chrétien d'extrême-droite a assassiné des dizaines de personnes. Au lieu de s'enfermer dans une logique de répression, la Norvège n'a cédé aucune de ses libertés, les a maintenues toutes et a refusé énergiquement de céder à la haine. Le peuple uni ne sera jamais vaincu. »*

**Tour à tour, dans l'union laïque réalisée et sous la présidence de Jean-Sébastien Pierre, ont pris la parole :**



Suite aux tragiques événements du 13 novembre 2015, la manifestation de rue n'ayant pas été autorisée, la Libre Pensée a pu organiser en toute hâte et dans des conditions difficiles un meeting au gymnase Japy. Dans une salle archicomble, 2 500 laïques, libres penseurs, syndicalistes, militants d'horizons divers y ont participé.

- **Pierre Tournemire**, vice-Président de la Ligue de l'Enseignement
- **Jean-Luc Romero**, Président de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD)
- **Daniel Boitier**, membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme
- **Philippe Guglielmi**, Président d'Honneur de Laïcité-Liberté
- **Françoise Olivier-Utard**, administratrice de l'Union rationaliste
- **David Gozlan**, Secrétaire général de la Libre Pensée
- **Jocelyne Marmande**, membre du Bureau confédéral de la CGT-Force Ouvrière
- **Alain Barbier**, Secrétaire de la FERC-CGT
- **Christian Eyschen**, porte-parole de l'Association internationale de la Libre Pensée

Toutes et tous ont manifesté clairement leur volonté de défendre la loi de Séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, dont on célèbre alors le 110<sup>e</sup> anniversaire. Toutes et tous ont indiqué clairement leur volonté

de poursuivre l'unité réalisée pour la défense de l'École publique laïque. Toutes et tous ont exigé que les fonds publics n'aillent qu'à la seule École publique.

Ce meeting, passionné et passionnant, s'est conclu par une ovation de la salle debout et scandant : **Abrogation de la loi Debré !**

Indubitablement, quelque chose est née, encore une fois, à Japy. On n'a pas fini de le voir dans ce pays.

**Philippe Besson**

---

## Notes :

1 Compte-rendu du rapport de Congrès national de Château-Thierry présenté par Henri Lecoultre in *La Raison*, octobre 1967, p. 3., in Jean-Marc Schiappa, « *Une Histoire de la Libre Pensée* », L'Harmattan, Paris, 2011.

2 *Le Monde* du 28 août 1973.

3 René Rémond, « *L'anticléricalisme en France* », Fayard, Paris, 1976.

4 Congrès national FNLP de Dôle, archives IRELP.

5 « *Dix mille libres-penseurs commémorent, à Paris, la séparation de l'Église et de l'État* » in *Le Monde* du 12 décembre 1995.

6 *Études*, t.384, n°6, juin 1996. (réédité dans le recueil René Rémond, « *Vous avez dit catholique ?* » aux éditions Desclée de Brouwer, Paris, 2007).

# La Séparation en péril

La Séparation des Églises et de l'État introduite par la loi du 9 décembre 1905 est incomplète. Le Concordat du 26 messidor an IX et les articles organiques de la loi du 18 germinal an X s'appliquent toujours dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Quatre cultes y sont reconnus et financés par l'État : le culte catholique, les cultes protestants luthérien et réformé, le culte israélite. Un **enseignement religieux** est dispensé dans les écoles publiques. Dans une décision du 21 février 2013 (1), le *Conseil constitutionnel* a jugé que le droit local en vigueur en Alsace-Moselle est conforme à la Constitution, considérant que la proclamation du caractère laïque de la République n'invalide pas des dispositions étrangères à la loi de 1905 applicables dans certaines parties du territoire de la République. D'autres collectivités échappent également à la loi de 1905, en application des *décrets-lois Mandel* de 1939 et de l'ordonnance royale du 28 août 1828.

Par ailleurs, la loi du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et l'enseignement privé, essentiellement catholique, a indirectement mis en cause le principe selon lequel les cultes ne bénéficient d'aucun financement public. Au détriment de l'École publique, les établissements scolaires catholiques reçoivent plus de douze milliards d'euros de la part des collectivités publiques, dont sept milliards et demi versés par l'État au titre de la prise en charge des salaires de leurs professeurs.

En dépit de ces entorses à une pleine séparation, le Président de la République, devant la conférence des évêques de France, le 10 avril 2018, soutient que le lien supposé entre la République et l'Église est « abîmé », alors qu'il est rompu, insuffisamment d'ailleurs, pour garantir la liberté de conscience de chacun. Cette déclaration alimente un

double processus à l'œuvre depuis des décennies : la conquête de la sphère publique par les cultes qui en ont été chassés ; à l'inverse, au nom d'une laïcité frelatée, l'expansion de la puissance publique dans la sphère privée au détriment des libertés individuelles.

## *Les religions à la reconquête de la sphère publique*

Les cultes, et tout particulièrement le culte catholique, s'emploient à influencer les détenteurs de la puissance publique de mille façons. D'une part, ils s'abreuvent à de multiples sources de financement public, légalement ou non. D'autre part, ils s'invitent dans les lieux où la loi leur interdit d'être présents, notamment au moyen de l'implantation de symboles religieux.

### *Le financement des cultes, hors enseignement*

En premier lieu, les œuvres charitables à caractère confessionnel, qui constituent une vitrine essentielle des cultes, reçoivent légalement de multiples subventions. Ainsi, le *Secours catholique*, comme d'autres associations, a créé des référents départementaux chargés de solliciter des aides publiques auprès de collectivités territoriales. Leur montant pourrait s'élever à 140 millions d'euros environ (2). S'y ajoute la dépense fiscale induite par la réduction d'impôt consentie aux contribuables accordant un don ou un legs au Secours catholique, soit 65 millions d'euros (3).

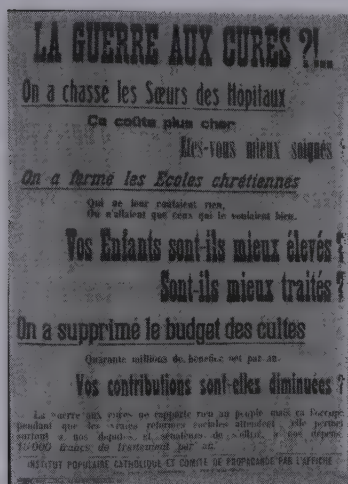
Parfois, en violation de l'article 2 de la loi de 1905, des processions bénéficient également d'aides publiques, en espèces ou en nature. Ainsi, il y a quelques années, les *Ostensions limousines* ont fait l'objet d'importants financements publics de la part de l'ancienne région Limousin,



du département de la Haute-Vienne et des communes intéressées, les élus les justifiant par l'intérêt économique de ces manifestations venues du Moyen-âge. Au terme d'une longue procédure, la Libre Pensée a obtenu le reversement des sommes indûment allouées aux organisateurs.

L'aide publique à la construction de lieux de culte, essentiellement musulmans, a longtemps défrayé la chronique. Au moyen de baux emphytéotiques, les communes mettent à disposition les terrains d'assiette des bâtiments culturels à construire pour des sommes dérisoires. La Libre Pensée a fait annuler plusieurs délibérations de collectivités publiques prévoyant cette forme d'aide aux cultes. Néanmoins, un arrêt du *Conseil d'État* (4) a jugé qu'en la matière le législateur aurait dérogé à la loi du 9 décembre 1905. Par suite, il a déclaré légal le bail emphytéotique conclu entre une commune et une association culturelle pour quatre-vingt-dix-neuf ans et un euro symbolique. Afin de clarifier la situation dans le sens implicitement recommandé par le Conseil, le Gouvernement a modifié l'article 1311-2 du *Code général des collectivités territoriales* de manière à leur offrir la possibilité de consentir la jouissance d'immeubles par bail emphytéotique administratif à des associations culturelles.

Le financement des travaux effectués sur les lieux de culte existants, et tout particulièrement sur ceux du culte catholique, est également important. D'une part, la loi elle-même, dans sa version modifiée de 1908, donne la faculté aux communes de verser des subsides pour l'entretien et la conservation des églises entrées dans le domaine public en 1906. Elles le font pour couvrir leur responsabilité vis-à-vis des tiers. Parfois, elles vont aussi au-delà de ce que prévoit la loi et financent des aménagements de confort ou des embellissements. D'autre part, le *Régime de Vichy* a modifié l'article 19 de la loi pour permettre aux collectivités publiques de consentir, sans limitation de montant, des aides aux propriétaires d'édifices du culte construits



après 1905, sur fonds privés, afin qu'ils puissent effectuer des « réparations ». Comme souvent, les travaux vont bien au-delà. Néanmoins, l'Église considère que cela n'est pas suffisant et propose depuis plusieurs années de vendre aux communes pour un euro symbolique ces constructions de mauvaise qualité, afin qu'elles les rénovent avant de les remettre gratuitement à la disposition des évêchés pour y célébrer le culte. La ville de Moirans avait recouru à ce dispositif au début des années 2000 : à l'initiative de la Libre Pensée, le juge administratif a annulé les décisions administratives correspondantes.

### *La place des cultes dans la société : Sortis par la porte de la sphère publique, ils y reviennent par la fenêtre*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1906, les cultes sont mis à distance de la sphère publique, c'est-à-dire des institutions de la République. À cette fin, pour les maintenir dans la seule sphère privée, la loi de 1905 les oblige, en théorie, à constituer des associations cultuelles qui ont pour seul objet l'exercice public du culte. Les catholiques ayant refusé de les créer jusqu'à ce que le Conseil d'État, fin 1923,

qualifie comme telles les associations diocésaines, en dépit de leur fonctionnement peu démocratique, le législateur s'est trouvé contraint d'offrir aux cultes, par la loi du 2 janvier 1907, la faculté de recourir, pour fonctionner, à celle du 1<sup>er</sup> juillet 1901 sur le contrat d'association. En raison de leur assignation dans la sphère privée, les associations cultuelles et celles relevant de la loi de 1901, pour la part de leur activité susceptible d'avoir un objet cultuel, ne peuvent recevoir aucune subvention publique, sous réserve des modifications introduites par la loi du 25 décembre 1942 au dernier alinéa de l'article 19 de celle de 1905.

En 2005, sans succès, la commission présidée par **Jean-Pierre Machelon** avait recommandé au Gouvernement de banaliser le régime juridique des associations cultuelles par rapport à celui des associations de droit commun, qui peuvent bénéficier de subventions pour leurs activités non-cultuelles. Ainsi, le financement public des cultes aurait pu s'insinuer, par le truchement d'une confusion accrue du cultuel et du culturel. En quelque sorte, la commission entendait accélérer le processus de dilution progressive de la frontière entre sphère publique et sphère privée.

En dépit des moyens accordés aux cultes d'agir dans la société civile, l'Église catholique multiplie les manifestations de présence religieuse dans la sphère publique avec la complicité de certains Élus, comme si la religion était une activité d'intérêt général. La présence d'une croix romaine portant un christ dans une cantine scolaire municipale, l'installation sur le domaine public de statues de la Vierge ou du pape Jean-Paul II, surmonté d'une croix catholique, l'épidémie de crèches chrétiennes de la Nativité dans les bâtiments publics en sont autant d'exemples. À de nombreuses reprises, la Libre Pensée a obtenu du juge administratif l'annulation des décisions des Élus autorisant l'installation illégale sur le domaine public ou dans des locaux publics de tels emblèmes religieux en violation

de l'article 28 de la loi de 1905. Elle a également obtenu du Conseil d'État deux arrêts de principe en ce qui concerne les crèches, le 9 novembre 2016 : leur présence dans un édifice public est illégale, sauf si elles n'obéissent à aucune intention prosélyte et présentent un caractère « *culturel, artistique ou festif* », dont la collectivité concernée doit rapporter la preuve.

La communautarisation des cimetières par la délimitation de carrés confessionnels, qu'interdit la loi du 14 novembre 1881 (sauf en Alsace-Moselle), et les tentations d'y élever des croix au-dessus du portail d'entrée est un autre aspect des noces incestueuses entre le service public et les cultes. Autorité qui accorde les concessions funéraires, le maire fait parfois en sorte que prospèrent à bas bruit des carrés confessionnels dans de nombreuses communes.

Enfin, en violation du Code de la défense, la célébration en l'honneur de **Geneviève**, présumée sainte et patronne des gendarmes depuis 1962, de messes auxquelles participent les groupements de gendarmerie en tenue de cérémonie constitue également une manifestation du retour du culte, essentiellement catholique, dans la sphère publique.

## *L'État et les collectivités publiques à l'assaut de la sphère privée*

Si l'Église catholique cherche à saturer de sa présence la sphère publique, c'est-à-dire le domaine des institutions juridiquement séparées des religions, en revanche, le principal des cultes minoritaires (5), l'Islam, est prié de se montrer discret, même là où chacun est libre de s'exprimer. A cet effet, la laïcité est brandie comme un étendard, non pour préserver les principes de liberté énoncés par la loi du 9 décembre 1905, mais pour développer une



politique de discrimination à l'égard d'une partie de la population, plutôt défavorisée. Bref, l'envahissement de l'État au sens large par le religieux se combine désormais avec les tentatives, parfois réussies, d'envahissement de la vie privée de chacun par des obligations jusqu'alors réservées aux institutions.

### *Vers une reconnaissance et un encadrement des cultes ?*

Les tentations concordataires des Gouvernements successifs et la volonté de l'Église catholique d'être un interlocuteur privilégié des Pouvoirs publics ont abouti à des remises en cause partielles de la Séparation, sans que celles-ci apparaissent manifestement contraires à la lettre, sinon à l'esprit, de la loi du 9 décembre 1905. La première initiative a consisté à institutionnaliser, en 2000, une instance de dialogue entre le Gouvernement et une délégation de *Conférence des évêques de France* (CEF), conduite par le nonce apostolique et convoquée sur un ordre du jour précis. Chaque année, celle-ci traite les sujets susceptibles d'irriter Rome et les demandes du Vatican. Ainsi en octobre 2016, « *Les représentants de l'Église catholique ont pu redire l'importance d'avoir une vision d'une société qui intègre les religions comme facteurs de paix sociale.* » (6) En février 2019, l'Église a obtenu le report de l'entrée en vigueur des textes instituant un diplôme public d'aumônier, de manière à lui substituer en partie, à terme, la validation des acquis de l'expérience. Elle a également fait valoir qu'elle se désengagerait de son action sociale et médico-sociale, menée en fait pour le compte des Pouvoirs publics, si la hausse de la contribution sociale généralisée n'était pas compensée pour les petits donateurs, désormais moins nombreux du fait de cette augmentation.

En deuxième lieu, depuis 2003, l'État a contraint le culte musulman à former un *Conseil français du culte musul-*

man (CFCM), décliné en conseils régionaux, puis a créé, le 6 décembre 2016, une Fondation de l'Islam de France, actuellement présidée, après M. **Chevènement**, par M. **Ghaleb Bencheikh**. Ces organismes sont chargés de régler avec les pouvoirs publics les problèmes liés à la construction de mosquées, à la consommation de viande hallal ou à la formation des imams. Un troisième étage, encore peu actif, a vu le jour, en avril 2019, comportant une *Association musulmane de l'islam de France* (AMIF), présidée par M. **Karim El Karaoui**, contrôlée en fait par le ministère de l'Intérieur et destinée, notamment, à encadrer le pèlerinage à La Mecque. Elle est flanquée d'une association culturelle musulmane à caractère national présidée par M. **Tareq Obrou**, recteur de la mosquée de Bordeaux.

Enfin, en 2011, pour entretenir « *un dialogue permanent entre l'État et les cultes* », l'État a installé des conférences départementales de la liberté religieuse comme si celle-ci était menacée. Peu actives, elles ont été réveillées en 2018 dans la perspective de la révision de la loi du 9 décembre 1905.

En définitive, ces différentes mesures ont pour objet, d'un côté, d'offrir à l'Église catholique un discret strapontin à la table de la République, de l'autre, de donner à l'État les moyens de contrôler le culte musulman au travers d'organismes concordataires

### *La volonté de limiter le droit de manifester ses convictions*

La loi du 9 décembre 1905 répond exactement au droit fondamental inscrit à l'article 10 de la *Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen* du 26 août 1789 : « *Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi.* » Elle garantit la liberté de conscience, celle de croire comme de ne pas croire. Elle



assure aussi celle de pratiquer un culte comme d'affirmer ses convictions religieuses dans la société civile. Pourtant, au nom d'une laïcité frelatée, des polémiques enflent à propos de l'expression de convictions religieuses par le port de vêtements particuliers, ou par la demande de repas aménagés dans les cantines scolaires ou dans l'entreprise.

Si la présence de jeunes filles voilées à l'École publique ne peut être acceptée en raison de la nécessité d'éloigner l'enseignement de toute croyance, de manière à permettre

aux élèves d'acquérir les seules connaissances validées par la science et de se forger une opinion éclairée, en revanche, chacun doit être libre de ses choix dans la sphère privée. Au nom de quoi interdirait-on aux usagers du service public le port d'un foulard ou d'une kippa, à des jeunes femmes fréquentant l'Université, celui de robes longues au motif qu'elles exprimeraient ainsi une conviction religieuse, voire à trois cents femmes celui d'un vêtement couvrant l'intégralité du corps et du visage ? Si c'est au nom de l'égalité des femmes et des hommes, la cause alors est bien mal servie : ainsi, la création d'une contravention pour port d'un voile intégral, sanctionnée avec de grandes difficultés par une amende de 150 euros, entraîne en réalité un confinement accru de ces femmes dans leur foyer, érigeant ainsi un obstacle supplémentaire à leur éventuelle émancipation future.

Les entreprises deviennent également un enjeu pour les tenants d'une prétendue laïcité de combat, qui entendent imposer aux travailleurs du secteur privé, au détriment de leur liberté de conscience garantie par le *Code du travail* d'avant 2016, l'obligation de neutralité pesant, à juste titre, sur les seuls personnels assurant une mission de service public. Ainsi, en 2014, le patron d'une entreprise de recyclage de papier, la société **PAPREC**, annonce qu'il impose à ses 8 500 salariés, au nom de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, de respecter une Charte de la laïcité, inscrite dans le règlement intérieur. La même année, la Cour de cassation valide du bout des lèvres, après rébellion de la Cour d'appel de renvoi, le licenciement pour faute grave de la directrice-adjointe de la crèche associative **Baby-Loup**, ouverte sans discontinuer pour permettre aux femmes d'assurer, de jour comme de nuit, le nettoyage des entreprises industrielles de la vallée de la Seine (7). Bien que cette crèche revendique de recevoir les enfants de moins de trois ans d'une commune comptant cinquante-quatre nationalités dans une perspective d'intégration de leurs ressortissants, sa directrice lui reproche



d'avoir, en 2008, après un congé de maternité et un congé parental, repris son travail revêtue d'un foulard. Elle affirme que la laïcité doit s'appliquer aux entreprises, notamment aux associations subventionnées gérant une crèche qualifiée à tort de service public. Elle reçoit le soutien de nombreuses personnalités, parmi lesquelles Mme **Élisabeth Badinter** et M. **Manuel Valls**, qui défendent que les crèches, même privées, doivent être assimilées à l'École publique, de sorte que leurs employés seraient astreints à une obligation de neutralité absolue, au même titre que les fonctionnaires et les agents publics des administrations de l'État, des collectivités territoriales et des organismes chargés d'une mission de service public.

Au regard de l'article L. 1121-1 du *Code du travail*, qui dispose que « *Nul ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché* », le licenciement pour faute grave est manifestement illégal. Dans un arrêt du 19 mars 2013, la Cour de cassation juge que le règlement intérieur de 2003 de la crèche Baby-Loup introduit une restriction générale et absolue à la liberté de conscience (8). Le même jour, par souci de pédagogie, elle valide le licenciement d'une employée d'une Caisse primaire d'assurance maladie revêtue d'un foulard pendant les heures de travail au motif qu'elle est astreinte à une obligation de neutralité, l'organisme privé qui l'emploie étant chargé d'une mission de service public (9).

En définitive, après qu'une douzaine de propositions de loi ait été déposée, dont celle de Mme **Laborde**, sénatrice radicale de gauche ayant donné lieu à un vote favorable à la soumission des salariés des structures accueillant de jeunes enfants à une obligation de neutralité semblable à celle imposée aux agents publics, le Gouvernement présidé par M. Manuel Valls a introduit un large dispositif d'interdiction du port de signes religieux dans les entre-

prises. Dans sa rédaction issue de la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels, le nouvel article L. 1321-2-1 du *Code du travail* dispose que « *Le règlement intérieur peut contenir des dispositions inscrivant le principe de neutralité et restreignant la manifestation des convictions des salariés si ces restrictions sont justifiées par l'exercice d'autres libertés et droits fondamentaux ou par les nécessités du bon fonctionnement de l'entreprise et si elles sont proportionnées au but recherché.* ». Ce texte est inacceptable parce que les droits et libertés fondamentaux ne se divisent pas et qu'il permet une interdiction générale et absolue de la liberté de conscience dans l'entreprise. Au surplus, il porte en germe d'autres adaptations législatives qui pourraient conduire à la restriction du droit syndical lui-même. Néanmoins, il reste un espoir : le juge aura sans aucun doute à concilier cette nouvelle disposition avec les termes inchangés de l'article L. 1121-1 du *Code du travail*, rappelés plus haut.

La manifestation de convictions religieuses extrêmes et minoritaires dans la rue, dans les salles d'attente des ser-



vices publics ou dans les universités dérange. Pour autant, il appartient à ceux qui s'en trouvent incommodés, de mener les combats émancipateurs au terme desquels ces comportements disparaîtront. Or, la répression de cette manifestation ne fait qu'amplifier le mouvement de rejet d'une société regardée comme oppressive, travaillée par ses démons néocolonialistes et violemment ségrégationniste, surtout lorsque, par ailleurs, les tenants du tout répressif admettent la virulence du prosélytisme catholique, y compris en violation de la Séparation. À l'inverse, le respect scrupuleux de la loi de 1905 fait le pari de l'émancipation, sans d'ailleurs sombrer dans l'angélisme : les discours politiques tenus sous couverts de la religion dans les lieux de culte peuvent entraîner leur fermeture. Il a permis la fin du cléricalisme au profit de la liberté de conscience. Il permettra la fin des intégrismes.

### *La question des parents d'élèves et des cantines scolaires*

Depuis 2005, se poursuit une polémique à propos du statut des mères d'élèves qui accompagnent les sorties scolaires. Les femmes portant un foulard sont-elles autorisées à participer à ces sorties ou bien doivent-elles, pour y être admises, retirer ce fichu, présumé revêtir un sens religieux ? En 2005, la **Libre Pensée** avait pris nettement position contre ceux qui qualifiaient ces femmes, pour leur refuser de participer aux sorties d'élèves, de collaboratrices occasionnelles du service public au motif que cette qualification a un objectif et un sens très précis : faire porter la responsabilité juridique d'éventuels dommages sur l'État lorsqu'un citoyen, dans une situation de force majeure, apporte son concours à l'exécution du service public (incendie par exemple). En l'espèce, rien de tel. Bien que le Tribunal administratif de Montreuil ait validé un règlement intérieur d'école excluant les femmes portant un foulard des sorties scolaires, le *Conseil d'État* a confirmé que notre point de vue est

juridiquement fondé, dans un avis du 23 décembre 2013. Pour autant, la polémique resurgit de loin en loin comme en 2019.

La question des cantines scolaires est également importante. Il faut distinguer deux choses : les repas sans porc et l'offre de viande hallal. Refuser de proposer aux enfants, avec l'accord de leurs parents, des repas sans porc, au risque de les stigmatiser et de les contraindre à ne pas manger ou à ingérer des nourritures qu'ils regardent comme inconsommables, est inacceptable. Cela pourrait relever du traitement inhumain et dégradant. Ainsi, au nom de la laïcité, mais en réalité au titre d'une croisade contre les musulmans qui prend des formes multiples depuis plusieurs années, le maire de Chalon-sur-Saône est allé jusque-là, en 2015, alors que la commune préparait des repas de substitution sans porc depuis trente ans. En revanche, il n'a pas interdit le poisson le vendredi. Le Tribunal administratif de Dijon a annulé cette décision le 28 août 2017, sur le fondement de l'article 3-1 de la ***Convention internationale des droits de l'enfant***. Différente est la question de l'approvisionnement des cantines scolaires en viande hallal : celle-ci étant certifiée par un religieux moyennant une taxe alimentant les caisses d'un culte, il ne serait pas conforme à la loi de 1905 pour une commune de s'en procurer, d'autant que ses vertus nutritives ne sont pas plus grandes, ni d'ailleurs plus faibles que celles de la viande préparée dans des abattoirs qui respectent la législation et la réglementation sur le traitement des animaux.

## *Comprendre pour agir*

Nous assistons à deux mouvements contradictoires, mais parfaitement conciliables : d'un côté, le religieux s'insinue dans la sphère publique, soit au travers d'institutions plus



ou moins informelles mettant en relation la puissance publique et les cultes, soit au moyen d'un empiétement toujours plus grand des signes et emblèmes religieux dans les espaces qui leur sont interdits par la loi de Séparation ; de l'autre, nombreux sont ceux qui brandissent frauduleusement l'étendard de la laïcité pour mener une campagne xénophobe contre la partie de la population de confession musulmane. Aujourd'hui une brèche a été ouverte dans la loi avec la réforme du *Code du travail*. A ce jeu-là, les crispations identitaires ne peuvent que s'accroître au détriment de la République une et indivisible.

## Dominique Goussot

---

### Notes :

- 1-Cons. Cons., 21 février 2013, décision n° 2012-297 QPC.
- 2-Source : Rapport d'activité 2017. Hypothèse : 70 % des ressources autres que le produit des dons et legs sont des subventions publiques.
- 3-En 2017, le montant des dons et legs s'est élevé à 141 millions d'euros, selon Caritas.
- 4-Voir CE, 9 juillet 2011, Commune de Montreuil.
- 5-Il fut un temps où les « sectes » faisaient également l'objet de tentatives d'intervention de l'État.
- 6-Communiqué de la CEF.
- 7-Voir Cass., 25 juin 2014, Baby-Loup, n° 612.
- 8-Voir Cass., 19 mars 2013, Baby-Loup, n° 536.
- 9-Voir Cass., 19 mars 2013, CPAM de Seine-Saint-Denis, n° 537.

# Emmanuel Macron aux Bernardins : Le vice clérical aux bras du crime antilaïque ?

Le **Président de la République** a donc été reçu par la **Conférence des Évêques de France** au *Collège des Bernardins*. C'était la première fois qu'un Président de la République répondait favorablement à une telle invitation. C'est indéniablement une entorse flagrante au principe de Séparation des Églises et de l'État (**Loi du 9 décembre 1905**).

Cette « *reconnaissance* » d'une religion a été confirmée par le **Président des Évêques** : « *Votre présence nous honore et manifeste les relations anciennes et renouvelées entre l'État et l'Église Catholique.* » Rappelons que c'est **Lionel Jospin**, alors Premier ministre, qui avait institué une structure de dialogue permanent avec l'Église catholique en 2002.

**Emmanuel Macron** a inscrit ses pas dans la même démarche : « *Pour nous retrouver ici ce soir, Monseigneur, nous avons, sans doute, vous et moi, bravé les sceptiques de chaque bord. Et si nous l'avons fait, c'est sans doute que nous partageons confusément le sentiment que le lien entre l'Église et l'État s'est abîmé, et qu'il nous importe à vous comme à moi de le réparer... Un Président de la République prétendant se désintéresser de l'Église et des catholiques manquerait à son devoir.* »

C'est bien d'une violation de la loi de Séparation qu'il s'agit. Mettre sur le même plan l'Église et les catholiques,

c'est confondre l'institution cléricale qu'est l'Église catholique et des citoyens qui sont catholiques. Il y a une loi de Séparation entre les Églises et

l'État, pas entre les citoyens-croyants et l'État.

Le lien entre l'Église et l'État, ce fut notamment le **Concordat** et avant lui « *le Roi de droit divin* ». **S'agit-il de réparer ce lien en remettant en cause la loi de Séparation qui a, effectivement, cassé le lien entre l'État et l'Église ?** On comprendrait alors, enfin, la formule de son Ministre **Darmanin** : « *Il faut renforcer la loi de 1905, par un concordat avec l'Islam.* »

Comme toujours, pour commettre un forfait politique, l'Histoire doit être revisitée. Ainsi pour **Emmanuel Macron**, l'Histoire se résume à l'histoire de l'Église catholique : « *Je suis convaincu que les liens les plus indestructibles entre la nation française et le catholicisme se sont forgés dans ces moments où est vérifiée la valeur réelle des hommes et des femmes. Il n'est pas besoin de remonter aux bâtisseurs de cathédrales et à Jeanne d'Arc : l'histoire récente nous offre mille exemples, depuis l'Union Sacrée de 1914 jusqu'aux résistants de 40, des Justes aux refondateurs de la République, des Pères de l'Europe aux inventeurs du syndicalisme moderne...* » Il est clair que pour **Emmanuel Macron** l'Histoire de France commence et finit avec l'Église : rien avant, rien après.

Tout le programme réactionnaire du **Président de la République** est ainsi résumé : Union nationale pour les OPEX et les opérations militaires néocoloniales, la refondation encore plus bonapartiste et corporatiste des institutions de la Ve République, remettre en cause la laïcité de l'École et de l'État, sauver l'Europe vaticane et amplifier la destruction des acquis sociaux avec l'aide des « *syndicalistes modernes* », en particulier de la **CFDT**, qui accompagnent et signent tout ce que demandent gou-

vernement et patronat.

## *La révision des lois bioéthiques : la grande peur de l'Église*

**Georges Pontier**, au nom des Évêques a accueilli **Emmanuel Macron** en lui indiquant l'objet de cette invitation : « *Nous avons déjà des lois récentes sur d'autres sujets essentiels pour la société qui n'ont pas eu le temps de porter leurs fruits et voilà que certains souhaiteraient qu'on légifère encore. Est-ce bien raisonnable ?* »

Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il a été entendu par **le Président de la République** : « *Vous avez ainsi établi un lien intime entre des sujets que la politique et la morale ordinaires auraient volontiers traités à part. Vous considérez que notre devoir est de protéger la vie, en particulier lorsque cette vie est sans défense. Entre la vie de l'enfant à naître, celle de l'être parvenu au seuil de la mort, ou celle du réfugié qui a tout perdu, vous voyez ce trait commun du dénuement, de la nudité et de la vulnérabilité absolue. Ces êtres sont exposés. Ils attendent tout de l'autre, de la main qui se tend, de la bienveillance qui prendra soin d'eux. Ces deux sujets mobilisent notre part la plus humaine et la conception même que nous nous faisons de l'humain. Et cette cohérence s'impose à tous.*

Alors j'ai entendu, Monseigneur, Mesdames et Messieurs, les inquiétudes montant du monde catholique. Et je veux ici tenter d'y répondre, ou en tout cas d'y donner notre part de vérité et de conviction. **C'est parce que je suis convaincu que nous ne sommes pas là face à un problème simple qui pourrait se trancher par une loi seule.** Mais nous sommes parfois face à des débats moraux, éthiques profonds qui touchent au plus



*intime de chacun d'entre nous.*

*J'entends l'Église lorsqu'elle se montre rigoureuse sur les fondations humaines de toute évolution technique. J'entends votre voix lorsqu'elle nous invite à ne rien réduire à cet agir technique, dont vous avez parfaitement montré les limites. J'entends la place essentielle que vous donnez à notre société, à la famille, aux familles, oserais-je dire. J'entends aussi ce souci de savoir conjuguer la filiation avec les projets que des parents peuvent avoir pour leurs enfants. »*

Pour autant, même un Jésuite y perdrait son latin. Que va faire **Emmanuel Macron** en matière de bioéthique et de fin de vie ? Personne n'en sait rien, même peut-être ne le sait-il pas lui-même.

**Emmanuel Macron** a dévoilé aussi qu'il avait eu la même conception que l'Église catholique quand il a fondé *En marche !* : refonder le politique. Oui, mais sur quelles bases ? Son projet se dessine de plus en plus : **la réaction sociale, le corporatisme, la remise en cause de la loi de 1905, aggraver la loi Debré, l'assujettissement croissant de la société à la banque et au capitalisme.**

**La Fédération nationale de la Libre Pensée** est d'autant plus lucide sur cette politique que, pour préserver son indépendance, elle s'est bien gardée de céder aux injonctions de tous ceux qui appelaient à voter pour lui. On comprend aussi le désarroi de ceux qui ont appelé à voter pour **Emmanuel Macron** « *pour faire barrage à la réaction* » et qui se retrouvent « *Gros Jean comme devant* ».

Mais pour mettre son programme en œuvre, ayant une base électorale des plus réduites (17% des inscrits au premier tour des Présidentielles), il a besoin des « *syndicalistes modernes* » et, bien sûr, de l'**Église catholique**. Il a donc lancé un appel à l'aide : « *Le don de l'engagement*

*que je vous demande, c'est celui-ci : ne restez pas au seuil. Ne renoncez pas à la République que vous avez si fortement contribué à forger. Ne renoncez pas à cette Europe, dont vous avez nourri le sens. Ne laissez pas en friche les terres que vous avez semées. Ne retirez pas à la République la rectitude précieuse que tant de fidèles anonymes apportent à leur vie de citoyen. »*

## *Mais le vent se lève contre la Réaction*

La formidable résistance qui se manifeste, notamment – mais pas exclusivement – chez les cheminots est un bien mauvais présage pour « **Jupiter** ». C'est pourquoi, il se dépense sans compter pour communiquer sur les plateaux de télévision. La peur du vide ? Dira-t-il comme **Philippe Pétain** le 12 août 1941 : « **Français**, j'ai des choses graves à vous dire. De plusieurs régions de France, je sens se lever depuis quelques semaines un vent mauvais... L'inquiétude gagne les esprits, le doute s'empare des âmes. L'autorité de mon gouvernement est discutée ; les ordres sont souvent mal exécutés (...) »

On sait comment cela a fini.

Paris, le 10 avril 2018

# Lettre au Président de la République

Monsieur Emmanuel Macron  
Président de la République  
55 rue du Faubourg saint-Honoré  
75008 Paris

Monsieur le Président de la République,

La Fédération nationale de la Libre Pensée est la plus ancienne association laïque de ce pays. A ce titre, elle a été particulièrement attentive à vos différents propos concernant la laïcité et la loi de 1905 de Séparation des Églises et de l'État.

Nous avons pris connaissance de vos propos tenus lors de la réunion avec plusieurs dizaines de personnalités le 18 mars 2019. Dans cette rencontre, vous avez indiqué (selon la presse et les vidéos consultables) que vous ne modifierez pas la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État

C'est pourquoi, nous vous demandons, par la présente, de bien confirmer qu'il n'y aura aucune modification législative de la loi de 1905. Pour autant, si tel était le cas, ce dont nous nous réjouissons, cela veut-il dire qu'il n'y aura pas non plus de modifications réglementaires touchant à l'application des principes de cette loi fondamentale et fondatrice de la laïcité dans notre pays ?

Dans l'attente de votre réponse, recevez, Monsieur le

Président de la République, l'expression de nos salutations distinguées.

**Jean-Sébastien Pierre,  
Président de la Libre Pensée**

Paris, le 19 mars 2019

A ce jour, cette lettre n'a jamais reçu  
la moindre réponse de l'Elysée,  
ni de Gérard Collomb



De gauche à droite : Michel Besse, préfet du Rhône; Gérard Collomb, maire de Lyon ; Philippe Barbarin, Primat des Gaules et Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris



# Manifeste de la Libre Pensée : Ne touchez pas à la loi de 1905 !

*La loi du 9 décembre 1905* a institué la Séparation des Églises et de l'État, en interdisant la reconnaissance juridique des religions et leur financement public. Cette loi a distingué très nettement la sphère publique en charge de l'intérêt général (Institutions, Gouvernement, Administration, Services publics, fonctionnaires) où la neutralité est de règle, et la sphère privée qui se compose de tout le reste, allant de la rue à la vie intime, où chacune et chacun est libre d'exprimer les opinions de son choix, de porter les insignes, emblèmes et les vêtements qu'elle ou il désire.

Cette loi, élaborée en 1904 au Congrès international de la Libre Pensée à Rome, face au Vatican, a été ensuite portée par l'ensemble du mouvement laïque, syndical, politique, Élus républicains, démocrates et Francs-maçons artisans de l'absolue liberté de conscience. Pour leur part, les principales minorités religieuses (Vieux catholiques, Protestants, Israélites) ont vu la possibilité de vivre leur foi en toute quiétude et n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire triompher cette loi de la liberté de conscience.

Quand cette loi fut votée, les nationalistes et indépendantistes en Afrique du Nord n'eurent de cesse d'exiger son application afin de garantir le libre exercice du culte sans tutelle gouvernementale et coloniale. Ce qui leur fut refusé jusqu'au moment de l'indépendance de l'Algérie en 1962. L'Article 43 de la loi de 1905 ne fut donc jamais mis

en œuvre en Algérie.

La loi de 1905 a permis globalement d'assurer une paix civile pendant plus de 100 ans durant lesquels les personnes ne se massacrèrent plus pour des raisons religieuses. Hormis la période du Régime de Vichy où les coups les plus graves furent portés au principe de Séparation. Le gouvernement provisoire et les gouvernements successifs n'abrogèrent pas les dispositions pétainistes.

### *La loi de 1905, c'est le non-financement des cultes, Il faut abroger la loi Debré !*

L'article 2 de la loi de 1905 déclare comme un principe institutionnel : « *la République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte* ». L'Église catholique le dit clairement : l'enseignement privé à 95% catholique est une œuvre de l'Église, il est placé sous la tutelle et le contrôle des Évêques.

Or, par la loi du 31 décembre 1959, dite *loi Debré*, l'État finance l'enseignement privé catholique, au mépris du principe : « *Fonds publics à l'École publique, fonds privés à l'école privée* ». Chaque année, à notre connaissance, ce sont largement plus de 12 milliards de fonds publics qui sont détournés pour financer l'enseignement catholique, au détriment de l'Enseignement public, en application de la seule *loi Debré* (aggravée par les lois *Guichard-Pompidou*, *Guermeur*, *Rocard*, *Chevènement*, *accords Lang-Cloupet*, *loi Carle...*) ; s'y ajoutent la part des 4 milliards d'euros de taxe d'apprentissage des entreprises et de la formation continue qui va à l'enseignement privé ainsi que les déductions fiscales de 66% sur les dons aux fondations (fondation pour l'école et **fondation Saint-Mathieu** notamment).

L'enseignement privé catholique ne complète pas l'Enseignement public, il le concurrence outrageusement avec les fonds publics détournés de leur mission d'origine :

permettre le droit à l'Instruction pour tous au sein de l'École publique, laïque et républicaine.

La **Libre Pensée** entend défendre les lois laïques par tous les moyens, y compris juridiques. C'est pourquoi elle est à la source de nombreux recours contentieux contre les violations de la loi de 1905 (croix à l'entrée des cimetières, crèches catholiques dans les bâtiments de la République, statues de la Vierge sur des places publiques, statue de **Jean-Paul II** à Ploërmel, financements publics pour la construction de bâtiments religieux, etc.). La Libre Pensée s'honore d'avoir gagné la plupart de ces recours, jusqu'au plus haut niveau : le Conseil d'État. Elle a contribué à construire une jurisprudence de défense de la laïcité.

### *Aujourd'hui, les plus grandes menaces pèsent sur la loi de Séparation de 1905*

Il ne faut pas être grand clerc pour s'apercevoir qu'un mauvais coup se prépare contre la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État. Même si le gouvernement Macron/Philippe s'abrite derrière un rideau de fumée, les faits se suffisent à eux-mêmes :

- Le 20 juin 2017, le Président de la République **Emmanuel Macron** a participé es-qualité au dîner de rupture du jeûne du *Ramadan* avec le *Conseil Français du Culte Musulman*. Il ne cesse de pousser ses pions pour organiser le culte musulman, ce qui, en vertu de la loi de 1905, n'est pas dans les attributions de l'État.
- Le 12 juin 2018, il envoie **Gérard Collomb** et **Édouard Philippe** au dîner de rupture du jeûne du Ramadan. « *Il nous reste beaucoup de chemin à parcourir* », a lancé Gérard Collomb, appelant « *au concours de la société civile qui doit porter un discours alternatif à celui du repli* » et saluant



G Collomb au dîner de rupture du jeûne le 12 juin 2018

*« ceux qui se mobilisent pour un Islam qui ne soit pas de rupture ou de sécession ». À sa suite, le Premier ministre a enfoncé le clou : « Nous avons de grands défis à relever ensemble, qu'il n'est sans doute pas nécessaire de détailler tellement ils sont évidents. Notre pays, notre continent et notre monde vivent un moment sensible, crucial pour la qualité de notre vie en commun. Tout dépend de notre capacité à inventer ensemble notre monde de demain, un monde dans lequel nos enfants et petits-enfants puissent s'épanouir en dépit de leurs différences de foi et de conviction et dans lequel nous partageons tous un lien charnel avec notre Nation et notre société ».*

- Le 22 septembre 2017, à l'Hôtel de ville de Paris, le Président de la République a honoré le 500<sup>e</sup> anniversaire de la Réforme devant le parterre « Protestants 2017». « Emmanuel Macron fait référence à la Communion luthéro-réformée d'un côté, historiquement progressiste, et aux évangéliques de l'autre, piétistes exubérants à la fibre



*conservatrice. « J'attends beaucoup de vous », a-t-il ajouté, comptant sur les protestants, mais aussi sur le « dialogue entre les religions » et « les différentes philosophies », pour « éclairer » les débats de bioéthique à venir, dont il dit ne pas souhaiter qu'ils divisent la société. » (Source : **Le Monde** du 23/09/2017)*

- Le 21 décembre 2017, lors de la réunion des responsables religieux à l'Élysée, le ministre de l'Éducation nationale, **Jean-Michel Blanquer**, a affirmé que les « *esprits sont mûrs* » pour cette nouvelle étape (enseignement spécifique du fait religieux). Le 4 janvier, c'est Emmanuel Macron lui-même qui a enfoncé le clou, soulignant que son ministre de l'Éducation nationale avait « *pris des engagements très clairs* ». (Source : **La Croix** du 15 janvier 2018)
- Le 9 mars 2018, Emmanuel Macron a aussi honoré le dîner du **Conseil Représentatif des Institutions Juives de France**. « *Et j'ai, je dois vous le dire, une tristesse aussi réelle, quand je vois parce que la situation, la tension est ainsi à son paroxysme dans notre pays, des parents qui décident que leurs enfants vont quitter l'École de la République, parce qu'on n'a pas réussi à faire que les examens les plus importants, n'étaient plus organisés le samedi matin (sic!) et que ce qui s'est toujours fait, dans le cadre de la laïcité dans l'École de la République, de manière dépassionnée...* » (Source : **La Croix** du 12/04/2018)
- Le 9 avril 2018, le même a prononcé un discours à l'invitation de la **Conférence des Évêques catholiques de France**, au Collège des Bernardins, où il s'est prononcé pour « *la réparation du lien abîmé* » entre l'Église catholique et l'État. « *Je me fais une plus haute idée des catholiques* » a affirmé le nouvel hôte de l'Élysée. Écartant les po-

lémiques sur les racines chrétiennes – «*ce qui compte, c'est la sève*» – **Emmanuel Macron** tente de définir «*la part catholique de la France*» qui s'exprime par un sens de l'engagement, une vision de l'homme ou une façon de porter «*la question intranquille du salut*». Décrivant l'Église comme une réalité sociale contribuant, parmi d'autres, à la recherche du bien commun, Emmanuel Macron souhaite lui reconnaître toute sa place. (Source : **La Croix** du 10/04/2018)

- Et pour couronner le tout, en juin 2018, Emmanuel Macron est allé à Rome pour recevoir le titre de **proto-chanoine d'honneur de Saint-Jean-de-Latran**, marquant ainsi la déférente subordination de l'État français au Vatican. Comme tous ceux qui ont reçu l'étole, il a plié le genou devant le pape.

*Qui peut croire que tous ces événements  
n'ont pas un lien entre eux et qu'il s'agit du  
produit du hasard ?*

Une polémique révélatrice est née fin mai 2018, parce qu'une responsable de l'UNEF portait un voile islamique. Cette étudiante n'est en rien en charge de l'intérêt général, la loi et les Franchises universitaires ne lui interdisent en aucune façon de s'habiller comme elle veut. Les cris d'orfraie ont été poussés par les réseaux de **Manuel Valls**. Leur hypocrisie n'a d'égale que leur lâcheté. Ils auraient dû dire clairement les choses : une musulmane n'a pas le droit d'être syndiquée, une musulmane n'a pas le droit d'être responsable syndicale, une musulmane n'a pas le droit d'être citoyenne. Cela aurait eu au moins le mérite de la franchise.

## *Chez les tartuffes, les ministres sont rois*

On a atteint la pitrerie la plus totale, quand le ministre de l'Intérieur **Gérard Collomb** a déclaré sur BFM-TV : « *vivement regretter que **Maryam Pougetoux** s'affiche avec le voile islamique lors d'une interview télévisée. Depuis plusieurs jours, une vidéo de la dirigeante de l'Unef Paris-4 suscite une vive polémique. Dans le cadre d'une interview accordée à M6 sur la réforme de l'université, Maryam Pougetoux s'est présentée devant la caméra vêtue d'un voile islamique. C'est choquant, il faut montrer un modèle. On voit qu'il y a un combat culturel finalement au sein des jeunes musulmans* ».

La sainte alliance des bénitiers avec le Primat des Gaules, à Lyon n'était visiblement pas choquante pour lui, quand il était Maire.

Les millions de fonds publics versés pour l'Église catholique et ses œuvres lyonnaises n'étaient pas « *choquants* », pas plus que les aumôneries catholiques dans les commissariats de police parisiens, en violation de la Loi de 1905 ne le sont pour le ministre de l'Intérieur qu'il est devenu.

Voici un autre ministre qui a l'indignation à géométrie variable. Il s'agit de **Jean-Michel Blanquer**, ministre de l'Éducation nationale, interrogé par ***l'Express*** le 29/05/2018 : « *Vous dites que vous n'avez aucun problème avec l'appel d'Emmanuel Macron au Collège des Bernardins à s'engager "en tant que catholiques". Le corollaire, pour les autres, est de s'engager en tant que juifs ou musulmans. N'est-ce pas simplement ce que fait cette jeune fille de l'Unef ? Elle se met une étiquette : "Je suis engagée comme citoyenne musulmane" ?* »

Réponse de Monsieur le ministre : « *Non, cela n'a rien à voir. Ce sont deux choses très différentes. Le Président appelle à s'engager au nom de ses principes intimes. Un*

*exemple facile à comprendre : les scouts. Vous avez des scouts catholiques, protestants, musulmans... ils sont tous excellents et visent l'intérêt général. Ils suscitent l'engagement chez les enfants, au nom de leur foi, dans un sens convergeant totalement avec la République. Cela ne pose pas le début d'un problème. Ensuite, il y a l'exercice de responsabilités publiques. Et, bien sûr, lorsqu'il s'agit d'une association ou d'un parti, vous avez le droit de porter le vêtement que vous voulez : mais vous dites quelque chose de la philosophie que vous portez, alors même que l'association ou le parti que vous représentez a une vocation républicaine et universaliste. »*

Selon que vous serez catholique ou musulman, les jugements seront blancs ou noirs, aurait pu dire Jean de la Fontaine.

### *A propos de l'organisation du Culte musulman*

Comme tous les Président-Bonaparte, Emmanuel Macron, la main dans le gilet, se prend pour le Petit Corse. Son modèle, comme pour tous ses prédécesseurs : le Statut des Juifs de 1808, décrété par **Napoléon**. En rupture complète avec les structures historiques du judaïsme, il impose de l'extérieur l'organisation consistoriale. Un décret est pris « sur la répression des abus imputés aux Juifs », valable 10 ans et renouvelable. Il soumet les Juifs à une législation d'exception qui porte atteinte à l'égalité civique. Connue sous le nom de « Décret infâme », ce texte comporte essentiellement quatre points :

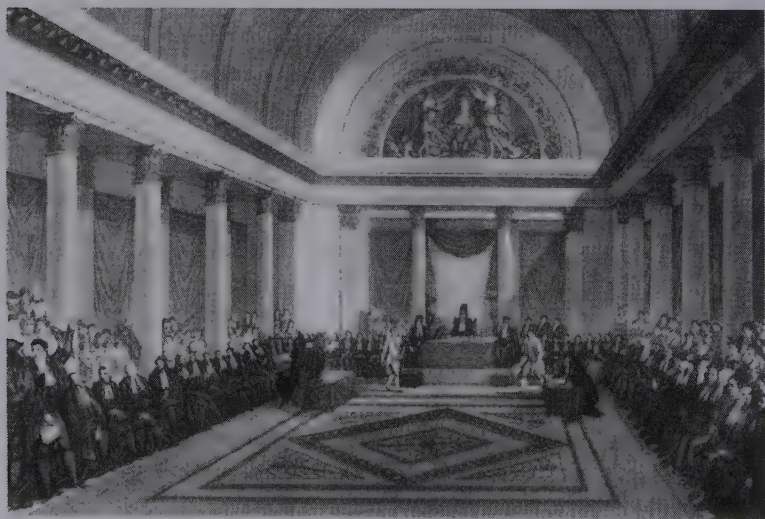
- Toutes les dettes contractées vis-à-vis des juifs sont susceptibles d'ajournement, de réduction, voire dans certains cas, sont simplement annulées.
- Pour avoir le droit de commercer, les juifs doivent



obtenir des patentes spéciales du Conseil municipal de leur localité.

- Les Juifs ne peuvent pas s'établir librement s'ils n'y résidaient pas avant 1808 dans les départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.
- Les Juifs sont astreints au service militaire, sans avoir le droit (comme les non-juifs) de payer pour un remplaçant.

En 2018, **Gérald Darmanin** (ministre des Comptes publics) revendique un « *concordat pour l'Islam* » : « *Il invoque « l'autorité (l'autoritarisme !) de Napoléon* » qui a réussi à intégrer les juifs à la nation « après un chantage certain ». » (Source : **7x7.press**). Ces mesures, qui servent de modèle revendiqué aujourd'hui par les tenants de l'organisation du Culte musulman, furent un tel scandale que le Décret fut abrogé par **Louis XVIII** sous la Restauration. Un comble ! (Source : *Histoire populaire de la France* par **Michelle Zancarini-Fournel**)



Le grand Sanhédrin. Le statut des Juifs de 1808 appelé "décret infâme"... serait un modèle pour les tenants d'un "concordat pour l'Islam"

Quand on voit le modèle revendiqué, on peut craindre les plus graves conséquences pour la démocratie, la République, l'Égalité et la Laïcité, si on applique ces principes à l'organisation du culte musulman.

### *Quel est le véritable objectif de tous ces manipulateurs ?*

La loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État organise juridiquement une distinction nette entre, d'une part ce qui relève de la sphère publique (État, institutions, administrations, services publics en charge de l'intérêt général) qui est astreinte au principe de neutralité ; et, d'autre part la sphère privée qui est tout le reste. Dans la sphère privée, il ne peut y avoir de neutralité, puisque c'est le lieu, par excellence, où les opinions peuvent et doivent s'exprimer.

Nous sommes dans une situation où l'on «laïcise» de plus en plus la sphère privée en multipliant les atteintes à la liberté d'expression et de comportement, et, où, dans le même temps, on privatise de plus en plus les services publics, la sphère publique. On arrive donc à une situation où la Séparation entre la sphère publique et la sphère privée est profondément remise en cause et tend à disparaître. D'un côté, on supprime des libertés démocratiques, de l'autre, on applique de manière croissante les lois du marché.

En voulant supprimer cette frontière, on veut faire de toute la société un corps unique, régi par les mêmes principes. La distinction entre le temporel et le spirituel n'a plus lieu d'être. La société devient totale, donc totalitaire. Il n'y a plus de séparation, donc de protection des individus entre ce qui relève de l'intérêt général et des intérêts particuliers. Il n'y a plus qu'un seul corps social, c'est l'institutionnalisation du *Corporatisme*, dont le fascisme et le nazisme ne furent que des variantes.

Si tout est mélangé et devient la même chose, alors le religieux est partout, il n'y a plus de Séparation des Églises et de l'État. Le «*lien est donc réparé*» selon les vœux d'Emmanuel Macron. Un mauvais coup se prépare contre la laïcité.

*Il s'agit de mobiliser les laïques et leurs associations pour empêcher cette forfaiture*

La **Fédération nationale de la Libre Pensée** a été à l'initiative en décembre 2016 de l'*Appel des laïques* qui a rassemblé, dans une très grande diversité, le mouvement laïque.

**APPEL DES LAÏQUES**

***Pour le respect de la laïcité***

C'est peu de dire que la laïcité va mal : malmenée, manipulée, vilipendée, on n'ose plus s'affirmer laïque par peur des amalgames et des contresens. Principe de paix, elle serait devenue sujet de discorde. Principe d'unité par-delà les différences, on lui assigne des fins identitaires.

L'extrême-droite, de tradition pourtant antilaïque depuis toujours, veut s'approprier le mot pour mieux distiller son venin xénophobe. Hier les juifs, les arabes, aujourd'hui les musulmans. On ne peut se réclamer de la laïcité, quand on soutient les prières de rue, quand il s'agit de l'église Sainte-Rita mais qu'on les condamne, quand elles se font aux abords des mosquées. On n'est pas laïque, quand on se fait le porte-parole des discours les plus réactionnaires du Vatican en appelant à la suppression du Planning familial.

Non, l'Islam ne serait pas par nature plus hermétique aujourd'hui à la laïcité que ne l'était le culte catholique en

1905. La laïcité n'a pas à s'adapter à une religion, de même qu'aucun croyant ne peut réclamer de droits particuliers. La République est séparée des religions, elle n'a pas à organiser les cultes.

Nous, militants laïques, par-delà parfois des divergences d'analyse, en appelons à la constitution d'un front commun autour des fondements de la laïcité républicaine, telle que définie par la loi de 1905. Être laïque, c'est reconnaître que l'État assure en même temps la liberté de conscience - croyant et non croyant - et le libre exercice des cultes. Être laïque, c'est affirmer que l'État ne doit reconnaître, salarier ou subventionner aucun culte. Par conséquent la République ne tranche pas parmi les cultes plus ou moins respectables : elle demeure indifférente dans la seule limite du respect de l'ordre public et des lois communes.

Ses Élus et représentants doivent conserver cette neutralité dans leurs fonctions. La République ne juge personne selon ses croyances ou appartenances présumées. Elle accorde à l'École publique la noble mission d'instruire les enfants : c'est par conséquent à elle que l'État doit accorder les fonds nécessaires aux défis que porte l'École aujourd'hui.

Nous, militants de la cause laïque, appelons à la plus grande vigilance contre toute tentative de détourner la laïcité de ses objectifs. En cette date anniversaire de la loi de 1905, nous en appelons au respect plein et entier de ses principes fondateurs. La laïcité organise l'espace public et donne sens à la citoyenneté républicaine qui garantit la démocratie. Ce n'est ni une police de la pensée, ni une option philosophique parmi d'autres valeurs particulières.

La loi de 1905 est une loi de liberté qui permet toutes les autres libertés. Elle doit donc être préservée.

Cet **Appel**, lancé, à l'initiative de la Libre Pensée, à l'occasion de l'anniversaire en 2016 de la loi du 9 décembre



1905 a recueilli plus de 10 000 signataires de la quasi-totalité du mouvement laïque dans sa diversité associative, syndicale, mutualiste et politique. Il n'y avait pas eu un tel rassemblement depuis l'adoption du Serment de Vincennes de juin 1960.

*Il faut agir dans l'union la plus large,  
dans la diversité et l'unité,  
pour défendre la loi de 1905 !*

Le **Congrès national de la Libre Pensée de Saint-Herblain** (Loire-Atlantique) d'août 2018, appelle les libres penseurs de tous les départements à faire connaître largement ce ***Manifeste de défense de la loi de 1905***, à prendre tous les contacts nécessaires avec les associations, laïques, syndicats, partis, Élus pour réaliser l'union la plus large dans la mobilisation la plus grande.

**Ne touchez pas à la loi de 1905 !**

Nantes – Saint-Herblain, le 25 août 2018  
Adopté par le congrès à l'unanimité moins 2 abstentions



*Motion d'application du Manifeste de  
défense de la loi de 1905*

Le Congrès national de la Libre Pensée, réuni à Saint Herblain du 21 au 25 août 2018, décide de diffuser très largement le Manifeste de la Libre Pensée en défense de la

loi de 1905, adopté lors de ses travaux. Il appelle les Fédérations départementales à le porter à la connaissance des laïques et des associations amies dans leur départe-



## LE MAIRE DU KREMLIN-BICÊTRE.

En les dispositions de la loi du 5 Avril 1884, articles 91, 92, 94 et 97:

Vu les dispositions d'un arrêt de la Cour de Cassation en 26 Février 1847

Tu les dispositions d'un arrêt de la Cour de Cassation du 11 Novembre 1884 :

Vu les dispositions de l'article 43 de la loi du 18 Germinal an X :

Vu les dispositions de l'arrêté du Conseil d'Etat du 3 Août 1882, fondé sur un arrêté des Consuls du 17 Nivôse an XII.

Considérant qu'il n'est pas juste de laisser le clergé bénéficier d'un régime de faveur lui permettant

de se soustraire aux obligations que supportent tous les autres citoyens.

Considérant que, puisqu'ils profitent matériellement des dispositions de la loi du 18 Germinal an X, il est spécialement utile qu'ils se soumettent à toutes les articles de cette loi essentielle

Considérant, en outre, que si le costume spécial dont s'affublent les religieux, peut favoriser leur autorité sur une certaine partie de la société, il les rend ridicules aux yeux de tous les hommes raisonnables, et que l'Etat ne doit pas tolérer qu'une catégorie de fonctionnaires ait tout à la fois le droit de punir et de se faire punir.

ARBÈTE :

**ARTICLE PREMIER.** — Est interdit sur le territoire de la Commune du Kremlin-Bicêtre, le port du costume ecclésiastique à toute personne n'exerçant pas des fonctions reconnues par l'Etat et dans les limites du territoire assigné à ces fonctions.

ART. 2. — MM. le Commissaire de Police, l'Agent voyer communal, les Agents communaux et MM. les Gendarmes sont chargés de veiller à l'exécution du présent arrêté.

*Le Kremlin-Bicêtre, le 10 Septembre 1900.*

Le Maire, Conseiller général.

**E. THOMAS**

ment, notamment à tous ceux qui ont contresigné l'Appel des Laïques.

Le Congrès national rappelle que la Fédération nationale de la Libre Pensée a sollicité une audience auprès du Président de la République pour lui demander précisément s'il entend modifier ou abroger la loi de 1905. La FNLP

fournira à cette occasion des exemples concrets qui justifient son inquiétude.

Le Congrès national de la Libre Pensée demande à toutes ses Fédérations départementales de préparer dès la rentrée des conférences publiques sur la loi de 1905 pour l'expliquer, la justifier et la défendre devant les menaces qui pèsent sur elle, en invitant largement les militants laïques et leurs associations.

Le Congrès national décide de proposer à toutes les associations amies de préparer en commun, dans l'union laïque la plus large des rassemblements devant chaque préfecture de département, à l'occasion de l'anniversaire du vote de la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État pour être reçus par les représentants de l'État pour exiger : Ne touchez pas à la loi de 1905 !

**Le Congrès national de la Libre Pensée appelle à faire du week-end des 8 et 9 décembre 2018 un grand moment de mobilisation de défense laïque. Il demande à toutes les Fédérations départementales de la Libre Pensée d'agir en conséquence pour la réalisation de l'union laïque la plus large.**

Adoptée à l'unanimité par le congrès

# Appel du 22 novembre 2018

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 30 novembre 2018

Contact presse  
Ligue de l'enseignement  
Marie-Sophie Thiroux  
msthiroux@laligue.org  
Tél. 01 43 58 97 39

## Non à la révision de la loi de 1905 !

Des projets de révision de la loi de 1905 seraient à l'étude. S'il s'agit de mieux encadrer des dérives intégristes mettant en cause les principes et valeurs de la République, le titre V de la loi, intitulé *Police des cultes* fournit l'arsenal juridique suffisant. S'il s'agit de financer les cultes de quelque manière que ce soit, on entrerait alors dans une procédure concordataire que la loi de 1905 avait précisément pour but d'abolir.

Les organisations laïques soussignées, réunies le jeudi 22 novembre 2018 à Paris, mettent en garde contre toute modification de la loi de séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905, quelles qu'en soient les voies. Cette loi est un pilier fondamental de la République. Pour assurer à chaque citoyen la liberté de conscience, elle a instauré un juste équilibre entre la garantie du libre exercice des cultes et la neutralité confessionnelle de l'État.

Les organisations signataires rappellent donc solennellement l'intangibilité des principes solidairement posés par la loi :

Article 1 La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

Article 2 La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte.

Elles demandent, par-delà les débats inutiles que suscitent ces projets de révision, que soit déjà et complètement appliquée la loi.



Association des Universités  
Populaires de France - AUPF



Centre d'Entraînement aux Méthodes  
d'Education Active - CEMEA



Conseil National des Associations  
Familiales Laïques - CNAFAL



Débats laïques



Fédérations Éditeurs de France



Economie Sociale Partenaire de  
l'Ecole de la République - ESPER



EGALE



Fédération de l'Education de la  
recherche et de la culture FERCC  
CGT



Fédération des Amis de Voltaire



Fédération des Autonomes de  
Solidarité - FAS-USU



Fédération des Conseils de Parents  
d'Elèves - FCEP



Fédération Française de l'Ordre  
Maçonnique Mixte International  
« Le Droit Humain »



Fédération Générale des Pupilles de  
l'Enseignement Public



Fédération Générale des Retraités  
de la Fonction Publique - FGR-FP



Fédération nationale de la Libre  
Pensée



Francas



Fédération syndicale unitaire - FSU



Grande Loge Mixte de France -  
GLMF



Grande Loge Mixte Universelle -  
GLMU



Jeunesse Pluriel - JPA



Libres Mariannes



Ligue de l'Enseignement



Ligue des Droits de l'Homme



Mouvement de la Paix



Mouvement contre le racisme et pour  
l'amitié entre les peuples - MIRAP



Mutuelle Générale de l'Education  
Nationale - MGEN



Pierrefort laïque



Solidarité Laïque



Syndicat Administration et  
Maintenance - SIA-UNSA



Syndicat de l'Education Populaire  
UNSA



Syndicat de l'Inspection de  
l'Education Nationale  
SI-EN-UNSA Education



Syndicat des Enseignants - SE  
UNSA



Syndicat National des Inspecteurs  
et Agrégés Inspecteurs  
Pédagogiques Régionaux - SNIA-IPR



Syndicat National des Personnels de  
Directions - SNPDEN



Syndicat national Forces ouvrières des  
lycées et collèges - SNFOIC



Union des Familiales Laïques - UFL



Union Rationaliste



UNSA Education



# Première lettre au ministre de l'Intérieur (2 décembre 2018)

Monsieur le Ministre,

La Fédération nationale de la Libre Pensée est très inquiète des projets du gouvernement de révision de la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État. Cette loi a permis le maintien d'une paix civile depuis 113 ans dans notre pays.

La liberté de conscience est assurée pour tous les citoyens et citoyennes. Chacun est libre de pratiquer son culte ou de n'en pratiquer aucun. C'est la non-reconnaissance des religions et le non-financement des cultes qui ont permis d'édifier cette œuvre républicaine et démocratique.

Or, selon ce qui a été divulgué par la presse, ce sont ces deux principes de non-reconnaissance et de non-financement qui sont directement visés par le projet de révision gouvernementale. Selon les mêmes sources, près d'un tiers de la loi serait modifié.

Aussi, à l'occasion de l'anniversaire de l'adoption de la loi, les Fédérations départementales de Libre Pensée organisent des rassemblements devant la plupart des préfetures et sollicitent des rendez-vous avec les Préfets. Ce qui n'est que l'exercice normal de la démocratie qui permet la liberté d'expression, d'opinion et de dialogue avec les représentants de l'État.

Nous avons été contraints de prendre ces initiatives, car le 25 mai 2018, nous avons sollicité une entrevue avec monsieur le Président de la République sur ce sujet et nous n'avons jamais eu la moindre réponse.

Il ne nous restait donc plus qu'à saisir les représentants de l'État au niveau des départements pour faire valoir nos doléances.

Selon les informations que nous avons, dans un certain nombre de départements, la Libre Pensée accompagnée par d'autres associations laïques, des syndicats et des Élus sera reçue en Préfecture.

Mais dans les départements des Hautes-Alpes, Aude, Bouches-du-Rhône, Cantal, Ille-et-Vilaine, Loire, Meurthe-et-Moselle, Puy-de-Dôme, Saône-et-Loire, Savoie, nos responsables départementaux nous indiquent n'avoir encore reçu aucune réponse des Préfets.

Cette situation n'est pas normale du point de vue de la démocratie et du nécessaire dialogue républicain. La voix de la France laïque doit être entendue dans les départements par les plus hauts représentants de l'État, à savoir Les Préfets.

C'est pourquoi, monsieur le Ministre, la Libre Pensée souhaiterait que vous indiquiez aux préfets qu'ils doivent recevoir les délégations de la Libre Pensée.

En vous remerciant par avance de cette marque de respect de la démocratie républicaine, nous vous adressons nos sentiments les plus distingués.

**Christian Eyschen**, Vice-Président de la Fédération nationale de la Libre Pensée

Paris, le 2 décembre 2018

# Deuxième lettre au ministre de l'Intérieur (13 décembre 2018)

Recommandé avec AR

Monsieur Christophe Castaner  
Ministre de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 Paris cedex 08

Monsieur le Ministre,

Le 2 décembre 2018, je vous ai adressé une lettre au nom de la Fédération nationale de la Libre Pensée pour vous demander d'intervenir pour que les Préfets répondent favorablement aux demandes d'entrevues faites par la Libre Pensée dans les départements.

Sans doute suite à votre intervention diligente, beaucoup de situations se sont débloquées positivement. Je vous en remercie.

Il reste cependant encore des absences de réponses dans les départements du Calvados, de Dordogne, du Doubs, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, du Jura, de la Loire, de Saône-et-Loire, de la Vendée et du Territoire-de-Belfort.

Serait-il possible que vous puissiez indiquer aux préfets de ces départements de recevoir les délégations de la Libre Pensée ? Je vous en remercie par avance.

Je vous informe aussi d'un problème survenu lors de la délégation reçue à Montpellier dans l'Hérault. Le direc-

teur de cabinet, monsieur Diara, a reçu indistinctement le tout-venant présent dans la cour de la préfecture le lundi 10 décembre en matinée, alors que nous avions demandé à être reçu avec la Ligue des Droits de l'Homme. Des personnes avec qui nous n'entretenons aucune relation se sont retrouvées dans l'entrevue. Il était visible, à l'écoute de leurs propos, que cela n'avait rien à voir avec la question de la loi du 9 décembre 1905.

Nous avons indiqué la composition précise de notre délégation auparavant à la préfecture, conformément à sa demande. Nos représentants n'ont pas voulu faire d'incidents, mais nous estimons regrettable ce genre d'attitude et de comportement. Nous y voyons un manque de respect pour la vie associative.

Pour finir, la presse a fait état à plusieurs endroits que vous auriez déclaré « recevoir la Libre Pensée aussi » sur la question du projet gouvernemental de révision de la loi de 1905. Nous sommes prêts à vous rencontrer à tout moment, mais nous n'avons reçu aucune demande de la part du Ministère de l'Intérieur en ce sens.

Recevez, monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

**Christian Eyschen**, vice-Président de la Libre Pensée

Paris, le 13 décembre 2018



## - COMMUNIQUÉ DE PRESSE -

# Ne touchez pas à la loi de 1905 !

Les dés semblent jetés désormais. Le **Président de la République** a annoncé qu'il entendait au début de l'année 2019 modifier la **loi de 1905** sur des aspects financiers et de labellisation de cultes « reconnus ». Selon la presse, un tiers de la loi (pas moins !) serait concerné. Il s'agirait donc d'une remise en cause en profondeur de la loi de Séparation des Églises et de l'État.

***La loi de 1905 repose sur deux principes essentiels que doit mettre en œuvre la République pour garantir à tous la liberté de conscience :***

**La non-reconnaissance des cultes**

**Le non-financement des religions**

Or, le projet d'**Emmanuel Macron** remet précisément en cause ces deux principes essentiels. Par le biais d'une fiscalité dérogatoire, il mettrait, en effet, en place un financement public déguisé des cultes. Serait aussi donné un « *label gouvernemental* » à certains cultes reconnus, qui pourraient ainsi bénéficier d'aides financières et matérielles.

Pour tromper l'opinion publique, la communication de l'Élysée proclame que **la loi de 1905** a été déjà modifiée et qu'elle n'est pas « *sacrée* ». Si la loi de 1905 a été modifiée, c'est quasiment toujours pour tenir compte de l'évolution des choses en 113 ans, mais sans jamais remettre en cause les fondements de la loi. Par exemple,

l'article 43 sur l'Algérie est considéré comme obsolète et pour cause, d'autres sont devenus caducs de fait, car ils répondaient à des situations ponctuelles. Ces situations ayant changé, les articles concernés ont dû être modifiés.

La seule grande « *modification* » a été celle opérée le 25 décembre 1942 par le **Régime de Vichy** qui a modifié le principe de non-financement des cultes. Or, c'est précisément ce que veut faire **Emmanuel Macron**, en marche ainsi dans les pas de Philippe Pétain. Car **la loi du 9 décembre 1905**, stipule de la manière la plus claire : « *La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte.* »

*Avec Emmanuel Macron, la République reconnaîtrait certaines religions et les financerait !*

Ce n'est donc pas mineur, mais fondamental. On ne fera pas prendre la proie pour l'ombre à **la Libre Pensée**. Les propositions du gouvernement visent le cœur de la loi de Séparation des Églises et de l'État.

**La Libre Pensée a donc décidé de se rendre devant toutes les préfectures dans les départements et régions pour signifier le refus de la France laïque de voir modifier la loi de 1905 à l'occasion de la date anniversaire de la loi de Séparation des Églises et de l'État, les 7, 8 et 9 décembre 2018. Nous rappelons qu'Emmanuel Macron a refusé de recevoir la Libre Pensée sur ce sujet.**

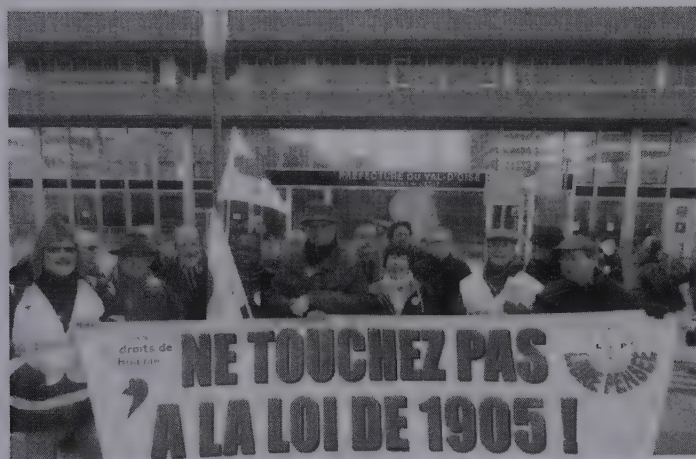
La **Libre Pensée** invite toutes les associations laïques, les syndicats, les partis, les Élus à se mobiliser pour manifester leur opposition au projet gouvernemental. La Libre Pensée ouvre largement aux associations et aux syndicats la composition de ses délégations auprès des préfets.

**La Libre Pensée se déclare prête à s'associer à**

toute initiative des associations laïques et syndicales sur le thème :

« Ne touchez pas à la loi de 1905 ! »

**Rassemblement devant la Préfecture  
d'Ile-de-France  
5 rue Leblanc 75015 PARIS  
Le vendredi 7 décembre 2018 à 18H**



## Argumentaire pour les entrevues avec les Préfets

Si l'on en croit *Le Journal du Dimanche* du 5 novembre 2018, après avoir indiqué vouloir poser à l'Islam de France « *un cadre et des règles* » **Emmanuel Macron** envisage, en parallèle, d'appliquer un « *lifting* » à la Loi de 1905. *L'Opinion*, quant à lui, révèle le contenu de l'avant-projet du texte. À l'évidence, parce qu'on craint de s'en prendre ouvertement à la neutralité de l'État, on biaise, et dans la pure tradition jésuite, on travaille à la réécriture des articles entre 18 et 36 définissant le « **régime des cultes** ». De fait, on abolit hypocritement la Séparation des Églises et de l'État en introduisant des mesures qui permettent, cette fois, le financement direct des activités culturelles.

À cet égard, l'article 19 de la Loi du 9 décembre 1905 est essentiel, c'est en effet sur son actuelle ambiguïté que se fondent certains Élus pour justifier l'investissement de fonds publics dans la construction ou la restauration d'édifices religieux et de lieux de culte.

Or, la première mouture de l'article 19 de la Loi du 9 décembre 1905 est très claire : « *seules les réparations de monuments historiques classés* » peuvent être prises en charge par l'État ou les Collectivités. Dans la pensée du législateur, cette restriction signifiait que s'il est légitime, dans l'intérêt général, d'entretenir le patrimoine national, il ne l'est pas d'accorder un privilège financier à une religion, qui ne doit engager que ses fidèles et non la puissance publique.

Et comme par hasard – mais en politique y-a-t-il un hasard ? – c'est bien la rédaction de l'article 19 qui a été modifiée par la **Loi du 24 décembre 1942** de la main de **Philippe Pétain**, article promulgué alors que la

France n'était pas en République et qui pourtant n'a été abrogé, ni par la droite, ni par la gauche et qui permet le contournement de la Loi de Séparation en toute légalité. « *Elles [les Associations] ne pourront sous quelque forme que ce soit, recevoir de subventions de l'État, des départements et des communes. Ne pourront pas être considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux édifices affectés au culte public, qu'ils soient ou non classés monuments historiques* ».

Force est de constater que le législateur de 2018 met les pas dans ceux de son prédécesseur de 1942. L'heure n'est plus aux inventaires, mais à la « *rénovation énergétique* » qui pourrait donc être directement subventionnée.

Bien sûr, ces libéralités – quand on aime, on ne compte pas – seraient assujetties à la « *qualité culturelle* » des Associations concernées, en quelque sorte labellisées par la délivrance de « *patentes culturelles* ». Il va falloir créer un corps de Contrôleurs de qualité culturelle. En l'espèce, le principe de séparation mute en principe d'ingérence, à quand la nomination des Évêques comme sous le **Concordat**, en attendant celle des Rabbins et des Imams. Pour l'instant, en termes de contrôle, on en resterait au renforcement de la « *police des cultes* » chargée de réprimer, à grand renfort d'amendes les infractions à l'ordre public de la part de prédicateurs religieux.

Autre avancée pour les cléricaux, autre reniement de la Loi de Séparation, l'opportunité donnée à une association culturelle de tirer des revenus locatifs de ses immeubles, l'objectif étant de « *favoriser la diversification des ressources et l'amélioration de l'autonomie des cultes.* » En outre, les financements, dons d'entreprises ou de particuliers, venant de l'étranger devront être déclarés. Rappelons que cette disposition était prévue dans l'article 28 de la « *loi de confiance* » et qu'elle a été rejetée par le Parlement.

Par ailleurs un dispositif anti « *prise de contrôle inami-*



*cale* » serait créé, il s'agirait d'un outil juridique afin d'empêcher « *la captation de l'enceinte culturelle par des prédicateurs radicaux.* » en insistant sur la nécessité d'une délibération collégiale en cas de changement des statuts ou de cession d'un bien.

**Conclusion provisoire** : le financement des cultes sur les deniers publics intervient nécessairement au détriment des services sociaux universels dans lesquels les mêmes sommes auraient pu être investies. Cela revient à faire reculer le principe d'égalité. Ces financements remettent en cause l'universalisme et renforcent le communautarisme.

La religion n'offre pas à elle seule le « *supplément d'âme* » à un monde sans âme. On ne peut la dissocier des dogmes porteurs de violence et d'intolérance. N'oublions jamais que la laïcité permet l'expression religieuse ou celle de l'incroyance et qu'elle repose sur l'édifice juridique de la Loi de Séparation. Accepter sa remise en cause c'est entrer dans la soumission volontaire. **Laïques, soyons vigilants, face aux imposteurs, faisons vivre la « *Laïque* », faisons vivre la « *Sociale* ».**

Document préparé par **Loïck Gourdon**

# Loi de 1905 :

## La Libre Pensée reçue au ministère de l'Intérieur

Monsieur **Christophe Castaner**, ministre de l'Intérieur a invité des associations laïques (**Libre Pensée, Ligue de l'Enseignement, Ligue des Droits de l'Homme, CNAFAL, LICRA, CLR, UFAL**) à une réunion de travail sur la loi de 1905, place Beauvau, le 8 janvier 2019.

Il a tout d'abord clairement indiqué qu'il n'y avait pas de texte élaboré à ce jour portant une quelconque révision de la loi de 1905. En réponse à une question posée par la Libre Pensée sur les critères de choix des invités, il a indiqué avoir souhaité rencontrer des associations laïques « *interlocuteurs réguliers du ministère* ».

En effet, à côté des associations historiques de la laïcité (**FNLP, LDH, LDE**), d'autres plus récentes (**LICRA, CNAFAL**) ou absolument pas représentatives (**CLR, UFAL**) étaient présentes. Pour le ministre, le temps est d'abord à un échange, un temps de discussion. « *Il faut renforcer la loi de 1905* » a-t-il dit.

Le premier axe d'une possible réforme serait la réaffirmation de l'ordre public et le renforcement des dispositions pénales applicables. En deuxième lieu, il faut aboutir à une transparence des financements étrangers et enfin augmenter les moyens de financement privé des cultes, sans y ajouter un financement public supplémentaire. Il faut aussi se préoccuper de la formation des imams.

Quand un texte sera disponible, le ministre réinvitera les associations laïques pour en débattre. Voici ce qu'a dit en substance monsieur **Christophe Castaner** en introduction.

La Libre Pensée est intervenue pour indiquer que la labellisation des *associations culturelles serait une reconnaissance des religions, donc une violation de l'article 2* de la loi de 1905. Le ministre a annoncé qu'elles ne seront pas labellisées - au contraire de ce qu'a pu en dire la presse - et que le culte musulman n'est pas visé particulièrement. La Libre Pensée en prend acte et considère que c'est un premier acquis notable, à ce stade.

Pour le reste, la Libre Pensée estime qu'on ne peut pas dire que l'on ne touche pas à la loi de 1905, si on en vide les principales dispositions de non-reconnaissance et de non-financement.

A cet égard, l'intention du Gouvernement de renforcer les moyens de financement privé des associations culturelles par des mesures législatives et/ou réglementaires et d'accroître probablement les avantages fiscaux correspondants a été confirmée par le ministre. Pour la Libre Pensée, ce projet ne saurait aller à son terme sans porter indirectement atteinte à l'article 2 de la loi : l'Etat n'a pas à favoriser un tel financement. **En effet, selon l'article 19 de la loi de 1905, les associations culturelles ont pour seul objet l'exercice du culte. Les autoriser à posséder et à gérer des immeubles de rapport en vue de financer les religions reviendrait à dénaturer la loi.** Au surplus, les dispositions envisagées, qui figuraient déjà dans l'article 38 de la loi dite « *de confiance* », ont été repoussées par le Parlement.

Par ailleurs, pour le Gouvernement, les financements étrangers doivent être transparents, sans toutefois être soumis à un régime d'autorisation. En revanche, les flux financiers partant de France en faveur des structures religieuses internationales (comme le Vatican) ne semblent pas, pour lui, devoir être soumis à la même exigence de transparence.

Le CNAFAL, la Ligue de l'Enseignement et la Ligue des Droits de l'Homme ont réaffirmé leur opposition à

toute modification de la loi de 1905 en indiquant que si des questions se posaient, il y avait d'autres moyens réglementaires pour résoudre d'éventuels problèmes. La LDE a particulièrement insisté, comme la Libre Pensée, sur le fait que les modifications apportées à la loi de 1905 dans le passé « *étaient cosmétiques* », hormis les deux modifications du 25 décembre 1942 du Régime de Vichy. Ce qui ne constitue pas une référence pour modifier la loi, loin s'en faut.

Le Titre V dit « *Police des cultes* » (Articles 26 et 35) permet de régler les problèmes de sédition contre la République. Si quelque chose doit être modifié, c'est le *Code pénal* et non la *loi de 1905*.

Pour la **LICRA**, les problèmes sont ailleurs. Elle ne se réjouit pas, contrairement au CNAFAL, de la baisse du nombre des croyants, au contraire, pour elle, il serait bien mieux qu'il y en ait plus encore. Elle appelle au renforcement des moyens dévolus à l'ordre public afin de combattre « le dévoiement des religions (sic) ». Pour elle, il faut d'abord réprimer les troubles à l'ordre public et « *défendre les intérêts fondamentaux de la Nation*. (resic) ».

Le **CLR** a indiqué son accord total avec la LICRA : « *La question, ce sont les musulmans* ». Il ne faut pas toucher à la loi, car 73 à 80% des français sont laïques. Puis, un autre intervenant du CLR s'en est pris à l'**Observatoire de la laïcité** et a vanté les mérites de M. **Jean-Michel Blanquer** et de son « *comité des sages* ».

La Libre Pensée est ré-intervenue pour indiquer qu'elle n'avait, elle, aucun problème avec l'Observatoire de la laïcité, le ministre a aussi indiqué qu'il en était de même pour lui. Pour la Libre Pensée, ce n'est pas à l'Etat, encore moins aux associations laïques de « *lutter contre les dévoiements des religions* ». C'est aux religions elles-mêmes de s'en occuper. La Séparation, ce n'est pas l'ingérence, c'est le respect de l'indépendance réciproque des

religions et de l'Etat.

Les associations laïques n'ont pas vocation à être des supplétifs du maintien de l'ordre public. Il a existé naguère une structure qui luttait contre « *les dévoiements de la religion* », cela s'appelait **l'Inquisition**. La Libre Pensée n'en est nullement nostalgique. Par ailleurs, peu importe le nombre de « *croyants ou de laïques* » dans le pays, ce ne sont pas les citoyennes et citoyens qui doivent être laïques, ce sont les institutions et la République qui ont obligation de l'être.

## Halte à la diversion ! Non à la division !

Il convient aussi de rappeler certains faits éclairants à l'occasion de ce point d'information. Le 22 novembre 2018, les associations laïques, les obédiences maçonniques et les syndicats étaient invités au siège de la **Ligue de l'Enseignement** pour agir ensemble en défense de la loi de 1905. Le CLR, la Fédération nationale des DDEN, le Grand Orient de France étaient absents, bien que dûment invités. L'UFAL était présente.

Une déclaration commune a été proposée à la signature de toutes les associations invitées. Le CLR, les DDEN, le GODF n'ont pas participé à l'élaboration du texte qui leur était soumis, l'UFAL a proposé des amendements et a signé la Déclaration commune.

38 associations, et non des moindres, l'obédience maçonnique le **Droit Humain**, les syndicats **FSU**, **UNSA**, **FO**, **CGT** de l'enseignement l'ont contresigné aussi, ce qui n'est pas rien dans le pays. Toute la galaxie laïque des associations para, péri, post scolaires aussi ont adopté cette déclaration, ainsi que Solidarité laïque.

Et soudain quelques semaines plus tard, le **CLR**, les **DDEN**, le **GODF** et l'**UFAL** publient un texte dit « *des*



113 », fait de bric et de broc dans une *liste à la Prévert* (il ne manque que le raton laveur) pour faire 113 signatures. À la réunion au ministère de l'Intérieur l'UFAL a avoué en être l'initiatrice. Cela s'appelle un double langage : d'un côté on « *négoce la déclaration commune* » avec **la Ligue de l'Enseignement**, de l'autre, dans un cabinet noir, on élabore un autre texte pour court-circuiter le premier.

Ceci est d'autant plus inadmissible qu'il n'y a aucune divergence entre le premier texte et le second. Les deux sont sur la même revendication : il ne faut pas toucher à la loi de 1905. Alors pourquoi deux textes séparés, alors que l'unité était possible sur le premier ? Que cherche-t-on ? Faut-il, pour des raisons de basses besognes et d'intérêts de petites boutiques, diviser les laïques ?

**A qui cette forfaiture va profiter,  
sinon aux ennemis  
de la loi de 1905 ?**

**Une seule chose compte :  
l'unité des laïques sur :  
Ne touchez pas  
à la loi de 1905 !**

Paris, le 10 janvier 2019

*Compte-rendu fait sous la seule responsabilité  
de la Fédération nationale de la Libre Pensée*

# Lettre ouverte de la Libre Pensée au mouvement laïque organisé

*Aux Président(e)s et Secrétaires généraux des  
associations et syndicats se réclamant de la  
défense de la laïcité  
et de la loi de 1905*

Chers amis, chers camarades,

Nous sommes aujourd'hui dans une situation particulière où la responsabilité de chaque militant et de chaque responsable d'associations et syndicats se réclamant de la laïcité est engagée.

## La laïcité à l'heure de tous les dangers

Nous sommes face à une menace importante qui risque de remettre en cause la **loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État** qui a institutionnalisé la laïcité dans notre pays. Le projet gouvernemental de révision de la loi est connu dans ses grandes lignes, il vise à modifier un tiers de la loi, pas moins.

Ce qui est au cœur, c'est le financement des religions par des aides et dispositifs de l'État, directs ou indirects aux cultes. Ce n'est pas à l'État d'aider au financement des religions et des cultes, ceci est prohibé par l'**article 2 de la loi de 1905**. Il est loin d'être sûr que le futur projet gouvernemental de loi ne cache pas autre chose d'encore plus antilaïque et pernicieux.

Recevant des associations laïques, dont la Libre Pensée, le ministre de l'Intérieur a indiqué le mardi 8 janvier 2019 que le gouvernement ne visait pas à « labelliser les associations culturelles », contrairement à ce qu'en avait dit la presse. Dont acte. Labelliser les associations culturelles serait « reconnaître » certains cultes et pas d'autres, ce qui aurait été là aussi une violation de l'article 2 de la loi de 1905. Mais il y a sans doute d'autres moyens d'y arriver, moins avouables.

## Quelques faits troublants qui donnent à réfléchir

▪ Si le **Président de la République** reçoit régulièrement les représentants des religions et des Églises et qu'il se rend même, quasiment en pèlerin, auprès de toutes les religions ; il n'a jamais reçu des représentants des associations de la laïcité. Ce rôle est dévolu au **Ministre de l'Intérieur** seulement. Ce qui indique sans doute une volonté de montrer que les associations laïques sont en dessous des religions dans les préoccupations présidentielles et qu'elles sont reléguées seulement à être des « *partenaires* » du maintien de l'ordre public. La **Libre Pensée** l'a réaffirmé le 8 janvier 2019, ce n'est pas comme cela qu'elle conçoit son action, elle ne sera jamais un « *supplétif* » du maintien de l'ordre.

**Or, qui a fait la Loi de 1905 ?** Les organisations comme la **Libre Pensée**, la **Ligue des Droits de l'Homme** et la **Ligue de l'Enseignement**. La Séparation ne s'est pas faite avec l'accord de l'Église catholique, mais contre elle. D'ailleurs le Vatican l'a toujours condamnée et n'a, finalement, accepté quelques implications qu'en 1924 dans le débat sur les associations culturelles diocésaines.

**Et pourtant, avec qui discute le Président de la République de la loi de Séparation ?** Avec les

Églises et non avec les associations historiques de la laïcité. C'est un choix politique que nous constatons et que nous contestons.

▪ **Le Président de la République** et le **ministre de l'Intérieur** indiquent de concert que le projet gouvernemental « *ne vise pas à modifier les principes de la loi de 1905, notamment les deux premiers articles de la loi* ». Or, l'Histoire nous montre qu'un régime totalitaire, comme le Régime de Vichy a modifié deux fois la loi de 1905, le 25 décembre 1942, en bouleversant profondément le principe de non-financement public des cultes, sans toucher aux deux premiers articles de la loi.

Cette affirmation gouvernementale ne vise donc qu'à tromper les citoyens attachés à la laïcité que cette loi a durablement installée dans ce pays. L'Histoire a montré plus d'une fois qu'on peut vider une loi de son contenu réel, sans toucher à l'apparence des choses. Par exemple, les gouvernements successifs ont déclaré, la main sur le cœur, qu'ils ne toucheraient jamais au droit à la retraite des salariés ; mais force est de constater que la retraite s'éloigne fortement, quand on augmente les nombres d'années à cotiser. Le droit à la retraite devient alors un mot creux.

▪ Dans leurs communications, le **Président de la République** et le **ministre de l'Intérieur** indiquent que la loi de 1905 a été modifiée 17 fois dans son histoire et qu'on peut donc la modifier encore une fois. Or, hormis les deux modifications fondamentales commises par l'ex-maréchal **Pétain**, les 15 autres modifications sont epsilon. L'article sur l'application de la loi en Algérie (alors française) a été supprimé après 1962 et pour cause. L'article qui prévoyait la liquidation des pensions pour les religieux a été aussi supprimé, il est difficile de trouver aujourd'hui un prêtre qui exerçait son ministère en 1905 !

L'article sur le catéchisme à l'École a été intégré dans le **Code de l'Éducation** et donc supprimé. L'article sur les

jours fériés a été transféré dans le **Code du Travail**, donc a été supprimé. Il ne reste donc comme seules modifications réelles que celles du **Régime de Vichy**. C'est un drôle de symbole et un drôle d'exemple quand même pour le gouvernement !

▪ Dans sa *Lettre aux Français*, le **Président de la République** pour annoncer un « *Grand débat* » mêle la question de l'immigration à celle de la Laïcité. C'est un piège dangereux. Faire cela, c'est délivrer un message subliminal : la laïcité serait menacée par l'immigration et par elle-seule. Or, la laïcité n'a pas pour objet de régler le problème de l'immigration, **mais de faire respecter par tous et pour chacun sa liberté de conscience**. C'est le même Président qui dénonce « *le populisme* » et qui donne « *en même temps* » l'argument « *populiste* » par excellence : c'est « *la faute des étrangers !* »

## Si le gouvernement persiste et il persiste, le combat laïque est donc inévitable et indispensable

La **Ligue de l'Enseignement** a pris l'heureuse initiative de provoquer une réunion unitaire à son siège le 22 novembre 2018 pour débattre de l'action à mener. Il en est sorti une déclaration commune, signée par 30 organisations du monde laïque et syndical très représentatives, qui peut se résumer par la formule : ***Ne Touchez pas à la loi de 1905 !***

Dès lors, on est en droit de se poser une question : **Pourquoi quelques associations (absentes bien qu'invitées à cette réunion et qui ont été sollicitées ensuite pour la Déclaration commune), ont publié trois semaines après une autre déclaration qui dit la même chose ?** On pourrait comprendre l'existence d'une déclaration concurrente s'il y avait des



points de divergence, mais là, tout le monde dit la même chose : ***Ne Touchez pas à la loi de 1905 !***

## **L'union laïque est indispensable !**

Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que la seule force du gouvernement pour attaquer la loi de 1905 est la division des laïques. Si le pays laïque se mobilise dans l'unité, le gouvernement reculera inévitablement. L'Histoire du pays démontre que la division est le seul instrument du pouvoir et qu'elle ne permet jamais de gagner pour une cause juste.

## **Qui aurait intérêt à la division des laïques ?**

La **Fédération nationale la Libre Pensée** ne peut accepter une division dangereuse pour la laïcité. Elle prend donc ses responsabilités : elle invite toutes les organisations et les syndicats qui se réclament de la défense de la laïcité à se réunir :

***Le jeudi 28 février 2019 à 14h  
Salle Léon Jouhaux  
Annexe de la Bourse du Travail  
67 rue Turbigo 75003 Paris***

La **Libre Pensée** demande à chacun d'envoyer au moins un représentant mandaté ou à titre d'observateur. Nous y débattons des actions nécessaires pour réaliser l'unité des laïques et de leurs organisations.

## **Tous ensemble pour défendre la loi de 1905 et la laïcité !**

Paris, le 4 février 2019

# Lettre d'information interne aux Fédérations et Groupements affiliés

Chers camarades,

Cette lettre a pour but de vous informer des derniers événements en cours sur la question du gouvernement et de l'antisémitisme.

▪ **Le lundi 18 février 2019 à 18h50**, nous recevons un mail du Cabinet de **Christophe Castaner**, ministre de l'Intérieur pour nous convier à une réunion sur l'antisémitisme place Beauvau avec les « *représentants des cultes, des associations laïques, de la Libre Pensée et des Obédiences maçonniques* » pour le lendemain à 17h45. La ficelle est un peu grosse, le « *grand rassemblement* » est à 19h place de la République.

▪ **Le mardi 19 février 2019 au matin**, le cabinet du ministre téléphone à **Christian Eyschen** pour insister sur notre présence. Notre camarade lui indique que se réunir avec les cultes n'est pas dans la tradition de la **Libre Pensée** et que le délai est très court pour trouver quelqu'un, nous avons d'autres engagements.

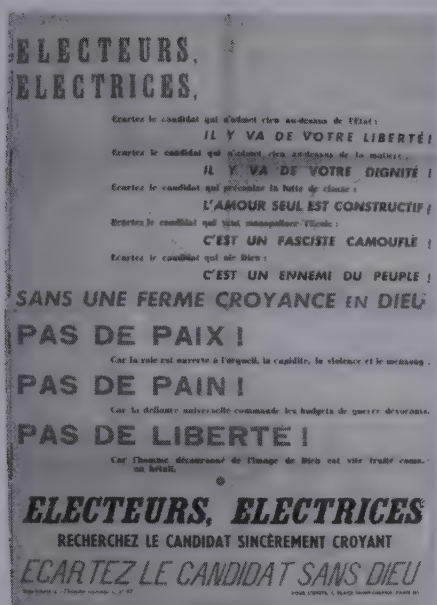
▪ **Le mardi 19 février 2019 à 11h01**, le ministère nous envoie un mail pour nous proposer de signer une déclaration commune (voir pages précédentes), à l'initiative du gouvernement, avec les cultes, les associations laïques et les Obédiences maçonniques. Notre réponse est demandée pour 14h. C'est-à-dire, trois heures avant la réunion où nous sommes invités. On nous informe que le ministre ira avec le Président de la République au **Mémorial de la Shoah** après la réunion et qu'il y a des voitures réservées pour nous y emmener (sic..). Cela s'appelle nous forcer un peu la main.

▪ **Le mardi 19 février à 12h**, la **Libre Pensée** répond que l'indépendance des associations vis-à-vis de tout gouvernement nous interdit de nous associer à une telle démarche. C'est du jamais vu. Nous informons que nous ne nous rendrons pas à la réunion dans ces circonstances. Voici qu'un gouvernement convoque les cultes et les associations laïques, rédige un projet de déclaration et demande qu'on le signe ! Le gouvernement décide, les Eglises exécutent et les associations laïques soutiennent ! C'est cela la Séparation des Eglises et de l'Etat ? Si ce n'est pas de l'ingérence concordataire dans la vie des religions, qu'est-ce donc ?

▪ **Le mardi 19 février 2019**, en réaction à notre réponse le cabinet re-téléphone (sans doute conscient de l'énormité de la chose) à **Christian Eyschen** pour essayer de s'expliquer. Nous expliquons notre position et maintenons notre refus.

▪ **Le mardi 19 février 2019 à 19h**, un pasteur protestant lit à la presse le communiqué obtenu par le gouvernement. C'est un grand flop de communication pour le gouvernement. La **Ligue des Droits de l'Homme** nous informera par la suite qu'elle a refusé de signer, car le **MRAP** et **SOS-Racisme** n'ont pas été invités à cette réunion. La **LDH** précisera que la lutte contre l'antisémitisme relève de la lutte contre le racisme et pas de la laïcité et que refuser d'inviter deux associations antiracistes importantes pose problème.

Par contre, le Ministère de l'Intérieur invite des associations qui ne représentent rien. C'est le cas de l'**ADLPF** qui signe la déclaration commune. Il fallait absolument au gouvernement (cela en dit long sur notre place réelle) que le nom « *Libre Pensée* » soit associé à sa politique. Faute d'avoir la **Fédération nationale de la Libre Pensée** qui a refusé de brader son indépendance, ils ont déterré l'**ADLPF**. Honte à ces derniers qui ont sali les noms de **Lorulot**, **Cotereau**, **Labrégère**, **Labrusse**,



**Berny** et tout le passé glorieux de la **Libre Pensée** pour être les domestiques d'un pouvoir dont la dérive autoritaire est de plus en plus grande. L'avenir dira quels ont été *les trente deniers de Judas* pour cela.

Bien entendu, l'**UFAL** (qui ne représente rien, elle aussi) est invitée et elle signe, il faut dire qu'elle ne dit pas non « *au grand débat d'Emmanuel Macron* » à condition que « *cela ne soit pas dans les églises* » ! (sic). On a connu plus révolutionnaire et oppositionnel au pouvoir.

La **Fédération nationale de la Libre Pensée** a gardé son indépendance et a refusé de sombrer dans une opération d'union nationale qui est en fait dressée contre le mouvement de colère qui monte à travers tout le pays (*Gilets jaunes et mobilisation des Syndicats*) contre une politique réactionnaire à tous les égards.

La **Fédération nationale de la Libre Pensée** a pris aussi des contacts avec d'autres organisations pour par-

ticiper à une mobilisation contre l'assimilation juridique et législative de l'*antisémitisme* avec l'*antisionisme*. Pour l'instant, c'est le plus grand flou au niveau gouvernemental, les déclarations se suivent et se contredisent. (1)

Le **Président de la République** a indiqué vouloir reprendre la définition de l'**IHRA** (International Holocaust Remembrance Alliance (Alliance internationale pour la mémoire de l'holocauste) qui définit ainsi l'antisémitisme :

**Adoptez la définition de l'antisémitisme ci-après, non juridiquement contraignante: «L'antisémitisme est une certaine perception des Juifs qui peut être exprimée sous forme de haine envers les Juifs. Les manifestations rhétoriques et physiques de l'antisémitisme s'adressent à des individus juifs ou non juifs et / ou à leurs biens, à des institutions communautaires juives et à des installations religieuses. »**

C'est dans les définitions qui suivent qu'il y a une assimilation entre *antisémitisme* et *antisionisme*. (2)

Il est donc convenu entre associations de se tenir informés et de voir comment les choses vont tourner pour réagir en temps voulu, avec toute la force nécessaire.

**Nous ne laissons pas faire.** On a le droit de critiquer l'**Etat d'Israël** et sa politique contre le peuple palestinien. On peut dire aujourd'hui du peuple palestinien ce qu'on disait hier du peuple juif : « *sa patrie n'est nulle part, ses cimetières sont partout* ».

Nous sommes avec le libre penseur **Bernard Lecache**, fondateur de la **Ligue Internationale contre l'antisémitisme (LICA, ancêtre de la LICRA)** : « *Je suis antisioniste, parce que le sionisme réduit le droit des Juifs à n'être libres que sur un point limité du globe, sans y parvenir, et qu'il ne saurait résoudre la question de l'antisémitisme.* »

**La CAN de la FNLP vous demande de porter à la**



connaissance de tous les libres penseurs cette  
note d'information.

Merci.

Paris, le 22 février 2019

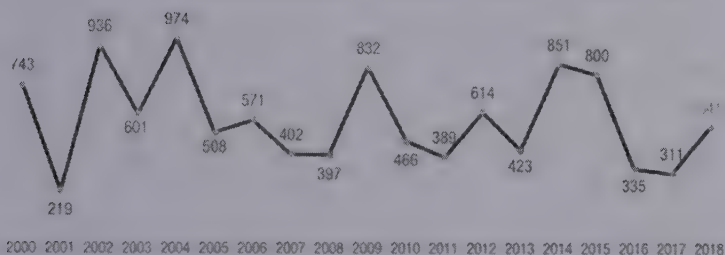
\* \* \*

## *Les chiffres des actes antisémite*

*Ou comment faire dire aux chiffres ce que l'on veut*

### ÉVOLUTION DES ACTES ANTISÉMITES RECENSÉS

depuis 2000 – source : ministère de l'intérieur



(1) Voir à ce sujet : <https://www.marianne.net/societe/-interdiction-de-l-antisionisme-une-mauvaise-solution-un-vrai-probleme?>

(2) Voir son site : <https://www.holocaustremembrance.com/index.php/working-definition-antisemitism?focus=antisemitismandholocaustdenial> (cliquer sur : traduire).

## APPEL DE BEAUVAU

MARDI 19 FÉVRIER 2019

Alors que la France est confrontée à une recrudescence des expressions de violence et de haine, en particulier antisémites, nous, responsables des principales familles religieuses, convictionnelles et philosophiques, voulons ensemble réaffirmer l'indéfectible unité de notre communauté nationale, fondée sur le partage des valeurs et des principes républicains et humanistes, l'ambition de la fraternité et le rejet de toutes les exclusions.

Les mots, les actes qui visent des Français de confession, de culture ou de tradition juive ou portent atteinte à leur existence, à leur mémoire ou à leur identité, meurtrissent la France tout entière. L'antisémitisme est un délit, jugé par l'Histoire et condamné par la loi. Il ne souffre ni excuse ni banalisation.

C'est pourquoi nous condamnons solennellement tous les actes, toutes les doctrines et tous les discours qui, en stigmatisant, en appelant à la haine et parfois même en justifiant la violence, dégradent la dignité humaine et le respect inébranlable qui lui est dû. Aucune menace, aucune violence envers des personnes en raison de leur religion, de leurs convictions ou de leurs origines, aucune profanation ne doit avoir sa place dans notre pays.

Par nos voix, diverses mais unies, nous invitons tous nos compatriotes à se rassembler dans cet esprit d'égalité et de fraternité qu'incarne la République et qui garantit à chacun la liberté et la sécurité. Notre République est indivisible et laïque, ce qui assure à chacun la liberté de conscience, et lui permet ainsi d'avoir ou de ne pas avoir, librement, une religion.

Parce que la paix et la concorde civile sont notre bien commun le plus précieux, parce que nos valeurs communes sont plus fortes que nos divergences et nos appartenances, nous en appelons à un sursaut des consciences et à l'engagement de chacun pour lutter fermement contre toute expression antisémite, contre toutes les formes de racisme et de haine qui sont la négation même de ce qui fait la France.

Face à la haine et à l'exclusion, face à la tentation du repli et au déni, face aux peurs, face à la recherche permanente de boucs émissaires, face à la stigmatisation, nous devons en conscience répondre par une ambition, à la fois civique, spirituelle et humaniste, de partager et poursuivre, ensemble, notre destin commun.

**HAÏM KORSIA**

GRAND RABBIN DE FRANCE

**JOËL MERGUI**

CONSISTOIRE CENTRAL ISRAËLITE DE FRANCE

**FRANCIS KALIFAT**

CONSEIL REPRÉSENTATIF DES INSTITUTIONS JUIVES DE FRANCE

**ANOUAR KBIBECH**

CONSEIL FRANÇAIS DU CULTES MUSULMAN

**CHEMS-EDDINE HAFIZ**

CONSEIL FRANÇAIS DU CULTES MUSULMAN

**DALIL BOUBAKEUR**

GRANDE MOSQUEE DE PARIS

**OLIVIER RIBADEAU DUMAS**

CONFÉRENCE DES ÉVÊQUES DE FRANCE

**FRANÇOIS CLAVAIROLY**

FÉDÉRATION PROTESTANTE DE FRANCE

**EMMANUEL ADAMAKIS**

ASSEMBLÉE DES ÉVÊQUES ORTHODOXES DE FRANCE

**MINH TRI VO**

UNION BOUDDHISTE DE FRANCE

**JEAN-PIERRE SAKOUN**

COMITE LAÏCITÉ RÉPUBLIQUE

**MARIO STASI**

LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME

**JEAN-MARIE BONNEMAYRE**

CONSEIL NATIONAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAÏQUES

**JEAN-MICHEL DUCOMTE**

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

**THIERRY MESNY**

ASSOCIATION DES LIBRES PENSEURS DE FRANCE

**CHARLES ARAMBOUROU**

UNION DES FAMILLES LAÏQUES

**JEAN-PHILIPPE HUBSH**

GRAND ORIENT DE FRANCE

**MARIE-CLAUDE KERVALLA-BOUX**

GRANDE LOGE FÉMININE DE FRANCE

**PIERRE MARIE ADAM**

GRANDE LOGE DE FRANCE

**MARTINE CERF**

LE DROIT HUMAIN

# Réunion laïque unitaire du 28 février 2019

## Compte rendu -

*Ce compte-rendu est fait sous la seule responsabilité de la Fédération nationale de la Libre Pensée. Il a été, cependant, envoyé avant publication à tous les participants pour solliciter leur avis et, éventuellement, tenir compte de contre-indications éventuelles.*



Présents : Fédération nationale de la Libre Pensée, Laïcité-Liberté, CNAFAL, Union rationaliste, Ligue de l'Enseignement, SUD-Éducation, Grand Orient de France, Ligue des Droits de l'Homme, Confédération Force Ouvrière, FSU et SNES, Mouvement de la Paix.

Excusé et demandant à être tenu au courant : SE-UNSA



**Christian Eyschen**, vice-Président de la Libre Pensée invite **Georges Serignac** (1er Grand Maître adjoint) du Grand Orient de France et **Michel Miaille** (Vice-Président chargé de la laïcité) de la Ligue de l'Enseignement de les rejoindre à la tribune. La co-présidence est donc assurée par ces trois personnes.

La Libre Pensée a pris l'initiative de cette rencontre, car elle ne peut se satisfaire de la division actuelle qui est la seule arme du gouvernement pour faire passer son projet néfaste. Elle a demandé à **Georges Serignac** du Grand Orient de France, un des initiateurs du second appel et à **Michel Miaille** de la Ligue de l'Enseignement, un ini-

tiateur du premier appel de venir à la tribune pour montrer la volonté de concorde laïque.

La Libre Pensée fait un rappel de la situation : le gouvernement a décidé une profonde révision législative de la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État. Selon les informations qui circulent, un tiers de la loi serait concerné. Cela concerne les Titres de la loi sur les As-



de gauche à droite,  
Michel Miaille, Christian Eyschen, Georges Sérignac

sociations cultuelles et sur la Police des cultes. Dans le même temps, le gouvernement assure vouloir ne pas toucher aux deux premiers articles qui assurent la liberté de conscience et la non-reconnaissance et financement des cultes.

Nous avons le précédent du *Régime de Vichy* et de ses modifications du 25 décembre 1942, qui ont gravement déstabilisé la loi de 1905 sans toucher à ces deux premiers articles. Ce n'est donc la garantie de rien du tout.

La Libre Pensée a été reçue récemment en audition à



**l'Observatoire de la laïcité** où il a été indiqué que, vraisemblablement, le projet serait connu à l'automne. Ce qui nous laisse donc un peu de temps pour analyser, comprendre, préparer et agir pour la mobilisation nécessaire contre cette révision.

**Michel Miaille** de la LDE intervient pour expliquer tout le caractère de progrès démocratique qu'est la loi de 1905 qu'il faut défendre, car c'est une loi d'avenir. Elle est la solution à beaucoup de choses. Il faut discuter entre nous pour préparer la mobilisation nécessaire. Nous avons aussi le temps pour bien analyser et discuter entre nous de nos accords et éventuellement d'approches différentes.

**Georges Sérignac** du GODF affirme son accord avec la Libre Pensée et avec l'analyse de Michel Miaille. Il faut se rassembler. Il faut s'opposer dans l'union à ce projet. Le GODF a participé au deuxième appel (*dit des 113*), mais il savait que nous nous retrouverions tous ensemble sur l'essentiel : il faut défendre la loi de 1905.

**Jean-Marie Bonnemayre** du CNAFAL, **Yves-Jean Gallas** du Mouvement la Paix, **Charles Conte** de la LDE, **Grégory Frackowiak** du SNES et FSU, **David Gozlan** et **Jean-Sébastien Pierre** de la Libre Pensée interviennent aussi dans le débat.

**Christian Eyschen** fait une synthèse des propos tenus en indiquant que tout le monde est d'accord pour refuser ce projet de révision de la loi de 1905, que tout le monde est aussi conscient que l'union laïque doit être réalisée pour faire échouer ce projet s'il est maintenu, que le report annoncé à l'automne donne du temps pour expliquer et réunir le mouvement laïque pour une future mobilisation et pour confronter les points de vue et analyses.

La Libre Pense propose à la discussion une ***Adresse pour défendre la loi de 1905*** :

Confronté à une attaque qui se veut législative (celle

du gouvernement) contre la loi de 1905, il ne doit y avoir qu'une seule réponse, celle du mouvement laïque dans son unité.

Il faut l'union du mouvement laïque pour défendre la loi de 1905.

***Si le gouvernement ne renonce pas à son funeste projet, alors ne faudrait-il pas organiser une marche nationale unie à Paris pour défendre la laïcité et la loi de 1905 qui la fonde ?***

Nous appelons les associations, les syndicats, les organisations de toutes natures, les militants de la laïcité à tous les niveaux : local, départemental, régional, national à agir ensemble pour cela.



Les participants qui interviennent sont favorables à une telle initiative dans son principe, mais comme il n'y a pas urgence, du fait du report à l'automne, il y a le temps pour bien en discuter et confronter les points de vue pour la nécessaire mobilisation qui viendra, si le projet est maintenu.

Il est donc convenu que la Libre Pensée rédige un compte-rendu (l'esprit, plus que la lettre, des interventions) et l'envoie pour avis aux participants. Chacune des associations présentes discute en son sein du contenu de cette réunion et des propositions faites et fera savoir son point de vue, notamment sur la rédaction des formulations à employer.

Paris, le 2 mars 2019

# Lettre au Président de la République

Monsieur Emmanuel Macron  
Président de la République  
55 rue du Faubourg saint-Honoré  
75008 Paris

Monsieur le Président de la République,

La Fédération nationale de la Libre Pensée est la plus ancienne association laïque de ce pays. A ce titre, elle a été particulièrement attentive à vos différents propos concernant la laïcité et la loi de 1905 de Séparation des Églises et de l'État.

Nous avons pris connaissance de vos propos tenus lors de la réunion avec plusieurs dizaines de personnalités le 18 mars 2019. Dans cette rencontre, vous avez indiqué (selon la presse et les vidéos consultables) que vous ne modifieriez pas la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État

C'est pourquoi, nous vous demandons, par la présente, de bien confirmer qu'il n'y aura aucune modification législative de la loi de 1905. Pour autant, si tel était le cas, ce dont nous nous réjouissons, cela veut-il dire qu'il n'y aura pas non plus de modifications réglementaires touchant à l'application des principes de cette loi fondamentale et fondatrice de la laïcité dans notre pays ?

Dans l'attente de votre réponse, recevez, Monsieur le Président de la République, l'expression de nos salutations distinguées.

**Jean-Sébastien Pierre**, Président de la Libre Pensée

Paris, le 19 mars 2019

*A ce jour, cette lettre n'a jamais reçu  
la moindre réponse de l'Elysée*

# Lettre au ministre de l'Intérieur

Recommandé avec AR

Monsieur Christophe Castaner  
Ministre de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 Paris cedex 08

Monsieur le Ministre,

Lors de l'entrevue que vous avez accordée à des associations laïques, le 8 janvier 2019, pour les informer du projet de réforme de la loi du 9 décembre 1905 portant Séparation des Églises et de l'État ; vous aviez déclaré qu'il n'y avait rien d'écrit sur ce projet et que dès que cela serait fait, vous nous communiqueriez ce document.

Nous avons donc été surpris de lire dans le journal *Le Monde* que, le 10 février 2019, le Président de la République a donné un document écrit aux représentants des religions concernant ce projet de réforme.

Notre surprise s'est amplifiée, car nous avons la preuve écrite que les Obédiences maçonniques ont aussi reçu cette note écrite.

Dès lors, la question se pose : pourquoi les principales associations laïques de ce pays n'ont pas été destinataires de cette note, comme vous nous l'aviez indiqué le 8 janvier 2019 ?

Y aurait-il des interlocuteurs privilégiés ?

Nous souhaitons que cette note soit rendue publique et envoyée aux associations laïques, au moins celles que vous avez reçues le 8 janvier 2019.

En vous remerciant par avance de votre réponse, recevez, monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

**Christian Eyschen**, vice-Président de la Libre Pensée

Paris, le 25 mars 2019

## Monsieur le Président,

**je vous fais une lettre que vous ne lirez pas, comme toutes les autres...**

Durant la grande tournée de show business du **Président de la République** pour le « *Grand Débat* », certains ont pensé que c'était une tournée d'adieux. En Macronie, tout est possible. Mais du haut de son mépris et de sa suffisance pour les « *gueux* », **Emmanuel Macron** n'a reculé devant aucune provocation. Il s'est même livré à une séance de propagande devant une vingtaine d'enfants, scène qui aurait fait hurler dans n'importe quel pays où aurait été dénoncé l'embrigadement des enfants pour une bien mauvaise cause.

Et pour pousser l'ignominie jusqu'au bout, le Président de la République s'est rendu pour ce faire dans une école privée catholique, à Beaupréau-en-Mauges dans le Maine-et-Loire, commune de 23 000 habitants sans collège public, la seule de cette importance dans ce département qui soit dépourvue de collège public. Sans doute, inconsciemment, s'agissait-il d'un retour aux sources pour lui.

**On est donc bien en droit de rester plus que dubitatif et sceptique quant aux déclarations d'Emmanuel Macron sur son attachement à la loi de 1905 qui fonde la laïcité dans notre pays. Il nous faut donc rester vigilants.**

Tout au long du « *Grand débat* » qui n'en finit plus, le Président de la République n'a cessé de dire, comme son gouvernement : « *Je vous ai entendus* ». Un autre Président avant lui, avait dit « *Je vous ai compris* ». On sait comment cela s'est terminé.



## *Il a entendu, a-t-il écouté ?*

Il est visible que le locataire actuel de l'Élysée est complètement sourd à ce qui émane du tréfonds du peuple. Ainsi par deux fois, la **Fédération nationale de la Libre Pensée** s'est adressée à lui.

▪ **Le 25 mai 2018** pour solliciter une entrevue pour connaître ses intentions sur la loi de 1905 : **aucune réponse.**

▪ **Le 19 mars 2019** pour qu'il précise sa déclaration devant des intellectuels sur le fait qu'il ne toucherait pas à la loi de 1905: **aucune réponse.**

## *La surdité gagnerait-elle tout le gouvernement ?*

Le 25 mars 2019, la Libre Pensée écrit à monsieur **Christophe Castaner**, Ministre de l'Intérieur :

« Monsieur le Ministre,

*Lors de l'entrevue que vous avez accordée à des associations laïques, le 8 janvier 2019, pour les informer du projet de réforme de la loi du 9 décembre 1905 portant Séparation des Églises et de l'État ; vous aviez déclaré qu'il n'y avait rien d'écrit sur ce projet et que dès que cela serait fait, vous nous communiqueriez ce document.*

*Nous avons donc été surpris de lire dans le journal **Le Monde** que, le 10 février 2019, le Président de la République a donné un document écrit aux représentants des religions concernant ce projet de réforme.*

*Notre surprise s'est amplifiée, car nous avons la preuve écrite que les Obédiences maçonniques ont aussi reçu cette note écrite.*

*Dès lors, la question se pose : pourquoi les principales*

*associations laïques de ce pays n'ont pas été destinataires de cette note, comme vous nous l'aviez indiqué le 8 janvier 2019 ?*

*Y aurait-il des interlocuteurs privilégiés ?*

*Nous souhaitons que cette note soit rendue publique et envoyée aux associations laïques, au moins celles que vous avez reçues le 8 janvier 2019. »*

▪ A ce jour, nous n'avons reçu **aucune réponse**.

### *Et pourtant...*

En lisant un compte-rendu des travaux d'une structure de direction d'une Obédience maçonnique, nous apprenons que le 15 janvier 2019, **le Ministre de l'Intérieur** a rencontré les Obédiences maçonniques et leur a remis un document de trois pages, intitulé « *pistes législatives* » sur la loi de 1905. Le **8 janvier 2019**, le Ministre dit qu'il n'y a aucun texte écrit sur la loi de 1905 et le **15 janvier 2019**, il remet une note de trois pages sur le sujet aux Obédiences maçonniques. Note que nous n'avons toujours pas reçue plus de deux mois après !

*Alors, oui :*

*Y-a-t-il des interlocuteurs privilégiés*

*pour le gouvernement ?*

*Y-a-t-il un agenda secret*

*de « négociations » ?*

Il semble bien que oui, puisque nous savons maintenant que le gouvernement a informé les Obédiences maçonniques et annoncé à leurs représentants la diffusion (à qui ?) d'un document législatif, après le « *Grand Débat* ».

On est donc en droit de se dire que la réunion du 8 janvier 2019, place Beauvau, n'était qu'une mauvaise farce

d'une mauvaise pièce où le gouvernement a pris les associations laïques pour des imbéciles et des interlocuteurs de seconde zone. C'est sans doute cela « *la Macronie en marche* » : prendre ses interlocuteurs pour des demeurés.

*Il y a bien quelque chose de pourri au royaume du « nouveau-monde » !*

Mais il est une chose de se comporter comme des **Machiavel** aux petits pieds, il en est une autre de faire tourner la roue de l'Histoire à l'inverse de la Civilisation. La vie va se charger de rectifier les choses.

## Vous ne toucherez pas à la loi de 1905 !

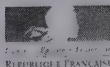
Paris, le 4 avril 2019

**FONDS PUBLICS À L'ÉCOLE PUBLIQUE !  
FONDS PRIVÉS À L'ÉCOLE PRIVÉE !  
ABROGATION DE LA LOI DEBRE !**



Fédération Nationale de la Libre Pensée

## Lettre du Ministre de l'Intérieur du 24 avril 2019



MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

*V. Ministre*

Paris, le 24 AVR. 2019

Loi 1905 sur la Liberté de Conscience

Monsieur le Vice-Président,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur le projet de réforme de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des églises et de l'Etat.

Lors de notre rencontre et comme je vous l'ai affirmé, aucune base écrite n'avait encore été préparée, notre échange intervenant à un stade très préliminaire de la réflexion et conformément à ma volonté d'associer l'ensemble des acteurs concernés le plus en amont possible.

Le document qui a été remis lors de la rencontre avec la Conférence des responsables de culte en France a été réalisé ultérieurement ; je l'ai d'ailleurs, et comme vous le soulignez, communiqué à tous les interlocuteurs avec qui j'ai eu l'occasion d'échanger ensuite, notamment les représentants des loges maçonniques, ainsi que des parlementaires intéressés par ce sujet, preuve s'il en est besoin de la transparence qui accompagne notre démarche.

Comme je vous l'ai indiqué lors de notre rencontre, une telle réforme ne pourra se faire que dans le dialogue et la confiance avec l'ensemble des parties prenantes. Vous trouverez ci-joint le document mentionné : vous constaterez qu'il se borne à reprendre strictement les pistes que nous avons évoquées ensemble en janvier dernier. Je prendrai connaissance avec intérêt des éventuelles contributions dont vous souhaiteriez me faire part en réponse à ces pistes, pour poursuivre ainsi le dialogue initié depuis le début de l'année.

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-Président, à l'assurance de ma considération distinguée.

*E. Macron*

*Christophe Castaner*

Christophe CASTANER

Monsieur Christian EYSCHEN  
Vice-Président de la Libre Pensée  
11/12, rue des Fossés Saint-Jacques  
75005 PARIS

ADRESSE PORTALE : PLACE BEAUMAU 75005 PARIS CEDEX 05 - STANDARD 01 49 27 43 97 - 01 49 27 43 98  
Site internet : [www.librepensee.org](http://www.librepensee.org)



## Renforcer la laïcité, garantir le libre-exercice du culte

### Pistes législatives

Les principes de 1905 constituent un socle auquel nous sommes très attachés. Ils sont un élément essentiel de notre tradition politique et juridique. Nous souhaitons aujourd'hui les conforter : réaffirmer la neutralité de l'Etat, la séparation des Eglises et de l'Etat, la garantie de la liberté de conscience et du libre exercice du culte.

Conforter ces principes, c'est conserver leur équilibre : nous ne toucherons pas aux articles 1 et 2 de la loi de 1905.

Mais conforter ces principes, c'est adapter leur mise en œuvre aux défis contemporains. Ce ne serait d'ailleurs pas la première modification de la loi de 1905 : cette loi a été modifiée 17 fois déjà, sans que cela n'amoindrisse la force du principe de laïcité.

Nous entendons les remarques de ceux qui se déclarent opposés à une modification de la loi de 1905 (cf « appel des 113 » publié le 1<sup>er</sup> janvier sur le site de *Marianne*) :

- ils veulent que les cultes d'adaptent à la société républicaine, et non l'inverse : notre projet va dans ce sens, notamment en renforçant les moyens de faire prévaloir l'ordre public ;
- ils pensent que l'organisation d'un culte et les principes théologiques ne regardent pas l'Etat : notre projet législatif ne crée aucune ingérence dans l'organisation du culte proprement dit, il ne fait que fixer des contreparties minimales, en termes d'ordre public, aux avantages ouverts aux cultes par le régime associatif de la loi de 1905 – tout en veillant à rendre celui-ci plus attractif ;
- ils pensent que la police des cultes est déjà parfaitement assurée par la loi de 1905 : c'est en grande partie vrai, mais, par exemple certaines dispositions pénales de la loi de 1905 sont désuètes et inapplicables depuis la réforme du code pénal de 1992 !

Nos réflexions s'articulent autour des 3 axes suivants :

#### 1. Renforcer la transparence du financement des cultes :

Aujourd'hui seules les associations culturelles relevant de la loi de 1905 sont soumises à des obligations de transparence comptable. Le projet vise à étendre ces obligations aux associations à objet culturel constituées sous le régime « loi 1901 ». Cela recouvre concrètement :

- l'obligation de tenir des comptes annuels ;
- la tenue d'un état séparé des lieux de culte possédés ou gérés par l'association ;
- l'instauration d'une approbation annuelle des actes de gestion financière et patrimoniale par l'assemblée générale de l'association.

Nous ne retenons donc pas la solution consistant à imposer le statut « loi 1905 » à l'ensemble des associations ayant le culte pour objet, car sa mise en œuvre serait lourde et complexe. L'option retenue consisterait donc, d'une part, à renforcer le régime des associations « loi 1901 » à objet mixte, qui deviendrait le socle commun et, d'autre part, à moderniser le régime des associations culturelles « loi 1905 » (cf *infra*, 3), avec un nouvel équilibre de règles et d'avantages. Ce nouvel équilibre inciterait les cultes à recourir au statut « loi 1905 ».



## 2. Garantir le respect de l'ordre public :

La notion d'ordre public est un élément capital de la tradition française de laïcité : elle est inscrite à l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1905. Nous souhaitons la conforter selon 3 axes :

- Rénover les dispositions pénales (titre V) de la loi de 1905 :

Il s'agirait d'une part de les adapter à l'évolution récente du droit pénal pour en faciliter l'application : distinguer clairement les infractions contraventionnelles et délictuelles, mettre en cohérence les peines et les motifs avec le code pénal ainsi qu'avec la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Il s'agirait d'autre part de renforcer les sanctions applicables pour certaines infractions, par exemple lorsque des propos appelant à la haine sont tenus dans un lieu de culte (peine encourue : 1 an d'emprisonnement et 60 000 € d'amende). C'est le cas aussi de l'infraction prévue par l'actuel article 31 de la loi de 1905, qui a notamment vocation à protéger la liberté de culte : elle pénalise « *le fait d'entraver, à l'aide de menaces, l'exercice de la liberté de culte, en déterminant une personne à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie d'une association cultuelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte* ».

- Faciliter la dissolution des associations au sein desquelles se déroulent des troubles graves à l'ordre public :

Cette modification concernerait toutes les catégories d'associations, et pas seulement les associations à objet cultuel. Il s'agirait de considérer qu'une association qui s'est abstenue de prendre les mesures nécessaires pour faire cesser des agissements individuels dans le cadre des activités ou dans les lieux dont l'association a la responsabilité, pourrait se voir imputer la responsabilité de ces agissements si elle n'y met pas un terme. Mais les critères de la dissolution (art. L. 212-1 du code de la sécurité intérieure) ne seraient pas remis en cause.

- Soumettre les financements étrangers à une procédure de déclaration :

Les libéralités, dons manuels et apports en nature consentis à un culte par un Etat étranger, une personne morale étrangère ou par une personne physique non-résidente en France, devraient être déclarés préalablement si leur valeur ou leur montant est au moins égal à 10 000 €. L'administration pourrait alors s'y opposer, dans ces cas très strictement définis tenant à l'ordre public (par exemple : si l'association destinataire ou l'un de ses dirigeants a été lourdement condamné ; si cette association gère un lieu de culte dans lequel sont tenus des propos qui provoquent à la violence, à la haine ou à la discrimination) ou encore lorsque ce don constitue une ingérence étrangère de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation.

## 3. Consolider la gouvernance des associations cultuelles et mieux responsabiliser leurs dirigeants :

Par rapport aux associations à objet cultuel relevant de la loi de 1901, les associations « loi 1905 » se verraient dotées d'un régime juridique renforcé, avec des règles nouvelles mais aussi des avantages supplémentaires.

Seules les associations cultuelles pourraient bénéficier des concours publics que sont : la réduction fiscale au titre de l'impôt sur le revenu, la garantie d'emprunt ou les baux emphytéotiques administratifs. Les dépenses pour rénovation énergétique des édifices affectés au culte pourraient d'ailleurs bénéficier de concours financiers des collectivités publiques, en raison de leur caractère d'intérêt général.

08/01/19

Il est également envisagé d'assouplir les règles encadrant les ressources propres des associations culturelles, et notamment de mettre fin à la règle interdisant à celles-ci d'acquérir et détenir des immeubles de rapport.

En contrepartie de ce régime plus favorable, des règles nouvelles s'appliqueraient aux associations culturelles :

- Celles-ci devraient respecter non seulement l'ordre public, mais aussi les droits et libertés garantis par la Constitution.
- Elles devraient également respecter des règles de gouvernance plus encadrées. Les principaux actes de gestion seraient soumis annuellement au contrôle de l'assemblée générale et soumis à l'approbation de celle-ci. L'adhésion de tout nouveau membre serait soumise à l'accord des organes de l'association. Les décisions de modification des statuts, la cession de biens immobiliers, ou encore le recrutement d'un ministre du culte, seraient soumises à délibération. Ces dispositions visent à éviter les prises de pouvoir hostiles dans un lieu de culte.

Le non-respect de ces règles n'empêcherait pas l'association de continuer à exercer le culte, mais conduirait à la perte du statut d'association culturelle, et donc des avantages associés à cette qualité.

L'actuelle procédure de rescrit administratif, permettant aux associations de se voir reconnaître par le préfet la qualité d'association culturelle, serait transformée en procédure préalable et obligatoire de constatation de la qualité culturelle. Cette démarche matérialiserait l'engagement de l'association à respecter l'ordre public et les droits et libertés garantis par la Constitution, et lui permettrait de bénéficier des avantages d'une association culturelle. La mise en place de cette procédure aurait pour effet d'unifier les deux procédures existantes, celle du rescrit administratif et celle du rescrit fiscal.

# Lettre au ministre de l'Intérieur (6 mai 2019)

*Recommandé avec AR*

Monsieur Christophe Castaner  
Ministre de l'Intérieur  
Place Beauvau  
75800 Paris cedex 08

Paris, le 6 mai 2019

Monsieur le Ministre,

La Libre Pensée vous remercie d'avoir répondu à sa lettre du 25 mars 2019 qui s'insurgeait du traitement différent par votre ministère des différents interlocuteurs à propos du projet de révision de la loi de 9 décembre 1905 portant Séparation des Églises et de l'État.

Nous vous remercions aussi de l'envoi de la note « Sur les pistes législatives » qui n'avait pas été portée à notre connaissance, ni à celle de nombreuses associations laïques, alors que les cultes et les Obédiences maçonniques en avaient été destinataires dès sa rédaction.

Conformément à votre souhait, vous trouverez ci-joint l'analyse de la Libre Pensée sur les propositions

contenues dans ces pistes législatives.

Nous réaffirmons notre opposition ferme et résolue à toute modification de la loi de 1905, par voie législative ou réglementaire.

Recevez, monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

**Christian Eyschen,**  
vice-Président de la Libre Pensée

**Envoyez vos Enfants**  
**AU PATRONAGE CATHOLIQUE**  
**& AU CATÉCHISME**

**Parce que ?!..**

« Je n'entends pas qu'on puisse être vertueux sans religion : j'en ai longtemps cette opinion trompeuse dont je suis bien débarrassé. »

J.-J. ROUSSEAU.  
*Lettre à d'Holbach sur les spectacles*

**Parce que ?!..**

« Notre Société ne peut se contenter des simples idées morales telles qu'on les donne actuellement dans l'enseignement superficiel et borné de nos écoles primaires... Nous considérons, en ce moment, les idées morales telles que les Églises les donnent, et elles sont seules à les donner en dehors de l'école primaire, comme des idées nécessaires. »

Emile COMBES, Président du Conseil.  
*Discours du 26 Février 1903 (Revue) pages 105-107*

**Parce que ?!..**

« Si on m'avait appris à connaître et à aimer le Bon Dieu je ne monterais pas aujourd'hui sur l'échafaud. »

RAYMOND.  
*Le bon Dieu*

---

INSTITUT POPULAIRE CATHOLIQUE, 18, rue de Clugnot IVRY-SUR-SEINE  
OFFICE DU TRAVAIL PLACEMENT GRATUIT

Paris, rue des Capucines 11, rue de la Harpe, 100, rue de la Vierge, 10

# Analyse du document remis par le ministre de l'Intérieur

À sa demande, la **Fédération nationale de la Libre Pensée** a reçu de la part du ministre de l'Intérieur, le 24 avril 2019, la note préparatoire à l'ample révision de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État qu'envisagerait le Gouvernement, document qu'il avait omis de communiquer aux associations laïques présentes lors de la réunion d'information du 8 janvier 2019, mais qu'il avait remis ultérieurement aux représentants des cultes et du **Grand Orient de France**.

Le document du ministre confirme ce qu'il avait annoncé aux associations laïques, le 8 janvier 2019 : il entend «[...] *fixer des contreparties minimales en termes d'ordre public aux avantages ouverts au culte par le régime associatif de la loi de 1905 - tout en veillant à rendre celui-ci plus attractif.*» Surtout, il détaille les trois axes de la contre-réforme de la loi : «*renforcer la transparence du financement des cultes*» ; «*garantir le respect de l'ordre public*» ; «*consolider la gouvernance des associations cultuelles et responsabiliser leurs dirigeants*».

## Sur la transparence du financement des cultes

Le projet du ministère de l'Intérieur envisage d'imposer les obligations pesant sur les associations cultuelles (présentation de comptes annuels ; inventaire annuel du patrimoine affecté au culte ; approbation annuelle des actes



de gestion financière et patrimoniale par une assemblée générale) aux associations relevant de la loi du **1er juillet 1901** ayant, partiellement ou totalement, un objet culturel, comme l'autorise la loi du **2 janvier 1907**. Il s'agirait ainsi d'éviter «[...] la solution consistant à imposer le statut de "loi de 1905" à l'ensemble des associations ayant le culte pour objet [...]».

Initialement, le législateur avait prévu, en effet, de soumettre toutes les associations ayant un objet culturel à la seule loi de 1905. Parce que les catholiques ont refusé de les constituer, il a été contraint de permettre l'exercice public du culte par le truchement d'associations relevant de la loi du 1er juillet 1901. Or, celle-ci ainsi que son décret d'application du 16 août 1901 fixent seulement trois obligations déclaratives aux associations de droit commun : se doter d'un nom, déterminer leur objet et établir leur siège social. Les associations reposent avant tout sur un ensemble de droits et obligations fixés librement par le contrat noué entre les associés. C'est pourquoi, par exemple, la convocation d'une assemblée générale an-



nuelle n'est pas pour elles une formalité légale (1), à la différence des associations culturelles.

Par suite, le Gouvernement entend non seulement modifier la loi du 9 décembre 1905, mais ouvrir indirectement une brèche dans le droit commun de la liberté d'association, qui est un des principes fondamentaux reconnus par les lois de la République depuis la décision du Conseil constitutionnel du 16 juillet 1971 (2), aux fins de contrôler davantage le culte musulman, très souvent exercé au moyen d'associations relevant de la loi du 1er juillet 1901 à double objet cultuel et culturel.

## Sur les impératifs tenant à l'ordre public

Bien que jusqu'à preuve du contraire, ce dispositif offre à la puissance publique un ensemble suffisant d'instruments pour maintenir l'ordre public dans les lieux de culte, le Gouvernement entend remanier en profondeur **le titre V de la loi du 9 décembre 1905** relatif à la police des cultes, qui est essentiellement administrative (emblèmes et signes religieux, sonneries de cloches, interdiction de tenir des réunions politiques dans les lieux de culte, processions, cérémonies et autres manifestations extérieures du culte), mais comporte quelques dispositions à caractère pénal (amende pour les contraventions de cinquième catégorie et peines de police en général).

D'une part, il souhaite mettre en cohérence la loi de 1905 avec le Code pénal et y introduire des sanctions correctionnelles en matière de culte. En l'état du texte, le premier objectif paraît un peu nébuleux. S'agissant du second, il prévoit d'introduire une peine correctionnelle (un an d'emprisonnement et 60 000 euros d'amende) réprimant les «*propos appelant à la haine [...] tenus dans un lieu de culte*». Il faut rappeler que, proférés dans un

lieu de culte ou non, l'injure publique, l'incitation à la haine raciale, l'apologie du terrorisme et l'outrage sexiste sont déjà des délits (3). De plus, s'en tenir à la catégorie générique de haine, sans autre qualification, paraît si large que le champ des poursuites serait trop étendu au regard des libertés individuelles. La lecture des passages de la Bible où la violence et la haine suintent à chaque mot pourrait-elle donner lieu à de telles poursuites ? La même peine pourrait également sanctionner «[...] *le fait d'entraver, par des menaces, la liberté de culte* [...]», visé à l'article 31 de la loi du 9 décembre 1905 et actuellement passible d'une amende pour contravention de cinquième catégorie.

D'autre part, le Gouvernement entend faciliter la dissolution «*des associations au sein desquelles se déroulent des troubles graves à l'ordre public*». À cette fin, il préconise de recourir à un procédé inacceptable. Il s'agirait de faire peser la responsabilité des troubles imputables à un individu sur l'association assurant l'exercice public du culte dans son ensemble, dès lors que celle-ci n'aurait pas pris les mesures adéquates pour les faire cesser. Toutefois, mesure extrême, les conditions à réunir pour dissoudre l'organisme, fixées à l'article L. 212-1 du Code de sécurité intérieure, ne seraient pas modifiées.

Enfin, les libéralités, dons manuels et aides en nature de plus de 10 000 euros apportés par un État étranger à une association ayant pour objet l'exercice public du culte feraient l'objet d'une déclaration. L'application d'une telle disposition pourrait réserver quelques surprises.

En bref, des mesures répressives nouvelles et des moyens pour l'État de s'insinuer dans le fonctionnement des cultes !

## Sur « *la consolidation de la gouvernance des associations cultuelles* »

La révision de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État qu'envisage le Gouvernement emporterait, d'un côté, un accroissement des avantages auxquels les associations cultuelles peuvent prétendre ou un accès exclusif à certains d'entre eux, de l'autre, un renforcement de leurs obligations.

Trois nouveaux avantages à caractère financier leur seraient consentis.

D'une part, en dépit du rejet par la représentation nationale de l'essentiel des termes de l'article 38 du projet de loi pour un État au service d'une société de confiance, définitivement adopté le 10 août 2018, le ministre de l'Intérieur entend introduire à nouveau la possibilité pour elles d'acquérir un patrimoine immobilier de rapport en vue de le faire fructifier (4). Par conséquent, au prétexte de leur ouvrir des sources nouvelles de financement, le Gouvernement effacerait d'un trait de plume les dispositions du premier alinéa de l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905 aux termes duquel les associations cultuelles ont pour unique objet l'exercice public du culte et, par ricochet, dénaturerait **l'article 4**.

D'autre part, il entend réserver le bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons manuels (5) aux seules associations cultuelles. La rédaction du texte étant très imprécise, il faut probablement en déduire, non pas que l'article 200 du *Code général des impôts* serait pour l'essentiel anéanti, mais que les associations relevant de la loi du 1er juillet 1901 ayant en partie un objet cultuel seraient privées de cet avantage. En droit, l'affaire n'est pas simple : pour une même activité, les donateurs contri-

buant au financement d'organismes ayant des statuts juridiques différents, ne seraient pas égaux devant l'impôt. Selon un raisonnement identique, il souhaite limiter aux seules associations cultuelles le bénéfice des garanties d'emprunt accordées par les communes et les départements (6) ainsi que la possibilité de conclure un bail emphytéotique administratif (7). Sur ce dernier point, le texte du ministre de l'Intérieur n'est pas à jour : non seulement le *Code général des collectivités territoriales* vise déjà uniquement les associations cultuelles, mais le **Conseil d'État** a jugé qu'elles seules pouvaient les conclure avec les communes. (8)

Enfin, le Gouvernement est prêt à autoriser les collectivités publiques à consentir des aides aux associations cultuelles au titre de la «*rénovation énergétique des édifices affectés aux cultes*». Ainsi, il élargirait les possibilités de financement public des religions offertes par le dernier alinéa de l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905 dans sa version modifiée par la loi du Régime de Vichy du 25 décembre 1942.

En contrepartie de ces avantages, dont une partie importante consiste simplement à interdire leur accès aux associations relevant de la loi de 1901 ayant pour partie un objet cultuel, comme l'autorise la loi du 2 janvier 1907 (9), le Gouvernement s'apprête à imposer deux séries d'obligations nouvelles aux associations cultuelles, dont il espère manifestement favoriser l'essor. D'une part, elles seraient tenues de «*respecter non seulement l'ordre public, mais aussi les droits et libertés garantis par la Constitution.*» Ainsi, il serait exigé d'elles, ce qui ne l'est d'aucun autre groupement privé (associations, syndicats, partis politiques) le respect de ces droits et libertés qui incombe au premier chef aux institutions de la République. D'autre part, l'assemblée générale de l'association cultuelle verrait ses pouvoirs renforcés. Elle délivrerait notamment par délibération son accord préalable à l'ad-



mission d'un nouveau membre, à la cession d'un bien immobilier, au recrutement d'un nouveau ministre du culte. Il est très probable d'ailleurs que ces obligations sont déjà prévues dans les statuts de nombreuses associations culturelles.

En définitive, en l'état, le projet du Gouvernement paraît encore fragile juridiquement sur certains points. Sans le dire, il vise essentiellement à corse-ter le culte musulman, au prix notamment d'une remise en cause partielle et indirecte de la loi du 1er juillet 1901 sur la liberté d'association, d'une dénatura-tion des associations culturelles dont l'objet se-rait étendu à la gestion d'un patrimoine immobilier de rapport et les obligations élargies au respect des *«droits et libertés garantis par la Constitution»*, d'une probable atteinte à l'égalité des citoyens de- vant l'impôt et de l'introduction superfétatoire d'une peine correctionnelle sanctionnant des délits déjà réprimés par ailleurs.

**Pour cet ensemble de raisons, la Fédération na-  
tionale de la Libre Pensée ne peut que réitérer sa  
position : il ne faut pas toucher à la loi du 9  
décembre 1905 concernant la Séparation des  
Églises et de l'État. Il ne faut pas davantage mo-  
difier par voie réglementaire le cadre juridique  
actuel des relations entre l'État et les cultes : il  
assure la paix civile dans la République française  
depuis plus de 113 ans. *«L'Église chez elle et  
l'État chez lui»* comme disait Victor Hugo com-  
battant la loi Falloux.**

**Dominique Goussot**

---

### **Notes :**

1- Même si, dans l'immense majorité des cas, existe une obligation statutaire de nature contractuelle.

2- Décision n° 71-44 DC.

3- Voir articles 23, 24, 32, 33, 50-1 et 65-3 de la loi du 29 juillet 1881 modifiée en ce qui concerne les propos publics d'injure, de diffamation ou incitant à la haine, article R. 625-6 du code pénal (propos non publics), article 421-2-5 du code pénal en ce qui concerne l'apologie du terrorisme et article 621-1 du même code en ce qui concerne les outrages sexistes.

4- Le texte ne précise pas s'il s'agit d'acquisitions à titre gratuit (donations ou legs non grevés de charges culturelles) ou onéreux. Le défunt article 38 visait seulement les premières.

5- 66 p. cent.

6- Articles L. 2252-4 et L. 3231-5 du code général des collectivités locales.

7- Article 1311-2 du code général des collectivités territoriales.

8- Voir CE, 10 février 2017, Ville de Paris à propos du BEA conclu avec la Société des Habous et des lieux saints de l'islam.

9- Ce faisant, compte tenu de la réalité, le culte musulman est implicitement mais nécessairement visé.



## *Lettre du Ministre de l'Intérieur du 24 mai 2019*



REPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

*Le Ministre*

Paris, le 24 MAI 2019

Réf : 19-021314 A / BDC-CARAC/JT

Monsieur le Vice-président,

Vous avez bien voulu me faire parvenir l'analyse de la Libre Pensée concernant le projet de réforme de la loi du 9 décembre 1905 portant séparation des églises et de l'Etat.

Je tiens à vous remercier très sincèrement de ce retour sur les pistes de réflexion initiales dont je vous ai fait part.

Soyez assuré que j'ai pris connaissance de votre contribution avec intérêt.

Je n'ai pas manqué de la transmettre à Monsieur le directeur des libertés publiques et des affaires juridiques aux fins d'un examen attentif.

Enfin, je vous redis ma volonté de vous associer, ainsi que l'ensemble des acteurs intéressés, aux réflexions relatives au régime des cultes, dans une démarche d'échange et de confiance.

Je vous prie de croire, Monsieur le Vice-président, à l'assurance de ma considération distinguée.

*Christian Eyschen*

*Christophe Castaner*

Christophe CASTANER

Monsieur Christian EYSCHEN  
Vice-président de la Libre Pensée  
10/12, rue des Fossés-Saint-Jacques  
75005 PARIS



# Adresse du Congrès national de la Libre Pensée au mouvement laïque

**Pour défendre la loi de 1905 de Séparation des Églises et de l'État, ne  
baissons pas la garde.**

**Renforçons la mobilisation laïque  
dans l'unité la plus large !**

La loi du 9 décembre 1905, dite de Séparation des Églises et de l'État, dispose :

*«Article 1 : La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.*

*Article 2 : La République, ne reconnaît, ne subventionne, ni ne salarie aucun culte».*

Le **Président Emmanuel Macron** déclare le 9 avril 2018 au Collège des Bernardins, établissement de l'Église catholique : *«Pour nous retrouver ici ce soir, Monseigneur, nous avons, vous et moi, bravé les sceptiques de chaque bord. Et si nous l'avons fait, c'est sans doute que nous partageons confusément le sentiment que le lien entre l'Église et l'État s'est abîmé, et qu'il nous importe à vous comme à moi de le réparer.»*

Puis, après avoir visité tout ce qui se fait en matière de

religions dans ce pays en leur demandant de l'aider dans son action gouvernementale, le Président de la République a annoncé qu'il allait faire procéder à une révision de la loi de 1905. Les pistes sont claires : permettre une aide financière aux cultes en échange d'un contrôle accru, notamment de l'Islam, et *«réparer le lien entre l'État et l'Église»*.

L'objectif est aussi de reprendre l'article 38 du projet de loi « d'une société de confiance » qui avait été rejeté par le Parlement et qui visait à permettre aux associations cultuelles de tirer profit, pour leurs financements, de leurs biens immobiliers. Or, ceci est contraire à la lettre de la loi de 1905 : « La République, ne reconnaît, ne subventionne, ni ne salarie aucun culte ».

### *La République n'a pas à aider financièrement les cultes !*

Devant l'émoi et le début de la mobilisation laïque, malgré des tentatives de division avérées, le pouvoir a dû déclarer qu'il ne toucherait pas aux deux premiers articles de la loi de Séparation. Or, il y a eu un précédent : la loi du **25 décembre 1942** du Régime de Vichy honni avait aussi modifié les dispositions financières de manière importante au profit des cultes, sans toucher les deux premiers articles de la loi de 1905.

Cette déclaration n'est donc pas une garantie réelle et sérieuse, elle risque de n'être qu'un enfumage de plus. Plus tard, comme cela ne suffisait pas à convaincre l'opinion publique laïque, le **Président de la République** a indiqué le 18 mars 2019 devant un parterre de «60 intellectuels» triés sur le volet pour la circonstance : *«Ma vision est claire c'est 1905 et rien que 1905. Je ne souhaite pas qu'on change la loi de 1905 et ce qu'elle représente et ce qu'elle permet de préserver.»* *«Je veux que chacun puisse croire ou ne pas croire librement, que dans le cadre de sa foi, ça puisse être*



*aussi absolu qu'il ait besoin de la vivre mais je demande au même citoyen de respecter absolument toutes les règles de la République».*

Dès le 19 mars 2019, **la Libre Pensée** s'est adressée à lui pour demander qu'il écrive noir sur blanc qu'il n'y aurait aucune modification législative et réglementaire de la loi du 9 décembre 1905. Cette lettre de la Libre Pensée n'a reçu aucune réponse d'**Emmanuel Macron**.

*Pourquoi, s'il a renoncé à modifier la loi,  
n'apporte-t-il pas tous les apaisements  
nécessaires ?*

La **Libre Pensée** défend la loi de 1905 avec force et vigueur. Elle se félicite de la réunion unitaire des associations laïques, à l'initiative de la **Ligue de l'Enseignement** le 22 novembre 2018, à laquelle elle a participé et qui a débouché sur une déclaration unitaire de 40 associations, obédiences maçonniques et des syndicats pour défendre la loi de 1905 ; d'avoir ensuite organisé et tenu des dizaines de rassemblements devant les préfectures le 9 décembre 2018 pour dire aux Préfets *«Ne touchez pas à la loi de 1905 !»* ; de s'être adressée ensuite au mouvement laïque et d'avoir réuni ensemble le 28 février 2019 : **Fédération nationale de la Libre Pensée, Laïcité-Liberté, CNAFAL, Union rationaliste, Ligue de l'Enseignement, SUD-Éducation, Grand Orient de France, Ligue des Droits de l'Homme, Confédération Force Ouvrière, FSU et SNES, Mouvement de la Paix**, avec les excuses du **SE-UNSA**.

Aussi le **Congrès national de la Libre Pensée, réuni du 26 au 30 août 2019 à Alizay dans l'Eure**, décide-t-il de s'adresser au mouvement laïque, aux syndicats, aux associations philosophiques, aux militants de la laïcité, à toutes celles et à tous ceux qui se réclament de la défense et de la pérennité de la loi du 9 décembre 1905 de

Séparation des Églises et de l'État :

*Ne faut-il pas préparer dès maintenant  
une marche nationale à Paris ?*

**Ne touchez pas à la loi de 1905 !**

La **Libre Pensée** propose de faire de la **journée internationale de la Libre Pensée** du 20 septembre 2019 (anniversaire du jour où les républicains italiens sont entrés dans Rome pour l'unification du pays contre l'emprise cléricale du Vatican), **une grande journée de mobilisation laïque et unitaire** pour promouvoir cette marche nationale.

**Le Congrès national de la Libre Pensée** demande aussi à ses Fédérations départementales de tenir dans tous les départements des conférences et réunions publiques, les plus unitaires possibles pour organiser cette mobilisation laïque en défense de la loi de 1905.

**Ensemble, tous ensemble  
pour défendre la laïcité !**

Adoptée à l'unanimité du congrès, le 30 août 2019

# Appel Laïcité du 9 décembre 2019

## Texte de la Ligue des Droits de l'Homme, de la Ligue de l'Enseignement et de la Libre Pensée

Notre inquiétude est grande. Depuis maintenant de trop nombreuses années, la laïcité est l'objet de remises en cause qui en faussent le sens et la portée. Ses plus anciens adversaires l'utilisent pour exclure une partie d'entre nous et en font l'étendard de leur haine raciste tandis que certains en contestent les fondements et veulent enfermer chacun dans des identités figées. D'autres enfin, y voient l'occasion de mettre en avant le fantasme d'une société amputée de toute diversité.

Aujourd'hui, ces discours et ces actes émanent d'acteurs politiques, associatifs et religieux, de penseurs célèbres, de femmes et d'hommes de tous horizons. Comme si l'urgence était à la multiplication de ces atteintes intolérables au contrat social ! Car c'est bien de cela dont il s'agit : adversaires et faux amis de la laïcité s'acharnent à saper ce que la République a mis plus de deux siècles à construire. Il est urgent d'y mettre un terme.

**La laïcité** est un principe issu des valeurs fondatrices de notre contrat politique commun.

**La liberté**, d'abord, car elle garantit à chacun une liberté de conscience absolue, de pratiquer, y compris publiquement, le culte de son choix ou d'en changer, comme le droit de n'en pratiquer aucun et de contester les dogmes



et leurs pratiques.

**L'égalité**, car, en assurant la Séparation des cultes et de l'État et la stricte neutralité de celui-ci vis-à-vis de ceux-là, elle implique de respecter les droits et libertés de toutes et tous sans discriminations.

**La fraternité**, car elle s'ancre dans l'universelle humanité qui précède en chacun de nous la diversité de nos appartenances.

Malgré les obstacles qu'ils ont rencontrés et qu'ils rencontrent encore, ces principes sont inséparables d'une société ouverte à l'Autre et respectueuse des choix de chacune et chacun. Les remettre en cause, au nom du soupçon, de l'amalgame ou de la haine de telle ou telle religion, en désignant celui ou celle qui serait l'ennemi de la République et de nos libertés, ne fera qu'alimenter la division, le ressentiment et la violence.

C'est pourquoi, nous réaffirmons notre attachement à l'esprit et à la lettre de la loi de 1905 et à sa conséquence,

la neutralité de l'État et des services publics. Nous en avons plus que jamais besoin pour affronter, ensemble, les défis posés aujourd'hui par l'urgence sociale, l'urgence environnementale, l'urgence démocratique

C'est pourquoi nous condamnons les actes et les propos qui feraient de la laïcité une arme d'exclusion ou de discrimination ou l'alibi d'une assignation à résidence, comme ceux qui justifieraient la prééminence d'un dogme sur les lois de la République.

C'est enfin pourquoi nous nous engageons à respecter et faire respecter ces principes et que nous appelons les pouvoirs publics à s'engager dans la même voie et à être irréprochables en la matière.

Avec le soutien de :

**Syndicats :**

Confédération générale du travail (CGT), Fédération nationale de l'enseignement, de la culture et de la formation professionnelle Force ouvrière (Fnec FP-FO), Fédération syndicale unitaire (FSU), Syndicat des avocats de France (Saf), Union nationale des étudiants de France (Unef), Union syndicale Solidaires.

**Partis :**

Ensemble !, Europe écologie les verts (EELV), Gauche démocratique et sociale (GDS), Génération.s, La France insoumise et groupe parlementaire de l'Assemblée nationale, Parti communiste français (PCF), Parti de gauche, Place publique.

**Associations :**

Action droits des musulmans (ADM), Amis du 68 rue de Babylone, APF France handicap, Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Association France Palestine solidarité (AFPS), Association des Marocains de France (AMF), Association pour la taxation des transac-



tions financières et pour l'action citoyenne (Attac), Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (Céméa), Centre de recherche et d'information pour le développement (Crid), Chrétiens pour une Église dégagée de l'école confessionnelle (Cedec), La Cimade, Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), Comité Adama Traoré, Comité national de liaison des régies de quartier (CNLRQ), Comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (Cnajep), Confédération nationale du logement (CNL), Crap - Cahiers pédagogiques, L'Économie sociale partenaire de l'école de la République (L'Esper), Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), Fédération Léo Lagrange, Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les Tsiganes et Gens du voyage (Fnasat-Gens du voyage), Fédération nationale des Francas, Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (FTCR), Fondation Copernic, France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand, Jeunesse étudiante chrétienne (Jec), Jeunesse au plein air (JPA), Mémorial 98, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (Mrap), Nous sommes aussi l'Église, Observatoire chrétien de la laïcité, Pas sans nous, Le Planning familial, Solidarité laïque, SOS Racisme, Union rationaliste.

# Comme en 1960 contre la loi Debré, Il faut rassembler le mouvement laïque et les laïques

**Pour s'opposer à toute modification  
de la loi de Séparation des Églises  
et de l'État du 9 décembre 1905 par  
le gouvernement Macron/Philippe !**

Lorsque, en 1959, **la loi Debré** institutionnalise le financement public des écoles privées dans le cadre de contrats simples ou d'associations, les laïques descendent dans la rue par centaines de milliers et se rassemblent sur la pelouse du bois de Vincennes le 19 juin 1960.

400 000 personnes représentant 10 813 697 citoyens pétitionnaires prononcent le Serment de Vincennes :

*« Nous faisons le serment solennel*

■ *de manifester en toutes circonstances et en tous lieux notre irréductible opposition à cette loi contraire à l'évolution historique de la Nation ;*

■ *de lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à son abrogation ;*

■ *et d'obtenir que l'effort scolaire de la République soit uniquement réservé à l'École de la Nation, espoir de notre jeunesse. »*

# UNION POUR LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE LAÏQUE

Tandis que l'école publique manque de maîtres et de locaux, la loi antilaïque du Gouvernement du jour personnel De Gaulle-Debré prévoit :

- des dizaines de milliards à l'enseignement privé
- l'installation d'enseignants dans l'enseignement public

Cette loi brisant le statut laïque de l'enseignement qui a permis 80 ans de paix scolaire en France est une loi de division.

Cette loi qui faile aux pieds le principe républicain de la laïcité de l'école et de l'État est une loi de régression.

Cette loi imposée par une minorité réactionnaire et cléricalle est une loi contraire à la volonté nationale.

L'immense succès de la pétition lancée par le Comité National d'Action Laïque (plus de 77 millions de signatures) a été obtenu depuis le 13 février, la confirme amplement.

Les Fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS appellent la population de la région parisienne à se rendre en masse dimanche à la plus large

A LA

## GRANDE MANIFESTATION

organisée par le COMITÉ NATIONAL D'ACTION LAÏQUE  
pour la proclamation des résultats de la pétition nationale

LE 19

### DIMANCHE 19 JUIN, à 15 heures

A LI

### BOIS DE VINCENNES

Ce rassemblement doit être une démonstration puissante qui permettra de poursuivre avec des forces décuplées l'action engagée pour la restauration de la laïcité et de la légalité républicaine.

Les Fédérations de la Seine et de la Seine-et-Oise du PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Métro : PORTES DOUAI - PORTE DE CHARENTON - UGÈRE - Auteuil (1 - 40 - 42 - 44 - 46 - 48 - 50 - 52 - 54 - 56 - 58 - 60 - 62 - 64 - 66 - 68 - 70 - 72 - 74 - 76 - 78 - 80 - 82 - 84 - 86 - 88 - 90 - 92 - 94 - 96 - 98 - 100 - 102 - 104 - 106 - 108 - 110 - 112 - 114 - 116 - 118 - 120 - 122 - 124 - 126 - 128 - 130 - 132 - 134 - 136 - 138 - 140 - 142 - 144 - 146 - 148 - 150 - 152 - 154 - 156 - 158 - 160 - 162 - 164 - 166 - 168 - 170 - 172 - 174 - 176 - 178 - 180 - 182 - 184 - 186 - 188 - 190 - 192 - 194 - 196 - 198 - 200 - 202 - 204 - 206 - 208 - 210 - 212 - 214 - 216 - 218 - 220 - 222 - 224 - 226 - 228 - 230 - 232 - 234 - 236 - 238 - 240 - 242 - 244 - 246 - 248 - 250 - 252 - 254 - 256 - 258 - 260 - 262 - 264 - 266 - 268 - 270 - 272 - 274 - 276 - 278 - 280 - 282 - 284 - 286 - 288 - 290 - 292 - 294 - 296 - 298 - 300 - 302 - 304 - 306 - 308 - 310 - 312 - 314 - 316 - 318 - 320 - 322 - 324 - 326 - 328 - 330 - 332 - 334 - 336 - 338 - 340 - 342 - 344 - 346 - 348 - 350 - 352 - 354 - 356 - 358 - 360 - 362 - 364 - 366 - 368 - 370 - 372 - 374 - 376 - 378 - 380 - 382 - 384 - 386 - 388 - 390 - 392 - 394 - 396 - 398 - 400 - 402 - 404 - 406 - 408 - 410 - 412 - 414 - 416 - 418 - 420 - 422 - 424 - 426 - 428 - 430 - 432 - 434 - 436 - 438 - 440 - 442 - 444 - 446 - 448 - 450 - 452 - 454 - 456 - 458 - 460 - 462 - 464 - 466 - 468 - 470 - 472 - 474 - 476 - 478 - 480 - 482 - 484 - 486 - 488 - 490 - 492 - 494 - 496 - 498 - 500 - 502 - 504 - 506 - 508 - 510 - 512 - 514 - 516 - 518 - 520 - 522 - 524 - 526 - 528 - 530 - 532 - 534 - 536 - 538 - 540 - 542 - 544 - 546 - 548 - 550 - 552 - 554 - 556 - 558 - 560 - 562 - 564 - 566 - 568 - 570 - 572 - 574 - 576 - 578 - 580 - 582 - 584 - 586 - 588 - 590 - 592 - 594 - 596 - 598 - 600 - 602 - 604 - 606 - 608 - 610 - 612 - 614 - 616 - 618 - 620 - 622 - 624 - 626 - 628 - 630 - 632 - 634 - 636 - 638 - 640 - 642 - 644 - 646 - 648 - 650 - 652 - 654 - 656 - 658 - 660 - 662 - 664 - 666 - 668 - 670 - 672 - 674 - 676 - 678 - 680 - 682 - 684 - 686 - 688 - 690 - 692 - 694 - 696 - 698 - 700 - 702 - 704 - 706 - 708 - 710 - 712 - 714 - 716 - 718 - 720 - 722 - 724 - 726 - 728 - 730 - 732 - 734 - 736 - 738 - 740 - 742 - 744 - 746 - 748 - 750 - 752 - 754 - 756 - 758 - 760 - 762 - 764 - 766 - 768 - 770 - 772 - 774 - 776 - 778 - 780 - 782 - 784 - 786 - 788 - 790 - 792 - 794 - 796 - 798 - 800 - 802 - 804 - 806 - 808 - 810 - 812 - 814 - 816 - 818 - 820 - 822 - 824 - 826 - 828 - 830 - 832 - 834 - 836 - 838 - 840 - 842 - 844 - 846 - 848 - 850 - 852 - 854 - 856 - 858 - 860 - 862 - 864 - 866 - 868 - 870 - 872 - 874 - 876 - 878 - 880 - 882 - 884 - 886 - 888 - 890 - 892 - 894 - 896 - 898 - 900 - 902 - 904 - 906 - 908 - 910 - 912 - 914 - 916 - 918 - 920 - 922 - 924 - 926 - 928 - 930 - 932 - 934 - 936 - 938 - 940 - 942 - 944 - 946 - 948 - 950 - 952 - 954 - 956 - 958 - 960 - 962 - 964 - 966 - 968 - 970 - 972 - 974 - 976 - 978 - 980 - 982 - 984 - 986 - 988 - 990 - 992 - 994 - 996 - 998 - 1000 - 1002 - 1004 - 1006 - 1008 - 1010 - 1012 - 1014 - 1016 - 1018 - 1020 - 1022 - 1024 - 1026 - 1028 - 1030 - 1032 - 1034 - 1036 - 1038 - 1040 - 1042 - 1044 - 1046 - 1048 - 1050 - 1052 - 1054 - 1056 - 1058 - 1060 - 1062 - 1064 - 1066 - 1068 - 1070 - 1072 - 1074 - 1076 - 1078 - 1080 - 1082 - 1084 - 1086 - 1088 - 1090 - 1092 - 1094 - 1096 - 1098 - 1100 - 1102 - 1104 - 1106 - 1108 - 1110 - 1112 - 1114 - 1116 - 1118 - 1120 - 1122 - 1124 - 1126 - 1128 - 1130 - 1132 - 1134 - 1136 - 1138 - 1140 - 1142 - 1144 - 1146 - 1148 - 1150 - 1152 - 1154 - 1156 - 1158 - 1160 - 1162 - 1164 - 1166 - 1168 - 1170 - 1172 - 1174 - 1176 - 1178 - 1180 - 1182 - 1184 - 1186 - 1188 - 1190 - 1192 - 1194 - 1196 - 1198 - 1200 - 1202 - 1204 - 1206 - 1208 - 1210 - 1212 - 1214 - 1216 - 1218 - 1220 - 1222 - 1224 - 1226 - 1228 - 1230 - 1232 - 1234 - 1236 - 1238 - 1240 - 1242 - 1244 - 1246 - 1248 - 1250 - 1252 - 1254 - 1256 - 1258 - 1260 - 1262 - 1264 - 1266 - 1268 - 1270 - 1272 - 1274 - 1276 - 1278 - 1280 - 1282 - 1284 - 1286 - 1288 - 1290 - 1292 - 1294 - 1296 - 1298 - 1300 - 1302 - 1304 - 1306 - 1308 - 1310 - 1312 - 1314 - 1316 - 1318 - 1320 - 1322 - 1324 - 1326 - 1328 - 1330 - 1332 - 1334 - 1336 - 1338 - 1340 - 1342 - 1344 - 1346 - 1348 - 1350 - 1352 - 1354 - 1356 - 1358 - 1360 - 1362 - 1364 - 1366 - 1368 - 1370 - 1372 - 1374 - 1376 - 1378 - 1380 - 1382 - 1384 - 1386 - 1388 - 1390 - 1392 - 1394 - 1396 - 1398 - 1400 - 1402 - 1404 - 1406 - 1408 - 1410 - 1412 - 1414 - 1416 - 1418 - 1420 - 1422 - 1424 - 1426 - 1428 - 1430 - 1432 - 1434 - 1436 - 1438 - 1440 - 1442 - 1444 - 1446 - 1448 - 1450 - 1452 - 1454 - 1456 - 1458 - 1460 - 1462 - 1464 - 1466 - 1468 - 1470 - 1472 - 1474 - 1476 - 1478 - 1480 - 1482 - 1484 - 1486 - 1488 - 1490 - 1492 - 1494 - 1496 - 1498 - 1500 - 1502 - 1504 - 1506 - 1508 - 1510 - 1512 - 1514 - 1516 - 1518 - 1520 - 1522 - 1524 - 1526 - 1528 - 1530 - 1532 - 1534 - 1536 - 1538 - 1540 - 1542 - 1544 - 1546 - 1548 - 1550 - 1552 - 1554 - 1556 - 1558 - 1560 - 1562 - 1564 - 1566 - 1568 - 1570 - 1572 - 1574 - 1576 - 1578 - 1580 - 1582 - 1584 - 1586 - 1588 - 1590 - 1592 - 1594 - 1596 - 1598 - 1600 - 1602 - 1604 - 1606 - 1608 - 1610 - 1612 - 1614 - 1616 - 1618 - 1620 - 1622 - 1624 - 1626 - 1628 - 1630 - 1632 - 1634 - 1636 - 1638 - 1640 - 1642 - 1644 - 1646 - 1648 - 1650 - 1652 - 1654 - 1656 - 1658 - 1660 - 1662 - 1664 - 1666 - 1668 - 1670 - 1672 - 1674 - 1676 - 1678 - 1680 - 1682 - 1684 - 1686 - 1688 - 1690 - 1692 - 1694 - 1696 - 1698 - 1700 - 1702 - 1704 - 1706 - 1708 - 1710 - 1712 - 1714 - 1716 - 1718 - 1720 - 1722 - 1724 - 1726 - 1728 - 1730 - 1732 - 1734 - 1736 - 1738 - 1740 - 1742 - 1744 - 1746 - 1748 - 1750 - 1752 - 1754 - 1756 - 1758 - 1760 - 1762 - 1764 - 1766 - 1768 - 1770 - 1772 - 1774 - 1776 - 1778 - 1780 - 1782 - 1784 - 1786 - 1788 - 1790 - 1792 - 1794 - 1796 - 1798 - 1800 - 1802 - 1804 - 1806 - 1808 - 1810 - 1812 - 1814 - 1816 - 1818 - 1820 - 1822 - 1824 - 1826 - 1828 - 1830 - 1832 - 1834 - 1836 - 1838 - 1840 - 1842 - 1844 - 1846 - 1848 - 1850 - 1852 - 1854 - 1856 - 1858 - 1860 - 1862 - 1864 - 1866 - 1868 - 1870 - 1872 - 1874 - 1876 - 1878 - 1880 - 1882 - 1884 - 1886 - 1888 - 1890 - 1892 - 1894 - 1896 - 1898 - 1900 - 1902 - 1904 - 1906 - 1908 - 1910 - 1912 - 1914 - 1916 - 1918 - 1920 - 1922 - 1924 - 1926 - 1928 - 1930 - 1932 - 1934 - 1936 - 1938 - 1940 - 1942 - 1944 - 1946 - 1948 - 1950 - 1952 - 1954 - 1956 - 1958 - 1960 - 1962 - 1964 - 1966 - 1968 - 1970 - 1972 - 1974 - 1976 - 1978 - 1980 - 1982 - 1984 - 1986 - 1988 - 1990 - 1992 - 1994 - 1996 - 1998 - 2000 - 2002 - 2004 - 2006 - 2008 - 2010 - 2012 - 2014 - 2016 - 2018 - 2020 - 2022 - 2024 - 2026 - 2028 - 2030 - 2032 - 2034 - 2036 - 2038 - 2040 - 2042 - 2044 - 2046 - 2048 - 2050 - 2052 - 2054 - 2056 - 2058 - 2060 - 2062 - 2064 - 2066 - 2068 - 2070 - 2072 - 2074 - 2076 - 2078 - 2080 - 2082 - 2084 - 2086 - 2088 - 2090 - 2092 - 2094 - 2096 - 2098 - 2100 - 2102 - 2104 - 2106 - 2108 - 2110 - 2112 - 2114 - 2116 - 2118 - 2120 - 2122 - 2124 - 2126 - 2128 - 2130 - 2132 - 2134 - 2136 - 2138 - 2140 - 2142 - 2144 - 2146 - 2148 - 2150 - 2152 - 2154 - 2156 - 2158 - 2160 - 2162 - 2164 - 2166 - 2168 - 2170 - 2172 - 2174 - 2176 - 2178 - 2180 - 2182 - 2184 - 2186 - 2188 - 2190 - 2192 - 2194 - 2196 - 2198 - 2200 - 2202 - 2204 - 2206 - 2208 - 2210 - 2212 - 2214 - 2216 - 2218 - 2220 - 2222 - 2224 - 2226 - 2228 - 2230 - 2232 - 2234 - 2236 - 2238 - 2240 - 2242 - 2244 - 2246 - 2248 - 2250 - 2252 - 2254 - 2256 - 2258 - 2260 - 2262 - 2264 - 2266 - 2268 - 2270 - 2272 - 2274 - 2276 - 2278 - 2280 - 2282 - 2284 - 2286 - 2288 - 2290 - 2292 - 2294 - 2296 - 2298 - 2300 - 2302 - 2304 - 2306 - 2308 - 2310 - 2312 - 2314 - 2316 - 2318 - 2320 - 2322 - 2324 - 2326 - 2328 - 2330 - 2332 - 2334 - 2336 - 2338 - 2340 - 2342 - 2344 - 2346 - 2348 - 2350 - 2352 - 2354 - 2356 - 2358 - 2360 - 2362 - 2364 - 2366 - 2368 - 2370 - 2372 - 2374 - 2376 - 2378 - 2380 - 2382 - 2384 - 2386 - 2388 - 2390 - 2392 - 2394 - 2396 - 2398 - 2400 - 2402 - 2404 - 2406 - 2408 - 2410 - 2412 - 2414 - 2416 - 2418 - 2420 - 2422 - 2424 - 2426 - 2428 - 2430 - 2432 - 2434 - 2436 - 2438 - 2440 - 2442 - 2444 - 2446 - 2448 - 2450 - 2452 - 2454 - 2456 - 2458 - 2460 - 2462 - 2464 - 2466 - 2468 - 2470 - 2472 - 2474 - 2476 - 2478 - 2480 - 2482 - 2484 - 2486 - 2488 - 2490 - 2492 - 2494 - 2496 - 2498 - 2500 - 2502 - 2504 - 2506 - 2508 - 2510 - 2512 - 2514 - 2516 - 2518 - 2520 - 2522 - 2524 - 2526 - 2528 - 2530 - 2532 - 2534 - 2536 - 2538 - 2540 - 2542 - 2544 - 2546 - 2548 - 2550 - 2552 - 2554 - 2556 - 2558 - 2560 - 2562 - 2564 - 2566 - 2568 - 2570 - 2572 - 2574 - 2576 - 2578 - 2580 - 2582 - 2584 - 2586 - 2588 - 2590 - 2592 - 2594 - 2596 - 2598 - 2600 - 2602 - 2604 - 2606 - 2608 - 2610 - 2612 - 2614 - 2616 - 2618 - 2620 - 2622 - 2624 - 2626 - 2628 - 2630 - 2632 - 2634 - 2636 - 2638 - 2640 - 2642 - 2644 - 2646 - 2648 - 2650 - 2652 - 2654 - 2656 - 2658 - 2660 - 2662 - 2664 - 2666 - 2668 - 2670 - 2672 - 2674 - 2676 - 2678 - 2680 - 2682 - 2684 - 2686 - 2688 - 2690 - 2692 - 2694 - 2696 - 2698 - 2700 - 2702 - 2704 - 2706 - 2708 - 2710 - 2712 - 2714 - 2716 - 2718 - 2720 - 2722 - 2724 - 2726 - 2728 - 2730 - 2732 - 2734 - 2736 - 2738 - 2740 - 2742 - 2744 - 2746 - 2748 - 2750 - 2752 - 2754 - 2756 - 2758 - 2760 - 2762 - 2764 - 2766 - 2768 - 2770 - 2772 - 2774 - 2776 - 2778 - 2780 - 2782 - 2784 - 2786 - 2788 - 2790 - 2792 - 2794 - 2796 - 2798 - 2800 - 2802 - 2804 - 2806 - 2808 - 2810 - 2812 - 2814 - 2816 - 2818 - 2820 - 2822 - 2824 - 2826 - 2828 - 2830 - 2832 - 2834 - 2836 - 2838 - 2840 - 2842 - 2844 - 2846 - 2848 - 2850 - 2852 - 2854 - 2856 - 2858 - 2860 - 2862 - 2864 - 2866 - 2868 - 2870 - 2872 - 2874 - 2876 - 2878 - 2880 - 2882 - 2884 - 2886 - 2888 - 2890 - 2892 - 2894 - 2896 - 2898 - 2900 - 2902 - 2904 - 2906 - 2908 - 2910 - 2912 - 2914 - 2916 - 2918 - 2920 - 2922 - 2924 - 2926 - 2928 - 2930 - 2932 - 2934 - 2936 - 2938 - 2940 - 2942 - 2944 - 2946 - 2948 - 2950 - 2952 - 2954 - 2956 - 2958 - 2960 - 2962 - 2964 - 2966 - 2968 - 2970 - 2972 - 2974 - 2976 - 2978 - 2980 - 2982 - 2984 - 2986 - 2988 - 2990 - 2992 - 2994 - 2996 - 2998 - 3000 - 3002 - 3004 - 3006 - 3008 - 3010 - 3012 - 3014 - 3016 - 3018 - 3020 - 3022 - 3024 - 3026 - 3028 - 3030 - 3032 - 3034 - 3036 - 3038 - 3040 - 3042 - 3044 - 3046 - 3048 - 3050 - 3052 - 3054 - 3056 - 3058 - 3060 - 3062 - 3064 - 3066 - 3068 - 3070 - 3072 - 3074 - 3076 - 3078 - 3080 - 3082 - 3084 - 3086 - 3088 - 3090 - 3092 - 3094 - 3096 - 3098 - 3100 - 3102 - 3104 - 3106 - 3108 - 3110 - 3112 - 3114 - 3116 - 3118 - 3120 - 3122 - 3124 - 3126 - 3128 - 3130 - 3132 - 3134 - 3136 - 3138 - 3140 - 3142 - 3144 - 3146 - 3148 - 3150 - 3152 - 3154 - 3156 - 3158 - 3160 - 3162 - 3164 - 3166 - 3168 - 3170 - 3172 - 3174 - 3176 - 3178 - 3180 - 3182 - 3184 - 3186 - 3188 - 3190 - 3192 - 3194 - 3196 - 3198 - 3200 - 3202 - 3204 - 3206 - 3208 - 3210 - 3212 - 3214 - 3216 - 3218 - 3220 - 3222 - 3224 - 3226 - 3228 - 3230 - 3232 - 3234 - 3236 - 3238 - 3240 - 3242 - 3244 - 3246 - 3248 - 3250 - 3252 - 3254 - 3256 - 3258 - 3260 - 3262 - 3264 - 3266 - 3268 - 3270 - 3272 - 3274 - 3276 - 3278 - 3280 - 3282 - 3284 - 3286 - 3288 - 3290 - 3292 - 3294 - 3296 - 3298 - 3300 - 3302 - 3304 - 3306 - 3308 - 3310 - 3312 - 3314 - 3316 - 3318 - 3320 - 3322 - 3324 - 3326 - 3328 - 3330 - 3332 - 3334 - 3336 - 3338 - 3340 - 3342 - 3344 - 3346 - 3348 - 3350 - 3352 - 3354 - 3356 - 3358 - 3360 - 3362 - 3364 - 3366 - 3368 - 3370 - 3372 - 3374 - 3376 - 3378 - 3380 - 3382 - 3384 - 3386 - 3388 - 3390 - 3392 - 3394 - 3396 - 3398 - 3400 - 3402 - 3404 - 3406 - 3408 - 3410 - 3412 - 3414 - 3416 - 3418 - 3420 - 3422 - 3424 - 3426 - 3428 - 3430 - 3432 - 3434 - 3436 - 3438 - 3440 - 3442 - 3444 - 3446 - 3448 - 3450 - 3452 - 3454 - 3456 - 3458 - 3460 - 3462 - 3464 - 3466 - 3468 - 3470 - 3472 - 3474 - 3476 - 3478 - 3480 - 3482 - 3484 - 3486 - 3488 - 3490 - 3492 - 3494 - 3496 - 3498 - 3500 - 3502 - 3504 - 3506 - 3508 - 3510 - 3512 - 3514 - 3516 - 3518 - 3520 - 3522 - 3524 - 3526 - 3528 - 3530 - 3532 - 3534 - 3536 - 3538 - 3540 - 3542 - 3544 - 3546 - 3548 - 3550 - 3552 - 3554 - 3556 - 3558 - 3560 - 3562 - 3564 - 3566 - 3568 - 3570 - 3572 - 3574 - 3576 - 3578 - 3580 - 3582 - 3584 - 3586 - 3588 - 3590 - 3592 - 3594 - 3596 - 3598 - 3600 - 3602 - 3604 - 3606 - 3608 - 3610 - 3612 - 3614 - 3616 - 3618 - 3620 - 3622 - 3624 - 3626 - 3628 - 3630 - 3632 - 3634 - 3636 - 3638 - 3640 - 3642 - 3644 - 3646 - 3648 - 3650 - 3652 - 3654 - 3656 - 3658 - 3660 - 3662 - 3664 - 3666 - 3668 - 3670 - 3672 - 3674 - 3676 - 3678 - 3680 - 3682 - 3684 - 3686 - 3688 - 3690 - 3692 - 3694 - 3696 - 3698 - 3700 - 3702 - 3704 - 3706 - 3708 - 3710 - 3712 - 3714 - 3716 - 3718 - 3720 - 3722 - 3724 - 3726 - 3728 - 3730 - 3732 - 3734 - 3736 - 3738 - 3740 - 3742 - 3744 - 3746 - 3748 - 3750 - 3752 - 3754 - 3756 - 3758 - 3760 - 3762 - 3764 - 3766 - 3768 - 3770 - 3772 - 3774 - 3776 - 3778 - 3780 - 3782 - 3784 - 3786 - 3788 - 3790 - 3792 - 3794 - 3796 - 3798 - 3800 - 3802 - 3804 - 3806 - 3808 - 3810 - 3812 - 3814 - 3816 - 3818 - 3820 - 3822 - 3824 - 3826 - 3828 - 3830 - 3832 - 3834 - 3836 - 3838 - 3840 - 3842 - 3844 - 3846 - 3848 - 3850 - 3852 - 3854 - 3856 - 3858 - 3860 - 3862 - 3864 - 3866 - 3868 - 3870 - 3872 - 3874 - 3876 - 3878 - 3880 - 3882 - 3884 - 3886 - 3888 - 3890 - 3892 - 3894 - 3896 - 3898 - 3900 - 3902 - 3904 - 3906 - 3908 - 3910 - 3912 - 3914 - 3916 - 3918 - 3920 - 3922 - 3924 - 3926 - 3928 - 3930 - 3932 - 3934 - 3936 - 3938 - 3940 - 3942 - 3944 - 3946 - 3948 - 3950 - 3952 - 3954 - 3956 - 3958 - 3960 - 3962 - 3964 - 3966 - 3968 - 3970 - 3972 - 3974 - 3976 - 3978 - 3980 - 3982 - 3984 - 3986 - 3988 - 3990 - 3992 - 3994 - 3996 - 3998 - 4000 - 4002 - 4004 - 4006 - 4008 - 4010 - 4012 - 4014 - 4016 - 4018 - 4020 - 4022 - 4024 - 4026 - 4028 - 4030 - 4032 - 4034 - 4036 - 4038 - 4040 - 4042 - 4044 - 4046 - 4048 - 4050 - 4052 - 4054 - 4056 - 4058 - 4060 - 4062 - 4064 - 4066 - 4068 - 4070 - 4072 - 4074 - 4076 - 4078 - 4080 - 4082 - 4084 - 4086 - 4088 - 4090 - 4092 - 4094 - 4096 - 4098 - 4100 - 4102 - 4104 - 4106 - 4108 - 4110 - 4112 - 4114 - 4116 -

et le **PCF**.

*Pour le 60<sup>e</sup> anniversaire du Serment  
de Vincennes du 19 juin 1960, la Libre Pensée  
propose à l'ensemble du mouvement laïque  
une manifestation nationale  
ou un rassemblement national*

**Pour défendre la loi de 1905 !**

\*\*\*

*Après les provocations au Collège  
des Bernardins, où Emmanuel Macron  
a déclaré « vouloir réparer le lien entre  
l'Église et l'État »*

Le lundi 18 mars 2019, le **Président de la République** recevait à l'Élysée un panel de plusieurs dizaines de personnalités. Selon *Le Monde* électronique avec Reuter du 18 mars 2019 à 23h53 : « **Emmanuel Macron** a annoncé lundi 18 mars qu'il ne souhaitait pas "changer" la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État, fermant la porte à un amendement de ce texte qui était jusque-là envisagé, mais qui suscitait l'inquiétude des responsables des cultes en France.

**"Ma vision est claire c'est 1905 et rien que 1905", a déclaré le chef de l'État lors d'un débat avec une soixantaine d'intellectuels à l'Élysée. "Je ne souhaite pas qu'on change la loi de 1905 et ce qu'elle représente et ce qu'elle permet de préserver." "Je veux que chacun puisse croire ou ne pas croire librement, que dans le cadre de sa foi, ça puisse être aussi absolu qu'il ait besoin de la vivre mais je demande au même citoyen de respecter absolument toutes les règles de la Ré-**

publique", a-t-il ajouté. »

La **Libre Pensée** a donc immédiatement écrit le **19 mars 2019** au **Président de la République** en ces termes : « *C'est pourquoi, nous vous demandons, par la présente, de bien confirmer qu'il n'y aura aucune modification législative de la loi de 1905. Pour autant, si tel était le cas, ce dont nous nous réjouissons, cela veut-il dire qu'il n'y aura pas non plus de modifications réglementaires touchant à l'application des principes de cette loi fondamentale et fondatrice de la laïcité dans notre pays ?* »

A ce jour, le **Président de la République** n'a toujours pas répondu alors que chacun sait qu'il n'est pas avare en communication.

*Pourquoi ce silence  
après tant de bruit et de fureur ?  
Pourquoi, s'il a renoncé à modifier la loi,  
n'apporte-t-il pas tous les apaisements  
nécessaires ?*

La **Libre Pensée** défend la loi de 1905 avec force et vigueur. Elle se félicite de la réunion unitaire des associations laïques, à l'initiative de la **Ligue de l'Enseignement** le 22 novembre 2018, à laquelle elle a participé et qui a débouché sur une déclaration unitaire de 40 associations, obédiences maçonniques et des syndicats pour défendre la loi de 1905 ; d'avoir ensuite organisé et tenu des dizaines de rassemblements devant les préfectures le 9 décembre 2018 pour dire aux Préfets « *Ne touchez pas à la loi de 1905 !* » ; de s'être adressée ensuite au mouvement laïque et d'avoir réuni ensemble le 28 février 2019 : **Fédération nationale de la Libre Pensée, Laïcité-Liberté, CNAFAL, Union rationaliste, Ligue de l'Enseignement, SUD-Éducation, Grand Orient de France, Ligue des Droits de l'Homme, Confédé-**



**ration Force Ouvrière, FSU et SNES, Mouvement de la Paix**, avec les excuses du **SE-UNSA**.

Aussi le **Congrès national de la Libre Pensée, réuni du 26 au 30 août 2019 à Alizay dans l'Eure**, a-t-il décidé de s'adresser au mouvement laïque, aux syndicats, aux associations philosophiques, aux militants de la laïcité, à toutes celles et à tous ceux qui se réclament de la défense et de la pérennité de la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État :

*Ne faut-il pas préparer dès maintenant  
une marche nationale à Paris ?  
Ne touchez pas à la loi de 1905 !*

**La Ligue des Droits de l'Homme, la Ligue de l'Enseignement et la Libre Pensée** ont rendu public le 9 décembre 2019 (date anniversaire de la loi de 1905) un appel signé par 53 associations, syndicats et partis qui déclarent : « *C'est pourquoi, nous réaffirmons notre attachement à l'esprit et à la lettre de la loi de 1905 et à sa conséquence, la neutralité de l'État et des services publics... C'est enfin pourquoi nous nous engageons à respecter et faire respecter ces principes et que nous appelons les pouvoirs publics à s'engager dans la même voie et à être irréprochables en la matière.* »

**Diviser le mouvement laïque serait criminel et ne favoriserait que les menées antilaïques du gouvernement. Il est de la responsabilité de tous et de chacun de favoriser l'unité la plus large pour faire échouer toute modification de la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État.**

Vincennes, le 3 janvier 2020

# La loi de 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat à nouveau menacée par Emmanuel Macron

Il est plus que temps de se  
réunir de se mobiliser pour  
la défendre !

*La Libre Pensée a été reçue au Ministère de  
l'Intérieur par monsieur Christophe Castaner*

À sa demande, le ministre de l'Intérieur a reçu, le 27 février 2020, à la suite, semble-t-il, de ceux des cultes et des Obédiences maçonniques, les représentants des associations suivantes : l'Union des familles laïques (**UFAL**), le Conseil national des associations familiales laïques (**CNAFAL**), le Comité laïcité République (**CLR**), la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (**LICRA**), la Ligue de l'enseignement (**LDE**), la Ligue des droits de l'Homme et du citoyen (**LDH**) et la Fédération nationale de la Libre Pensée (**FNLP**).

Il leur a présenté l'économie d'un projet d'évolution de la législation actuellement en vigueur en vue de lutter contre le « *séparatisme* », dont ferait preuve une minori-

té de musulmans dans certains quartiers. Il a précisé que le Président de la République préfère désormais utiliser ce mot plutôt que celui de « *communautarisme* », afin de ne pas stigmatiser une fraction importante de la population. Au cours des échanges, il a indiqué que cette réunion suivait celle organisée à l'Élysée avec les associations d'éducation populaires, sollicitées par le chef de l'État pour appuyer cette politique de « *reconquête républicaine* » des zones concernées. **Il a également souligné que le Président de la République ne prononcerait probablement pas de discours programme sur la laïcité.**

Deux enseignements ressortent de cette réunion. D'une part, sous une forme moins provocatrice, le ministre de l'Intérieur a repris une partie du projet qu'il avait présenté aux mêmes associations, le 9 janvier 2019. D'autre part, le Gouvernement envisage d'autres mesures n'appelant pas de dispositions législatives.



Le Gouvernement entend modifier le Code monétaire et financier, le Code de la sécurité intérieure ainsi que les lois du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État (1) et du 2 janvier 1907 concernant l'exercice public des cultes.

Il souhaite d'abord soumettre à déclaration - et non à agrément préalable - les concours financiers aux cultes provenant de l'étranger. Il entend également « *mettre à jour* » la loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, aujourd'hui inscrite dans le Code de sécurité intérieure. **Il s'agirait d'ouvrir la possibilité pour l'administration de dissoudre une association dont un membre ou un dirigeant tiendrait publiquement des propos incitant à la haine.** En l'état actuel du droit, seul l'auteur de ces propos est susceptible d'être poursuivi.

**Dans le même ordre d'idée, il envisage aussi de modifier les dispositions du Titre V de la loi du 9 décembre 1905** concernant la Séparation des Églises et de l'État pour aggraver les sanctions pénales applicables à ceux qui violent les dispositions de ce texte, notamment celles de l'article 31 (2). Il s'agirait de transformer les actuelles infractions contraventionnelles ressortissant du Tribunal de police en délits poursuivis devant le Tribunal correctionnel.

Enfin, il étudie la possibilité d'imposer aux associations relevant de la loi du 1er juillet 1901 ayant en partie ou en totalité pour objet l'exercice public du culte en application de l'article 4 de la loi du 2 janvier 1907, adoptée par



le ministre envisage de taxer les produits halal et les pèlerinage à la Mecque pour permettre le financement des lieux de culte musulmans

le Parlement à la suite du refus de l'Église catholique de constituer en 1906 des associations cultuelles, les obligations pesant sur ces dernières, sans leur accorder pour autant les avantages dont celles-ci bénéficient. Sur ce dernier point, à la suite de l'intervention de la **Libre Pensée** mettant en évidence que cette modification risquait d'entraîner la création d'une troisième catégorie de

groupement ayant une jouissance limitée du droit d'association qui revêt un caractère constitutionnel, le ministre n'a pas caché qu'il y aurait peut-être en la matière une difficulté juridique, d'autant qu'il a confirmé que le Gouvernement n'avait pas l'intention de revoir le statut des associations diocésaines, qui sont de fausses associations cultuelles.

En revanche, ne semblent plus d'actualité les thèmes ayant trait à la « *consolidation de la gouvernance des associations cultuelles* » explorés en janvier 2019 (patrimoine immobilier de rapport ; limitation du bénéfice des réductions d'impôt au titre des dons manuels aux seules associations cultuelles ; extension du champ des aides publiques en faveur des cultes visées à l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905). **Mais la Libre Pensée reste vigilante sur ces points.**



Le ministre de l'Intérieur a, par ailleurs, évoqué diverses mesures complémentaires pour lutter contre « *le séparatisme* » n'appelant pas de modification de la législation en vigueur. Outre deux sujets très spécifiques nettement ciblés, la vigilance à renforcer des autorités publiques à propos des certificats médicaux de complaisance de virginité et de la situation des demandeurs de naturalisation ou d'un titre de séjour au regard de la polygamie, il a mis l'accent sur trois autres thèmes plus généraux : la formation des imams, la mise en place de contrats avec certaines associations et l'organisation du culte musulman.

En ce qui concerne la première, il a indiqué que l'État n'avait pas la légitimité juridique ni l'intention de s'impliquer dans la formation des imams. Néanmoins, celle-ci constitue un sujet de préoccupation pour le Gouvernement, qui va favoriser le développement de formations universitaires à la laïcité débouchant sur un diplôme. Cette ambition pédagogique s'articule avec son souhait de mettre fin, d'ici 2024, au système du « *détachement* » de



trois cents imams étrangers (3) par leurs pays d'origine (Algérie, Maroc, Turquie) de manière à leur substituer des ministres du culte musulman français.

En deuxième lieu, le Gouvernement abandonne l'idée d'introduire une Charte nationale de la laïcité. À la place, serait proposé aux associations musulmanes un contrat qui les contraindrait à respecter diverses obligations réputées constituer une sorte de patrimoine « *laïque* » en contrepartie desquelles elles resteraient éligibles aux dispositifs de financement publics, notamment au titre de la politique de la ville. En quelque sorte, les pouvoirs publics leur tordraient un peu le bras.

Enfin, le ministre de l'Intérieur a affirmé qu'il était favorable à une organisation du culte musulman pour avoir des interlocuteurs. Or, il constate que le Conseil français du culte musulman (CFCM), dont le budget annuel serait de 50 000 euros seulement et avec lequel il travaille, ne joue pas ce rôle. En revanche, les conseils régionaux, qui détiennent l'essentiel des financements, notamment ceux venus de l'étranger, échappent largement au contrôle de l'État.

Pour régler ce problème, il envisage de promouvoir la constitution de conseils départementaux, à la main des préfets, pour réduire l'influence des institutions régionales. Dans la mesure où la réussite de ce projet dépend de la mobilisation de sources de financement domestiques alimentant le CFCM et les conseils départementaux, sans bien sûr créer par la loi une taxe à leur reverser (4), il explore la possibilité de trouver avec les intéressés le moyen de soumettre les ventes de viande hallal et les voyages des pèlerins se rendant à La Mecque à un prélèvement qui serait géré par les musulmans.



En conclusion, sous réserve d'un abandon d'une partie des ambitions affichées en janvier 2019 et au prix d'une pré-

sentation du projet plus habile qu'il y a un peu plus d'un an, les données du problème restent les mêmes, tant du point de vue des modifications envisagées que de la configuration du camp laïque. Toutefois, le contexte général a évolué. D'une part, notre action passée a porté ses fruits puisque le Gouvernement fait preuve aujourd'hui d'une plus grande prudence. D'autre part, celui-ci s'est encore affaibli au cours des treize derniers mois écoulés.

Dans ces conditions, lorsque le projet de texte du Gouvernement nous parviendra vers la fin mars, la **Libre Pensée** réagira très rapidement pour faire de nouvelles propositions de texte unitaire appelant à une manifestation nationale en défense de la loi du 9 décembre 1905 et, plus généralement, des libertés fondamentales (liberté d'association ; liberté aux cultes de s'organiser comme ils l'entendent ou de ne pas s'organiser).

---

## Notes :

1- Le ministre a pris le soin de préciser qu'il n'était pas question de remettre en cause le Concordat dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle

2- « Sont punis de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5ème classe et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie d'une association culturelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte. »

3- Ces imams « détachés » sont payés par les pays d'origine.

4- Ce serait contraire à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905



La **Fédération nationale de la Libre Pensée** rappelle que le **3 janvier 2020**, elle a fait une déclaration publique pour proposer :

**Comme en 1960 contre la loi Debré,  
Il faut rassembler le mouvement laïque  
et les laïques**

***Pour s'opposer à toute modification de la loi de  
Séparation des Églises et de l'État du 9 décembre  
1905 par le gouvernement Macron/Philippe !***

***Pour le 60e anniversaire  
du Serment de Vincennes de juin 1960  
La Libre Pensée  
propose à l'ensemble du mouvement laïque  
une manifestation nationale  
ou un rassemblement national***

**Pour défendre la loi de 1905 !**

Diviser le mouvement laïque serait criminel et ne favoriserait que les menées antilaïques du gouvernement. Il est de la responsabilité de tous et de chacun de favoriser l'unité la plus large pour faire échouer toute modification de la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État.

***Défendre la loi de 1905,  
c'est le combat actuel réel  
pour défendre la laïcité.***



## La question de la laïcité

Dans le délire antimusulman pour fabriquer un « *ennemi de l'Intérieur* » qui permettra toutes les atteintes aux libertés démocratiques et à la laïcité, le voile est mis sans arrêt en avant et à toutes les sauces. Rappelons qu'un Élu représente d'abord et avant tout une opinion. Il peut donc les exprimer, en dehors du moment où il représente une institution de la République qui est garante du principe de neutralité.

On peut brandir *la Bible*, comme le *Capital* de **Karl Marx** à la Chambre des députés. On a connu des députés en soutane ou en djellaba. **L'Abbé Pierre** et le **Chanoine Kir** ont été députés en soutane pendant très longtemps. Exprimer une opinion, une appartenance religieuse est une violation de la laïcité, quand on agit officiellement pour l'intérêt général. Un maire peut aller à la messe, à la synagogue, au Temple, ou à la Mosquée, mais pas en tant qu'Élu et sans écharpe tricolore.

Une candidate aux élections peut porter une croix visible comme un foulard islamique. Voici ce qu'en dit l'**Observatoire de la laïcité** qui dit le droit laïque dans ce pays en réponse à la question de savoir si une candidate aux élections municipales à Montpellier (34) qui porte un signe religieux **peut être rejetée au motif que cela serait une atteinte à la laïcité** : « *La réponse à votre question est non. Il appartient à chaque formation politique ou candidat tête de liste de décider du choix des colistiers et de l'acceptation ou pas, de la manifestation par eux d'une éventuelle appartenance religieuse. Le Conseil d'État a jugé que* « la présence d'une candidate voilée sur une liste électorale n'est pas contraire à la liberté de conscience, à l'égalité des droits et au droit à la sûreté, au principe de laïcité, à la loi sur la Séparation des Églises et de l'État et n'est donc pas de nature à faire obstacle à l'enregistrement de la liste en préfecture. » (CE, 23 déc.

2010, n° 33079, Association Arab Women's Solidarity)

*Plus largement, si le principe de neutralité du service public fait obstacle à ce que des agents ou des salariés exerçant une mission de service public manifestent leurs croyances religieuses (mais également leurs opinions politiques, philosophiques ou syndicales — à l'exception des représentants syndicaux dans l'exercice de leurs missions —), il en est différemment des Élus qui n'exercent pas directement une mission de service public, et qui sont élus par des citoyens tels qu'ils se présentent devant eux. Il en est donc de même pour ceux, candidats, qui aspirent à être élus.*

*Comme le rappelle l'article 3 de la Constitution : « La souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum. ». Lesdits représentants sont élus pour la mise en œuvre d'un projet politique fondé sur des convictions qui ne peuvent être tout à fait neutres. Dès lors, les Élus peuvent dans ce cadre manifester des convictions diverses (politiques en premier lieu) et notamment religieuses.*

*En ce sens, la **Cour de cassation** a décidé qu'un maire ayant interdit lors d'un Conseil municipal à une Elue de prendre la parole, au motif qu'elle portait un signe symbolisant son appartenance à la religion chrétienne avait commis une discrimination dès lors que ce signe n'était facteur d'aucun trouble susceptible de justifier la décision du maire et « qu'aucune disposition législative, nécessaire en vertu de l'article 9 de la **Convention européenne des droits de l'Homme**, [n'avait été prise] pour que des restrictions soient apportées à la liberté de manifester sa religion ou ses convictions. » (Cass. crim., 1er sept. 2010, n° 10-80.584).*

*L'extension du principe de neutralité aux Élus n'est cependant une obligation que lorsqu'ils exercent directement une mission de service public, par exemple, en ayant la qualité d'officier de police judiciaire ou d'officier*



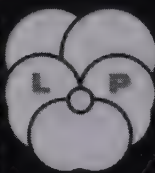
*d'état civil.*

*En ce sens, le **Conseil Constitutionnel**, suite à une saisine dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité (QPC), a jugé, concernant l'absence de clause de retrait pour les officiers d'état civil qui souhaiteraient ne pas célébrer les mariages de personnes de même sexe : « qu'en ne permettant pas aux officiers de l'état civil de se prévaloir de leur désaccord avec les dispositions de la loi du 17 mai 2013 pour se soustraire à l'accomplissement des attributions qui leur sont confiées par la loi pour la célébration du mariage, le législateur a entendu assurer l'application de la loi relative au mariage et garantir ainsi le bon fonctionnement et la neutralité du service public de l'état civil ; qu'eu égard aux fonctions de l'officier de l'état civil dans la célébration du mariage, il n'a pas porté atteinte à la liberté de conscience. » (Décision n°2013-353 QPC du 18 octobre 2013, M. Franck, M. et autres).»*

**N'abandonnons pas la proie pour l'ombre, il s'agit aujourd'hui de défendre la loi de 1905 et non de mettre en œuvre des dispositifs totalitaires qui mettraient sous le boisseau la liberté de conscience.**

Paris, le 2 mars 2020

LA RAISON



# La Raison

N°601 - MAI 2015

Floréal CCXXIII

3,50 €

**La Loi Debre  
c'est 10 Milliards de fonds publics  
détournés vers le privé**



**POUR L'ABROGATION DE LA LOI DEBRE  
POUR LA DÉFENSE DE LA LOI DE 1905  
MANIFESTATION LE 5 DÉCEMBRE 2015 À 15 H  
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE**

*La séparation  
hier et  
aujourd'hui*



# LA SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT

Après qu'une génération entière ait été formée sur les bancs de l'École publique par les grandes lois laïques scolaires de **Jules Ferry** et de **Ferdinand Buisson**, l'opinion est prête à la Séparation des Églises et de l'État. De par le concordat de 1801, les Églises sont parties intégrantes de l'État, elles sont juridiquement « *publiques* » et leurs employés sont des fonctionnaires. Pour séparer, il faut donc faire passer les Églises du public au privé. C'est pourquoi, les Républicains font voter la **Loi de 1901** sur les associations qui va permettre à n'importe qui, pour n'importe quel objet, de faire n'importe quelle association. Il n'y a pas d'équivalent d'une telle loi dans le monde, car il n'y a pas, ailleurs, une loi comme celle de 1905. Par cette loi, le Privé a un statut protecteur. À l'heure où la loi de 1905 est remise en cause, il n'est pas étonnant que la loi de 1901 soit aussi menacée de révision. Tout se tient.

Ensuite, les Républicains vont s'attaquer aux Congrégations. Le 4 Juillet 1904, les 1 500 congrégations doivent solliciter leur autorisation. Par un décret, le gouvernement les refuse toutes sauf trois, qui sont liées à l'armée. Les congréganistes s'en vont donc vers d'autres cieux. Toutes les congrégations enseignantes sont interdites. Vingt-cinq ans après le débat sur l'Article 7 de la loi de 1881, Jules Ferry triomphe.

Après six mois de débats, est promulguée le 9 Décembre 1905, pour la troisième fois, et espérons-le la dernière, la Séparation des Églises et de l'État.



## LA LOI ET SON CONTENU

La République s'affirme par cette loi. La République triomphe avec la Séparation des Églises et de l'État. L'alliance du trône et de l'autel est brisée à jamais dans la Raison humaine. Le point de départ du mouvement qui verra le vote de la loi vient du refus du Vatican de nommer deux évêques désignés par le gouvernement, évêques jugés trop « tièdes » avec la République. Lors de sa visite diplomatique à Rome, le Président Loubet refuse de visiter le pape et, suite aux réactions du Vatican à cette non-reconnaissance, il refuse de recevoir la note diplomatique de Pie X. C'était quand même une autre attitude de la part des gouvernements que celle que l'on connaît actuellement. La rupture est alors consommée entre la IIIe République et le Vatican.

Examinons la séparation codifiée par la loi : ce qui est fondamental dans cette loi, c'est la séparation du spirituel et du civil. C'est l'avènement plein et entier de la République. L'article 1 réduit à néant la volonté cléricale de mainmise de l'Église sur les citoyens en proclamant : « *La République assure la liberté de conscience* ».

L'article 2 affirme : « *La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er Janvier, qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes... Les établissements publics du culte sont supprimés* ».

La République assurant le libre exercice des cultes - ce qui est la démocratie - elle oblige les établissements religieux à se transformer en associations cultuelles sous le régime de la loi de 1905. Le clergé devient une association

comme une autre, avec les mêmes droits et devoirs que les autres. (Art. 18 de la loi) La religion devient une affaire privée.

Les associations cultuelles doivent subvenir par leurs propres moyens à leur fonctionnement. L'article 19 stipule : « *Elles ne pourront, sous quelque forme que ce soit, recevoir des subventions de l'État, des départements ou des communes. Ne sont pas considérées comme subventions, les sommes allouées aux monuments classés pour réparations* ».



Tous les établissements religieux, leurs mobiliers et leurs archives sont déclarés propriété de l'État au moment de la promulgation de la loi. A partir de ce moment-là, il est normal que l'État entretienne ce qui lui appartient ou rembourse des frais de réparations. Il n'y a là nulle reconnaissance du caractère de service public de la religion. Par contre, tous les établissements religieux construits après la loi de 1905 sont propriétés de l'Église et non de l'État ; il ne lui appartient donc pas de les réparer... C'est la perversion de la Ve République qui a amené les abus que nous connaissons et non la loi de 1905.

Après le vote de la loi, il est procédé aux inventaires pour connaître ce qui appartient à l'État. Après *Vatican II* et la

réforme de la liturgie, tous ces biens mobiliers seront vendus par l'Église, alors qu'ils appartenaient à l'État. La Ve République laissera faire ce détournement de biens publics.

L'article 21 de la loi de 1905 stipule que tous les édifices religieux appartenant à l'État sont dispensés de l'impôt foncier et de l'impôt sur les portes et fenêtres ; mais non les édifices religieux construits après la loi.

La loi de 1905 aborde tous les problèmes de la Séparation des Églises et de l'État. L'article 27 indique que : « *les sonneries de cloches seront réglées par arrêté municipal* » et l'article 28 : « *interdit à l'avenir d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit* ».

La loi, dans sa lutte contre le cléricalisme, modifiera y compris le Code pénal. Ainsi le nouvel article 199 considère comme un délit de célébrer le mariage religieux avant le mariage civil. De même est considérée comme un délit, la levée du corps avant que l'Officier d'État civil ait donné l'autorisation d'inhumér.

La loi de 1905 se termine, en son article 44, par l'abrogation du Concordat napoléonien, par l'abrogation de la loi du 18 Germinal de l'an X et par l'abrogation de toutes les lois reconnaissant les religions catholiques, protestantes et israélites comme des services publics. L'État devient maître chez lui et il renvoie les prêtres, les pasteurs et les rabbins à la solitude de la prière.

Et comme la République n'est pas naïve, elle sait que les cléricaux vont se battre ; aussi l'article 40 de la loi indique que : « *pendant huit ans à partir de la promulgation de la loi, les ministres du culte seront inéligibles au conseil municipal dans les communes où ils exerceront leur ministère ecclésiastique* », de manière à rendre irréversible la loi de 1905.

## DEUX LOIS : UN MÊME BUT

Il est illustratif de comparer la loi du 3 ventôse an III et celle de 1905 pour voir la continuité du combat républicain.

### **Le décret du 3 ventôse An III, 21 février 1795 :**

« **Article premier.** Conformément à l'article 7 de la **Déclaration des droits de l'homme** et l'article 122 de la Constitution, l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé.

**Article 2.** La République n'en salarie aucun.

**Article 3.** Elle ne fournit aucun local ni pour l'exercice du culte ni pour le logement des ministres.

**Article 4.** Les cérémonies de tout culte sont interdites hors de l'enceinte choisie pour leur exercice.

**Article 5.** La loi ne reconnaît aucun ministre du culte. Nul ne peut paraître en public avec les habits, ornements ou costumes affectés à des cérémonies religieuses.

**Article 6.** Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte quelconque est soumis à la surveillance des autorités constituées. Cette surveillance se renferme dans les mesures de police et de sûreté publique.

**Article 7.** Aucun signe particulier à un culte ne peut être placé dans un lieu public ni extérieurement de quelque manière que ce soit. Aucune inscription ne peut désigner le lieu qui lui est affecté. Aucune proclamation ni convocation publique ne peut donc être faite pour y inviter les citoyens.

**Article 8.** Les communes ou sections de commune, en nom collectif, ne pourront acquérir ni louer de local pour l'exercice des cultes.

**Article 9.** Il ne peut être formé aucune dotation perpétuelle ou viagère, ni établi aucune taxe pour en acquitter

*les dépenses.*

**Article 10.** *Quiconque troublerait par violence les cérémonies d'un culte quelconque ou en outragerait les objets, sera puni suivant la loi du 19-22 juillet 1791 sur la police correctionnelle. »*

- Les deux lois ne reconnaissent ni ne salarient aucun culte.
- Les deux lois assurent la liberté de conscience et le libre exercice du culte.
- Les deux lois font des églises les biens de l'État et des communes.
- Les deux lois prennent des mesures de surveillance du clergé.
- Et les deux lois donnent des retraites aux vieux curés ; la loi du 3 Ventôse, dans son article 11, prévoit les pensions ecclésiastiques. La loi de 1905 estimant que les prêtres étaient des fonctionnaires par le statut du Concordat, l'État devait payer leur retraite en fonction du droit qu'ils s'étaient ouverts en tant qu'agents de l'État. La République ne fait pas la guerre aux vieillards.

Alors oui, la loi du 3 Ventôse est la mère et la loi de 1905 est la fille.

## UNE CONTRADICTION RELATIVE

Les cléricaux feront tout pour empêcher la loi de séparation. Ils n'y arriveront pas, mais réussiront dans une partie de l'article 2, à introduire une contradiction avec la logique séparationniste qui triomphait. Une partie de cet article stipule : « *sont inscrits aux budgets, le service de l'aumônerie dans les lycées, collèges, hospices, asiles et prisons* ».



Il faut savoir que ce paragraphe a été voté par 6 voix de majorité contre l'avis du gouvernement républicain. Il n'est pas le révélateur de la loi de 1905.

Cet amendement a été déposé par un député du nom de Legrand et voté, entre autres, par un autre qui s'appelait... Savary de Beauregard. Savary-Legrand : les deux compères, toujours unis contre la République et l'École laïque. Savary-Legrand : plus que deux noms ; tout un programme, que dis-je toute une encyclique !

Cette partie de l'article de la loi est contradictoire avec le reste du texte qui interdit toute subvention aux cultes. Dans l'esprit des Républicains de l'époque qui ont voté cet amendement, la liberté de conscience proclamée imposait le libre exercice du culte.

Or, les militaires, les internes dans les lycées et collèges, les malades hospitalisés et les prisonniers ne pouvaient sortir des établissements sus-mentionnés pour exercer - en dehors des lieux publics - leur culte. C'est pourquoi, cette disposition a été adoptée.

Il était juste de faire une dérogation sur les locaux et sur le temps « *publics* » mais il ne fallait pas accepter que ce soit des fonds publics qui financent les religieux faisant leur sacerdoce « *privé* » dans un lieu « *public* ».

Pour les lycées et collèges, cela ne visait que les internats. Quand monsieur **Monory** fait sa circulaire en 1988, (re-conduite par monsieur **Jospin**), il bafoue la loi de 1905, puisque ce texte vise les demi-pensionnaires et les externes qui, pourtant, peuvent pratiquer leur culte, sans problème, en dehors de l'École Publique.

La **Libre Pensée** réaffirme que la laïcité institutionnelle exige le non versement de fonds publics aux religions. **Gabriel Deville** l'expliquait clairement en 1905 : « *les ressources publiques ne peuvent servir qu'à des fins conformes aux buts de l'État. Or les collectivités particu-*

*lières ne sauraient avoir un pouvoir supérieur à celui de la collectivité générale. Cette collectivité qu'est la nation est un tout dont les règles fondamentales doivent être appliquées sans divergences locales. Que la nation confère aux collectivités partielles certaines de ses prérogatives, je l'admets et je suis partisan d'une large décentralisation administrative ; mais elle ne peut leur reconnaître le droit de s'écarter de ses principes fondamentaux. La neutralité en matière religieuse est un principe essentiel qui, une fois admis, ne doit souffrir d'exception en aucun lieu de la part d'aucun dépositaire, quel qu'il soit, de l'autorité publique. Voilà pourquoi, en droit il est impossible d'accorder, aux départements ni aux communes, la faculté de subventionner les cultes ».*



### **Constitution civile du clergé du 12 juillet 1790**

Etampes 1791, source BNF / Gallica - - Mrs les noirs lancent leur venin anti-constitutionnel, contre les decrets de l'auguste Assemblée nationale sur l'abolition des pouvoirs temporels du clergé

- Mrs les évêques du côté gauche, prononcent le serment civique décrété le 27 9.br "Je jure de maintenir la Constitution décrétée et acceptée, et d'être fidele à la nation, à la loi et au Roi "

# PRINCIPES RÉPUBLICAINS ET CLÉRICALISME :

La République, la Démocratie et la Laïcité sont à nos yeux de libres penseurs, le triptyque fondamental de la marche du progrès humain. Examinons la position de l'Église sur ces trois principes.

- La Laïcité : c'est clair, c'est net : l'Église est contre. Au moment où la loi était débattue, les prêtres enseignaient aux enfants le catéchisme de l'évêque de Mende, édité en 1895 et qui professait : *« les lois scolaires de 1882 sont des lois scélérates. Ces lois sont un outrage contre Dieu, une violation des droits de l'Église... Car la candeur, l'innocence ne brillent plus comme jadis, sur ces jeunes fronts, hélas, trop tôt flétris par le souffle empoisonné de l'école sans Dieu »*.

La Laïcité ne concerne pas seulement l'École, mais une conception plus générale de la République. En 1905 le député clérical **Plichon** se prononçait, au nom de ses amis, clairement sur cette question : *« La morale sans dogmes religieux ne serait qu'une justice sans tribunaux »*.

Voilà qui a le mérite de la clarté. Il est important de souligner que l'Église n'a jamais reconnu la République, et, à plus forte raison, les fondements de la République : la démocratie, la laïcité, la séparation du spirituel et du temporel. Les catholiques nous disent aujourd'hui que **Léon XIII** par son encyclique, à la fin du XIXe siècle, leur demandait de reconnaître la République dans notre pays. Les cléricaux n'ont jamais reconnu la société moderne, car elle va à l'encontre de l'emprise religieuse sur les consciences. Leur modèle, c'est la société pastorale. Il

n'y a pas que la Libre Pensée qui reconnaît cela ; j'ai lu, dans **Communio**, revue catholique internationale, ceci à propos de ce problème : « *Beaucoup d'évêques s'effraient de la révolution industrielle, estiment la religion mieux servie par l'ordre éternel des champs... Face au défi qui constituait, au lendemain de la Révolution Française, l'irruption d'un monde moderne laïcisé, fondé sur une bourgeoisie qu'inspirait une philosophie libérale a-religieuse. L'Église ne voyait d'autre issue que de proposer un contre-projet de société chrétienne inspiré de la chrétienté médiévale, en rupture avec l'ordre établi par la bourgeoisie libérale capitaliste et présenté comme un modèle d'avenir. À l'aide de la philosophie thomiste opposée au libéralisme et, en édifiant une « science » catholique opposée au positivisme, Léon XIII tentait de jeter les bases d'une telle société. S'il invitait les catholiques français à rallier la République, c'était pour leur proposer l'effort réaliste de la christianiser et de refaire un peuple chrétien* ». Voilà qui démontre bien que le catholicisme a toujours été contre le progrès et la République.

- Quant à la démocratie, lisons l'Encyclique « **Vehe-  
menter Nos** » de Pie X en 1906 pour savoir ce qu'en pense le Vatican : « *L'Église est par essence une société inégale, comprenant deux catégories de personnes, les pasteurs et le troupeau et ces deux catégories sont tellement distinctes que dans le corps pastoral, seul, résident le droit et l'autorité nécessaires pour diriger tous les membres vers le but de la société. La multitude n'a pas d'autre devoir que de se laisser conduire et, au troupeau docile, de suivre ses pasteurs* ». Si l'on en croit les catholiques, Dieu a créé l'homme à son image. Dieu, c'est l'Église ; et l'Église est donc le modèle pour les hommes.

Ainsi « **Communio** » écrit encore : « *Les activités concrètes des laïcs au plan politique devraient être partie intégrante de leur Christianisme, conformément à leur mission, quelles qu'en soient la particularité et la*

*diversité* ». On peut donc dire sans crainte que « **Vehe-  
menter Nos** » est l'affirmation théologique de la  
conception de la société politique vue et inspirée par le  
Vatican.

## LA LIBRE PENSÉE DANS LE COMBAT POUR LE VOTE DE LA LOI

Le Président de la Commission qui fait le projet de loi est **Ferdinand Buisson**, président de l'**Association Na-  
tionale des Libres Penseurs**. Le rapporteur est **Aristide Briand**, lui aussi éminent libre penseur. La position officielle de la Libre Pensée est décidée dans une assemblée, le 21 Mars 1905, réunie au siège du Grand Orient de France. Elle invite la Chambre, « *à élaborer sans retard et sans interruption, une loi de séparation des Églises et de l'État* », selon des indications précises que Ferdinand Buisson déposera à la Chambre. Ferdinand Buisson explique : « *Nous nous sommes battus, nous nous battons pour savoir qui de l'Église ou de la Révolution, en ce moment aura le dernier mot en France* ».

Le bulletin officiel des Libres Penseurs publie la résolution de l'Association Nationale qui stipule : « *Il ne faut pas constituer un régime exceptionnel ni en faveur des Églises ni contre elles* ». Cette prise de position est importante. En effet, un député du Var, Maurice Allard, dépose alors un contre-projet de loi qu'il résume lui-même ainsi : « *je ne vous cache pas que mon contre-projet tend à déchristianiser le pays* ».

Le fond de la question est simple ; il se résume en un choix : République laïque ou République athée ? La République laïque, c'est le respect des consciences. La Ré-



publique athée, c'est la persécution. Au cours de la discussion de l'article 25, Maurice Allard dépose un amendement pour interdire les processions religieuses, contre l'avis de l'Association Nationale des Libres Penseurs qui a adopté la résolution suivante : « La sous-commission s'étant partagée, la question a été tranchée par la commission exécutive dans le sens de la suppression prohibitive des processions contenue dans l'article 25 du projet c'est-à-dire pour le maintien du droit actuel ».

Aristide Briand répond à **Maurice Allard** en ces termes : « *S'il fallait donner un nom au projet de Maurice Allard, je crois qu'on pourrait justement l'appeler un*



*projet de suppression des Églises par l'État. Une loi n'a jamais pu, heureusement, réussir à réduire, ni les individus, ni les groupements d'individus, encore moins leur pensée à l'impuissance. Une telle loi qui se proposerait un tel but ne pourrait être qu'une loi de persécution et de tyrannie. Maurice Allard, dans sa hâte d'en finir avec la religion, se tourne vers l'État et l'appelle au secours de la Libre Pensée ; il lui demande de mettre l'Église dans*

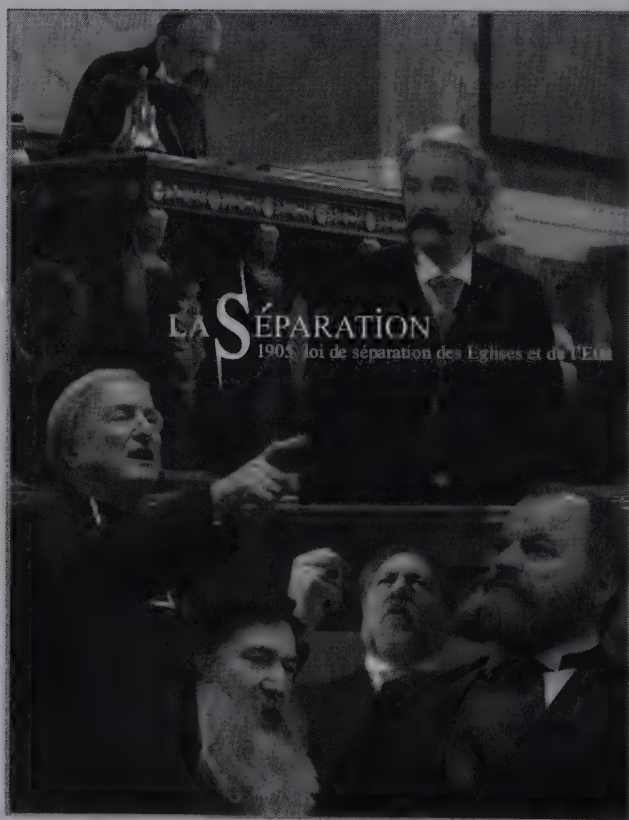
*l'impossibilité de se défendre ; il le somme de commettre au service de la Libre Pensée, la même faute qu'il a commise au service de l'Église et que nous n'avons jamais cessé, nous, Libres Penseurs, de lui reprocher. Ce n'est pas la conception de la Libre Pensée. Nous considérons qu'une saine conception du régime nouveau exclut toute possibilité d'inscrire, soit au budget de l'État, soit au budget du département ou de la commune, l'obligation pour les citoyens de participer sous la forme de l'impôt, à l'entretien du culte. Pour nous, républicains, la séparation c'est la disparition de la religion officielle, c'est la République rendue au sentiment de sa dignité et au respect de ses principes fondamentaux. Ils lui commandent de reprendre sa liberté, mais ils n'exigent pas que ce soit par un geste de persécution. Ce que veulent les Libres Penseurs, c'est que vous arrachiez à l'Église, le bouclier officiel derrière lequel elle peut s'abriter contre les efforts de la Pensée Libre ; ce qu'ils ont seulement le droit d'exiger, c'est que l'État les mette face à face avec l'Église pour lutter à armes égales pour pouvoir opposer enfin en combat loyal, la force de la Raison aux brutalités du dogme. Je termine, si vous voulez que la Raison Libre ait un abri, construisez-le lui ; mais n'essayez pas de la faire coucher dans le lit de l'Église. Il n'a pas été fait pour elle ».*

Les Libres Penseurs étaient pour la loi de 1905. Ils l'ont tous votée, même si certaines dispositions de l'Article 2 ne leur convenaient pas, mais cet article ne changeait pas la logique de séparation de la loi. « **La Lanterne** », journal Républicain anticlérical, proche de la Libre Pensée, écrira après le vote de la loi : « Désormais la religion n'a plus aucun caractère officiel. La République ne couvre plus l'exploitation scandaleuse de la crédulité humaine, du fanatisme et de la superstition ; elle n'appointe plus les escrocs en soutane ».

**La Ligue des Droits de l'Homme** écrira à « **L'Humanité** » de Jaurès pour : « saluer avec joie ce mémo-

*nable événement ». Jaurès qui votera la loi, et contre le projet de Maurice Allard, s'écriera : « La loi de séparation c'est la marche délibérée de l'esprit vers la pleine lumière, la pleine science et l'entière raison ».*

**Christian Eyschen**



**La Séparation** - François Hanss, Bruno Fuligni,  
pour le centenaire de la loi de 1905

# Le décret du 3 ventôse

## An III, 21 février 1795

« **Article premier.** Conformément à l'article 7 de la Déclaration des droits de l'Homme et l'article 122 de la Constitution, l'exercice d'aucun culte ne peut être troublé.

**Article 2.** La République n'en salarie aucun.

**Article 3.** Elle ne fournit aucun local ni pour l'exercice du culte ni pour le logement des ministres.

**Article 4.** Les cérémonies de tout culte sont interdites hors de l'enceinte choisie pour leur exercice.

**Article 5.** La loi ne reconnaît aucun ministre du culte. Nul ne peut paraître en public avec les habits, ornements ou costumes affectés à des cérémonies religieuses.

**Article 6.** Tout rassemblement de citoyens pour l'exercice d'un culte quelconque est soumis à la surveillance des autorités constituées. Cette surveillance se renferme dans les mesures de police et de sûreté publique.

**Article 7.** Aucun signe particulier à un culte ne peut être placé dans un lieu public ni extérieurement de quelque manière que ce soit. Aucune inscription ne peut désigner le lieu qui lui est affecté. Aucune proclamation ni convocation publique ne peut donc être faite pour y inviter les citoyens.

**Article 8.** Les communes ou sections de commune, en nom collectif, ne pourront acquérir ni louer de local pour l'exercice des cultes.

**Article 9.** Il ne peut être formé aucune dotation perpétuelle ou viagère, ni établi aucune taxe pour en acquitter les dépenses.

**Article 10.** Quiconque troublerait par violence les cérémonies d'un culte quelconque ou en outragerait les objets, sera puni suivant la loi du 19-22 juillet 1791 sur la police correctionnelle. »

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° 59

LIBERTÉ — ÉGALITÉ — FRATERNITÉ

N° 59

## COMMUNE DE PARIS

### LA COMMUNE DE PARIS,

Considérant que le premier des principes de la République française est la liberté;

Considérant que la liberté de conscience est la première des libertés;

Considérant que le budget des cultes est contraire au principe, puisqu'il impose les citoyens contre leur propre foi;

Considérant, en fait, que le clergé a été le complice des crimes de la monarchie contre la liberté;

### DÉCRÈTE :

Art. 1<sup>er</sup>. L'Église est séparée de l'État.

Art. 2. Le budget des cultes est supprimé.

Art. 3. Les biens dits de mainmorte, appartenant aux congrégations religieuses, meubles et immeubles, sont déclarés propriétés nationales.

Art. 4. Une enquête sera faite immédiatement sur ces biens, pour en constater la nature et les mettre à la disposition de la Nation.

### LA COMMUNE DE PARIS.

Paris, le 3 avril 1871.

IMPRIMERIE NATIONALE — 4000 1871



# Les différents courants dans le processus de Séparation (1902-1905)

La Séparation des Eglises et de l'Etat<sup>(1)</sup> a été longtemps l'Arlésienne de la République. Si elle figurait dans le programme des républicains dès la fin du Second-Empire et si, en 1882, la Chambre des députés prit « *en considération* » une proposition de 79 députés demandant de la réaliser, elle ne fut votée, chacun le sait, qu'en 1905. En effet, la Commission présidée par Paul Bert, en 1883, avait conclu au maintien du système Concordat-cultes reconnus régissant alors les rapports Etat-religions. Ses conclusions déclaraient : « *la logique conduit les sociétés à l'établissement d'une indépendance complète du domaine civil et du domaine religieux.* »

Néanmoins, elle proposait de garder le statu quo. Pourquoi ? La réponse était double : « *Les juifs et les protestants (...) n'ont rien fait* » pour « *être frappés* » par « *la suppression du budget des cultes* ». En revanche, l'Eglise catholique mériterait cette « *riposte de l'Etat laïque* ». Mais est-ce « *l'intérêt* » de ce dernier ? Cette mesure « *provoquera une « lutte (...) longue et terrible. Pourquoi la chercher avec ses péripéties redoutables(...), quand le Concordat (...) nous met à l'abri (...) de l'envahissement politique de l'Eglise catholique* » ? (2) Effectuer la Séparation apparaît donc être une affaire très complexe ; il n'est guère étonnant, dès lors, que des conceptions différentes existent chez les républicains, pendant le processus de quelques années qui la rend effective.

Si, à chaque examen du budget des cultes par les députés, son abolition était rituellement réclamée... et refusée, en

1902 l'arrivée au pouvoir du Bloc des gauches et l'essor de la libre-pensée (3) changent la donne. Ainsi la mouvance libre-penseuse organise, le 17 mai 1903, une journée où, partout en France, des conférenciers popularisent l'idée de Séparation. Auparavant, le 20 octobre 1902, le principe d'une Commission parlementaire a été adopté et celle-ci se met en place en juin 1903. Elle effectue ses travaux sous la double impulsion de Ferdinand Buisson (son président) et d'Aristide Briand (son rapporteur).

### *Maurice Allard et la séparation comme instrument de « déchristianisation »*

Son aile socialiste-révolutionnaire adopte une position symbolisée, de manière constante, par **Maurice Allard**. Quand le député du Var présente à la Chambre le 10 avril 1905 (4), un projet divergent de celui de la Commission, il affirme vouloir, par ce moyen, « *déchristianiser le pays* ». Il existe, pour lui, une « *incompatibilité entre (...) le christianisme, et tout régime républicain* », car cette religion constitue « *un outrage à la raison [... et] à la nature.* » Après avoir indiqué la nocivité historique du « *judéo-christianisme* » et loué la **Révolution française**, Allard affirme : « *aujourd'hui encore combien de progrès ne sont pas réalisés parce que nous trainons derrière nous ce lourd boulet du judéo-christianisme, avec son cortège de préjugés et de mensonges* ». Au nom des libres-penseurs et des socialistes, il conclut : « *Nous voulons que les hommes se préoccupent un peu plus du monde (...) objectif, qu'il sachent se faire leur paradis sur terre, au lieu de le chercher dans un monde imaginaire.* »

Le contre-projet d'Allard obtient 68 voix, soit un cinquième de ceux qui voteront la loi de 1905. Directeur politique du quotidien *Le Radical*, le député radical-socialiste **Adolphe Maujan** prend ses distances avec toute

optique de « *déchristianisation* », mais se rapproche de la position d'Allard sur deux points essentiels. D'abord le refus de la dévolution des édifices religieux, biens publics (5), aux Eglises : leurs membres devront trouver de nouveaux locaux pour pouvoir tenir leurs cérémonies culturelles. Ensuite l'interdiction d'une Fédération nationale des associations culturelles : Maujan pense, comme Allard, que « *cela renforcera la puissance de l'Eglise [catholique]* » (6).

Comme l'ensemble de la gauche républicaine, Allard adopte le texte qui deviendra la loi du 9 décembre 1905, mais il accompagne son vote de propos menaçants envers les catholiques : puisque le Parlement ne donne pas « *au peuple la loi qu'il désire, nous devons faire la séparation par l'action directe et, s'il le faut, nous prendrons d'assaut vos églises et vos chapelles* ». Ce socialiste-révolutionnaire estime que la liberté de conscience n'inclut pas la liberté de religion, car cette dernière « *opprime* » les consciences. Cependant, quand sa fille aura une vocation de religieuse, il la dotera pour qu'elle puisse aller au couvent. Ainsi, in fine, placé devant un dilemme, il se montrera un libre-penseur n'adoptant pas d' « **anti-dogme** », suivant ce que réclamait **Marcellin Berthelot** (7).

## *Emile Combes et la séparation gallicane*

Président du Conseil, **Emile Combes** refuse, le 26 janvier 1903, une demande d'Allard de supprimer le budget des cultes. Son « *incroyable déclaration* » (8), jugeant la Séparation prématurée, est restée célèbre : « *Un peuple n'a pas été nourri en vain pendant une longue série de siècles d'idées religieuses, pour qu'on puisse se flatter d'y pouvoir substituer, en un jour, par un vote de majorité,*

*d'autres idées contraires à celles-là. (...) En ce moment les idées morales, telles que les Eglises les donnent sont des idées nécessaires.* » (9) Ancien séminariste, Combes affirme être devenu un « *philosophe spiritualiste* ». Il combat, avec énergie, les congrégations, et tout empiètement politique de la part du clergé, mais (à la différence d'Allard), il veut épurer la religion et non la détruire. C'est aussi un homme issu du peuple, étranger au milieu de la bourgeoisie parisienne, au monde des salons où certains républicains côtoient des monarchistes. Sa popularité est indéniable.

Combes veut contrôler étroitement l'Eglise catholique. Il recherche d'abord un « *Concordat renforcé* » puis, avec l'accentuation du conflit entre la France et le *Saint-Siège*, il prend parti pour la Séparation (Auxerre, 4 septembre) et dépose, à la Chambre, un projet de loi (10 novembre) qui reprend les « *observations* » qu'il avait présentées (fin octobre) à la Commission, dont le propre projet était nettement plus libéral. A-t-il changé d'avis ? Pas vraiment répond l'**Association nationale des libres-penseurs de France** (ANLPF). Celle-ci estime que le projet de Combes « *n'opère pas la séparation* » : « *Il n'offre que le mot sans la chose, l'apparence sans la réalité.* » Adopté, ce texte « *rétablirait (...) une sorte de Concordat déguisé* » en créant « *un enchevêtrement plus étroit que jamais des Eglises et de l'Etat.* » Les mesures d'ordre public tendent, en effet, « *à tenir les Eglises dans la (...) sujétion de l'Etat* », leur mise en œuvre « *pousserait à la délation*(10) ».

Le Président du Conseil prévoit, en outre, un système de concessions renouvelables (ou non) des biens affectés aux cultes dans des conditions qui confinent « *à l'arbitraire* », et se trouvent en contradiction avec le principe de non financement public des cultes. Autre accroc à ce principe : les pensions versées non seulement « *aux prêtres âgés* (11) (...), *mais à tous les curés et desservants* » actuellement en poste. D'autre part, Combes veut limiter les fé-

dérations d'associations cultuelles à un département (permettant ainsi une surveillance du préfet), ce qui rend « *le culte catholique à peu près impossible dans les régions pauvres* » (12) et atteint encore plus les minorités religieuses. En définitive, pour l'ANLPF, « *le projet du gouvernement aboutit* » à un système contradictoire d'arbitraire administratif » *et de* « *laïcisation très incomplète* ». En conclusion, la libre-pensée « *ne saurait [lui] accorder ni son approbation ni son appui* » (13).

L'optique de Combes est gallicane : il veut républicaniser le catholicisme. Le grand historien de la révolution, **Alphonse Aulard**, estime que le gallicanisme, tradition séculaire, imprègne les « *mœurs* », les « *habitudes* » et les « *lois* » françaises. Il précise : « *nous-mêmes [républicains libres-penseurs], tout 'avancés' que nous sommes, nous agissons encore trop souvent comme si nous étions gallicans, comme si nous voulions (...) forcer les curés à être (...) des curés démocrates* » » ; or le gallicanisme est « *la négation de l'Etat laïque* » (14).

## *Buisson et Briand, artisans d'une séparation.... séparatiste*

On le constate, la tâche de **Buisson** et **Briand** n'a pas été simple. Ces deux libres-penseurs ont travaillé de concert à l'élaboration d'un projet politiquement libéral et Buisson a joué un rôle que beaucoup d'historiens ont, ensuite, sous-estimé : l'ancien collaborateur de **Jules Ferry** est alors une autorité républicaine incontestable, alors que Briand (de 19 ans son cadet) apparaît plutôt comme une figure républicaine émergente. D'ailleurs quand le projet de loi gouvernemental perturbe le travail des commissaires, Buisson s'y oppose plus vigoureusement que Briand.



La Commission comporte 15 députés concordataires, un autre qui souhaite négocier la Séparation avec le pape et 17 séparatistes (dont 3 socialistes-révolutionnaires). Buisson, dans une position arbitrale, et Briand, rédacteur d'un avant-projet, opèrent avec des majorités variables (15). Allard et ses amis acceptent de ne pas faire d'obstruction, pour que le débat sur la Séparation puisse avoir lieu au Parlement mais, comme nous l'avons vu, Allard dépose (le 10 avril 1905) un contre-projet, que Briand combat. Pour ce dernier, le député du Var, *« dans sa hâte d'en finir avec la religion, se tourne vers l'Etat et (...) le somme de commettre, au service de la libre-pensée, la même faute qu'il a commise au service de l'Eglise »*. Et le rapporteur de la Commission ajoute : *« Cela, ce n'est pas la conception de la libre-pensée, du moins telle que je l'interprète. »*

La Commission a adopté son propre projet le 4 mars 1905, six semaines après le départ de Combes du pouvoir. Les deux premiers articles donnent, précise Briand, l'orientation générale de la loi. L'article 1er (que Combes avait supprimé) restera tel quel :

*« La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public. »*  
L'article 2 énonce : *« La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées du budget de l'Etat, des départements et des communes, toute dépenses relatives à l'exercice des cultes »*. La Chambre ajoutera une disposition pouvant inscrire *« aux dits budgets »* des *« dépenses relatives à des services d'aumônerie »* pour *« assurer le libre exercice des cultes »* dans certains établissements publics.

*« La République ne reconnaît aucun culte »*. Lors d'une réunion de la Commission, cette formulation a été trouvée

« *un peu elliptique* » par Buisson. Le citoyen ordinaire comprendra-t-il qu'elle signifie : tout « *culte reconnu* » est aboli ? Briand propose alors d'ajouter « *officiellement* » après les mots « *ne reconnaît* », mais cette proposition, que personne ne conteste, se perd dans la suite de la discussion. Résultat : cette précision n'est finalement pas intégrée (15). A posteriori, cela semble dommage, car bien des contre-sens ont été effectués : la République serait hostile à la religion, alors que la dialectique de 1905 consiste à refuser toute officialité religieuse pour assurer à tous la liberté de conscience, incluant le libre exercice des cultes, dans le respect d'un ordre public démocratique.

Bien sûr ce principe lui-même peut recevoir des interprétations diverses. Certains radicaux-socialistes, (**Jean Bepmale, Antoine Gras**) estiment que les libertés données à l'Eglise catholique peuvent « *mettre en péril la libre-pensée et la république.* » (16) A l'inverse, les « *dissidents* » du Bloc des gauches se montrent partagés : certains sont satisfaits (17), d'autres regrettent qu'il existe une « *police des cultes* », et non pas, seulement, « *la police de tout le monde* » (18).

## *Du débat interne à une victoire pacificatrice*

Le dissensus le plus net a opposé, au Parlement, le trio socialiste **Briand-Jaurès-Pressensé** au duo radical **Buisson-Clemenceau**. Il a concerné la formulation définitive de l'article 4 de la loi, article qui organise la dévolution des biens des différents « *établissements publics du culte* » existant sous le régime Concordat-cultes reconnus (notamment des églises, des temples, des synagogues). Ceux-ci seront « *transférés (...) aux associations qui, en se conformant aux règles organisation générales*

*du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice, se seront légalement formées »* (19). Cet énoncé signifie, selon Briand, qu'avec « *l'esprit de neutralité* » dans lequel la séparation est conçue, l'Etat ne peut « *pas ignorer* » que les Eglises ont des « *constitutions* » et il ne doit pas porter « *atteinte à la constitution des Eglises* » (20). Autrement dit, les églises reviendront aux communautés et aux prêtres en communion avec leurs évêques (21). **Jaurès**, dans un discours resté célèbre (22), appuie fermement cette disposition : « *La France n'est pas schismatique, elle est révolutionnaire* ». Mais Buisson insiste sur le fait que, « *avec la séparation, l'Etat ne connaît plus l'Eglise [catholique] en tant qu'entité (...). L'Etat connaît des citoyens français catholiques* » qui peuvent exercer leur liberté « *sur la seule base admise en démocratie, celle de l'association libre et volontaire* » (23).

Il existe donc, là, deux manières différentes d'appliquer la liberté de conscience. Celle de Buisson (et, en général, des radicaux) situe l'organisation collective de la religion dans le prolongement de la liberté de conscience individuelle. En revanche, le socialisme de Jaurès (et, en outre, chez Briand, la culture syndicale) accorde une consistance propre au niveau collectif, tout individu existant dans des rapports avec autrui. La liberté collective constitue alors, une dimension de la liberté individuelle (24) et non son simple prolongement. Ce fut un important débat interne entre républicains et, contrairement à certains historiens, je ne pense pas du tout que la première position soit l'expression d'un « *anticléricalisme intolérant* ». Cependant, l'article 4 tel qu'il a été adopté (25) a calmé la crainte de beaucoup de catholiques (réguliers ou occasionnels), auxquels on avait fait craindre qu'après la Séparation, les messes ne pourraient avoir lieu que dans des « *granges* » ou au fond des bois.

Cela s'est révélé un atout décisif pour réussir la Séparation, malgré l'attitude du pape et de ses conseillers qui voulaient subir une « *persécution* ». Au moment où la loi

doit s'appliquer (26), un journaliste catholique, **Julien de Narfon**, constate un paradoxe : d'un côté, un « *gouvernement areligieux avec M. Briand, antireligieux avec M. Viviani ou athée avec M. Clemenceau* » qui fait tout pour « *laisser les églises ouvertes* » ; de l'autre « *des gens qui se réclament de la religion (...) et dont toute la politique tend à acculer à fermer ces mêmes églises* » (27). Mais, ce paradoxe n'en était sans doute pas un : la Séparation de 1905 fut à la fois anticléricale et politiquement libérale, car, à mon avis, le véritable anticléricalisme n'est pas un cléricalisme inversé, mais ce qui peut permettre la liberté de conscience de tous et toutes.

### Jean Baubérot\*

\*Auteur de *La loi de 1905 n'aura pas lieu. Histoire politique des Séparations des Eglises et de l'Etat (1902-1908), tome 1, L'impossible « loi de liberté » (1902-1905), Paris, éd. de la Maison des Sciences de l'Homme.*

---

### Notes :

1- Un S majuscule est utilisé quand il s'agit de la Séparation de manière globale, et un s minuscule quand il est question d'un projet ou d'une conception précise de la séparation. En revanche, dans les citations, ce qu'on écrit les auteurs est respecté.

2- Publié in P. Bert, *Le Cléricalisme*, Paris, Armand Colin, 1900, p. 250-270.

3- Effectif depuis les années 1880, mais qui se renforce.

4- Les différentes citations proviennent du *Journal Officiel*, paru le lendemain du jour où elles ont été prononcées.

5- Les cathédrales, la plupart des églises, une partie des temples et des synagogues

6- *Le Radical*, 12 avril 1905.

7- En 1903 quand il est devenu président d'honneur de l'*Association nationale des libres-penseurs de France*.

8- Fr. de Pressensé, *L'Aurore*, 27 janvier 1903.

9- F. Buisson réplique par une vigoureuse défense de la morale laïque.

10- Le terme est fort car on est en pleine « *affaire des fiches* ».

11- Comme le prévoyait la Commission.

**12-** Une fédération nationale, au contraire, permet aux paroisses riches d'aider financièrement les paroisses pauvres. La loi de 1905 en laissera la possibilité aux Eglises.

**13-** Bulletin officiel de l'ANLPP ; cf. *Le Siècle*, 27 novembre 1904.

**14-** A. Aulard, *Polémique et Histoire*, Paris, éd. Cornely et Cie, 1904, p. 157s.

**15-** Parfois s'appuyant sur l'ensemble des séparatistes, parfois pratiquant l'ouverture vers les progressistes (centre anti-combiste).

**16-** PV de la séance du 9 novembre 1904, A. N. de Pierrefitte ; C//7300.

**17-** Cf. leurs explications de vote à la Chambre lors de la séance du 3 juillet 1905.

**18-** Directeur du *Siècle* (quotidien séparatiste depuis 1870), J.-L. de Lanessan loue le vote d'une loi « très libérale » dans le n° du 5 juillet 1905

**19-** H. Maret, *Le Rappel*, 11 février 1905. Pour Briand, la loi se rapproche le plus possible du « droit commun », mais la spécificité des questions liées à la Séparation oblige parfois de s'en distancier un peu, soit au profit de la souveraineté de l'Etat, soit au profit de la liberté des Eglises (cf les PV de la Commission).

**20-** Suite à l'interdiction faite aux catholiques par Pie X de se conformer à la loi (encyclique *Gravissimo*, août 1906), trois nouvelles lois, votées en 1907 et 1908, permettront que la séparation soit quand même effective sans conflit violent.

**21-** Discours à la Chambre des députés du 20 avril 1905.

**22-** En règle générale, l'article 8 prévoit des cas particuliers. On le constate, le débat se focalise sur le catholicisme.

**23-** Prononcé le 21 avril 1905.

**24-** Discours à la Chambre des députés, le 15 juin 1905.

**25-** Sans l'englober : la possibilité de dissidences existe mais, alors, les dissidents devront trouver des locaux pour exercer leur culte.

**26-** Finalement y compris par les radicaux.

**27-** Publiée au JO le 11 décembre 1905, la loi devait entrer en application un an plus tard, soit le 11 décembre 1906.

**28-** J. de Narfon, *La Séparation Des Eglises et de l'Etat*, Paris, Félix Alcan, 1912, p. 118 (30 décembre 1906).



# La loi de 1905 n'aura pas lieu par Jean Baubérot

Voilà un titre qui va faire parler de lui. Il s'agit du dernier livre de notre ami **Jean Baubérot**, celui-ci est le premier Tome d'une Triade consacrée à la loi de 1905. Ce titre est bien choisi, car l'auteur montre en détail que la

**Jean Baubérot**

*Avec la collaboration de Dorra Mameri Chaambi*

## **La loi de 1905 n'aura pas lieu**

**Histoire politique des Séparations des Églises et de l'État  
(1902-1908)**

**tome I – L'impossible « Loi de liberté » (1902-1905)**



LES BUREAUX DE LA NATION  
10, rue de la République, 75001 Paris - Téléphone : 01 42 96 10 10 - Fax : 01 42 96 10 11

ESM  
Éditions

loi de 1905 a failli ne jamais voir le jour, tant les obstacles furent nombreux sur sa route et les embuches venaient de tous côtés.

Tout d'abord, je voudrais remercier Jean Baubérot d'avoir

donné une belle place à la Libre Pensée et à sa diversité dans son ouvrage. Dans la bibliographie, Jean Baubérot cite plusieurs fois « 1905 ! » édité par l'**IRELP**.

Dans son glossaire, voici ce qu'il indique à «*La Libre Pensée comme méthode*» : « Pour **F.Buisson**, la libre-pensée est, avant tout une méthode pour rechercher librement « le bien, le beau, le vrai », en rejetant tous les dogmes. Il s'oppose à ceux, comme le député **M.Allard**, pour qui elle est avant tout un combat pour détruire la religion en tant que « fléau social ». Entre ces deux pôles, l'historien **A.Aulard**, s'il considère la libre-pensée comme une doctrine antireligieuse, dialogue avec des catholiques pour savoir si la cohabitation dans l'Église leurs semble compatible avec le libre exercice du culte. Ce pluralisme interne est une des raisons de la vitalité de la libre-pensée (dont **A.Briand** est également membre). » Voici une définition que les libres penseurs d'aujourd'hui ne renieront pas.

L'auteur revient sur toute une série d'aspects qu'il est toujours intéressant d'étudier. Ainsi, la loi de 1901 consacrant la liberté d'association est une loi qui consacre les deux tiers de ses articles à prohiber les congrégations religieuses. Elle débouchera naturellement sur la loi de 1904 qui imposera une autorisation obligatoire pour leur existence et qui la refusera à des milliers d'entre elles, avec raison, notamment pour les congrégations enseignantes.

Une congrégation se définit juridiquement par trois conditions : *vivre en communauté, prononcer des vœux d'obéissance, vivre selon une règle approuvée par l'Église* (dixit **Jacques Robert**). Or, dans les congrégations enseignantes, il y avait le vœu de n'enseigner que la vérité révélée, ce qui est la négation de tout enseignement véritable. Apprendre à comprendre est strictement antagonique avec apprendre une vérité toute faite. La loi de 1904 était donc émancipatrice et non spoliatrice, puis-

qu'elle libère des dogmes. C'est bien pourquoi **Pétain** l'abrogera le 8 avril 1942 et qu'elle ne sera jamais rétablie depuis.

De même, la discussion sur le fameux **article 4** va permettre à l'Église de s'organiser comme elle le souhaite dans les associations cultuelles. **Jaurès** s'écrit, dès son adoption : « *La Séparation est faite* » et c'était vrai. Quand la *loi de 1884* fonde la liberté syndicale, elle permet à la classe ouvrière de s'organiser selon ses propres règles et principes. Quand la *loi de 1901* est adoptée, elle permet à chaque association de vivre comme elle l'entend. Pourquoi alors interdire ce principe de liberté et d'autonomie aux Églises ? La Séparation est une loi de libération et non de servitude.

On aborde alors dans l'ouvrage de Jean Baubérot des questions essentielles. Le *Petit Père Combes* n'était pas pour la Séparation, contrairement à la légende. Il était partisan d'un concordat gallican renforcé. Son projet propre était fait pour torpiller la loi de 1905 telle que nous la connaissons aujourd'hui. C'était un projet autoritaire. Mais les tirades de **Charles Péguy** contre Émile Combes sentent bon la dénonciation du stalinisme avant l'heure. C'est quelque peu outrancier et forçant l'Histoire. D'ailleurs, Jean Baubérot prend largement ses distances avec ces affirmations. Paradoxalement, cela servira Briand, Buisson et Jaurès. Le 28 octobre 1904, l'affaire des fiches commence. Elle va conduire à l'éviction du ministère Combes et ouvrir la voie à l'adoption de la loi de Séparation. A la question : « *La morale laïque est-elle suffisante pour la Séparation ?* », **Combes** répondait non, alors que Buisson disait oui. » L'Histoire est parfois ironique.

Comme le souligne **Émile Poulat**, la laïcité à la française est considérée comme l'héritière du gallicanisme, alors que la loi de 1905 en est strictement le contraire. Jaurès dira avec justesse : « *La France est révolution-*

*naire et non schismatique* ». L'objectif laïque était la Séparation et non la création d'une nouvelle Église gallicane comme en 1791, avec la *Constitution civile du clergé* et son échec inévitable.

Le 15 novembre 1904, la Libre Pensée prend position officiellement contre le projet Combes. Bien entendu, ce sont pour des raisons totalement contraires au sectaire **Jules Guesde** qui déclare : « *On n'émancipe pas les cerveaux en régime capitaliste ; c'est vouloir blanchir un nègre... Le paradis terrestre de la société collectiviste ou communiste seul remplacera l'ancien paradis des religions.* » En résumé, s'il faut attendre la réalisation du communisme intégral pour conquérir la laïcité, cela ne va pas être pour tout de suite.

Plus généralement, l'ouvrage de Jean Baubérot m'a amené à comprendre que ce que l'on appelle « *l'œuvre de liberté de la IIIe République* » repose sur une mise en œuvre des divorces. Le divorce avec l'Église catholique amènera les lois sur l'École laïque, la municipalisation laïque des cimetières, celle sur les pompes funèbres, celle de 1904 et de 1905. Le divorce avec l'autoritarisme gouvernemental amènera la loi de 1884 sur la liberté syndicale, aussi celle sur l'organisation libre des Communes et bien sûr celle sur la liberté d'association (1901). Et bien sûr, le divorce avec l'oppression patriarcale amènera la loi sur le divorce tout court. Ce fut du bel ouvrage.

Pour toutes ces raisons, je vous appelle à lire l'ouvrage de Jean Baubérot et de faire comme moi : attendre avec impatience les deux Tomes suivants.

**Christian Eyschen**

*La loi de 1905 n'aura pas lieu par Jean Baubérot, aidé de Dorra Memri-Chaambi – Editions FMSH – 432 pages – 32€*

# Quand Vichy démantèle la loi de 1905

L'amour du futur ex-Maréchal pour l'Église catholique ne fut pas gratuit. Et il sut payer les louanges et de surcroît, très chères.

Le **5 février 1941**, par une loi, le Régime de Vichy permet à l'Église de recouvrir les biens sous séquestre depuis la loi de Séparation des Églises et de l'État du 9 décembre 1905. La grotte de Lourdes est rendue au Diocèse et l'Église la gardera même après la *Libération* ; simplement, par discrétion, on retirera la plaque à l'entrée « *remerciant le Maréchal de son don* ». À Autun, l'ancien évêché, dont est propriétaire la Ville depuis 1909, est rendu à l'Évêque.

Mais ce n'est pas encore assez. Dès 1941, l'Église entreprend des démarches pour la constitution d'un concordat comme en Allemagne...

**Le 8 avril 1942**, est promulguée une loi qui supprime la *loi de Juillet 1904* qui imposait l'obligation d'une autorisation pour les congrégations.

La nouvelle **loi du 25 décembre 1942** donne la capacité civile des associations culturelles à recevoir des libéralités testamentaires et des dons.

La **loi du 3 janvier 1943** met à la charge de l'État les frais d'entretien des Églises.

C'est toute la loi de séparation de 1905 qui est démantelée sous les coups de boutoirs du clergé. L'osmose se fait de plus en plus grande entre Pétain et l'Église.

**La Croix**, dans son numéro du 13 décembre 1942 écrit : « *Famille, Travail, Patrie, sont inclus rigoureusement et*



*en leur conception la plus élevée dans le mot « Religion Catholique » ».*

En 1944, aux obsèques de **Philippe Henriot**, journaliste pétainiste - la « *plume* » de Vichy -, c'est la grande pompe présidée par le Cardinal *Suhard*. Les mitres côtoient les uniformes de la milice et ceux des nazis.

Le 4 juillet 1944, quand la *Libération* a commencé, quand tout le monde sait que les nazis ont virtuellement perdu la guerre et Pétain avec eux, l'archevêque **Feltin** à Bordeaux, et le **Cardinal Gerlier** à Lyon, donnent des grandes messes en l'honneur du pétainiste Henriot.

Pour les accapareurs de conscience que sont les cléricaux, l'École est le terrain de manœuvres de leurs menées obscurantistes. Qui possède l'École tient la société, c'est cela leur conception.

Dès le **15 juillet 1940**, les Cardinaux **Suhard**, **Baudrillart** et **Gerlier** envoient une lettre à Pétain lui demandant « *l'inclusion de l'Enseignement Religieux dans les heures de classe, le rattachement de l'Enseignement de la Morale à la croyance de Dieu* ».

Une **loi du 15 octobre 1940** donne aux enfants des écoles privées, le droit d'être secourus par la *Caisse des Écoles* qui est un organisme public.

**La Croix** du 24 octobre 1940 écrit que : « *La suppression des Écoles Normales Primaires atteint le mal dans sa source. C'est par là que les puissances ténébreuses empoisonnent la Nation* » et, dans son numéro du 17 novembre, elle salue la disparition du **S.N.I.** (Syndicat national des Instituteurs) et des *Œuvres Laïques*. Le 6 décembre 1940, **Jacques Chevalier** annonce que « *Désormais, l'École Publique enseignera, dans ses cours de morale, les devoirs envers Dieu* ».

Pétain, en 1941, rédige un manifeste intitulé « *Les principes de la Communauté* » où l'on peut lire :

« *L'École doit enseigner à l'enfant le respect des croyances morales et religieuses* ». Cette même année, un peu partout en France, on verra des processions religieuses réinstaller les crucifix dans les Écoles et les Mairies, où ils avaient été décrochés après le vote de la loi de séparation.

Désormais s'applique la formule du journal d'extrême-droite, *l'Œuvre* du 1er mars 1941 : « *Le Curé à l'École, l'Instituteur au Lutrin* ».

## Christian Eyschen



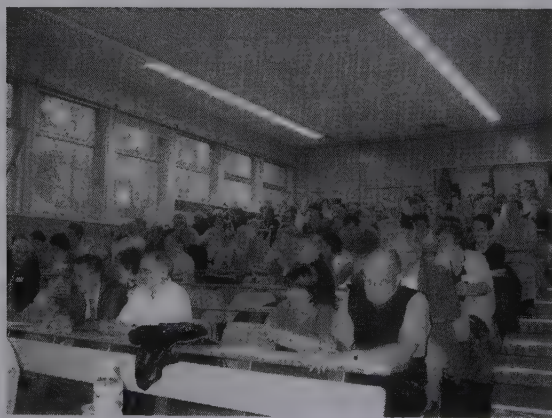
LA PATRIE peut assurer, embellir et sustenter nos vies fragiles et chétives. Donnons-nous à la FRANCE et toujours porté son peuple à la grandeur. (Apostrophe de M. Lacombe - 11 juillet 1941)

PHILIPPE HENRI LACOMBE - 11 juillet 1941

## La fin de Vatican II : le tournant de 2012

Le 15 août 2012, à l'occasion de la fête religieuse de l'Assomption qui marque un temps fort de la célébration de la prétendue *Vierge-Marie*, le cardinal **André Vingt-Trois** impose la lecture d'une « *prière des fidèles* » dans toutes les Églises de France. Il *entend ainsi engager la mobilisation en masse des catholiques contre le projet de réforme du Code civil*, introduisant le mariage pour tous et celui ayant trait à l'aménagement de la fin de vie. Ce faisant, l'Église descend dans l'arène politique qu'elle avait quitté – du moins ouvertement – depuis **Vatican II**.

Depuis, elle combat à visage découvert et de ce fait, ne peut plus se prévaloir du statut d'autorité morale, ni du masque démocratique dont elle s'était recouverte. Quelques jours après la lecture de la « *prière des fidèles* », la **Fédération nationale de la Libre Pensée**, réunie en Congrès National à Metz, analyse ce change-



Au Congrès de Metz (2005) les délégués décident  
d'organiser un colloque  
sur les Conciles Vatican I et Vatican II

ment et décide d'organiser un colloque sur les *Conciles Vatican I et Vatican II*. Celui-ci se tiendra en décembre 2012 et ses travaux, d'une très grande clarté, et dont les conclusions se trouveront pleinement vérifiées depuis, sont consignés dans un livre indispensable pour comprendre la situation de l'Eglise aujourd'hui. (1)

**Pour pouvoir analyser le tournant de 2012, il faut revenir aux conciles Vatican I et Vatican II** ; en effet les conciles ont, depuis toujours, été la réponse de l'Eglise à une crise en son sein.

### *Vatican I est ouvert le 8 décembre 1869 par Pie IX*

Ce concile devait répondre à « *l'esprit des Lumières* » et au « *modernisme* », c'est-à-dire aux conséquences du progrès scientifique, y compris aux progrès de l'analyse historique dans l'examen des textes religieux. Il sera suspendu le 20 octobre 1870 à la suite de l'entrée des troupes italiennes dans Rome et du rattachement, le 9 octobre, de Rome et du reste des États pontificaux au royaume d'Italie. Pendant plus de 50 ans tous les papes successifs se considéreront comme « prisonniers » dans leur palais jusqu'aux accords de Latran, signés le 9 février 1929, négociés avec **Mussolini**, dans lesquels l'État italien reconnaît un « *État de la cité du Vatican* » de 44 hectares.

C'est en 1891 qu'est publiée l'encyclique « *Rerum Novarum* », puis en 1931 l'encyclique « *Quadragesimo Anno* ». Ces deux encycliques définissent la Doctrine sociale de l'Eglise : comme **Karl Marx**, l'Eglise constate qu'il existe deux classes principales, la bourgeoisie et la classe ouvrière. Mais pour l'Eglise, c'est dans la nature des choses qu'il y ait des riches et des pauvres, cela doit donc être accepté par tous, les uns et les autres devant travailler ensemble pour le « *bien commun* ».



Constatant la multiplication des associations ouvrières et pour les contrer, l'Église appelle les ouvriers chrétiens à s'organiser dans des syndicats chrétiens. Ainsi, en France en 1919, en réponse à la Charte d'Amiens (1906) appelant à la lutte pour l'abolition du salariat et du patronat et définissant l'indépendance des syndicats par rapport à tout « parti ou secte », est créée la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens qui, dans ses statuts, fait référence à l'encyclique *Rerum Novarum*.

### *Vatican II est décidé en 1959* *par Jean XXIII (cardinal Roncalli)*

Il se tiendra du 1er Octobre 1962 au 8 décembre 1965. Après le décès de **Jean XXIII** en 1963, le Cardinal **Montini** le remplace et prend le nom de **Paul VI**.

### **Pourquoi Vatican II ?**

A partir des années 1930, l'Église a plongé dans la *Collaboration* avec tous les régimes corporatistes et fascistes. En outre, à la fin de la Seconde guerre mondiale, les « *démocraties populaires* » se sont développées. L'Église tend alors à devenir minoritaire en Europe. Les révolutions politiques, scientifiques, technologiques vivent dans la conscience des peuples. Pour subsister, pour évangéliser à nouveau l'Europe, l'Église doit changer de stratégie : il ne faut plus qu'elle apparaisse ouvertement du côté des patrons, du capital et de la droite.

*Dans la continuité avec Rerum Novarum et Quadragesimo Anno*, Vatican II doit donc répondre à cette question : comment infiltrer le mouvement ouvrier et démocratique pour transformer la nature des organisations politiques et syndicales ouvrières, révolutionnaires et anticléricales par tradition, en organisations de collaboration de classes ? Pour cela, il faut faire disparaître la référence au catholicisme. En France, cela se traduit, en 1964, par la transformation de la **CFTC** en **CFDT** (Confédération





Vatican II : comment infiltrer le mouvement ouvrier et démocratique pour transformer la nature des organisations politiques et syndicales ouvrières, révolutionnaires et anticléricales par tradition, en organisations de collaboration de classes ?

Française Démocratique du Travail).

Lors du colloque de 2012, **Marc Blondel** explique : « *Fidèle aux analyses et recommandations de l'encyclique précitée (**Quadragesimo Anno**), la **CFDT**, au moins au niveau de sa direction, s'est évertuée à développer une relation patron/syndicat basée sur l'intérêt réciproque, la notion « d'intérêt commun » qui, par définition, nie l'affrontement éventuel entre classes sociales. [...] la **CFDT** a fait naître une négociation qu'il me suffit d'identifier par la formule de **Notat**, alors Secrétaire générale de ce syndicat : le donnant/donnant, ce qui signifie que le patronat est arrivé au maximum de ses possibilités voire qu'il faut l'aider à subsister et confirmer ainsi son existence dans les formes contemporaines, c'est-à-dire capitalistes. »*

Cela se traduit aussi par la pénétration dans la sphère politique de ce que l'on appellera la « *Deuxième gauche* » avec la création du **PSU** (1960), puis son entrée dans la **SFIO**. À partir de 1958, avec la Ve République et ses institutions, il n'y a plus d'**Abbé Pierre** ou de **Chanoine Kir** au parlement, car il n'y en a plus besoin. En effet, il

faut maintenant 50 % des voix plus une, pour être élu Président de la République, donc il faut les voix des catholiques. C'est la politique de la « *main tendue* », les programmes politiques se ressemblent tous, parce qu'il faut être le plus consensuel possible pour être élu. La stratégie de l'Église est de faire faire le travail par les autres. Elle n'a plus besoin d'apparaître sur la scène politique en tant que telle. Elle peut prendre un masque démocratique.

### *Quelle est la situation de l'Église Catholique cinquante ans après Vatican II ?*

Voici ce qu'écrivait le journal « **Ouest France** » le 11 octobre 2012, à l'occasion des 50 ans de l'ouverture de Vatican II : « *S'il n'est en rien une "rupture", Vatican II a pris acte de l'évolution du monde qui l'entoure. Un univers qui aspire à la démocratie et où être chrétien ne va plus de soi. Vatican II dépasse l'idée d'un catholicisme "figé" pour l'éternité qui, parce qu'il serait "la vraie religion", serait en ses formes et en ses formulations, immuable et intangible. Pour quels résultats ? L'Église catholique est très malmenée. Et pas seulement dans les sociétés occidentales. Les statistiques flatteuses à l'échelle mondiale, avec près de 1,2 milliard de catholiques sur la planète, chiffre en progression constante, ne sauraient masquer les problèmes que connaissent aussi les pays du Sud (poussée évangéliste au Brésil, dérives du clergé africain...). La faute à Vatican II ?* »

### **Pédophilie, argent dissimulé, scandale de la banque du Vatican..., l'institution se délite**

Voilà ce que disait le cardinal **Ratzinger** en mars 2005 : « *Souvent, Seigneur, ton Église nous semble une barque prête à couler, une barque qui prend l'eau de toute part. Et dans ton champ, nous voyons plus d'ivraie que de bon*

*grain. Les vêtements et le visage si sales de ton Église nous effraient. Mais c'est nous-mêmes qui les salissons ! C'est nous-mêmes qui te trahissons chaque fois, après toutes nos belles paroles et nos beaux gestes. »*

« **La Croix** », le 22 octobre 2012, revient sur les remous au sein de l'Église. Le journaliste indique qu'entre 2005 et 2012, **Benoît XVI** a accepté 78 démissions d'évêques, la plupart relevant de scandales sexuels. Puis il poursuit : « *Sans aucun doute, Benoît XVI a ainsi rejeté la culture du secret et pratiqué la "tolérance zéro", pour les évêques comme pour les prêtres, même si cette évolution n'est pas partagée par tous au Vatican.* »

Lors du colloque de 2012, **David Gozlan** ajoutait : « *Cette dernière phrase convainc le journaliste, le lecteur peut-être, mais pas le libre penseur.* » Aujourd'hui, l'analyse de la Libre Pensée est pleinement vérifiée aux yeux de tous à la lumière des scandales qui s'accumulent. En ce début 2019, la crise au sein de l'Église bat des records : pour s'en convaincre, il suffit de constater que le nombre des débaptisations croît de jour en jour.

« **La Croix** » du 7 juin 2014, sous le titre « *l'Église de France en 2024* », indique que le nombre de prêtres diocésains en France (chiffres de la **Conférence des évêques de France**) est de 11 908 en 2015 contre 16 075 en 2005. Sur ces 11 908 prêtres, moins de la moitié sont encore actifs : environ 5 800 en 2014, les autres sont à la retraite. D'après leurs projections, l'Église de France devrait compter moins de 4 300 prêtres diocésains actifs en 2024. Il y a un phénomène de sécularisation croissante de l'Église.

Cependant il y a une contradiction : il y a de moins en moins de gens qui croient, mais le poids des Églises et surtout du Vatican est de plus en plus fort. Comment cela est-il possible ? **Boileau** écrivait : « *la force des prêtres, c'est la faiblesse des hommes* ». Aujourd'hui, tous les

grands partis institutionnels sont à la botte de l'Église, en France, où depuis la Ve République il faut les voix des catholiques pour espérer être élu, et plus largement, parce que toutes les religions - catholique, protestante, juive, musulmane - professent une doctrine sociale qui est une doctrine de maintien de l'ordre. Ainsi les pouvoirs politiques soutiennent les Églises et en particulier l'Église catholique et sa Doctrine sociale fondée par **saint-Paul** : « *Il n'y a pas d'autorité qui ne vienne de Dieu ou qui ne soit librement consentie par Dieu. En conséquence, l'esclave doit obéir à son maître et la femme à son mari* ». Les dirigeants politiques, à la solde du capitalisme, ont là leur meilleur soutien et en retour, l'Église reçoit la reconnaissance et les finances de ces mêmes forces politiques.

Le **15 Août 2012**, le cardinal André Vingt-Trois, prononce sa prière annuelle, lue dans toutes les églises de France. Il appelle à la mobilisation en masse des catholiques contre le projet de réforme du *Code civil*, introduisant le mariage pour tous, et celui ayant trait à l'aménagement de la fin de vie.

Nul ne s'y trompe, c'est le Vatican qui parle. Le journal « **La Croix** » (18/11/2012) écrit : « *C'est en des termes choisis que **Benoît XVI** a apporté son soutien samedi 17 novembre à la stratégie mise en œuvre par l'épiscopat français pour s'opposer au "mariage pour tous". [...] **Benoît XVI** a rappelé que "dans les débats importants de société, la voix de l'Église doit se faire entendre sans relâche et avec détermination, dans le respect de la tradition française en matière de distinction entre les sphères de compétence de l'État et celle de l'Église". [...] Le pape a exhorté les fidèles "engagés dans la vie publique" à "afficher leurs convictions chrétiennes, sans arrogance mais avec respect", et notamment à "être attentifs aux projets de lois civiles pouvant porter atteinte à la protection du mariage entre l'homme et la femme, à la sauvegarde de la vie de la conception jusqu'à la mort, et à la juste orienta-*



tion de la bioéthique en fidélité aux documents du magistère". »

L'Église a décidé ainsi de se jeter dans l'arène politique et elle s'y tient depuis lors. Les paroisses, les cercles issus de La Cité catholique fondée par le vichyste **Jean Ousset**, les écoles catholiques financées par l'État sur le fondement de la **loi Debré** et les associations familiales inféodées à Rome, ont constitué les réseaux de mobilisation des « *manifestations contre le mariage pour tous* ». L'UMP, l'UDI, le FN (maintenant RN), les évêques et les intégristes ont manifesté bras-dessus, bras-dessous à l'appel du Vatican !

Tout cela donne l'impression que l'Église est puissante alors que son entrée dans l'arène montre sa faiblesse. « **Le Monde** » du 6 octobre 2012 donne la parole à un expert : **Philippe Chenaux**, professeur d'histoire de l'Église moderne et contemporaine à l'université du Latran, explique : « *L'Église ne pourra jamais se réconcilier complètement avec le monde moderne et être dans le politiquement correct du moment : elle perdrait sa raison d'être en diluant son message. Sur les sujets liés à la famille, au mariage, à la vie, il ne faut pas espérer d'évolution. La position de l'Église a sa cohérence; si elle cède sur un point, elle risque de ruiner l'édifice.* »

Le 17 Mai 2013, l'Église a dû déclarer forfait sur le mariage pour tous. Mais elle continue son combat contre la **PMA**, la **GPA**, le droit à mourir dans la dignité, l'interdiction de la recherche sur l'embryon humain... Des sujets, où ses positions sont largement minoritaires au sein de la population française. Lors des réunions tenues dans les régions en 2018, dans le cadre des États Généraux sur la bioéthique, on a vu toute la catho-sphère se mobiliser lors des « débats » (sic), où il était bien difficile pour un militant laïque d'espérer donner son avis, lorsqu'il avait pu rentrer dans la salle.

La loi sur la bioéthique qui devait être discutée au parle-



ment en novembre 2018 a été reportée, mais la *Mission d'information de l'Assemblée nationale sur la révision des lois bioéthiques* a rendu son rapport le 15 janvier 2019. Voici ce qu'écrit **Jean-Sébastien Pierre**, Président de la FNLP, dans l'Éditorial de *la Raison* d'avril 2019 : « *Si les propositions marquent quelques avancées concernant l'AMP (Assistance médicale à la Procréation), elle confirme une totale fermeture, et sur une loi de fin de vie, et sur l'interdiction totale de la Gestation pour Autrui, et sur le carcan juridique entourant la recherche sur l'embryon humain. Ces références font directement écho à la campagne effrénée de l'Église, hostile à toute avancée dans ces trois domaines.* »

### *Le Nouveau statut de l'enseignement catholique*

Autre sujet vital pour elle, car il s'agit de l'avenir de la secte. Le 18 avril 2013, les évêques ont adopté un nouveau statut de l'enseignement catholique. Voici quelques articles édifiants :

**Art 8** : « *Aujourd'hui comme hier, l'Église catholique est engagée dans le service de l'éducation. Elle accomplit ainsi la mission qu'elle a reçue du Christ : travailler à faire connaître la bonne nouvelle du salut...* »

**Art 17** : « *Le caractère ecclésial de l'école est inscrit au cœur même de son identité d'institution scolaire.* »

**Art 23** : « *L'Évangile est la référence constante des projets éducatifs car « c'est le Christ qui est [...] le fondement du projet éducatif de l'école catholique ».*

**Art 41** : « *Une école au service du projet de Dieu [...]* »

**Art 239** : « *L'organisation de l'Enseignement catholique répond aux principes de subsidiarité, de bien commun et de charité, qui s'appliquent à tous les niveaux (communautés d'établissement, réseaux, diocèse, académie).* »

Principales nouveautés dans le fonctionnement : le chef d'établissement est nommé avec « *l'accord de l'évêque* ». L'évêque prend une place plus importante dans les structures diocésaines et académiques qu'il présidera désormais, et la place du prêtre est réaffirmée. **André Vingt-Trois** affirme lors de la Conférence des Évêques de France à la veille de l'adoption du nouveau statut : « *nous n'avons pas fait la réforme des statuts de l'enseignement privé, mais la réforme de l'enseignement catholique. Il est d'abord confessionnel. Il a donc un caractère ecclésial.* »

L'École catholique n'a pas pour objectif de former des citoyens, des hommes libres, mais des croyants fidèles aux commandements de l'Église ; ce n'est pas une école, encore moins une école libre ! Elle ne le revendique que pour justifier son financement public qui viole la loi de 1905.

Outre ces sujets fondamentaux pour l'Église, nous voyons que l'appel a été entendu par ses ouailles qui entrent en croisade contre la loi de séparation des Églises et de l'État de multiples façons. Les mêmes qui avaient manifesté contre le mariage pour tous, ont compris le mot d'ordre lorsque le pape a exhorté les fidèles « *engagés dans la vie publique* » à « *afficher leurs convictions chrétiennes, sans arrogance mais avec respect* ». Dès lors on voit des hauts fonctionnaires, des Élus à tous les niveaux, multiplier des entorses à la loi de 1905, toutes largement relayées par la Presse. En parcourant les journaux locaux on en trouve à la pelle. Dans tous les numéros de **la Raison**, on note les interventions des Groupes et Fédérations de la Libre Pensée !

## Tout d'abord, les crèches de Noël

Elles ont fleuri dans les édifices publics dès 2013 : au Conseil Départemental de Vendée, dans les mairies de Melun, Béziers, Hénin-Beaumont, Beaucaire, Sorgues, du

2e et 11e arrondissement de Marseille, La Roche-sur-Yon, au siège du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes. Les recours engagés, en général par la **Libre Pensée**, ont permis d'établir une jurisprudence et de faire condamner la plupart des édiles concernés. Mais cette jurisprudence laïque permet quelques dérogations (tradition et crèche provençale). La crèche du Conseil Départemental de Vendée a été considérée par le Conseil d'État comme « *une tradition* » sous le prétexte que la crèche existe depuis plus de 25 ans. Celle de Sorgues est considérée comme une crèche provençale.

**Jorge Mario Bergoglio**, en visite le 7 avril 2019 dans une paroisse de Rome, a déclaré : « *L'interdiction des crèches de Noël dans les lieux publics est une stupidité* ». Encore une fois il descend dans l'arène ouvertement contre la loi de 1905. Nous n'en avons certainement pas fini avec « *l'affaire des crèches de Noël* » !

## Les symboles religieux sur le domaine public

*Vierge* de Publier, *Vierge* de Brusvily, *Vierge* de St Pierre d'Alvey, ***Vierge*** de Cogolin, statue de Jean-Paul II à Ploërmel. A la suite d'interventions de libres penseurs ou de citoyens attachés à la loi de 1905, quatre de ces statues ont été priées de déménager ou de s'installer sur un terrain privé. Pour la vierge de St Pierre d'Alvey, une requête a été déposée au Tribunal administratif (TA), la Libre Pensée est déboutée, un appel est fait. La vierge de Brusvily a été interdite d'érection sur la place de l'église à la suite d'un recours gracieux auprès de la Mairie et d'une requête auprès de la préfecture, le préfet ayant fait un rappel à la loi en décembre 2016.

Constatons que la décision juridique a souvent donné raison à la Libre Pensée et que désormais un rappel à la loi est la plupart du temps suffisant !

Mais l'offensive catholique ne s'arrête pas là : une vierge a

été hissée en 2017 à l'aiguille de la grande Sassièr à 3 747 m d'altitude en Savoie sur la commune de Tignes. Pour justifier l'initiative, un des organisateurs explique que l'érection de cette statue « *c'est très classique et respectueux de la nature* » (sic) ! En effet deux autres sommets voisins « *possèdent déjà leur statue de la Sainte vierge* ». La Fédération de la Savoie a déjà engagé des démarches. La difficulté, dans des cas semblables, est de déterminer à qui appartient le terrain.

Des tentatives se font jour pour orner les portes à l'entrée des nouveaux cimetières d'une croix catholique. Le *Conseil d'État*, par un jugement du 28 juillet 2017, a donné un avis sur cette question : l'article 28 de la loi de 1905 interdit de passer sous le symbole d'une confession particulière pour entrer dans un cimetière construit après 1905. Il rappelle aussi qu'une jurisprudence de 2012, pour les cimetières construits avant 1905, indique, que la



Après bien des péripéties, les cléricaux doivent  
plier devant la loi de 1905 : le 3 février 2017,  
la "Vierge" de Publier  
doit déménager du domaine public.

charge de la preuve de l'existence d'une croix avant 1905 incombe à la commune. Là aussi un simple rappel à la loi auprès des Maires est souvent suffisant. Une enquête à engager par les fédérations.

## **Les édiles et les hauts fonctionnaires en habits dans les cérémonies religieuses**

Même s'il existait déjà depuis quelques années des cérémonies religieuses lors de la **"Sainte" Geneviève**, c'est à partir de novembre 2012 que les messes qui ont lieu à cette occasion font systématiquement l'objet d'articles sur plusieurs colonnes dans les journaux locaux, accompagnés de nombreuses photos où l'on peut voir gradés et simples gendarmes en uniforme accompagnés bien souvent des autorités préfectorales et d'élus. Par exemple, dans la Drôme il y a eu trois messes en 2013 avec Préfets et sous-Préfets en tenue et cela continue chaque année. Les Fédérations départementales interviennent régulièrement auprès des Préfets et des commandants de gendarmerie : sans réponse la plupart du temps... Dans la Loire, en 2012, c'est la Préfète qui envoie les invitations indiquant qu'elle présidera « *la cérémonie de célébration de Sainte-Geneviève* » [...] « *en la cathédrale St Charles à St Étienne* ».

Le 15 Mars 2013, **Marc Blondel** écrit au ministre de l'Intérieur afin que des instructions soient données « *aux autorités concernées, tendant à leur rappeler les obligations de neutralité de la Gendarmerie nationale sans préjudice naturellement du droit de chacun des militaires appartenant à ce corps de pratiquer le culte de son choix* ». Sans réponse également ! Mais quelques années après, M. **Gérard Collomb**, ministre de l'Intérieur donne une réponse indirecte dans une brochure intitulée « *règles protocolaires des membres du corps préfectoral* ». Il y est fait mention des cérémonies de la Sainte-Geneviève et du choix, pour chaque membre du corps préfectoral de revêtir ou non la tenue protocolaire lors des



cérémonies religieuses. La seule interdiction étant pour la messe célébrant la nomination d'un nouvel évêque. M. Collomb a eu droit à une lettre du Président de la Libre Pensée, rappelant la loi... À nouveau sans réponse !

## **Les entorses à la loi de la part des Élus locaux**

De nombreuses pressions des lobbies catholiques les encouragent. Dans les journaux locaux, elles sont journalières. Elles sont de deux sortes : le financement et la « reconnaissance » des Églises par les Élus.

**Le financement comprend surtout les édifices religieux, et les établissements scolaires privés.** Nous ne l'aborderons pas, cela demanderait au moins un chapitre entier. Constatons toutefois que sur ce point encore, les clérico-cathos n'ont pas peur des innovations. Par exemple, dans un petit village de la Drôme, la Mairie a voté une subvention d'investissement pour des locaux d'une école catholique. Le dépôt d'une requête au TA a suffi pour que le Conseil municipal annule sa délibération.

La « reconnaissance » des Églises par les Élus est souvent difficile à sanctionner. Elle prend des aspects très divers. L'Église est partie à la reconquête à visage découvert, donc évêques et curés payent de leur personne à grand renfort d'articles de journaux. Ils sont très imaginatifs et cherchent, parfois avec succès, à associer les Maires à leurs gesticulations. Pour la seule année 2018, **le Dauphiné Libéré**, édition de la Drôme et de l'Ardèche, nous apprend que les deux Evêques en question et leurs subordonnés ont agité leurs goupillons au-dessus de cartables, d'Animaux (Chiens, Chats, ânes voire chameau), de tilleuls, d'un four à pain (en compagnie d'élus, Sous-Préfet et Commandant de gendarmerie), de voitures, de mortars... !

L'Église invite les édiles à tout va et en retour espère bien

se faire inviter. À Bonlieu-sur-Roubion, l'Évêque a rencontré les Élus qui se sont félicités des relations existantes avec la paroisse. À Étoile, la paroisse a fêté les rois en présence d'élus dont Madame la Maire. À Ruoms, à l'occasion de la fête de saint-Roch, après la bénédiction du pain et de la soupe par le Père Volle, celle-ci a été servie par le Maire du village et certains conseillers ! Présence d'Élus aux portes ouvertes d'écoles privées, à l'inauguration des nouveaux locaux des établissements privés, lors des fêtes anniversaire de la création d'écoles ou d'associations catholiques, avec bien sûr dans tous les cas, la présence de l'Évêque et (ou) des curés...

Dans **la Raison**, nous apprenons qu'en Charente-Maritime, à Sainte-Soulle, c'est un tract municipal qui invite les citoyens aux cérémonies (avec messe) à l'occasion du millénaire de l'église. Dans les Ardennes, à Mainbressy, pour la fête de *saint-Amand*, le maire a accueilli ses administrés dans une église récemment rénovée. À Toulouse, deux Élus, ceints de leurs écharpes, se sont rendus aux cérémonies mariales organisées à Lourdes. Le Maire de Metz et d'autres Élus, accompagnés de représentants des plus hautes institutions de l'État, participent es-qualité à la procession du 15 Août. À Valenciennes, le sous-préfet accompagné du Maire de la ville, assistent à la messe du St-Cordon et portent la statue de la Vierge. À Lasse, ainsi qu'à St-Jean le Vieux, dans les Pyrénées Atlantiques, le Maire fait bénir la nouvelle Mairie à l'occasion de son inauguration. En Vendée, à l'occasion du 11 novembre, certaines municipalités organisent des cérémonies avec des messes. À Roquebrune dans les Alpes-Maritimes, le Maire invite à la fête patronale de la saint-Louis avec messe en plein air...

## **L'exemple vient d'en haut, avec une accélération sensible d'année en année**

En 2016 un communiqué des Fédérations Auvergne-Rhône-Alpes de la Libre Pensée informait : « **Philippe**

**Barbarin** (impliqué dans des affaires de pédophilie, mais couvert par le Pape) a décidé de convier 260 Élus politiques de tous bords, dans le cadre d'un pèlerinage catholique au Vatican pour fêter "le pèlerinage de la miséricorde", cette sortie cultuelle sera ponctuée par une audience du pape François. » L'invitation précisait « Ce pèlerinage à Rome constituera un point de départ pour d'autres rencontres locales sur les thèmes de la Doctrine sociale de l'Église comme l'économie, l'écologie, la famille, le travail... ».

**Laurent Wauquiez** et **Gérard Collomb** se sont retrouvés ensemble à Rome avec une délégation un peu moins fournie que prévue. Si d'aventure, certains ont été surpris de trouver Gérard Collomb dans ce voyage, ce ne fut pas le cas des libres penseurs. Monsieur Wauquiez a continué sa croisade contre la loi de 1905 et l'École publique, en installant une crèche catholique dans le Hall du Conseil Régional, puis en annonçant le lundi 2 octobre 2017, dans un communiqué de presse, en tant que Président de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, son soutien moral et financier aux lycées privés : « Je crois fermement à la place de l'enseignement privé [...]. Les établissements privés signifient pour les parents une promesse forte : celle de pouvoir amener chaque élève vers la réussite ». Soutien moral, mais aussi financier, puisqu'il décide d'augmenter de plus de 60 % les crédits d'investissements des lycées privés catholiques !

**Mais aujourd'hui, c'est à la tête de l'État, avec Emmanuel Macron, que nous trouvons l'enfant chéri du Vatican**

À peine élu **Président de la République**, il accepte de recevoir le titre de « *premier et unique chanoine honoraire de l'archibasilique de Latran* », héritage des rois de France. Le 26 juin 2018, il est intronisé au Vatican et prend le titre. Son discours à Latran fait référence aux rois et glorifie le passé de l'Église. Devant la **Conférence**

**des Évêques de France**, aux Bernardins, où pour la première fois, un Président de la République acceptait l'invitation, il ose dire : « [...] *le lien entre l'Église et l'État s'est abîmé, et il nous importe à vous comme à moi de le réparer* ». Le lien entre l'Église et l'État, c'est le concordat et, avant la Révolution Française, le Roi de droit divin.

Le même **Emmanuel Macron**, élève des Jésuites, a déclaré le jeudi 25 avril 2019, dans une conférence de presse : « *Je souhaite que les partenaires sociaux, les associations, les Élus puissent travailler ensemble avec le gouvernement sous l'autorité du Premier ministre et puissent proposer d'ici à septembre des solutions concrètes.* » Ainsi, Emmanuel Macron voudrait que les syndicats travaillent main dans la main avec le gouvernement et le patronat et deviennent des rouages de l'appareil d'État.

*Cela a été réalisé par un certain  
Philippe Pétain  
et cela s'appelle le corporatisme*

Il n'est pas étonnant, de voir, le 11 novembre précédent, le même Macron tenter de réhabiliter **Pétain** en saluant en lui « un grand soldat ». Le 1er Mai, il ose écrire : « *Le 1er Mai est la fête de tous ceux et toutes celles qui aiment le travail. [...] Merci de porter ces valeurs et d'œuvrer chaque jour pour notre nation* ». Non, le 1er Mai n'est pas la fête du travail, mais la journée internationale des travailleuses et travailleurs. C'est Pétain qui avait décidé, par décret, que le 1er Mai serait la Fête du travail.

Ce que veut instaurer Macron en France, alors qu'un mouvement profond de révolte dure depuis des mois, alors qu'il fait passer la loi anti-casseurs contre les manifestations, usant d'une violence qui rappelle de sombres moments de l'Histoire, c'est l'association capital-travail, la négation de la lutte des classes. Et nous retrouvons

**Vatican I**, « *la Doctrine sociale de l'Église* » et « *Rerum Novarum* ».

Quant à la **CFDT**, fidèle à son origine et à son rôle, elle montre au grand jour son vrai visage ! Voici la réponse de **Laurent Berger**, son Secrétaire général, à l'appel lancé par Emmanuel Macron lors de sa conférence de presse du 25 avril : « *Nous avons entendu un appel à se mobiliser pour l'emploi, l'évolution du travail. Il s'est passé quelque chose [...]. Nous prendrons nos responsabilités. Nous sommes prêts à dire "chiche, on y va" »...* Ainsi, la CFDT, organisation cléricale, annonce qu'elle est prête à aider le gouvernement à aller jusqu'au bout de toute ses mesures réactionnaires.

La bourgeoisie et ses alliés, l'Église et ses appendices, sont prêts pour instaurer le corporatisme dans notre pays, mais ils n'y parviendront pas ! La résistance de la classe ouvrière et des exploités a commencé : nul doute qu'ils sauront s'appuyer sur leurs organisations syndicales indépendantes pour reconquérir tous leurs droits.

**Françoise Stora**

1- « D'un Pape à l'autre... Les conciles du Vatican » aux Éditions de la Fédération Nationale de la Libre Pensée.



# Le combat de l'Église catholique depuis 1905 sur la question scolaire

La Séparation de l'Église et de l'École a précédé la Séparation de l'Église et de l'État. Avant la loi de 1905, il s'est en effet trouvé une majorité à la Chambre des Députés pour sortir la religion de l'École qui devient, par conséquent, non seulement publique, mais laïque.

**La loi du 27 février 1880** exclut les représentants des religions du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique (CSIP). Suivent des mesures législatives qui laïcisent l'enseignement public : **loi du 18 mars 1880** instituant le monopole de l'État de la collation des grades, **loi du 28 mars 1882** laïcisant les locaux et programmes de l'école primaire, **loi Goblet du 30 octobre 1886** de laïcisation du personnel des écoles primaires publiques...

L'École publique devient neutre en matière de religion, ses maîtres et ses élèves sont libérés de l'assujettissement au catéchisme. La morale devient instruction civique et non plus religieuse. Il restait à la III<sup>e</sup> République de devenir elle-même une République laïque par l'affranchissement de ses institutions, et pas seulement l'institution scolaire, vis à vis de l'Église catholique.

*C'est l'œuvre immense  
de la loi de Séparation de 1905*

La liberté de conscience des citoyens sortait de la clandestinité en étant reconnue officiellement comme un principe élémentaire des droits de l'Homme et de la démocratie. Une révolution politique à défaut d'être une ré-

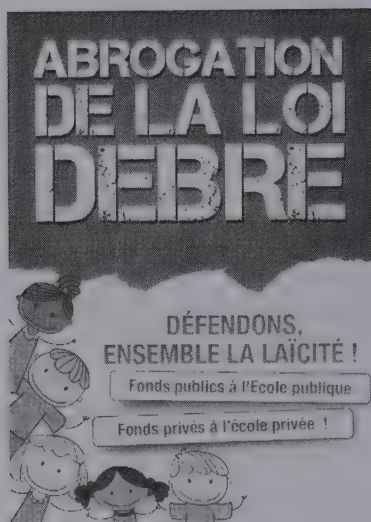
volution sociale, dans une période où le développement de la grande industrie et du marché mondial rassemblait le prolétariat, prenant conscience de ses intérêts propres, face à « *la modernisation* »... de l'exploitation capitaliste.

À la **loi de 1905** de reconnaissance de la liberté de conscience correspond la Charte d'Amiens au Congrès de la **CGT** de 1906 reconnaissant la lutte des classes et la légitimité du combat pour l'émancipation de la société du règne de l'exploitation implacable de l'homme par l'homme. Une page importante de l'histoire était tournée.

**Est-ce à dire que l'Église catholique, principale victime des lois scolaires laïques et de la loi 1905, allait renoncer à reconquérir ses positions perdues, en particulier en matière scolaire dont l'enjeu n'est rien moins que de s'emparer de la conscience de millions d'enfants ?**

L'épiscopat français publiera dès 1909, une lettre pastorale sur les droits et les devoirs des parents relatifs à l'école les sommant de confier leurs enfants à des écoles libres catholiques, sauf « *motif sérieux* ». Les parents d'élèves catholiques sont invités à former des « *associations* » pour surveiller les écoles publiques et exiger le retrait des manuels scolaires condamnés par l'épiscopat. Ce qu'on appellera improprement « *la guerre scolaire* » - il s'agit d'abord d'une guerre politique contre la laïcité des institutions de la République - ne cessera, de fait, jamais.

La hiérarchie catholique dispose de son armée disciplinée de prêtres avec la mission de mobiliser les familles pour opposer enfants et parents de l'école dite « *libre* » à ceux de « *la laïque* ». Elle oppose ses Universités privées aux facultés publiques, ses patronages aux patronages laïques impulsés par la **Ligue de l'Enseignement**, ses fêtes annuelles religieuses aux fêtes laïques des écoles pu-



bliques, ses clubs de sport à ceux laïques aidés par les Municipalités, ses cinémas aux Cinémas d'arts et d'essais...

Les témoignages sont nombreux qui retracent cette activité de guerre ouverte ou larvée, contre « *l'école du diable* », cette fabrique de délinquants, dépourvue de cette bonne et sainte morale enseignant à l'enfant qu'il est ici-bas pour souffrir afin d'atteindre la félicité et le bonheur dans l'au-delà... La « *querelle scolaire* » cesse d'autant moins entre les deux guerres qu'en 1925 l'*Assemblée des Cardinaux et Archevêques de France* condamnait de nouveau le principe même de la laïcité scolaire ; l'encyclique *Divini illius Magistri* (1929) le confirme.

Il faut dire que la montée de la résistance des ouvriers et des couches sociales exploitées et opprimées par un capital avide de profits et de conquêtes coloniales, qui conduira à juin 1936, poussait la classe capitaliste dirigeante à reconstituer l'alliance avec l'Eglise en faveur du maintien de l'ordre social existant. Il suffira que l'Épiscopat, en 1925, lance une vaste campagne recommandant de faire adresser aux parlementaires des pétitions signées

par « *les personnalités les plus considérables de la Banque, de l'industrie et du commerce* », pour que l'assemblée dominée par le « *Cartel des gauches* » renonce à étendre à l'Alsace-Lorraine la législation républicaine et laïque. **Édouard Herriot**, le Président du Parti Radical, ministre de l'Instruction dans le gouvernement Poincaré, ne va-t-il pas autoriser, par décret, des congrégations missionnaires dont l'activité paraît « *nécessaire aux colonies* » ?

*La question du financement des écoles dites libres par l'État est évidemment au cœur des dignitaires de l'Église catholique*

Le raisonnement avancé est simple : puisqu'il n'est pas acceptable que des parents catholiques confient leurs enfants à l'école sans Dieu, il n'est donc pas normal de payer des impôts qui servent à financer « *la laïque* ». Par conséquent, le budget de l'État devrait comprendre un financement de l'enseignement privé en proportion du nombre d'élèves qu'il scolarise.

**La revendication de la « répartition proportionnelle scolaire » va jalonner tout le XXe siècle sous toutes les formes possibles et imaginables afin de contourner l'article 2 de la loi de 1905 : « la République ne reconnaît ni ne salarie aucun culte ».**

Dès l'avènement du *Régime de Vichy*, soutenu par l'Épiscopat, l'enseignement privé est rapidement subventionné et les congrégations enseignantes de nouveau autorisées. Vichy s'en prendra directement à l'École laïque : écoles normales supprimées, devoirs envers Dieu rétablis dans les écoles primaires, gratuité abolie dans les lycées et les collèges, les manuels scolaires dans les écoles publiques dénoncés, **Victor Hugo** à l'index... il était vraiment minuit dans le siècle.

## **Mais comment l'Église catholique va-t-elle faire face à la vague révolutionnaire qui secoue la France à la *Libération* ?**

La question scolaire va revenir en force comme une question politique majeure avec les revendications sociales, d'où sortiront, entre autres, la Sécurité Sociale, les nationalisations, le *Statut de la Fonction Publique*... Le Parlement, dès le 31 juillet 1945, avait supprimé les subventions accordées par Vichy aux écoles privées pour revenir à la loi organique de 1886 stipulant que l'enseignement privé ne peut recevoir de subventions ni de l'État, ni des Départements, ni des Communes.

Le 2 novembre 1945, une ordonnance transforme en écoles publiques les écoles privées des houillères du Nord et du Pas de Calais. Les Écoles Normales sont réouvertes et la Constitution de 1946 rétablit une législation laïque : « *L'organisation de l'enseignement public, gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État* » (repris dans le préambule de la Constitution de la Ve République en 1958).

Dans la foulée, le *Statut de la Fonction Publique* est définitivement adopté en 1948. Les enseignants des établissements scolaires publics, devenant fonctionnaires d'État, bénéficieront du Statut qui leur garantit des droits inconnus jusqu'alors, notamment en termes de droits syndicaux.

L'organisation scolaire publique proclamait l'indépendance de l'École laïque, non seulement à l'égard des religions, mais aussi des notables, des Élus politiques locaux et des associations de droit privé. Elle devient une véritable institution de la République surtout depuis que le Statut de la Fonction publique a délivré le recrutement, la carrière et le travail de l'enseignant de toute influence des élus et « *des groupes de pression* » en ne le rendant tributaire que de ses seules qualités professionnelles. Plus



encore, l'État se doit de protéger ses fonctionnaires contre toutes les incursions et autres pressions ou agressions dont ils peuvent être victimes dans l'exercice de leurs fonctions.

## L'alliance des barons de l'industrie, de la finance et de l'Église se résoudra-t-elle à tolérer ces droits démocratiques conquis par le peuple à la Libération ?

Dans un premier temps, ils durent faire le gros dos, nombre d'entre eux ayant largement collaboré avec l'Occupant et la poussée révolutionnaire ayant donné une force colossale à la **CGT** (6 millions d'adhérents en 1946) et singulièrement à sa *Fédération de l'Éducation Nationale*, dont le positionnement laïque était indiscutable.

L'Église dispose, avec le **MRP** (Mouvement Républicain Populaire, démocrate-chrétien), d'un parti politique influent au sein des diverses coalitions gouvernementales qui vont tenter de faire refluer les conquêtes sociales et



Ecole de la cité du Pinson à Raismes. Compagnie des mines d'Anzin

Le 2 novembre 1945, une ordonnance transforme en écoles publiques les écoles privées des houillères du Nord et du Pas de Calais

démocratiques. Avec l'**UNAF** (Union Nationale des Associations Familiales), il dispose aussi d'un réseau organisé dans les villes et les villages.

Elle ne peut attaquer de front la Séparation de l'Église et de l'École et le retour du principe républicain « *à École publique fonds publics, à école privée fonds privés* ». Alors, elle ruse, elle intrigue, elle manœuvre, elle contourne, elle teste. Elle obtient ainsi du gouvernement la promulgation de deux décrets, les 22 mai et 11 juin 1948 : les **Décrets Poinso-Chapuis**. Ils confient à « *l'Union nationale des associations familiales et les Unions départementales ou locales la charge de gérer tous services destinés à aider les familles éprouvant des difficultés matérielles pour élever leurs enfants.* » Par ce biais, cela permet à l'État, aux Départements et aux Communes de subventionner les écoles privées avec des fonds publics.

Les organisations laïques, à l'initiative du **Syndicat National des Instituteurs**, vont réagir à ce que tout le monde comprend comme un test politique... pour pouvoir aller ensuite beaucoup plus loin. On peut affirmer sans se tromper que ces Décrets provocateurs seront à l'origine de la constitution du **Comité National d'Action Laïque** (CNAL), soutenu par toutes les organisations du mouvement ouvrier et démocratique, lors d'*États Généraux* convoqués les 10 et 11 avril 1949.

L'Église ne lâche pourtant pas. Au cours de l'été 1951, après des élections législatives, avec une alliance entre la **SFIO** et le **MRP** qui porte à 272 le nombre de députés adhérents à « *l'association parlementaire pour l'enseignement libre* », elle parvient à faire soumettre à la discussion et au vote de l'Assemblée Nationale **les lois Marie et Barangé** (327 voix contre 251). La première ouvre le bénéfice des bourses d'État aux familles des élèves fréquentant les écoles privées (à 92% catholiques). La seconde crée une allocation scolaire versée à l'ensei-

gnement privé pour les familles qui l'ont choisi.

La mobilisation est néanmoins très impressionnante contre cette nouvelle tentative provocatrice ouvrant une brèche dans la législation laïque. La loi de 1901 est contournée par une majorité parlementaire, où l'Église catholique joue un rôle prépondérant. L'Église catholique tenait sa revanche et ne la lâchera plus.

Le coup d'État gaulliste de 1958 change la donne des rapports de force. La IV<sup>e</sup> République parlementaire est dissoute et cède la place à une Ve République autoritaire et antidémocratique dont l'élection du Président de la République au Suffrage Universel en 1962 va constituer un régime bonapartiste à caractère totalitaire.

*Comment l'Église catholique va bénéficier du  
coup d'État gaulliste de 1958  
et de l'avènement de la Ve République  
autoritaire, anti démocratique ?*

Dès les élections législatives de novembre 1958, avec le succès de l'**UNR** (le parti gaulliste de l'époque), « ***l'Association des Parlementaires pour la liberté de l'enseignement*** » dispose d'une majorité absolue des 2/3 pour rétablir le financement public des écoles catholiques par l'État. Après consultations avec l'Épiscopat, le Premier Ministre, **Michel Debré**, présente et défend une loi qui porte son nom. Elle sera adoptée le 31 décembre 1959 par 427 voix contre 71 à l'Assemblée Nationale et 173 voix contre 99 et 6 abstentions au Sénat.

Le lobby clérical s'active et **de Gaulle** en a besoin pour son ordre social. Une fois sorti de la guerre d'Algérie, il va falloir, en effet, que le pouvoir gaulliste, poussé par le **CNPF** et les milieux d'affaires, s'attaque aux conquêtes sociales et démocratiques de 1936 et 1945, en particulier à l'Éducation nationale. Il se heurte en premier lieu à la loi

de 1905, dont les conditions politiques qui permettraient son abrogation, ou son émasculatation, ne sont pas réunies.

**Comment parvenir à violer l'article 2 de la loi de 1905, qui n'est pas abrogée, et la Constitution elle-même qui proclame toujours que la France est une République laïque, tout en votant qu'une part du budget de l'État sera consacrée au financement d'écoles religieuses ?**

Les lois laïques avaient institué l'École de la République, ouverte à tous les enfants, quelles que soient l'origine sociale et les opinions de leurs parents, à qui est garantie l'égalité des droits des élèves, quels que soient leur quartier et leur commune. Les Inspecteurs de l'Éducation Nationale sont là pour veiller au respect par tous les enseignants, fonctionnaires d'État, des mêmes programmes scolaires pour préparer les mêmes examens et diplômes nationaux délivrés par la seule Éducation Nationale.

En même temps, les lois laïques n'ont pas interdit les établissements d'enseignement privés, presque tous catholiques. Elles laissent aux familles la liberté de choisir et d'assumer les conséquences de ce choix privé, en particulier en matière de dépense. L'École laïque, école de la République, est gratuite. L'État ne finance pas les choix privés de ne pas en bénéficier.

La loi Debré va introduire dans la législation le financement, par les fonds publics, d'établissements privés, répétons-le en immense majorité catholiques. **Comment ? Il suffit de créer « une relation contractuelle entre l'État et les établissements privés » et le tour est joué.**

Les débats et le vote réussissent un tour de force complètement tordu. La loi Debré précise : « *Les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat sont prises en charge dans les mêmes conditions que celles des classes correspondantes de l'enseignement public* ». L'État verse donc le salaire des enseignants des établissements privés qui doivent en échange, sous contrôle de l'État, respecter les programmes scolaires nationaux et « *la liberté de conscience de leurs personnels* ». Mais, les mêmes enseignants, qui ne sont pas fonctionnaires, sont astreints au respect du « *caractère propre* » de l'Établissement privé où ils travaillent.

### **Qu'est-ce que « le caractère propre » de l'Enseignement catholique ?**

Il est bien exposé dans le « **Nouveau Statut de l'enseignement catholique** » adopté le 18 avril 2013 par l'Assemblée plénière de la **Conférence des Évêques de France**, réédité chaque année (68 pages).

« *La finalité d'une école catholique se traduit dans son projet éducatif* » (art.19).

« *C'est le Christ qui est le fondement du projet éducatif de l'école catholique* » (Art. 23).

« *Le projet éducatif de chaque école inscrit dans les orientations de la tutelle et du diocèse...* » (Art. 24).

« *Chaque projet éducatif redit l'identité de l'école ordonnée par l'Évangile* » (Art. 125).

« *L'Évangile inspire le projet éducatif aussi bien comme motivation que comme finalité...* » (Art. 127).

« *Chaque projet éducatif est ouvert à la vie et aux orientations de l'Église.* » (Art. 127).

« *Un prêtre est nommé par l'évêque* » (Art. 220) et « *participe à la mise en œuvre du projet éducatif et à la vie de la communauté éducative* » (Art. 225).

« *Les enseignants doivent être au préalable informés du projet de l'enseignement catholique, de son caractère*



*propre... » (Art.67).*

*« La responsabilité de l'élaboration de la politique de formation est confiée par l'enseignement catholique à **FORMIRIS** qui exerce ses fonctions dans le cadre défini par le **Comité National de l'Enseignement catholique** ». (Art. 103)*

Quant au chef d'établissement, qui relève d'un statut exclusivement privé ne relevant pas du contrat passé avec l'État, il est garant *« de l'unité de la communauté éducative (art. 146), de la proposition de la foi chrétienne devant l'autorité de tutelle (Art. 149), sa nomination est un envoi en mission relevant de l'autorité de tutelle avec l'accord de l'évêque (Art. 175). Le Directeur diocésain, nommé par l'évêque veille, au nom de l'évêque à ce que les écoles catholiques mettent en œuvre la mission éducative de l'Église (Art. 207) ».*

Comme le miracle capable de transformer l'eau en vin, **la loi Debré** est parvenue à transformer le financement par l'État d'une œuvre d'Église et d'évangélisation, sous la tutelle autoritaire de la hiérarchie catholique, en une *« liberté de conscience »* pour les salariés qui y travaillent ! La vérité est simple : la loi Debré est une escroquerie politique et financière qui détourne des fonds publics de l'École de la Nation vers une école catholique qui ne cache même pas ses objectifs d'embrigadement de la jeunesse et de soumission de ses personnels. Et ce qui est vrai pour l'école catholique l'est et le sera tout autant pour n'importe quelle école privée passant contrat d'association avec l'État.

C'est bien pourquoi tout le mouvement laïque avec le mouvement ouvrier et démocratique était fondé d'organiser une mobilisation générale qui rassemblera, en juin 1960, **10 812 697 signatures**, dépassant la majorité électorale, pour réclamer son abrogation et demander que tout l'effort de la Nation soit totalement réservé à l'École de la Nation.

Qu'il n'y ait jamais eu de majorité parlementaire depuis 1959 pour abroger la loi Debré ne fait que confirmer que l'Église catholique, même affaiblie, se mêle toujours de très près aux affaires de l'État pour recueillir les fruits de sa fidélité à l'ordre social existant et au pouvoir quasi monarchique du locataire de l'Élysée. La **FNLP** était, quant à elle, parfaitement fondée de caractériser cette loi de la Ve République comme « *la mère de toutes les lois anti-laïques* » qui la suivront.

### *L'Église catholique se contentera-t-elle de la loi Debré ?*

Fort de sa victoire avec la **loi Debré**, elle estime néanmoins que la reconquête entreprise est loin d'être satisfaisante. Elle bénéficie, entre autre, de l'entrée dans le **Parti Socialiste**, en 1971, avec **Michel Rocard**, de militants dits « *chrétiens de gauche* » pour qui l'abrogation de la loi Debré ne vaut pas une messe. Elle bénéficie aussi de l'entrée, dans le **Comité National d'Action Laïque**, de la **CFDT** (continuatrice de la **CFTC**, dont le nom seulement est laïcisé mais dont les statuts fondateurs font référence à « *l'humanisme chrétien* »). Ses cadres dirigeants sont issus, pour la plupart, des Bureaux Nationaux de la **JOC** et de la **JEC**. Le ver est dans le fruit et les conséquences seront très rapidement perceptibles.

En 1977, sous **Giscard d'Estaing**, l'Église catholique obtient le financement par l'État de l'alignement des situations des enseignants des établissements privés avec ceux du secteur public.

### **C'est la loi Guerneur**

Elle prend en charge, par les fonds publics, le déroulement de carrière des personnels de l'enseignement privé (avancements et promotions), la formation des enseignants du privé (dans le respect de son « *caractère*



Le 24 juin 1984, mobilisation des partisans de l'école privée contre la loi Savary... qui voulait mettre en place "un service unifié"...pouvant se résumer à la privatisation des écoles publiques

propre »), les mesures sociales et les retraites. Elle va surtout introduire « *le forfait communal* ». En plus des financements par l'État, la contribution des Communes, facultative, devient une imposition obligatoire. La loi, promulguée en mars 1978, stipule que « *les dépenses de fonctionnement des classes sous contrat d'association sont prises en charge sous la forme d'une contribution forfaitaire versée par élève et par an et calculée selon les mêmes critères que pour les classes correspondantes de l'enseignement public* ». Cette manne nouvelle de fonds publics pour l'Église catholique fait porter aux Communes une charge financière supplémentaire contraire à l'article 2 de la loi de 1905.

Et pourtant, l'arsenal juridique de la Ve République, de plus en plus autoritaire et arbitraire, permettra de débouter les Communes refusant d'appliquer le Décret : l'inscription d'office de la dépense au budget communal est prononcée contre elles par les Tribunaux administratifs ! Là encore les Élus au Sénat comme à l'Assemblée nationale choisiront leur fidélité à l'Alliance avec l'Église plutôt qu'à la laïcité des institutions de la République. Leur

conscience s'arrête au seuil du pouvoir politique dans une Assemblée Nationale que le coup d'État permanent des institutions bonapartistes transforme en godillots ou en orateurs impuissants.

Quant au **CNAL**, il refusera la proposition d'une manifestation nationale à Paris pour l'abrogation de la *loi Guerneur* formulée par le Président laïque emblématique de la **FCPE**, **Jean Cornec**, qui devra céder sa place en 1980 à **Jean Andrieu**. Le nouveau Président de la **FCPE** chassera les représentants de la **FEN** et de la **Ligue de l'Enseignement** du Conseil d'administration et qualifiera l'Éducation nationale de « *féodalité* » imposant la dictature des programmes scolaires nationaux et des instituteurs ! Il fut un artisan important d'une « *laïcité ouverte* » faisant cohabiter les écoles publiques et privées dans « *un service unifié* » que présentera le Ministre **Savary** en 1983.

Alors qu'il disposait d'une majorité à l'Assemblée nationale, le Président **Mitterrand** exigera la capitulation totale des organisations laïques. Cela coûtera l'explosion du **SNI** et de la **FEN** qui rassemblaient toutes les tendances du mouvement ouvrier. La faillite politique de « *la gauche* » sur la question laïque ouvrait un boulevard à l'Église catholique...

## Les accords Lang-Cloupet

Ils sont signés en juin 1992 et janvier 1993 entre le ministre de l'Éducation Nationale, **Jack Lang**, et le Père **Cloupet**, Secrétaire Général de l'Enseignement catholique. Ils vont exprimer plus encore la soumission de pseudos laïques au pouvoir s'agenouillant devant « *le parti clérical* » comme le qualifiait **Victor Hugo**.

Au point de départ, il y a un contentieux sur le montant et le versement du forfait d'externat aux établissements privés sous contrat. Les dirigeants de l'enseignement catho-



lique accusent l'administration de ne pas avoir respecté la parité entre le coût moyen d'un élève externe du public et le versement de ce forfait d'externat aux écoles privées sous contrat prévu par la loi Guerneur. Ils s'estimaient lésés de 5 milliards ! Excusez du peu. Ils vont saisir le Conseil d'État qui, en 1987 puis 1991 leur donnera raison. Le ministre de l'Éducation Nationale, M. **Jospin** d'abord, puis son successeur M. Lang ensuite, vont alors engager des « *négociations* » qui se concluront... par le financement par l'État de 1,8 milliards d'euros en 6 ans.

Un vrai marchandage : le *Secrétariat Général de l'Enseignement catholique* accepte un rabais sur la somme due selon lui par l'État sur l'ajustement des frais d'externat des élèves du privé, en échange de la prise en charge des documentalistes, des directeurs d'école (décharges) et des retraites (ce point aboutira à la *loi Censi* en 2005). Il aborde surtout la question du recrutement et de la formation des enseignants du privé.

Le Ministre **Lionel Jospin** avait, en 1989, supprimé les Écoles Normales et créé les IUFM avec recrutement niveau licence. Cela ne devait pas concerner l'enseignement privé. Mais le Secrétariat Général de l'Enseignement catholique y voit une aubaine : il exige de l'État le financement de la formation de ses propres enseignants du second degré tout en gardant la prérogative des Chefs d'Établissement du privé de choisir et de recruter eux-mêmes leurs enseignants. Ce dernier point est révélateur. Si la *loi Debré* prévoyait bien le financement de la formation des maîtres de l'enseignement privé sous contrat, par contre c'était pour « *l'enseignement dispensé selon les règles et programmes de l'enseignement public* ». Cette fois, avec la loi Guerneur, il s'agit de financer la formation des enseignants « *au caractère propre de l'enseignement privé* ».

Le secrétariat général de l'enseignement catholique estime en effet que « *le caractère propre catholique* »





1989 : Lionel Jospin supprime les Ecoles normales pour mettre en place les IUFM ... L'enseignement catholique en profite pour demander le financement de la formation des enseignants du privé

imprègne la totalité du travail des enseignants dans le cadre du « *projet éducatif des établissements catholiques* » basé sur l'Évangile. L'aveu est ici flagrant que les fonds publics vont bien à une institution catholique ! Après des péripéties de nature politique, les « *accords Lang-Cloupet* » échangent l'apurement des comptes du forfait d'externat contre la prise en charge des documentalistes, l'octroi de décharges pour les directeurs d'école du privé, la mise en place d'un concours de professeurs des écoles au niveau de la licence, la rémunération des stagiaires du premier degré, l'amélioration du régime de retraite, tout cela aux frais de l'État.

L'Assemblée Nationale, devant une quinzaine de Députés, validera ces accords le 26 juin 1992 définitivement adoptés le 20 juillet 1993 après la navette avec le Sénat. L'appétit vient en mangeant, dit-on et l'Église, pourtant riche de ses succès politiques, n'est jamais rassasiée.

## *Comment l'Église catholique poursuit son action ?*

L'histoire retiendra que c'est un Sénateur socialiste qui proposera, dans la loi de décentralisation du 13 août 2004, d'obliger chaque Commune à financer les dépenses d'entretien d'un élève dont les parents habitent la Commune mais fréquente une école privée d'une autre Commune.

### **Ce sera l'article 89 de la loi de décentralisation de 2004, puis la loi Carle en 2009**

Malgré les contestations de nombreuses Communes, cette disposition sera imposée et figure dans le *Code de l'Éducation* (art. 212-8). La loi Carle du 28 octobre 2009 achèvera de garantir la « *parité* » de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat, en toutes circonstances. Fermez le ban. Il reste que le processus de financement par les fonds publics de l'alignement de la situation des enseignants du privé sur ceux du public fait craindre à l'Église catholique que le caractère propre de ses établissements s'estompent de plus en plus, justifiant de moins en moins leur existence en concurrence avec les établissements publics.

Le Secrétariat Général de l'Enseignement catholique va donc faire paraître, en 2013, un « **Nouveau Statut de l'Enseignement catholique** » pour consacrer, voire sacraliser, définitivement que le financement des établissements privés par l'État est bien le financement du caractère propre catholique défini par le « *Projet éducatif* » de chaque établissement privé sous contrat, dont la plupart est sous sa tutelle et celle des Évêques. N'est-ce pas d'ailleurs au nom de ce « *caractère propre* », financé par des fonds publics, que des enseignantes seront licenciées pour divorce ou adultère et que des établissements privés, au nom de leur « *valeur* » ont constitué, avec les **APEL**

(association de parents d'élèves de l'enseignement libre), la base de l'organisation des manifestations contre le mariage pour tous ? (*Communiqué du secrétariat Général de l'Enseignement catholique du 14 décembre 2012*)

L'arsenal antilaïque de la Ve République permet que les établissements privés, catholiques à plus de 90%, perçoivent indûment des fonds publics. En 2018, il a coûté au total 12 milliards par an (calcul de la **Libre Pensée**) à l'État, aux Régions, Départements et Communes, 12 milliards qui font cruellement défaut à l'École de la République.

L'Église catholique est allée le plus loin possible, avec la complicité des gouvernements successifs qui depuis la loi Debré, par la ruse et l'aide du Conseil d'État et du Conseil Constitutionnel, ont contourné la loi de 1905. Il n'y a au demeurant plus aucune raison d'interdire à toutes les autres religions le financement public de leurs écoles avec leur propre « *projet éducatif* »...

L'avenir dira quelle République abrogera ces lois antilaïques. En tout cas pas la Ve qu'une Constituante souveraine devra abolir pour rétablir complètement la laïcité de l'École et de l'État, cette pierre angulaire de la démocratie. Ce sera au peuple d'en décider.

**Michel landron**

# L'Etat, l'argent et les cultes de 1958 à 1987 un livre de Jean-Pierre Moisset

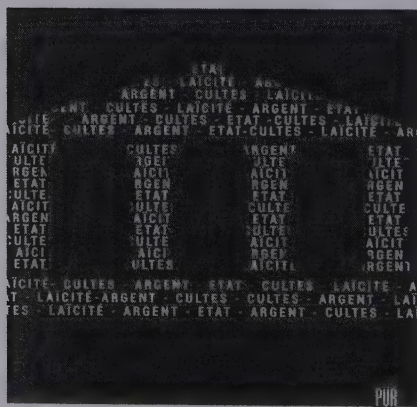
Incontestablement cet ouvrage fera date, tant il manquait jusqu'à présent. **La Libre Pensée** y est mentionnée, ainsi que l'**IRELP** où l'auteur est allé chercher des informations. Il est frappant de constater que, si la

HISTOIRE

## L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987

Contribution à l'histoire de la laïcité française

Jean-Pierre Moisset



période de 1990 à aujourd'hui avait été le sujet de recherche et d'étude, alors nul doute que la Libre Pensée aurait été mentionnée à quasiment chaque page, tant l'action juridique de notre association a beaucoup contri-

bué à forger une nouvelle jurisprudence entre le Droit et la Laïcité.

Des gens bien « *intentionnés* » ont fait une moue dubitative sur les Arrêts du Conseil d'Etat que nous avons obtenu sur la question des crèches dans les bâtiments officiels de la République. En lisant cet ouvrage, certains vont tomber de leurs chaises « *d'arbitres* » pas très impartiaux, il suffit de lire les Arrêts antérieurs dudit Conseil d'Etat pour voir, objectivement, ce qui a été obtenu par la Libre Pensée. Mais « *ils avaient des yeux, ils ne savaient pas voir ; ils avaient des oreilles, mais ils n'écoutaient pas.* » Par contre, leur langue a bien servi pour débiter des contrevérités au kilomètre.

L'auteur a eu entièrement raison de travailler sur la période 1958 à 1987. Il montre à l'évidence que la Ve République a confirmé, en l'aggravant, les bases du Régime de Vichy dans les relations entre l'Etat et les cultes. **Jean-Pierre Moisset** analyse l'opération de rechrétianisation en trois coups, mais on n'en est pas encore à *Echec et Mat*.

### *L'Eglise a sonné les trois coups*

Le premier coup porté est l'**ordonnance du 31 décembre 1958** réduisant le droit de mutation sur les acquisitions immobilières à titre onéreux applicable aux associations cultuelles. Le 30 décembre 1958, **Antoine Pinay** fait décider que les taxes fiscales pour l'achat des terrains pour bâtir des églises vont passer de 23% à 3%. Le deuxième coup est plus connu, c'est celui de la **loi Debré** du 31 décembre 1959. Le troisième fut celui de la **loi sur le mécénat** le 23 juillet 1987, dont les dispositions avantageuses et dérogatoires furent étendues aux associations cultuelles (1905) et religieuses (1901).

La complicité du pouvoir gaulliste, puis « *socialiste* », est bien visible dans cet ouvrage, même si la tactique des clé-



ricaux était de ne pas faire de publicité sur leurs mauvaises actions contre la laïcité antilaïques. **Il s'agissait de « *positiver* » discrètement la laïcité au profit de l'Eglise.** Plus tard, c'est **Nicolas Sarkozy** qui théoriserait la « *laïcité positive* ». **Emmanuel Macron** est chargé de porter le dernier coup : « *réparer le lien entre l'Eglise et l'Etat* » (Discours aux Bernardins). Mais là, cela se corse et les Athéniens risquent de ne rien atteindre non plus, notamment grâce à la Libre Pensée.

Le premier coup va se porter sur la question de l'urbanisme. A la sortie de la guerre, il faut construire et rebâtir, c'est aussi la création de la « banlieue » et des quartiers. Un quartier, c'est une portion entre 1 500 et 2 000 logements, la question va donc se poser de l'évangélisation et de la construction des églises.

### *De Pétain à Macron*

On va toucher là à quelque chose qui diffère fondamentalement des autres religions, et même de la Franc-Maçonnerie. Pour l'Eglise catholique, les églises, chapelles, cathédrales, les bâtiments religieux sont « *sacrés* », c'est-à-dire qu'ils sont « *consacrés* ». Pour les autres religions, et aussi pour la Franc-Maçonnerie, c'est la cérémonie qui est sacrée. Le sacré disparaît après la cérémonie. Pour l'Eglise catholique, c'est le clocher qui fait la paroisse. D'où cette rage de bâtir. Ce n'est pas un hasard, si l'atteinte principale du *Régime de Vichy* est la loi du **25 décembre 1942** qui porte sur les aides financières pour les bâtiments. Ce n'est pas non plus un hasard si les attaques contre la loi de 1905, tentées par Emmanuel Macron, portent aussi précisément sur la question immobilière pour aider les associations cultuelles en matière de bâtiments.

S'il était normal que les bâtiments religieux construits avant la loi de 1905 soient exonérés de la taxe foncière et de la contribution mobilière (c'est la « *chose* » publique

qui en est propriétaire), des dispositions, entre les deux guerres, vont être prises pour étendre ces dispositions fiscales aux bâtiments religieux construits après 1905. C'est une violation du principe de non-financement public des cultes.

A partir de 1955, l'urbanisme officiel va intégrer les besoins de constructions des édifices religieux. *La Caisse de Dépôts et de Consignations* va progressivement se porter garante des emprunts religieux et va même financer directement leurs constructions. En 1961, la loi autorise la garantie publique pour la construction des édifices culturels.

Une fois le **Général** au pouvoir, la symbolique religieuse ne va pas manquer. La première séance de l'Assemblée nationale en 1958, issue du coup d'Etat du 13 mai 1958, est présidée par le député-chanoine **Kir** qui, dans son discours (son homélie ?), en appelle à l'aide de Dieu pour la Ve République. Juste avant le vote de la loi Debré, le gouvernement fait voter la loi du 28 décembre 1958 qui renforce les faveurs des dons et des legs au profit des associations culturelles qui deviennent de fait « *d'intérêt public* », avec tous les avantages fiscaux à la clé.

### *Une remise en cause permanente et soutenue de la loi de 1905*

Le 15 mai 1962, le Conseil d'Etat émet un avis favorable pour permettre la déduction fiscale des dons et des legs aux associations culturelles en s'appuyant sur la **loi de Vichy de 1942**. Il donne son onction à la loi du 28 décembre 1958. On admirera le raisonnement, ce n'est pas une subvention déguisée aux cultes, puisque la « *remise fiscale* » s'applique aux donateurs et pas aux cultes !  
**Ignace de Loyola** : sors de ce corps !

Le 7 janvier 1966, la Direction générale des Impôts édite une circulaire (**La Martinière**) qui, par une astuce sur le



La Ve République na jamais cessé  
de remplir les caisses des cultes

*Denier du culte* et les 30% des frais professionnels, considère ce Denier comme seul revenu des prêtres, en excluant les frais de messes qui sont très lucratifs. Les prêtres deviennent donc non-imposables. La DGI décide de ne pas rendre publique cette circulaire et l'Eglise la cache. L'auteur de l'ouvrage commente : « *L'Etat gaulliste donne un petit coup de pouce, mais il ne veut pas que cela se sache.* » L'auteur note aussi : « *Même la Libre Pensée ne s'en émeut pas* ». Aujourd'hui, cela ne se passerait pas dans le silence, c'est une évidence.

Puis viennent les décrets d'application du 24 septembre 1968 qui exonèrent de la taxe locale d'équipement les constructions dédiées à l'exercice public du culte. La loi du 31 décembre 1969 applique « *le taux sur les immeubles affectés à l'exercice public du culte et sur les locaux annexes nécessaires à cette activité ; aux livraisons à soi-même portant sur ces immeubles et locaux annexes* ».

Les chiffres éclairent au mieux la recléricatisation de l'espace public. Entre 1945 et 1965, 898 églises et chapelles sont construites, 2 000 sont restaurées sur fonds

publics. Dans le Nord-Pas de Calais, les Houillères ont financé la construction des églises. A la Libération, les Houillères sont nationalisées. Elles veulent vendre « *leurs* » églises aux associations diocésaines, qui n'ont pas les moyens de les réparer. Le gouvernement **Pompidou/Chaban** va payer 90% des réparations avant la vente.

Mais plus les bâtiments religieux fleurissent, moins il y a de prêtres pour les remplir. Il y a 5 279 séminaristes au Grand Séminaire en 1963 et 4 536 en 1966. La baisse tendancielle du taux de curés s'applique avec férocité.

### *Et vint le deuxième coup : la loi Debré*

Son contenu est bien connu. Mais l'auteur analyse des choses moins connues. Auparavant, les fonds paroissiaux finançaient aussi l'enseignement catholique. La manne de la loi Debré va permettre à ces fonds de financer davantage le culte, puisque la loi Debré va les décharger de cette tâche pour l'enseignement. Le 23 décembre 1960 est offerte la garantie de l'Etat aux travaux pour les écoles privées, techniques et professionnelles. Cinq ans plus tard, cela sera étendu à tout le privé catholique.

Le 24 septembre 1968, puis le 27 août 1970, des lois vont exclure de la taxe d'équipement, les constructions de l'enseignement privé, des congrégations, des associations cultuelles et des « *conseils de fabrique* » en Alsace-Moselle.

### *Même la Sécurité sociale dut remplir la sébile*

Lors de la loi de généralisation de la Sécurité sociale, l'épiscopat catholique refuse l'intégration des prêtres et religieux dans le *Régime général des Travailleurs salariés*. L'Eglise obtient un régime particulier, mais financé, au nom de la compensation des régimes, par les tra-

vailleurs. Que ta main droite ignore ce que fait ta main gauche. Une main dépense, une main ramasse. Et cela avec l'accord du **PCF** et du **PS**.

Va donc être créée la **CAMAC** (Assurance maladie) et la **CAMAVIC** (Retraites) qui fusionneront ensuite par la loi du 27 juillet 1999 dans la **CAVIMAC**. Mais quid des prêtres et des religieuses qui ont jeté la robe de bure dans le fossé ? L'Eglise refuse de les aider à leurs retraites. La charité chrétienne a beaucoup de limites. Les « *défringués* » crient à l'injustice : pour les mêmes cotisations, certains ont deux à trois fois moins, car les ex sont interdits d'aide par l'épiscopat.

Ils fondent alors, en 1978, l'**Association pour une Retraite Convenable** (APRC). La Libre Pensée récemment fera une déclaration commune avec elle pour soutenir son action. Le PS les soutiendra quand il était dans l'opposition, il oubliera complètement ses engagements une fois arrivé au pouvoir.

L'Eglise refuse de modifier sa position pour les ex, car cela serait encourager les apostats futurs. Le scandale est



Ceux qui ont quitté l'Eglise ne reçoivent aucune aide de leur ancien employeur. Ils ont fondé l'"*Association pour une retraite convenable*" pour défendre leurs droits.

La Libre Pensée soutient leur action



partout, dans l'inégalité de traitement des cotisants, mais aussi dans le régime particulier des cultes qui n'est pas géré comme les autres régimes particuliers, soumis à la règle du paritarisme. Là, l'Eglise détient tous les postes de commandes et elle est ultra-majoritaire. Tous les gouvernements de « *droite comme de gauche* » soutiennent ces iniquités.

En 1987, l'Union nationale se réalise par l'article 2 de la **loi du 30 juillet 1987** qui supprime l'obligation d'équilibre des régimes particuliers par des recettes propres. Les cotisations des travailleurs vont nourrir allégrement le peuple clérical.

L'Eglise fait aussi face à l'arrivée des « *religions minoritaires* » qui veulent adhérer à la CAMAC et à la CAMAVIC. Le monopole de l'Eglise catholique est menacé. Le Conseil d'Etat va donc, dans les années 1980, privilégier les religions « *établies* » contre les « *cultes minoritaires* », baptisés « *secte* » pour mieux les discriminer. La Direction de la Sécurité sociale soutiendra totalement l'Eglise contre l'affiliation des cultes minoritaires.

### *Le troisième coup en 1987*

L'auteur termine son analyse par la **loi sur le mécénat du 23 juillet 1987**. Le pouvoir (alors sous la première cohabitation) va instrumentaliser **Coluche** et les *Restaurants du cœur* pour une opération de bien mauvaise aloi. La Droite, comme la Gauche, appellent le bon peuple à cracher au bassinet : « le portefeuille au service du cœur ». Dans l'escarcelle de la charité publique, des dispositions sont intégrées au service des dons aux associations culturelles et au *Denier du Culte*. La Libre Pensée dénoncera régulièrement cette opération cléricale.

La **Conférence des Evêques de France** n'aura plus alors, en toute logique, en décembre 1987, qu'à demander

que l'Eglise catholique reprenne toute sa place dans le débat public, c'est la revendication de la recléricisation de la société. **Emmanuel Macron** lui répondra plus tard par son discours sur « *la réparation du lien entre l'Etat et l'Eglise* ».

En conclusion, **Jean-Pierre Moisset** cite le constat lucide de **Philippe Portier** (qui participe régulièrement à nos colloques) : « *Ce ralliement catholique à la laïcité républicaine ne vaut pas adhésion aux principes philosophiques qui l'ont initialement fondée* ». De même, comment ne pas partager cette interrogation : « *Les obstacles dressés devant l'édification de lieux de culte musulmans ne menaceraient-ils pas davantage la laïcité que les voiles portées par les simples usagères d'un service public ?* »

La Libre Pensée n'entend pas jeter la proie pour l'ombre. L'avenir le montrera prochainement.

**Christian Eyschen**

*L'Etat, l'argent et les cultes de 1958 à 1987* par **Jean-Pierre Moisset** – Presses Universitaires de Rennes – 361 pages – 26€

# La loi de 1905 et les départements et territoires d'outre-mer

Dans les départements et territoires d'outre-mer, la République, comme les régimes précédents, a souvent reconnu les cultes, nonobstant ses déclarations de principe. Au Vatican, ces terres de mission sont administrées par la « *Congregatio de propaganda fide* », Congrégation pour la propagande de la foi.

Explorer les situations historiques permet de réfléchir aux conditions d'une véritable séparation.

Lisons le dictionnaire d'**Émile Littré**

**Mission** : « *Établissement permanent, où des missionnaires chrétiens sont parvenus à réunir, sous leur direction, des peuplades auparavant sauvages et errantes. Les missions catholiques. Les missions protestantes. Ces vices étaient à peine corrigés, qu'une nouvelle calamité affligea les missions, Raynal, Hist. phil. VIII, 15. Depuis l'établissement des dix différentes missions de la Californie septentrionale, les Pères y ont baptisé 7701 Indiens des deux sexes, et enterré seulement 2388, La Pérouse, Voyage, t. II, p. 279, dans POUGENS.* » **Émile Littré** « *Dictionnaire de la langue française* » (1)

Tout est dit ou presque, allons voir plus loin :

**Missionnaire** : « *Prêtre envoyé en mission. Les missionnaires ont été souvent martyrs. Je paye bien cher les missionnaires, dit-il [Louis XIV], et il en revient beaucoup de plaintes et fort peu de conversions, Maintenon, Lett. au card. de Noailles, 1697, t. IV, p. 115, dans POUGENS. Ce fut alors qu'on persuada au roi qu'après*

*avoir envoyé des missionnaires dans toutes les provinces, il fallait y envoyer des dragons, **Voltaire, Louis XIV, 36.** »*

### *Le droit a suivi, évidemment !*

Les textes régissant les relations des Églises et de l'État dans les Départements (DOM) et les Territoires d'Outre-Mer (TOM – désormais ROM – R pour « Régions »), forment un ensemble disparate qui illustre bien le maintien d'une domination qui a besoin du goupillon comme elle a besoin du sabre pour perdurer. Même si d'ordinaire c'est aujourd'hui plus feutré qu'hier.

### **La loi de 1905 devait s'appliquer partout où le droit français s'appliquait**

**L'article 43** de la loi de 1905 prévoyait : « *Un décret en Conseil d'État rendu dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi déterminera les mesures propres à assurer son application. Des décrets en Conseil d'État détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable en Algérie et aux colonies.* »

Cinq décrets de 1911 (dont celui du 6 février pour la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion) ont réglé un certain nombre de ces situations. Mais la réalité de 2019 est qu'un parfum colonial se ressent partout, de Cayenne aux « Îles de la Désolation » (Kerguelen).

### **Commençons par les «Départements d'Outre-Mer»**

Le plus emblématique d'entre-eux est la Guyane, mais le dernier-né, Mayotte, lui dispute l'actualité.

#### **La Guyane**

L'importance pour la métropole de ce territoire américain



Me Lingibé, Rodolphe Alexandre et Alain Tien-Liong à la sortie du Conseil constitutionnel en mai 2017 pour demander à ce que la loi de 1095 s'applique également en Guyane. Ils ont été déboutés...

aujourd'hui première région française par sa superficie n'est plus à démontrer : or, terre rares, forêt, base de Kourou reviennent sans cesse dans l'actualité... Mais le régime du culte catholique y reste figé depuis 1828, au nom du Roy et de la République...

Le 27 août 1828, le roi **Charles X** y prend une ordonnance qui fixe la situation jusqu'à nos jours : elle consiste à confier au gouverneur le soin de rémunérer le clergé, mais aussi veiller à ce que ni Rome, ni les congrégations missionnaires n'en prennent trop à leur aise.

### **Concordat et « Code Noir »**

Cette date de 1828 doit être soulignée. Ce n'est pas seulement la Restauration. L'esclavage a été rétabli en Guyane par **Bonaparte**, et en métropole c'est la période des ordonnances **Villèle**, de la réaction la plus cléricale, de Mgr **Frayssinous** comme ministre des Affaires ecclésiastiques et de l'Instruction publique. Cette réaction conduira tout droit à la Révolution de 1830.

Cette monarchie réinstallée par les puissances euro-



peennes après Waterloo a cependant gardé le *Concordat de Bonaparte*, monument d'ordre public, mais aussi le rétablissement de l'esclavage aboli par la Révolution française (1794) et du statut colonial de la Guyane (2). La révolution de 1848 (**Victor Schœlcher**) libéra 12 500 esclaves noirs sur une population de 19 000 habitants. Le Concordat ne s'appliquait pas en Guyane.

En revanche, l'**article 75** de la même ordonnance complète les dispositions du **Code Noir** : « *Les esclaves reconnus dangereux pour la tranquillité de la colonie sont envoyés par le gouverneur au Sénégal, et remis à la disposition de l'autorité locale, sauf à indemniser le propriétaire, sans que l'indemnité puisse excéder celle qui est fixée par les règlements pour les noirs justiciés, et sans qu'elle puisse être acquise pour l'esclave infirme ou âgé de plus de 60 ans.* »

### La situation depuis 2011 (3)

Or, c'est précisément cette obligation de rémunérer les prêtres catholiques et l'évêque, faite au Département de Guyane, puis à la Collectivité territoriale qui l'a remplacé, que les tribunaux français viennent de confirmer à deux reprises. La départementalisation de 1946, pas plus que la décentralisation initiée en 1982 n'y ont changé quoi que ce soit, tout juste cette charge a-t-elle voyagé d'une collectivité à l'autre.

Dans une instance introduite sous la présidence de M. **Alain Tien-Liong**, alors Président du Conseil général, puis dans une instance conjointe de M. **Rodolphe Alexandre**, Président de la nouvelle Collectivité Territoriale de Guyane et de M Tien-Liong, devenu chef de l'opposition, les représentants légaux des Guyanais demandaient aux tribunaux administratifs de constater que l'ordonnance royale était à la fois archaïque et illégale eu égard au bloc de constitutionnalité, dont la loi de 1905 fait partie.

Le *Conseil constitutionnel* ne l'a pas entendu ainsi, confirmant par là-même sa fonction consistant à maintenir les Guyanais sous une législation coloniale. Il a répondu à une question prioritaire de constitutionnalité en donnant de l'article 43 de la loi de 1905, dont la décision détache le deuxième alinéa, une interprétation restrictive. Il confirme ainsi qu'il se situe dans la droite ligne de ceux qui ont protégé le statut de l'indigénat et l'accaparement des *biens habous* en Algérie coloniale. (4) Le tribunal administratif de Cayenne ne pouvait donc guère faire autre chose que rendre une décision de rejet de la requête.

L'évêque a beau arguer que cette querelle est dépassée puisqu'une solution a été trouvée pour le long terme par une mise en extinction de la pratique, il reste que les sommes en cause sont supérieures à 5 millions d'euros et que cet argent, dont les Guyanais auraient bien besoin, est un marqueur de la persistance de pratiques coloniales, le clergé catholique étant en fait rémunéré pour sa contribution au maintien d'un ordre suranné. (5)

Le site gouvernemental «*Vie publique*» note : « *L'évêque a un statut d'agent de catégorie A, les 29 prêtres sont des agents de catégorie B. Dans une décision du 2 juin 2017, le Conseil constitutionnel a jugé que la rémunération des ministres du culte par la collectivité territoriale de Guyane était conforme à la Constitution* ».

Lors de son Congrès de Montevideo en 2015, l'**Association Internationale de la Libre Pensée** avait saisi la représentation diplomatique française en Uruguay, lors du 110<sup>e</sup> anniversaire de la loi de 1905, ce qu'avaient repercuté partout les participants, notamment en Amérique latine.

Un simple amendement budgétaire suffirait... La demande en avait été faite le 24 novembre 2014, par le Président du Conseil général de Guyane au Premier ministre de la République française, fonction occupée alors par M. **Manuel Valls**, qui a maintenu la décision de son pré-

décèsseur, **Jules Moch**, à tous égards. (6) Mais les Moch, **Sarkozy**, Valls, **Castaner** se moquent en réalité de la justice : ils laissent aussi perdurer le flou qui règne sur les édifices culturels catholiques de Guyane, parfois fabriques, parfois communaux, parfois missionnaires, ces immeubles sont cependant entretenus sur fonds publics. Mais la situation vacille, car pendant ce temps, à côté de la petite vingtaine d'édifices concernés, se sont érigés une cinquantaine de temples évangéliques, surtout sous influence des communautés brésiliennes.

### La Guadeloupe, la Martinique et la Réunion

Ces départements étaient, à l'origine, concernés par le Concordat napoléonien et la loi de 1905 s'y applique. Cependant les scories coloniales n'y sont pas absentes.

Par accord entre la République de **Louis-Napoléon Bonaparte** et le *Saint-Siège*, trois « évêchés coloniaux » avaient été érigés par décrets du 12 décembre 1850 et 3 février 1851 et l'administration cléricale avait été déléguée à la « *Congrégation du Saint-Esprit* », bref une colonie est une colonie. Il s'agissait d'une application particularisée du concordat de 1801.

La loi de 1905 y fut étendue par deux décrets en 1911, malgré la crainte « *d'ouvrir la porte à l'influence américaine et aux sectes protestantes* » (7) ; d'autres craignaient un soulèvement des prêtres et des fidèles contre le gouvernement si l'on y appliquait la Séparation, en réalité les inventaires se passèrent tranquillement. A noter cependant qu'un *modus vivendi* (8) de 1921 s'applique depuis 1934 et instaure un mode particulier de nomination des évêques catholiques dans ces trois départements. L'interlocuteur du ministre de l'Intérieur en ces matières est le « *délégué apostolique du Saint-Siège* ».

## Mayotte

L'actualité mahoraise revient régulièrement sur la situation sociale tendue dans ce nouveau département français. Cette île de l'archipel des Comores, au milieu du Canal du Mozambique, a une écrasante majorité de citoyens de confession musulmane.

Nous reviendrons plus loin sur le statut des religions chrétiennes connu sous le nom de « **Décrets Mandel** (9) ». Le décret du 11 mars 1913, qui a étendu la loi de 1905 à Madagascar, prévoyait que le cas de Mayotte et des Comores serait réglé ultérieurement. Mais ces lendemains n'ont jamais eu lieu. Ce sont donc ces décrets qui s'appliquent, assez théoriquement, à Mayotte.

Cette négligence renforce donc l'idée selon laquelle, en réalité, le législateur s'est surtout préoccupé d'organiser le ou les cultes qui pouvaient servir à perpétuer la domination coloniale. Cette tentative a d'ailleurs été permanente à Mayotte, mais à travers les relations de la vie civile et le système judiciaire musulman où le cadi tient la place essentielle. Il existe à Mayotte de facto et de jure un double système de statut personnel (en principe pour les musulmans mahorais qui le choisissent) et de droit commun prévu par le *Code civil*.

Un rapport sénatorial de 2009 note : « *La délibération de la Chambre des députés des Comores n° 64-12 bis du 3 juin 1964 relative à la réorganisation de la procédure en matière de justice musulmane a érigé les traditions orales de Mayotte en source à part entière du statut personnel de droit local. Ces traditions fondent l'application des règles de transmission matrilineaire en matière immobilière.* » (10)

La cohabitation entre ces règles, dont le département a hérité, et le droit civil a été marquée par quelques textes de protection du droit des femmes, mais le rapport sénatorial n'aborde pas directement le problème des religions.

La question a pourtant resurgi... à propos du pèlerinage à la Mecque. La loi de 1905 ne s'appliquant pas, les associations organisant les pèlerinages peuvent légalement être subventionnées. (11)

De façon amusante et sur les décrets Mandel, qui - nous l'avons dit- s'appliquent théoriquement à Mayotte, une réponse ministérielle de 2002 indique, à propos de la fiscalité des missions que prévoit le statut, que c'est bien lui qui s'applique, mais que : « *Le quantum actuel des montants à caractère fiscal est nul dans ce territoire pour l'application du décret du 19 janvier 1939.* » (12)

Pourtant, dans une conférence tenue à Mayotte en 2017 sur « *La place de l'islam dans la République et à Mayotte* » et rapportée par le **Journal de Mayotte**, la question a été posée : « *Posons-nous les vraies questions, faut-il adopter ou non la loi de 1905 ? Doit-on se doter de conseils d'administration pour notamment rénover les madrassas et les mosquées ?* » (13)

## **La Polynésie, La Nouvelle Calédonie, Wallis et Saint-Pierre-et-Miquelon**

Revenons donc sur ces *décrets Mandel* de 1939 et sur leur genèse. **Émile Poulat** note à juste titre que les décrets préparés par **Georges Mandel** ont été publiés en contravention de la loi de 1905 qui prévoyait l'extension de la Séparation. On a préféré s'inspirer... de la réalité coloniale : les dispositions du traité de Versailles prévoyaient un transfert de l'Allemagne à la France (sous mandat de la Société des Nations) de colonies situées en Afrique occidentale et un statut ad hoc leur avait été trouvé par un décret du 28 Février 1926 (14). Or, c'est de ce droit et non des textes de 1905 et 1911 que le ministère Mandel a, semble-t-il, souché ses décrets. Ce qui ne simplifiait pas la solution, car, au Cameroun en particulier, il



s'agissait, concernant les missions, de séparer ce qui relevait des textes coloniaux français, allemands et... anglais (*Dr Livingstone, I presume ?*)

Bref, on a mis dans le même lot La Polynésie, la Nouvelle Calédonie, Mayotte, Wallis et Futuna et Saint-Pierre-et-Miquelon (et théoriquement la Guyane) ; ce furent les décrets-lois du 16 janvier 1939 et 9 décembre 1939. Le principe de la solution est le suivant : les associations culturelles prennent la forme de missions religieuses qui créent un Conseil d'administration doté de la personnalité morale.

L'étendue de leur mission dénote leur ambition coloniale. Voici l'article 5 du décret du 16 janvier 1939 : « **Art. 5-** *Tous les biens meubles des missions religieuses sont soumis à la législation fiscale locale, ainsi que tous leurs biens immeubles autres que :*

- a) *Ceux servant à l'exercice du culte ;*
- b) *Ceux (constructions et terrains) à usage scolaire ;*
- c) *Ceux constituant des établissements d'assistance médicale ou d'assistance sociale. »*

On observera donc que c'est outre le culte, une véritable délégation de service public qui est consentie aux missions. Ceci sous la tutelle du « *chef de la colonie* ». (15)

Il faut ajouter que ces dispositions s'appliquent à tous les cultes et pas seulement au culte catholique ; c'est ainsi que protestants, **Témoins de Jéhovah, adventistes du 7<sup>e</sup> jour, Armée du Salut...** ont pu, selon les cas, bénéficier de ces dispositions avantageuses, parfois avec des particularités juridiques ou diplomatiques qu'il serait trop long d'explorer ici.

Une des circulaires ministérielles les plus récentes prévoit l'essentiel. Cela se lit en deux temps : l'entretien et la réparation des édifices du culte appartenant aux missions sont à leur charge. « *Lorsqu'une opération d'équipement*

*concernant un édifice du culte présente un intérêt général, les collectivités publiques peuvent la subventionner sans méconnaître le principe de laïcité »... il suffisait de le dire !*

## Les Terres australes et les manchots

Il existe une Chapelle en Terre-Adélie et deux sur les îles Kerguelen, implantées sur le domaine public. Tout cela sous l'autorité de l'Ordinaire aux armées. Les décrets de 1939 sont applicables. Le culte catholique aurait été introduit par un prêtre-ouvrier charpentier de marine. Il n'a pas réussi à évangéliser les manchots. Mais toutes les options sont ouvertes. Le sabre, le goupillon et la *théologie de la Libération*.

**Michel Godicheau**

---

### Notes :

1-Émile Littré, libre penseur, 1801-1881, Auteur du « Dictionnaire de la langue française ». Édition en ligne par François Gannat : <https://www.littre.org/>

2-La Guyane avait été faite département français en 1797, elle perdit ce statut de fait en 1802 lors du rétablissement de l'esclavage par Cambacérès et de droit par un retour ultérieur au statut colonial. Le concordat ne s'y appliquait pas. Elle devait retrouver ce statut en 1946.

3-La loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 créait une nouvelle « Collectivité Territoriale de Guyane ». Elle ne précisait rien quant au statut des cultes. Le 19 décembre 2011, le Conseil général de Guyane prit donc une délibération annulant le régime antérieur de rétribution des prêtres catholiques.

4-QPC du 2 juin 2017- Décision 2017-633

5-Jules Moch, ministre de l'Intérieur lors de la départementalisation de 1946 le disait presque . Cf <https://www.fnlp.fr/download/get/culte-en-guyane/48.html> (voir aussi cet intéressant article sur le rôle du préfet cité par Jules Moch : <https://www.cairn.info/revue-politix->

2016-4-page-53.htm)

**6**-Courrier n° 310 du 24 novembre 2014 de M. Alain Tien-Liong, Président du Conseil général de Guyane au Premier ministre.

**7**-Sur ces questions, la source essentielle est : « Émile Poulat - avec le concours de Maurice Gelbard – Scruter la loi de 1905- La République française et la religion » Fayard - 2010

**8**-Un modus vivendi dans le langage diplomatique est un accord sur des points particuliers, théoriquement provisoire, mais faisant l'objet d'une réception sur la base d'une « note verbale » - Le Tourneau, D. (1999). Compte rendu. Revue générale de droit, 30, (4), 719-728.<https://doi.org/10.7202/1027765ar>

**9**-Du nom du ministre des Colonies du gouvernement de Front Populaire en 1939.

**10**-Départementalisation de Mayotte : sortir de l'ambiguïté, faire face aux responsabilités. -Rapport d'information n° 115 (2008-2009) fait au nom de la commission des lois, déposé le 27 novembre 2008

**11**-Réponse ministérielle à une question parlementaire n°806 du 18 juillet 2002 (M. Christian Cointat, sénateur) – JOQS du 17 juillet 2003, page 2316.

**12**-Réponse ministérielle à une question écrite n° 810 du 18 juillet 2002 (M. Christian Cointat, sénateur) - JOQS du 26 décembre 2002, page 3252

**13**-Propos rapportés par Anne Perzo-Lafond « Le journal de Mayotte » -10 juillet 2017 - <https://lejournaldemayotte.yt/2017/07/10/financements-des-lieux-de-culte-et-laicite-en-labsence-de-loi-1905-a-mayotte/>

**14**-Cf à ce sujet l'intéressante présentation d'un doctorant de la très concordataire faculté de théologie de l'Université de Strasbourg, M. Paul Noma Kikibili in [http://ed.theologie.unistra.fr/fileadmin/upload/edtsr/Documents/programme\\_doctoral/2014-2015/textes/Expose P. Noma Bikibili - Les missions catholiques du Cameroun sous administration française - Journée doctorale du 20 mars 2015.pdf](http://ed.theologie.unistra.fr/fileadmin/upload/edtsr/Documents/programme_doctoral/2014-2015/textes/Expose_P._Noma_Bikibili_-_Les_missions_catholiques_du_Cameroun_sous_administration_francaise_-_Journ%C3%A9e_doctorale_du_20_mars_2015.pdf)

**15**-Émile Littré, libre penseur, 1801-1881 Auteur du « Dictionnaire de la langue française ».Édition en ligne par François Gannat : <https://www.littre.org/>

# Alsace-Moselle, une situation scandaleuse qui perdure

Le *Traité international* signé entre **Bonaparte** et le pape **Pie VII** en 1801 affirme que les populations des départements de la Moselle et d'Alsace sont majoritairement de confession catholique. Quatre cultes religieux, le catholique, deux cultes protestants et la religion juive sont « *reconnus* ». Tout autre option religieuse est abaissée au rang de « *culte non reconnu* » à l'instar du culte musulman ou des bouddhistes, sans parler des non-croyants qui sont carrément méprisés, surtout la **Libre Pensée** qui demande l'abrogation de ce système moyenâgeux.

Les évêques de Moselle et d'Alsace sont désignés par le Président de la République sur proposition du Vatican. Les cultes sont dotés d'un budget des cultes par le Ministère de l'Intérieur (le Bureau des Cultes).

Toutes les institutions religieuses reconnues (fabriques catholiques, conseils presbytéraux protestants et consistoires juifs) sont des établissements publics dotés d'un statut. Les conseils de fabrique gèrent les biens de la paroisse et sont administrés par un conseil qui est composé notamment **du prêtre** et **du maire de la ville**.

Les ministres du culte sont payés par l'État selon une grille indiciaire et la plupart d'entre eux sont classés dans la *catégorie A* de la Fonction publique, la mieux « *reconnue* », la mieux rémunérée des agents de l'État. L'Évêque perçoit aujourd'hui un traitement de 4 400 euros brut, bénéficie d'un chauffeur, de 20 collaborateurs payés par l'État ; il est invité officiellement dans toutes les cérémonies publiques.



Le président Marc Blondel lors du rassemblement à Strasbourg, pour l'abrogation du statut concordataire le 4 mai 2013

Les curés touchent 2 500 euros brut, plus que les protestants et les juifs. Il n'y a pratiquement pas de cotisations salariales (3,7%), car elles sont également payées par l'État, tout comme les pensions. La durée des congés maladie, ainsi que le départ à la retraite sont négociés entre le ministre du culte et l'Évêque. Ce à quoi il faut ajouter le logement de fonction gratuit. Il y aussi beaucoup d'autres avantages fiscaux et financiers.

Par exemple, aujourd'hui encore, le Grand Séminaire de Metz, entretenu par les fonds de l'État, loue au bénéfice de l'Évêché des salles de 20 à 40 places, 150 euros la journée, 110 euros la demi-journée, la grande salle de 130 places est louée 320 euros la journée, 170 euros la demi-journée. Ainsi l'entretien est financé par l'État et c'est l'Évêché de Metz qui encaisse les bénéfices. Il en est de même avec les presbytères non occupés qui peuvent être loués par le curé ! Quelle autre institution dispose de tels avantages ?

Le culte catholique « *majoritaire* » en Alsace Moselle exerce son emprise extraordinaire sur les plus hautes



sphères de l'État, comme on peut le voir sur cette photo réalisée lors d'une conférence de presse à Metz le 6 juin 2019.



Conférence de presse à l'occasion du jubilé de la cathédrale (800 ans) du 6 juin 2019 en présence du Préfet de la Moselle, **Didier Martin**, de **Jean-Christophe Lagleize**, évêque de Metz, de **Jacques Deville**, délégué pour la DRAC, du maire de Metz, **Dominique Gros**, de **Florence Alibert**, directrice de la Cité musicale, de **Jean-Luc Bohl**, Président de Metz-Métropole, et de **Jean-Claude Cunat**, vice-président en charge de la culture au Conseil départemental de la Moselle venu souligner l'engagement du Président **Weiten** et de la collectivité pour accompagner budgétairement les grands dossiers de ce jubilé. Même son de cloche du côté du Conseil régional Grand Est, représenté par **Patrick Thil**, membre de la commission Culture et du comité de pilotage.

Le Budget des cultes reconnus s'élève à 60 millions d'euros par an pour 1 393 ministres du culte, il est payé par

tous les contribuables de France.

## *Et qu'en est-il du statut scolaire d'exception d'Alsace Moselle ?*

« Les citoyens alsaciens-mosellans subissent encore la fameuse loi scolaire de 1850, la loi du très réactionnaire vicomte **de Falloux**, qui met l'école sous le contrôle du curé et du maire en créant les écoles confessionnelles (catholiques, protestantes), certaines pouvant devenir bi-confessionnelles. **Victor Hugo** dénonçait en 1850 à l'Assemblée nationale le parti de Falloux, "un parti qui s' imagine que la société sera sauvée parce qu'il aura mis un jésuite partout où il n'y a pas de gendarme". En Alsace-Moselle, à cause du maintien de la loi Falloux qui n'a pas été abrogée, l'enseignement religieux à l'École publique est toujours obligatoire : pour les écoliers qui le souhaitent, il faut réclamer et obtenir difficilement une dispense, obtenue tardivement en 1923 ». **Paul Klein**, Colloque de Metz – 16 décembre 2017.

La circulaire Guy La Chambre du 17 juin 1933 permet que cette dispense soit réalisée sur simple déclaration du chef de famille au chef d'établissement. Ce fut une avancée pour les élèves et les familles, « ... mais l'autorité scolaire refuse de faire la moindre publicité sur son existence. Les élèves sont soumis à un fichage religieux, légalisé en 1995. Ainsi, l'endoctrinement religieux des élèves est légal dans ces trois départements et sert à faire barrage à une déchristianisation accélérée.

Jusqu'en 1974, les instituteurs publics devaient enseigner la religion. Les Écoles normales, puis les IUFM ont imposé des cours de religion aux étudiants jusqu'au début de ce siècle ; aujourd'hui, ceux qui les refusent ont droit à un équivalent sous forme de cours de morale. Les aumôniers peuvent inspecter les stagiaires dans toutes les disciplines. Enfin, ces trois départements subissent encore les lois du Premier Reich allemand, qui imposent

*l'enseignement religieux obligatoire à l'école et instaurent un délit de blasphème, abrogé par le Sénat en 2016.* » **Paul Klein**, Colloque de Metz – 17 décembre 2017.

La religion est une discipline d'enseignement inscrite dans l'acquisition du « *Socle commun de connaissances et de compétences* ». Mais ces cours ont clairement une visée cléricale, car ils visent « *à faire acquérir des savoirs, des méthodes et des attitudes permettant aux élèves de construire leur identité culturelle, relationnelle, religieuse, de vivre ensemble différents* ». (Évêché de Metz)

« *Les cours sont dispensés par des intervenants de religion proposés par les trois confessions reconnues par le Statut local (catholiques, protestants, juifs), agréés par les services académiques et formés par les services relevant des autorités religieuses* ». (Évêché de Metz)

Le maintien de l'enseignement religieux à l'école publique est une entorse grave à l'exigence de neutralité que l'on est en droit d'attendre du système national d'Éducation.

### *En conclusion...*

Les annexions successives de 1870-1918 et 1939-1945 furent une véritable tragédie pour les populations d'Alsace-Moselle, tiraillées entre l'appartenance à la France ou à l'Allemagne, déchirant de nombreuses familles qui voyaient leurs enfants s'engager dans des armées adverses, pour certaines d'entre-elles contraintes à l'exil, par deux fois.

L'« *identité* » alsacienne-lorraine, comme on entend parler ici et là, s'est construite au travers des siècles sur des flots de sang et la souffrance subie par les populations. Le maintien et la survivance du particularisme alsacien et mosellan religieux est le résultat de l'abandon, de la trahison de politiques nationales chauvines absurdes, de

guerres dévastatrices que se sont livrés les impérialismes sanguinaires français et allemands.

Comme disait **Jaurès**, « *l'affirmation de la Paix est le plus grand des combats* ». Pour nous qui sommes libres penseurs, laïques, pacifistes et républicains, notre but reste et restera toujours l'égalité, la liberté et la fraternité, la paix. Le système concordataire est contraire à la laïcité et à la paix, c'est l'affirmation de la suprématie des religions sur l'homme et le citoyen, son abrogation reste la revendication des authentiques laïques.

Défendons la **loi de 1905** avec encore plus de détermination et la raison humaine l'emportera en Alsace-Moselle, en France, en Europe, et dans le monde. La messe n'est pas dite !

**José Arias**



# Les associations culturelles, leurs histoires

La liberté des cultes organisée par l'article 1 de la loi du 9 décembre 1905 et garantie par le préambule de la Constitution de 1946, repris en 1958 par la Constitution de la Ve République, ne pouvait se passer d'un cadre juridique particulier.

Dans les pays où n'existe pas la Séparation des Églises et de l'État, les associations culturelles des cultes reconnus ont un statut juridique qui organise leurs rapports avec les pouvoirs publics.

Ainsi, en Belgique, à partir de la reconnaissance fédérale, des droits régionaux ont été créés, qui tiennent compte d'une réalité fondamentale : l'État assure les traitements des ministres des cultes (et des délégués laïques). En Suisse, dans la plupart des cantons, les cultes sont organisés en associations de droit public, c'est aussi le cas en Allemagne, etc.

En France, le principe retenu est celui d'une organisation privée des cultes séparés de l'État, mais les régimes juridiques légaux se sont longtemps heurtés à la résistance de l'Église catholique romaine et, plus récemment, à la volonté des gouvernements successifs d'organiser les cultes.

En effet, si la religion est une affaire privée, le régime des cultes doit être régi par le *Code civil*. Mais, par ailleurs, l'expérience douloureuse du cléricalisme a poussé la République à mettre des garde-fous à l'application de la très libérale loi de 1901 aux cultes, pour empêcher son détournement.



## *Le régime des cultes dans la loi de 1901 sur le droit d'association*

La loi du **1er juillet 1901** est une des dernières lois qui aient dû tenir compte du Concordat.

Cette loi, relative au contrat d'association, permet sans contrôle a priori et avec un contrôle a posteriori très allégé, de faire naître entre des citoyens, pour des objectifs les plus divers, un contrat qui donne naissance à une personne morale de droit privé, avec tous les attributs de la personnalité juridique. C'est donc un régime de liberté.

Mais les congrégations religieuses qui se caractérisent par le vœu perpétuel de leurs membres, c'est-à-dire par un engagement à vie de mettre sa personne et ses biens à la disposition d'une entité religieuse qui fonctionne selon des principes extérieurs au droit français, nécessitaient des dispositions particulières.

Les congrégations non-reconnues antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi doivent, pour entrer dans le cadre légal, obtenir une reconnaissance par décret et être soumises à un contrôle financier à la diligence du préfet. Encore une fois, nous sommes alors sous le régime du *Concordat*.

Des mesures supplémentaires sont prises pour prévenir les captations d'héritages et de patrimoines qui n'étaient pas rares.

La loi de 1905 ne touchera que très peu à ces dispositions, preuve que la méfiance persistait. Il faudra attendre le début du XXI<sup>e</sup> siècle pour que les lobbies cléricaux parviennent à faire évoluer en leur faveur les dispositions prévues au début du siècle, sans d'ailleurs toucher formellement aux textes. En 1989, le *Conseil d'État* rapelaient encore les règles de façon claire (*avis n° 346040 du 14 novembre 1989*).

Mais en 2007, un décret, puis une circulaire élargissaient la capacité juridique des congrégations en matière de legs et leur attribuait le régime très favorable des fondations, puis en 2009, une nouvelle loi leur facilitait l'accès à un statut légal, texte complété par une circulaire du 23 juin 2010.

L'affaire était d'ailleurs devenue plus complexe du fait de l'apparition d'autres cultes, comme les **Témoins de Jéhovah** qui se préoccupaient aussi de bénéficier des mêmes dispositions, ce qui gênait un peu la « *filles aînée de l'Église* ». Cela peut paraître assez anecdotique, mais en 2012, le **Canard Enchaîné** faisait un inventaire, sans doute très incomplet, des propriétés bâties et non bâties appartenant aux congrégations à Paris. Entre les 12<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, et 17<sup>e</sup> arrondissements, on aboutissait à un total proche de 8ha de propriétés bâties et non bâties... Des centaines de millions d'euros et des milliers de m<sup>2</sup> de logements vides.

Cela n'empêchait nullement **le Figaro** de pleurer sur le statut des Congrégations, « *reliquat du laïcisme* » ; cette réflexion alimentait d'ailleurs le projet fuité par le gouvernement en novembre 2018. Mais revenons en 1905.

Les associations cultuelles et la résistance romaine à la loi

La loi entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 1906 prévoyait (art.18) : « *Les associations formées pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public d'un culte devront être constituées conformément aux articles 5 et suivants du titre premier de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901. Elles seront, en outre, soumises aux prescriptions de la présente loi.* ». C'est donc un statut voisin de celui des congrégations.

Autres conditions :

- objet exclusivement cultuel ;
- territorialité communale (organe d'administration comprenant de 7 à 25 personnes selon la population) ;

- ressources propres, fiscalité favorable, mais pas de subventions publiques (sauf réparations aux monuments classés) ;
- possibilité d'unions de ces associations.

L'administration vaticane ne pouvait accepter cela : au cours même de la discussion du texte, le cardinal **Lecot**, archevêque de Bordeaux, publiait dans la presse du diocèse un communiqué qui disait : « *Pour que l'association culturelle put être admise par le clergé français, il faudrait 1° Que cette association comprît le curé en communion avec son évêque, et 2° Qu'elle fût reconnue par l'évêque en communion avec le pape.* » (1)

Le prélat, relativement modéré, redoutait surtout le ou les schismes, comme cela fut illustré près d'un siècle après, par les péripéties autour du schisme intégriste organisé par l'archevêque **Marcel Lefebvre** (1905-1991) (2) qui tenta de s'emparer par ce biais d'édifices culturels en France. Lors de la discussion, cela faisait sourire **Ferdinand Buisson** et quelques autres qui n'excluaient pas cette idée.

Quelques mois plus tard, au Sénat, la menace d'un boycott se précisait et **Clemenceau** pouvait déclarer : « *Il faut évidemment la ratification de l'évêque pour la société culturelle, elle est nécessaire et puisque l'évêque est libre de ne pas la donner, il est manifeste que l'association culturelle est entre ses mains* » (3) Autrement dit c'était à la République de s'adapter aux structures de l'Église catholique et à sa volonté hégémonique.

Après le 1er janvier 1906, il y avait tout de même, et du fait du boycott, un vide juridique préoccupant, d'autant que les autres confessions, les israélites et les protestants s'étaient immédiatement emparés du texte.

Mais cela soulevait une question de fond sur laquelle les libres penseurs ne peuvent pas être indifférents. La voici exposée en deux réparties : **Aristide Briand** explique

ainsi la position de la commission et son point de vue personnel : « *En proclamant la liberté de conscience, en s'engageant à garantir le libre exercice du culte, la République assume un devoir, celui de rendre possible la continuité du culte* ». Ce à quoi l'abbé **Gayraud**, député et néanmoins porte-parole de sa hiérarchie, rétorque (à propos des associations cultuelles) : « *En nous plaçant de ce point de vue, lorsque vous légiférez ou menacez de légiférer et d'imposer à l'Église une certaine organisation des paroisses... vous vous ingérez dans un domaine qui n'est pas le vôtre et vous vous exposez purement et simplement à ce que l'autorité spirituelle interdise aux associations cultuelles de se constituer de cette manière.* » (15 juin 1905)(4)

C'est au fond la question à laquelle sont aujourd'hui confrontés les gouvernements successifs qui veulent « réformer » la loi de 1905. Cela va malgré tout faire débat, même au sein des sphères vaticanes.

Le ton était donné par l'encyclique « *Vehementer nos* » du 11 février 1906, destinée à condamner la loi de 1905 : « *... La loi de séparation attribue l'administration et la tutelle du culte public, non pas au corps hiérarchique divinément institué par le Sauveur, mais à une association de personnes laïques [...]* Quant au corps hiérarchiques des pasteurs, on fait sur lui un silence absolu.»

Le cardinal **Merry del Vall**, le vrai diplomate du Vatican, s'inquiétait de l'absence d'homogénéité des évêques français sur cette question : en juillet 1906, il organisa donc une consultation de la congrégation des affaires ecclésiastiques qui conclut à la nécessité de confirmer la condamnation des associations cultuelles, mais aussi de faire une contre-proposition (juillet 1906).

Cela va donner lieu à une deuxième encyclique papale contre la loi de séparation, l'encyclique « *Gravissimo* » (10 août 1906) qui interdit absolument aux catholiques de s'engager dans les associations cultuelles, mais la formule

utilisée est subtile : « *Nous déclarons qu'il n'est point permis d'essayer cet autre genre d'association tant qu'il ne constituera pas, d'une façon certaine et légale, que la divine constitution de l'Église, les droits immuables du Pontife romain et des évêques, comme leur autorité sur les biens nécessaires à l'Église, particulièrement sur les édifices sacrés, seront irrévocablement, dans lesdites associations, en pleine sécurité.* »

La traduction (officielle) imparfaite laisse bien apparaître deux constantes :

- interdiction absolue ;
- objectif d'aboutir à un accord sur les bases d'un rapport de forces.

La réaction du gouvernement français sera un peu surprenante, mais **Briand** en fera ensuite bien d'autres : il va reculer, commencer à s'aligner, en reconnaissant comme quasi-cultuelle l'association diocésaine constituée par l'archevêque de Bordeaux, comme en témoigne un débat à la Chambre des députés le 13 novembre 1906 qui fait à la fois rire et grincer **Jean-Jaurès**. (5)

De ces débats surgit la loi du 2 janvier 1907, qui, sous des dehors bravaches, avec des mesures de confiscation, permet au clergé et à **La Croix** de crier à la persécution et à la spoliation ; et à Briand de sauver la face. Cette loi constituait un vrai recul ; voici ce qu'en disait le cardinal Merry del Val, porte-parole du Vatican : « *La loi du 2 janvier 1907 nous assure une liberté telle que l'Église de France n'en a jamais connue, même aux plus beaux jours de son histoire.* » (6)

En vérité la loi laissait le clergé utiliser les Églises, propriétés des communes, à sa guise et sans en préciser les conditions. L'affectation des églises aux communes leur ôtait de surcroît toute pression financière.

Les libres penseurs savent ce que signifie un recul face à



de tels adversaires : le 6 janvier 1907, une nouvelle encyclique, écrite en français, venait condamner la loi française avec, qui plus est, une petite provocation qui la comparait à la Prusse du Kulturkampf, ceci en plein délire national sur la « *ligne bleue des Vosges* ». (7)

### *L'évolution et la situation actuelle*

Le rapport public du *Conseil d'État* de l'année 2004 préparait le centenaire de la loi en titrant un dossier copieux « *Un siècle de Laïcité* » et un an plus tard, l'épiscopat français publiait aux éditions du Cerf une deuxième édition de « *Liberté religieuse et régime des cultes en droit français* ». Il est intéressant de constater les convergences sur les associations diocésaines.

Quand le Conseil d'État est fier de revendiquer que la loi de 1905 « ... est la loi qui confie aux tribunaux la mission de donner l'interprétation des lois », ce qui lui a permis de « continuer à jouer un rôle pacificateur » (8), les évêques constatent : « qu'après 1907 l'exercice du culte est devenu libre »... « Mais l'acquisition de la personnalité morale sous l'une des formes associatives prévues par la loi est utile si un culte ne veut pas être perçu seulement comme un groupement de fait au regard du droit français et des tiers, tant pour agir, être représenté autrement que selon le principe de l'indivision, que pour posséder des biens meubles et immeubles. [...] Le Conseil d'État a réalisé une œuvre magistrale d'interprétation de la loi du 9 décembre 1905 dans un sens très protecteur des libertés et droits des cultes... » (9)

En réalité la diplomatie secrète et les compromis politiques ont joué un rôle au moins aussi important que celui des respectables et dévoués magistrats.

La publication par le professeur **Émile Poulat** en 2003, sous la double préface du Cardinal **Angelo Sodano**, ancien Secrétaire d'État au Vatican et **Dominique de Vil-**

**lepin**, Premier ministre en France, de l'ensemble des documents ayant abouti aux accords *Poincaré-Briand-Cerretti* de 1924 prouve que sur le temps long, les relations politiques ont été déterminantes, mobilisant des dizaines de juristes, de prélats et de diplomates, avec souvent des documents chiffrés. Il s'agissait, après la reprise des relations diplomatiques en 1920, de normaliser le fonctionnement des associations diocésaines que les plus perspicaces des évêques, mais aussi le cardinal Merry del Val, au détour de l'encyclique que nous avons citée, réclamaient depuis 1906 et 1907.

C'était la concrétisation du recul amorcé par la loi du 2 janvier 1907.

### **Aujourd'hui nous avons donc deux régimes :**

- celui prévu par la loi du 9 décembre 1905 qui s'applique à tous les cultes sauf à l'Église catholique romaine. Selon les cultes concernés, il fonctionne correctement et prouve que la loi de 1905 peut s'appliquer aux cultes nouvellement implantés, comme en témoigne la question du bouddhisme. (10)

- celui secrètement négocié par un gouvernement qui faisait appel à l'Église et avait déjà commencé à intégrer sa doctrine sociale au fonctionnement des institutions. Il repose sur la reconnaissance sans contrôle et avec des attributs de la personnalité juridique étendus des associations diocésaines, qui font régner l'ordre ultramontain dans la plus petite des paroisses. Mais l'empêchent tout de même d'accéder au statut d'établissement public et au financement qui lui serait associé.

**Jean Baubérot**, sociologue et historien protestant, dresse un bilan lucide des résultats de cet affrontement : le catholicisme a reçu « *une certaine plus-value de légitimité* » et « *le protestantisme, là, n'a plus de visibilité ; il se trouve absorbé dans un ensemble chrétien qui, pour l'opinion publique, se confond largement avec le catholi-*

*cisme. Il risque donc d'être privé même du statut symbolique de minorité religieuse. » (11)*

Ce recul de 1907, concrétisé en 1924, ouvre aujourd'hui la voie à une rediscussion du statut des associations cultuelles au prétexte d'un hypothétique statut du culte musulman. Dans un parallélisme stupide, la diplomatie s'efforce de discuter, soit avec le royaume chérifien, soit avec l'Algérie, soit même avec des pays ou des institutions liées au Frères musulmans.

L'idée des associations loi de 1901 à label religieux et soumis à un contrôle financier public direct ou indirect en contrepartie d'une ouverture du financement public a été avancée fin 2018 : ce serait un moyen de vider la loi de Séparation de son contenu et de s'acheminer vers un système concordataire sans concordat, cette situation étant exclue pour l'Islam, mais ce dernier culte pourrait être soumis à une surveillance particulière, qui inquiète aussi les autres.

## Michel Godicheau

---

### Notes :

1-Cité par Émile Poulat « Les Diocésaines » » La documentation française » -2007 p30,

2-Sur cette question voir Christian Eyschen « La Libre Pensée contre L'Église » pp.273 à 306- 1999 – ISBN : 2-95113674-0-6

3-Cité par Émile Poulat « Les Diocésaines » » La documentation française » -2007 p34

4-Cité dans Aristide Briand - « La Séparation » Discussion de la loi (1904-1905) – Ebook Bnf – Collection XIX Emplacement 1301.

5-Débat reproduit dans : Émile Poulat « Les Diocésaines » » La documentation française » -2007 pp 87 à 95.

6-Émile Poulat « Les Diocésaines » » La documentation française » -2007 p 99.

7-Kulturkampf : Lutte menée par Bismarck en Allemagne contre les

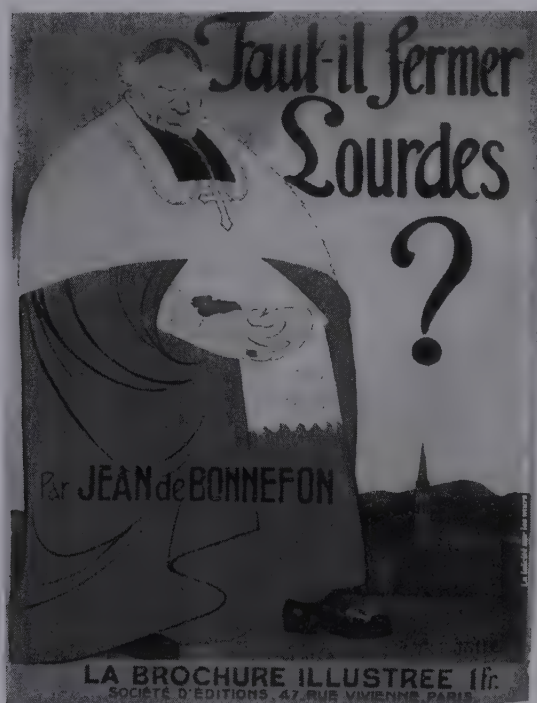
catholiques en 1871-1878 destinée à rompre les liens entre Rome et l'Église d'Allemagne. (Encyclopédie Larousse)

**8-**Rapport public 2004 du Conseil d'État p 279-280 – Documentation française – Études et Documents n°55

**9-**« Liberté religieuse et régimes des cultes en Droit français » p.794 Ed. Du Cerf – 2015

**10-** Voir notamment : <https://www.fnlp.fr/news/615/17/Ne-touchez-pas-a-la-loi-de-1905.html>

**11-**Baubérot, Jean. « 1905-2005 : la laïcité française et les minorités religieuses », Études théologiques et religieuses, vol. tome 82, no. 1, 2007, pp. 67-80.



# Les associations cultuelles, leurs mises en place

Aux termes de l'article 4, jamais modifié, de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État « *Dans le délai d'un an, à partir de la promulgation de la présente loi, les biens mobiliers et immobiliers des menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements publics du culte seront, avec toutes les charges et obligations qui les grèvent et avec leur affectation spéciale, transférés par les représentants légaux de ces établissements aux associations qui, en se conformant aux règles d'organisation générale du culte, dont elles se proposent d'assurer l'exercice, se seront légalement formées, suivant les prescriptions de l'article 19, pour l'exercice de ce culte dans les anciennes circonscriptions desdits établissements.* » De manière à garantir la totale liberté de conscience des citoyens, conformément à l'article 1er de la loi, et à mettre un terme à la reconnaissance ainsi qu'au financement public des cultes, en application de son article 2, la République procède donc, à l'aube du XXe siècle, à la dissolution des établissements publics du culte créés par le **Concordat** du 26 messidor an IX (15 juillet 1801), les articles organiques de la loi du 18 germinal an X (8 avril 1802) (Église catholique et cultes réformé et de la confession d'Augsbourg) et le décret du 17 mars 1808 (culte israélite)(1). Or, comme le dit en paraphrasant le texte **Aristide Briand**, le rapporteur de la loi, il y a lieu à cette fin d'instituer pour leur succéder des associations spécifiques de droit privé (2) « *se conformant aux règles générales du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice* » et auxquelles s'appliquent les règles de



constitution des associations déclarées de droit commun relevant de la loi du 1er juillet 1901 et elles seules.

Bien que l'Église catholique ait refusé de les mettre en place, violant ainsi l'esprit de la loi du 9 décembre 1905, bien que d'autres cultes préfèrent encore les ignorer, celles-ci, dont l'objet est certes restreint, présentent cependant des avantages importants, nettement accrus en 1942 et récemment étendus en matière immobilière.

### *Une naissance douloureuse*

Face à la rébellion de l'Église catholique qui s'est insurgée contre les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 relatives aux associations cultuelles, l'État s'est trouvé contraint de trouver des accommodements ayant introduit une diversité de situations juridiques aujourd'hui encore problématique.

### **Le régime juridique des associations cultuelles**

Aux termes de l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905, contrairement à celles de droit commun relevant de celle du 1er juillet 1901, les associations cultuelles « [...] *devront avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte [...]* » et peuvent, à cette fin, conformément à l'article 18, « [...] *subvenir [à ses] frais [et à] son entretien [...]* » Par suite, elles acquièrent, louent, édifient ou aménagent librement les édifices du culte, sans pouvoir recevoir de subventions de la part des collectivités publiques. Avec leurs propres deniers, elles recrutent, rémunèrent et forment, également comme elles l'entendent, les ministres du culte. De même, comme le prévoit l'article 22, dans sa rédaction issue de l'ordonnance du 23 juillet 2015, elles « *peuvent employer leurs ressources disponibles à la constitution d'un fonds de réserve suffisant pour assurer les frais et l'entretien du culte et ne pouvant, en aucun cas, recevoir une autre destination.* » En-

fin, plusieurs obligations légales spécifiques pèsent sur l'association cultuelle : nombre minimum de membres (3) ; institution d'une assemblée générale annuelle (4) de ses membres à laquelle « [...] *les actes de gestion financière et d'administration légale des biens accomplis par les directeurs ou administrateurs [sont], chaque année au moins présentés [en vue de leur] contrôle [...] et soumis à son approbation* » ; établissement chaque année de ses comptes et de l'inventaire de ses biens meubles et immeubles.

Par ces obligations légales, à l'instar de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, qui est à la source d'une libre et profonde organisation de la société civile, la loi libérale du 9 décembre 1905 impose aux cultes un fonctionnement démocratique que l'Église catholique s'emploie dès l'origine à contester. Après la publication de l'encyclique *Vehementer nos* condamnant le principe même de la Séparation des Églises et de l'État, celle intitulée *Gravissimo* du 10 août 1906 interdit aux catholiques de créer des associations cultuelles : « *La loi restant telle quelle, nous déclarons qu'il n'est point permis d'essayer cet autre genre d'association, tant qu'il ne constatera pas d'une façon certaine et légale que la divine constitution de l'Église, les droits immuables du Pontife romain et des évêques, comme leur autorité sur les biens nécessaires à l'Église, particulièrement sur les édifices sacrés, seront irrévocablement, dans lesdites associations, en pleine sécurité* ». Fondée sur le principe d'autorité du pape et des évêques, l'Église refuse donc, en 1906, de se soumettre tant à l'inventaire des biens en dépôt dans les églises en vue de leur transfert aux associations cultuelles qu'aux dispositions combinées des articles 5, 18 et 19 de la loi de Séparation rendant obligatoire leur constitution. Sans doute avec raison, elle craint que les prêtres leur soient davantage subordonnés qu'aux évêques, ouvrant ainsi une brèche dans le carcan clérical.

## Les aménagements face à la révolte de la secte romaine

Face à cette rébellion, les pouvoirs publics cherchent un accommodement. Par deux avis des 25 et 31 octobre 1906, le **Conseil d'État** considère que l'organisation publique du culte par des individus peut être admise, compte tenu de la dispense des formalités prévues par la loi du 30 juin 1881 sur le droit de réunion introduite par l'article 25 de celle du 9 décembre 1905. Le législateur se saisit de ces avis pour trouver une issue à cette crise. Indépendamment des associations cultuelles, la loi du 2 janvier 1907 autorise l'exercice public du culte à l'initiative d'individus convoquant une réunion publique, déclarée une seule fois lorsque celle-ci présente un caractère permanent, et d'associations de droit commun relevant de celle du 1er juillet 1901. Pour résoudre le problème de la jouissance du patrimoine religieux des anciens établissements publics, elle dispose que seront « *laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte* » les édifices du culte, dont la propriété, conformément à l'article 12 de la loi de 1905, est demeurée aux collectivités publiques, lorsqu'il s'agit de



L'Eglise fait donner ses ouailles, à Nantes, contre les inventaires. Elle combat de toutes ses forces la loi de 1905

biens nationalisés durant la Révolution française et pris en compte par la loi du 18 germinal an X.

Issu de la Chambre des députés bleu horizon élue en 1919, le gouvernement présidé par **Alexandre Millerand** (5) rétablit en 1920 les relations diplomatiques avec le Saint-Siège, rompues en 1904. La question des associations cultuelles constitue le premier dossier traité par la République française et le Vatican. En avril, le chargé d'affaire à Rome informe « *officiellement le cardinal Secrétaire d'État que la jurisprudence par laquelle le Conseil d'État et la Cour de cassation ont maintes fois reconnu la nécessité pour les cultuelles d'accepter la hiérarchie de l'Église catholique est conforme aux vues du gouvernement français* » La Curie et l'épiscopat français élaborent un statut type d'association diocésaine, repoussé par une minorité d'évêques et soumis pour avis à trois experts qui concluent, les 7 avril et 8 décembre 1923, à sa conformité à la loi de 1905. L'Assemblée générale du Conseil d'État émet également un avis favorable, le 13 décembre 1923. L'accord étant définitivement scellé entre les deux parties en janvier 1924, de pseudos associations cultuelles catholiques se mettent donc en place dans les diocèses. Elles présentent notamment la particularité d'être dirigées de plein droit par l'évêque, en l'absence d'élection. Elles doivent aussi répondre aux exigences de Rome qui a obtenu du gouvernement français de leur interdire « *toute immixtion dans l'organisation du service divin, dans l'administration spirituelle du diocèse, en particulier dans les nominations et déplacements des membres du clergé, ainsi que dans la direction, l'enseignement et l'administration spirituelle des séminaires* ». Bref, il s'agit d'associations pseudo-cultuelles croupions, placées sous l'emprise des prélats et amputées de l'essentiel de leur pouvoir, en ce qui concerne l'exercice du culte.

À la différence de l'Église catholique, les cultes minoritaires ont appliqué loyalement les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et



de l'État ayant trait aux associations cultuelles, notamment les protestants et les juifs. Les uns comme les autres les ont immédiatement constituées pour servir de support juridique à la fois aux groupements religieux locaux et aux structures fédératives prévues par le législateur. Beaucoup plus récemment implanté en France, le bouddhisme s'est également facilement adapté à la loi de 1905, deux tiers de ses lieux de culte étant administrés par une association cultuelle.

Seul l'Islam, très divers dans son organisation, ne s'est pas véritablement approprié les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 relatives aux associations cultuelles. D'une part, celle-ci n'a pas été étendue à l'Algérie, comme le demandait par exemple **Messali Hadj**, lorsque ce pays était colonisé par la France, si bien que cette appropriation n'a pu avoir lieu avant 1962. D'autre part, les aspects religieux et culturels étant très étroitement imbriqués dans la civilisation musulmane, le caractère exclusif de l'objet de l'association cultuelle constitue, à tort ou à raison, une gêne aux yeux de nombreux fidèles. Dans l'ensemble, ces derniers préfèrent donc recourir à la possibilité offerte par la loi de 1907 de constituer des associations de droit commun menant à la fois des activités cultuelles et culturelles. Ainsi, lorsqu'il présente dans son édition du 5 novembre 2018 le projet du gouvernement de révision de la loi de 1905, *Le Muslim Post*, un journal en ligne, souligne que « *Le ministère de l'Intérieur [...] souhaite inciter toutes les associations cultuelles à se déclarer comme telles, là où elles préféreraient, pour des raisons pratiques, rester des associations de loi 1901.* »

La diversité des situations juridiques qu'a entraînée la rébellion catholique du début du XX<sup>e</sup> siècle suscite désormais, en retour, des critiques de la part de certains cultes minoritaires ayant respecté la loi du 9 décembre 1905 dès sa promulgation. Ainsi, la **Fédération protestante de France**, dans une note du 5 juillet 2008, « *préconise notamment : un traitement équitable pour tous les cultes,*



*tant sur le territoire métropolitain qu'outre-mer [ainsi que] la révision des mesures discriminatoires à l'encontre des associations cultuelles.* » En quelque sorte, elle revendique le rapprochement, voire la confusion, des régimes juridiques applicables aux associations cultuelles et à celles de droit commun, comme l'avait d'ailleurs recommandé M. **Jean-Pierre Machelon** dans un rapport publié en 2005. Officiellement, l'actuel gouvernement entend imposer aux musulmans de constituer uniquement des associations cultuelles. En réalité, afin de soumettre davantage encore cette religion à un régime quasi-concordataire (6), qui passerait par la délivrance par l'État d'une autorisation préalable à la déclaration de l'association cultuelle, contraire au principe même de la non-reconnaissance des cultes énoncé à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, il entend réviser en profondeur les titres IV et V de celle-ci. S'il était sincère, il lui suffirait de modifier la loi du 2 janvier 1907.

### *Des avantages importants*

Les associations cultuelles bénéficient de mesures favorables concernant leurs ressources, le régime fiscal qui leur est applicable et leur gestion immobilière.

### **Des ressources dopées par une loi de Vichy et un régime fiscal favorable**

En sus des cotisations de leurs membres, du produit des quêtes et collectes pour les frais du culte, des dons manuels (par exemple le *denier de l'Église*) et des rétributions liées aux cérémonies et services religieux, les associations cultuelles peuvent recevoir, depuis 1942, des libéralités, à la différence des associations déclarées de droit commun relevant de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, sauf si celles-ci sont reconnues d'utilité publique par décret ou agissent dans les domaines de la bienfaisance et de la recherche médicale. En revanche, contrairement à ces der-

nières, elles ne peuvent bénéficier de subventions de la part des collectivités publiques, conformément aux articles 2 et 19 de la loi du 9 décembre 1905, sous réserve d'un aménagement introduit par le régime de Vichy.

Par la loi du 25 décembre 1942, **Philippe Pétain** et le gouvernement de l'État français présidé par **Pierre Laval** depuis le 18 avril précédent ont, en effet, profondément modifié l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État. D'une part, depuis son entrée en vigueur, « *Les associations cultuelles [peuvent] recevoir [...] les libéralités testamentaires et entre vifs destinées à l'accomplissement de leur objet ou grevées de charges pieuses ou cultuelles* », une disposition de nature à susciter l'appétit en matière de legs et, par suite, une forte sollicitude à l'endroit de certaines personnes. En 2015, les donations entre vifs et les legs effectués au profit des associations cultuelles, qui entraînent, en application de l'article 795-10° du Code général des impôts (CGI) une exonération des droits de mutation (7) pour les personnes qui les consentent, auraient représenté 150 millions d'euros sur le milliard versé aux organismes susceptibles d'en recevoir. À elle seule, l'Église catholique a perçu à ce titre 98 millions (deux tiers), auxquels se sont ajoutés 279,2 millions de quêtes et offrandes et 255 millions provenant du denier de l'Église (8). D'autre part, par un sophisme juridique étrange, « *Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux édifices affectés au culte public, qu'ils soient ou non classés monuments historiques.* » Il s'agit de deux aides publiques importantes en faveur des cultes, notamment de la religion catholique, soit par le truchement d'une dépense fiscale de 90 millions d'euros, soit sous la forme d'attribution de sommes allouées sur fonds publics aux fins de réparation des édifices cultuels.

À côté de l'exonération de taxation des libéralités consenties en leur faveur, les associations cultuelles bénéficient

d'avantages fiscaux significatifs à quatre titres. En premier lieu, les dons manuels consentis par les fidèles aux associations culturelles, ainsi qu'aux établissements publics du culte d'Alsace-Moselle font l'objet d'une réduction d'impôts de 66 % en application de l'article 200 du CGI. Ainsi, pour le seul denier de l'Église catholique, dont le montant s'élève à 250 millions d'euros environ, il en résulte une dépense fiscale de 165 millions d'euros pour l'État.

En deuxième lieu, comme celles des associations de droit commun relevant de la loi du 1er juillet 1901 et dans les conditions prévues par l'instruction fiscale n° 4H-5-98 du 15 septembre 1998, leurs activités lucratives échappent à l'impôt sur les sociétés, si celles-ci ne sont pas prépondérantes et représentent un chiffre d'affaires inférieur à 60 000 euros par an. À cet égard, en raison de leur importance, les activités d'abattage rituel peuvent être soumises à l'impôt sur les sociétés.

En troisième lieu, conformément au 9° du point 4 de l'article 261 du CGI ne sont pas assujetties à la taxe à la valeur ajoutée « *les prestations de services et les livraisons de biens qui leur sont étroitement liées fournies à leurs membres, moyennant une cotisation fixée conformément aux statuts [...]* », dans la mesure où les associations culturelles sont regardées comme « [...] *des organismes légalement constitués agissant sans but lucratif, dont la gestion est désintéressée et qui poursuivent des objectifs de nature philosophique, religieuse, politique, patriotique, civique ou syndicale [...]* » et dès lors que « [...] *ces opérations se rattachent directement à la défense collective des intérêts moraux ou matériels des membres* ».

Enfin, aux termes du 4° de l'article 1382 du CGI sont exonérés de taxe foncière sur les propriétés bâties non seulement « *Les édifices affectés à l'exercice du culte appartenant à l'État, aux départements ou aux communes [...]* » mais aussi ceux « [...] *attribués, en vertu des*

*dispositions de l'article 4 de la loi du 9 décembre 1905, aux associations ou unions prévues par le titre IV de la même loi ainsi que ceux attribués en vertu des dispositions de l'article 112 de la loi du 29 avril 1926 (9) aux associations visées par cet article et ceux acquis ou édifiés par lesdites associations ou unions »* Les associations de droit commun propriétaires de locaux affectés à la réalisation de leur objet ne bénéficient pas d'une telle exemption.

## **Les avantages à caractère immobilier**

À côté de l'exonération de taxes foncières, le législateur a consenti aux associations culturelles d'importants avantages dans le domaine immobilier. D'une part, conformément au dernier alinéa de l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État, dans sa rédaction mise à jour par l'ordonnance du 23 juillet 2015, les collectivités publiques ont la faculté d'« [...] engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur est reconnue par la présente loi », faculté d'ailleurs plus théorique qu'effective compte tenu des impératifs de responsabilité, tant civiles que pénales, pesant sur ces collectivités et les élus qui les dirigent. Il s'agit d'une aide très importante accordée aux associations diocésaines qui, à la différence des autres associations culturelles, ne supportent pas de charges immobilières depuis l'entrée en vigueur de la loi du 2 janvier 1907. D'ailleurs, de nombreuses collectivités publiques apportent des concours financiers allant au-delà de ce qu'autorise la loi, notamment lorsque des intentions culturelles se mêlent à l'objet culturel (10).

D'autre part, nous l'avons vu, la loi du 25 décembre 1942 permet d'accorder aux cultes, sans limitation de montant, des aides pour les « *réparations aux édifices affectés au culte public* ». Sur ce point, si tous les cultes peuvent en bénéficier, en pratique, cette disposition sert essentielle-



ment les associations diocésaines à financer les travaux à réaliser sur les églises construites après 1905 sur fonds privés, au moins en partie.

Enfin, aux termes de l'article L. 1311-2 du Code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction issue de l'ordonnance du 21 avril 2006, « *Un bien immobilier appartenant à une collectivité territoriale peut faire l'objet d'un bail emphytéotique prévu à l'article L. 451-1 du Code rural et de la pêche maritime en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général relevant de sa compétence ou en vue de l'affectation à une association culturelle d'un édifice du culte ouvert au public. Ce bail emphytéotique est dénommé bail emphytéotique administratif.* » À l'origine, la **loi Rocard** de 1988 avait pour objet de fournir aux collectivités territoriales un instrument leur permettant de conduire des opérations d'intérêt général ou des missions de service public. Comme leurs aînés des années trente avaient recouru au bail emphytéotique à caractère civil pour aider l'Église catholique à édifier des églises, beaucoup d'Élus se sont appuyés sur ces dispositions de 1988 pour aider des groupements religieux, notamment musulmans, à édifier des lieux de culte en leur consentant des droits réels immobiliers pour une longue période sur des emprises foncières destinées à recevoir les bâtiments religieux. **La Libre Pensée** ayant à plusieurs reprises obtenu du juge administratif l'annulation de délibérations autorisant des maires à conduire de telles opérations, alors illégales, le pouvoir exécutif agissant par ordonnance a modifié l'article L. 1311-2 du CGCT en étendant l'objet du bail emphytéotique administratif (BEA) aux édifices culturels. De son côté, estimant que cette législation dérogeait aux principes énoncés à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, le Conseil d'État a considéré que le loyer exigé du bénéficiaire du BEA pouvait être modeste (11). En revanche, il a jugé que seules les associations culturelles pouvaient signer de tels baux, ce qui exclut les associations de droit commun, ayant en



partie un objet culturel, nombreuses parmi les musulmans(12).



Suite aux actions de la Libre Pensée contre l'usage abusif du système du bail emphytéotique, le pouvoir exécutif, par ordonnance, a étendu l'objet du bail administratif (BEA) aux édifices culturels. Une atteinte supplémentaire à la loi de 1905

Cette politique immobilière conduite en faveur des cultes par les collectivités territoriales recèle des dangers financiers à terme. Dans un rapport d'information du Sénat du 17 mars 2015 (13), le rapporteur écrit : « **Le seul inconvénient pour l'association culturelle** réside dans l'incorporation, au terme du bail, des constructions ainsi réalisées dans le patrimoine de la collectivité. Mais cette dimension du contrat représente surtout une contrainte pour la collectivité territoriale en raison des charges d'entretien du bâtiment qui en découlent. Le Président de la Conférence des évêques de France estime d'ailleurs que la pratique des baux emphytéotiques pour l'édification de lieux de culte est une "bombe à retardement". L'Observatoire du patrimoine religieux évoque, quant à lui, une "aberration", et fait remarquer à votre délégation que l'arrivée à terme de baux emphytéotiques conclus dans les années 1930 va faire entrer dans le patrimoine de la Ville de Paris une trentaine d'églises d'ici vingt à trente ans. Ces bâtiments seront en mauvais état

*et nécessiteront cinq à dix millions d'euros de travaux, selon l'OPR. » Il en ira de même dans plusieurs décennies pour les autres lieux de culte, musulmans pour l'essentiel.*

## Dominique Goussot

---

### Notes :

**1-** Bien entendu, ces dispositions ne s'appliquent pas dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ainsi que dans certains territoires d'outre-mer où sont en vigueur, soit l'ordonnance de 1828 de Charles X (Guyane), soit les décrets Mandel de 1939 (Mayotte, Wallis et Futuna, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon, Nouvelle-Calédonie, Terres australes).

**2-** Les congrégations ne sont pas régies par la loi de 1905 mais par des dispositions particulières de la loi du 1er juillet 1901.

**3-** Sept pour les communes de moins de 1 000 habitants, quinze pour celles de 1 000 à 20 000 habitants et vingt-cinq au-delà.

**4-** Leur nom, leur objet et leur siège social sont les seules obligations déclaratives qu'imposent la loi du 1er juillet 1901 et son décret d'application du 16 août 1901 aux associations déclarées de droit commun qui sont avant tout un ensemble de droits et obligations fixés par le contrat noué entre les associés. La convocation d'une assemblée générale annuelle n'est pas pour elles une formalité légale, à la différence des associations culturelles.

**5-** Du 18 février 1920 au 23 septembre 1920.

**6-** La création du Conseil français du culte musulman puis de la Fondation de l'islam de France, reconnue d'utilité publique, sont les premiers jalons de ce projet politique.

**7-** Soit environ 90 millions d'aide indirecte de l'État.

**8-** Journal Le Figaro, édition du 19 mars 2018.

**9-** L'article 112 de la loi de finances pour 1926 a permis la restitution aux associations diocésaines de biens séquestrés au moment de la séparation.

**10-** Voir arrêt CE, 9 juillet 2011, commune de Trélazé.

**11-** Voir CE, 9 juillet 2011, Commune de Montreuil.

**12-** Voir CE, 10 février 2017, Ville de Paris à propos du BEA conclu avec la Société des Habous et des lieux saint de l'islam.

**13-** Rapport d'information n° 345 – 17 mars 2015.

# Les modifications de la loi du 9 décembre 1905

Les modifications de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État intervenues depuis son entrée en vigueur, parfois par voie réglementaire, ont eu pour principal objet de coordonner ce texte avec les autres dispositions législatives adoptées durant les cent quatorze dernières années ou d'abroger certaines de ses dispositions devenues inutiles. Elles n'ont pas altéré la portée, ni le sens profond de la loi dont les deux premiers articles de principe sont, notamment, demeurés inchangés de même que les articles 3 et 4 relatifs respectivement à la suppression des établissements publics du culte et aux associations cultuelles devant s'y substituer.

En revanche, des mesures de plus ample importance ont dû être adoptées au cours de la première décennie, en raison notamment de la rébellion de l'Église catholique, qui a refusé de constituer des associations cultuelles prévues par le législateur. Par ailleurs, de manière à rétablir partiellement dans ses privilèges antérieurs la secte romaine, soutien du gouvernement félon de Pétain et Laval, le Régime de Vichy a modifié en profondeur l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905 sur deux points.

## **Les mesures de nettoyage du texte ou de coordination**

Deux suppressions principales affectant le texte initial sont à relever. Elles procèdent de leur caractère obsolète.

**D'une part**, la loi de finances pour 1935 abroge l'article 41 de la loi du 9 décembre 1905 aux termes duquel « *Les sommes rendues disponibles chaque année par la sup-*

*pression du budget des cultes [étaient jusqu'alors] réparties entre les communes au prorata de la contribution foncière des propriétés bâties qui leur [avait] été assignée pendant l'exercice [ayant précédé] la promulgation de [la] loi. »* En quelque sorte, l'État voulait faire une économie, d'ailleurs sans portée réelle compte tenu de l'inflation d'après-guerre et de la dévaluation du Franc en 1928 (division par cinq).

**D'autre part**, avec un retard considérable, l'article 168 de la loi du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit abroge l'article 11 de la loi du 9 décembre 1905 qui prévoyait que « Les ministres des cultes qui, lors de la promulgation de la présente loi, seront âgés de plus de soixante ans révolus et qui auront, pendant trente ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'État, recevront une pension annuelle et viagère égale aux trois quarts de leur traitement. Ceux qui seront âgés de plus de quarante-cinq ans et qui auront, pendant vingt ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'État recevront une pension annuelle et viagère égale à la moitié de leur traitement. » En 2011, le dernier des bénéficiaires était décédé depuis longtemps.

Deux autres abrogations résultent d'un simple transfert des dispositions de la loi dans d'autres textes à valeur législative dans le cadre du vaste mouvement de codification à droits constants en cours depuis de nombreuses années en France.

**D'une part**, la loi du 2 janvier 1973 relative au *Code du travail* abroge l'article 42 de la loi du 9 décembre 1905 ayant trait aux jours fériés pour en transférer les dispositions dans ce code. Aujourd'hui, la liste en est fixée par son article L. 3133-1.

**D'autre part**, l'ordonnance du 15 juin 2000 relative à la partie législative du *Code de l'éducation* incorpore à l'article L. 141-4 les dispositions de l'ancien article 30 de la loi du 9 décembre 1905 prévoyant que les enfants dans les

écoles publiques, âgés de 6 à 13 ans, ne peuvent recevoir d'enseignement religieux qu'en dehors des heures de classe.

**Pour le surplus**, les changements intervenus depuis 1906 ont consisté à harmoniser le texte initial avec les dispositions nouvelles adoptées par le législateur. Ainsi, la loi du 21 février 1996 introduit à l'article 27 de celle de 1905 les références du nouveau Code général des collectivités territoriales. La loi du 2 juillet 1998 modifie les articles 12 et 13 de celle de 1905 traitant des édifices cultuels afin d'inclure dans la liste des collectivités publiques concernées les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI). De même, l'ordonnance du 19 septembre 2000 relative à l'euro modifie l'article 34 pour fixer, dans cette monnaie, le quantum des amendes susceptibles d'être infligées à « *Tout ministre d'un culte qui, dans les lieux où s'exerce ce culte, aura publiquement par des discours prononcés, des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches apposées, outragé ou diffamé un citoyen chargé d'un service public, [...] puni d'une amende de 3 750 euros et d'un emprisonnement d'un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.* » Enfin, l'article 23 de la loi du 9 décembre 1905 a subi de nombreuses modifications par décret pour introduire la bonne référence de l'article du Code pénal relatif aux contraventions de cinquième catégorie, dont se rendraient coupables les directeurs ou administrateurs d'associations culturelles ou d'union d'associations culturelles pour violation des dispositions des articles 20 à 22 de la loi ayant trait aux conditions d'exercice du culte.

## Les modifications substantielles

Deux séries de modifications importantes ont affecté la loi du 9 décembre 1905, celles introduites en 1908 et 1914 pour tenir compte de la situation consécutive à la rébellion de l'Église catholique contre la République, celles adoptées le 25 décembre 1942 pour favoriser le culte ro-



main, soutien du *Régime de Vichy*.

Les premières sont tantôt des accommodements, tantôt des mesures de rétorsion. La loi du 13 avril 1908 modifie l'article 9 de celle de 1905 de manière à attribuer « *les biens des établissements ecclésiastiques qui n'ont pas été réclamés par des associations cultuelles dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la loi, [...] à des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance [...].* », sous réserve de seize exceptions. Logiquement, la loi de 1908 complète l'article 10 de celle de 1905 en prévoyant notamment que « *Les biens attribués seront francs et quittes de toute charge hypothécaire ou privilégiée qui n'aurait pas été inscrite avant l'expiration du délai de six mois à dater de la publication au Journal officiel [...].* » Voilà pour la contrainte. En revanche, elle adapte les articles 6 et 13 en vue d'un apaisement. En premier lieu, elle supprime en particulier le deuxième alinéa de l'article 6 qui disposait : « *Le revenu global desdits biens reste affecté au paiement du reliquat des dettes régulières et légales de l'établissement public supprimé, lorsqu'il ne sera formé aucune association cultuelle apte à recueillir le patrimoine de cet établissement.* » Évidemment, cette mesure épargne l'Église qui jouit des biens cultuels des anciens établissements publics du culte, sans en supporter les dettes passées. En second lieu, elle ajoute un alinéa à l'article 13 ainsi libellé : « *L'État, les départements, les communes et [les établissements publics de coopération intercommunale] pourront engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur est reconnue par la présente loi.* » Là encore, le refus de l'Église de constituer des associations cultuelles recueillant le patrimoine des anciens établissements ecclésiastiques et les compétences réduites des diocésaines la libère de charges importantes qui sont, en fait, pratiquement supportées par obligation par les collectivités publiques, compte tenu de leur responsabilité civile à l'égard des tiers.



Les mesures les plus substantielles de révision de la loi de 1905 ont été apportées par le Régime de Vichy dont l'Eglise catholique fut un des principaux soutiens

Néanmoins, les modifications de l'article 19 de la loi introduites par celle du 25 décembre 1942 sont d'une autre nature. Elles constituent, au sein du texte lui-même, une entorse aux principes énoncés par la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État. D'une part, « *Les associations cultuelles pourront recevoir, dans les conditions prévues par les trois derniers alinéas de l'article 910 du Code civil, les libéralités testamentaires et entre vifs destinées à l'accomplissement de leur objet ou grevées de charges pieuses ou cultuelles.* » Cette disposition leur permet ainsi, et singulièrement aux associations diocésaines catholiques, de recevoir des legs et bénéficier de donations qui sont refusés aux associations de droit commun par la loi du 1er juillet 1901, sauf si elles sont reconnues d'utilité publique par un décret du chef du gouvernement. De surcroît, aux termes de l'article 795 du Code général des impôts « *Sont exonérés des droits de mutation à titre gratuit : [...] 10° Les dons et legs faits aux associations cultuelles, aux unions d'associations cultuelles et aux congrégations autorisées [...].* » Cette décharge de droits de mutation à titre onéreux sur les libéralités à finalité cultuelle affecte le

budget des départements et des communes.

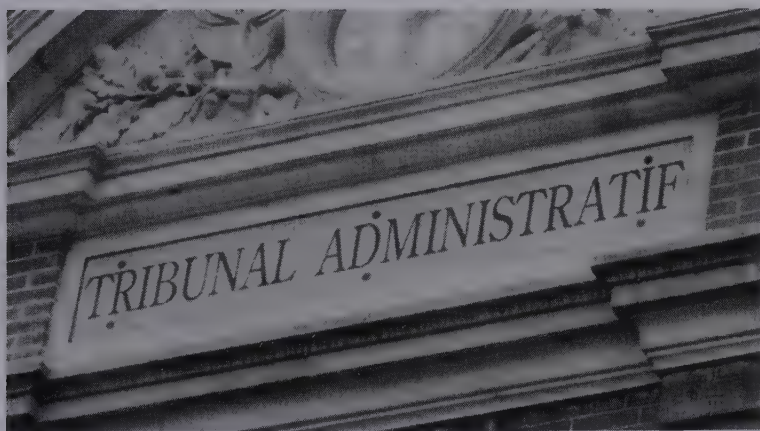
D'autre part, au prix d'une audace sémantique inédite et d'une dénaturation de l'article 2 du texte fondateur de la séparation du politique et du religieux dans le cadre de la République, la loi du 25 décembre 1942 ajoute une dernière phrase à l'article 19 de celle de 1905 : « *Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux édifices affectés au culte public, qu'ils soient ou non classés monuments historiques.* » Ainsi, la secte romaine peut espérer des aides pour remettre en état ses édifices cultuels construits sur fonds privés après 1905. Le juge administratif a heureusement interprété de façon stricte la notion de réparations. Il convient de noter que le gouvernement de Messieurs **Emmanuel Macron** et **Édouard Philippe** entendait, dans l'ébauche de réforme qu'il avait dessinée au début de l'année 2019 et qu'il a suspendue pour l'instant, étendre la possibilité d'accorder des aides publiques de cette étrange nature en vue de financer les travaux d'isolation des bâtiments.

**La Libre Pensée** exige le maintien en l'état de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État, mais l'abrogation des dispositions introduites en 1942 paraît indispensable dans la mesure où elles dénaturent un texte dont les principes édictés à ses articles 1 et 2 revêtent pour l'essentiel un caractère constitutionnel. Par ailleurs, elle considère que les décrets d'application de l'article 43 de la loi, toujours en vigueur, devraient être publiés de manière à étendre la loi du 9 décembre 1905 à tous les territoires de la République, de métropole et d'outre-mer.

**Dominique Goussot**

# Les apports de la jurisprudence en défense de la loi de 1905 et du principe de laïcité

Depuis un peu plus d'une quinzaine d'années, face aux menaces qui pèsent chaque jour davantage sur ce texte garantissant la liberté de conscience de tous, la **Libre Pensée** a recouru beaucoup plus fréquemment que par le passé au juge, **essentiellement administratif, pour imposer aux autorités publiques** le respect de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État, mais aussi, plus largement, du principe de laïcité, reconnu à l'article 1er de la *Constitution du 4 oc-*



Depuis une quinzaine d'années, la Libre Pensée a recouru au Tribunal administratif pour imposer aux autorités publiques le respect de la loi de 1905



*tobre 1958*. Par ses analyses, elle a également contribué à faire connaître des décisions juridictionnelles marquant tantôt un point d'appui, tantôt une zone nouvelle de faiblesse, dans l'action conduite pour défendre la laïcité.

Si le bilan de ce travail est contrasté, dès lors que certains jugements ou arrêts ne correspondent pas à ce que la Libre Pensée considère comme conforme à la loi, voire à la Constitution, néanmoins, les victoires remportées dans l'action contentieuse jalonnent un parcours de protection, par la jurisprudence, de la liberté de conscience et de la Séparation des Églises et de l'État, fortement bousculée depuis des années.

### *Les revers*

Le juge administratif a infligé aux laïques trois défaites juridiques principales à propos, d'une part, des relations diplomatiques entre la France et le Vatican, d'autre part, de celles nouées entre les collectivités territoriales et les cultes en matière immobilière, enfin, de l'aide publique consentie à un culte au titre de la coopération décentralisée.

### **La ratification des accords de 2008 entre le Saint-Siège et la République française**

Le 18 décembre 2008, le ministre des Affaires étrangères alors en fonctions, M. **Bernard Kouchner**, concluait un accord avec le *Saint-Siège* par lequel la République française acceptait de reconnaître dans l'enseignement supérieur des grades et diplômes délivrés par des institutions catholiques. Bien que le Vatican ne soit pas un État au sens propre du terme ni un membre de l'Union européenne (UE), ce protocole s'inscrivait dans le cadre du *processus de Bologne* d'harmonisation des cursus universitaires au sein de l'UE. Alors que l'accord de décembre 2008 portait manifestement atteinte au monopole de collation des grades universitaires détenu par



l'État depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 mars 1880, aujourd'hui codifiée à l'article L. 211-1 2° du *Code de l'éducation*, le Président de la République a choisi de le publier par le décret du 16 avril 2009, au lieu de saisir le Parlement, conformément à l'article 53 de la Constitution du 4 octobre 1958.

Comme plus d'une vingtaine d'autres organisations et de nombreux parlementaires, la **Libre Pensée** a saisi le *Conseil d'État* en vue de l'annulation de ce décret (1). Au terme de très longues conclusions, le rapporteur public a préconisé de rejeter tous les recours et la formation de jugement l'a suivi dans cette voie. Comme il l'avait brièvement noté, il ne fallait pas altérer la qualité des relations diplomatiques entre la République française et le *Saint-Siège*, plus importante sans doute que le monopole confié à l'État de la collation des grades, un jalon sur le chemin de sa pleine séparation de l'État et des cultes. En dépit de cet échec, les saisines du juge administratif n'ont pas été totalement vaines : le Conseil a considéré que l'accord est encadré par le droit national et la jurisprudence et qu'il ne s'applique pas automatiquement.

## Les arrêts du Conseil d'État du 19 juillet 2011 ou le retour de l'esprit concordataire

Par cinq arrêts du 19 juillet 2011 (2), le *Conseil d'État* a également infléchi la jurisprudence administrative relative aux rapports entre les collectivités publiques et les cultes dans un sens favorable à ces derniers. Il a alors entendu donner un signal d'encouragement au gouvernement en traitant dans une seule séance une fausse série d'affaires, en réalité assez différentes, moins de deux mois après le vote d'une résolution du 31 mai 2011 par laquelle l'Assemblée nationale appelait notamment à « *clarifier et aménager [...] le régime de financement de la construction et de l'entretien des lieux de culte* ». Trois de ces arrêts, dont l'un est le produit de l'action de la Libre Pensée,

ont mis en évidence un usage abusif de la notion d'intérêt public local, un embarras à justifier l'achat d'un orgue par une commune et une audace juridique assez rare.

Le 21 octobre 2003, le conseil de la communauté urbaine du Mans avait adopté une délibération aux termes de laquelle était affectée une somme de 380 000 euros au financement des travaux de mise aux normes sanitaires de locaux désaffectés afin de les mettre à la disposition des musulmans pour y pratiquer l'abattage rituel des animaux au moment de la *fête de l'Aïd*, aucun équipement n'étant accessible à proximité. Les premiers juges avaient annulé cette délibération comme contraire à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 interdisant de subventionner les cultes et la *Cour administrative d'appel* de Nantes avait confirmé leur décision. En raison de l'éloignement d'un équipement adapté, le *Conseil d'État* a considéré que la garantie du libre exercice des cultes, reconnue à l'article 1er de la loi de 1905, et la prévention d'un trouble à l'ordre public résultant de la pratique clandestine de l'abattage rituel dans de mauvaises conditions sanitaires pouvait, au regard de l'intérêt public local, justifier le financement litigieux, sous réserve que « *le droit d'utiliser l'équipement soit concédé dans des conditions, notamment tarifaires, qui respectent le principe de neutralité des cultes et le principe d'égalité et qui excluent toute libéralité [...]* », c'est-à-dire toute subvention.

L'argumentation n'est pas convaincante. Pouvait-on regarder comme répondant à un intérêt public local une dépense aussi importante, ayant pour objet la transformation en lieu d'abattage rituel d'animaux à l'occasion d'une fête religieuse de locaux désaffectés, mis à la disposition d'un culte trois jours par an seulement ? Pour répondre par l'affirmative, il aurait fallu démontrer que l'équipement en cause est utilisé à des fins d'utilité commune le reste de l'année et/ou loué à un tarif en rapport avec le montant de l'investissement. Cette démonstration, le Conseil ne l'a pas apportée.

Par une délibération du 15 octobre 2002, le *Conseil municipal de Trélazé* avait décidé d'acquérir un orgue en vue de l'installer dans l'église. Dans la mesure où la loi du 9 décembre 1905 donne simplement la faculté aux collectivités publiques d'engager les dépenses nécessaires à l'entretien et à la conservation des édifices culturels appartenant au domaine public, l'acquisition et la destination de cet orgue ne pouvaient être regardées, selon la jurisprudence antérieure, que comme une violation de la loi. Au nom de l'intérêt public communal, le *Conseil d'État* en a jugé autrement, en l'espèce. En effet, la ville de Trélazé a soutenu que l'instrument devait servir non seulement à accompagner la liturgie, mais aussi à développer l'enseignement musical et à organiser des concerts à l'initiative de la collectivité publique. Le Conseil en a déduit qu'étaient conformes à la loi de 1905 l'achat de l'orgue par la commune et son installation dans l'édifice culturel sous réserve que « *des engagements [fussent] pris afin de garantir une utilisation de l'orgue par la commune conforme à ses besoins et une participation de l'affectataire [...] de l'édifice, dont le montant soit proportionné à l'utilisation qu'il pourra faire de l'orgue afin d'exclure toute libéralité et, par suite, toute aide à un culte.* ».

Le raisonnement du *Conseil d'État* soulève au moins deux questions. En premier lieu, en l'absence de dispositions prévoyant expressément d'y déroger, une convention peut-elle enfreindre une interdiction absolue fixée par le législateur ? A notre sens, la réponse aurait dû être négative. En second lieu, l'utilisation des biens meubles garnissant un édifice culturel entré dans le domaine public en 1906 ou acquis par le desservant ou les fidèles depuis cette date, est du seul ressort de l'affectataire. Dans ces conditions, la convention à intervenir en l'espèce entre la commune de Trélazé et le représentant de l'Eglise catholique pour fixer leurs engagements réciproques peut-elle régler ce problème de manière définitive ? Selon nous, la

réponse est également négative. A chaque renouvellement de cette convention, l'affectataire pourra renoncer à partager l'utilisation de l'orgue avec la commune. Que fera-t-on alors de l'orgue acquis sur fonds publics ? Le Conseil a bien senti la difficulté et y a répondu d'une manière assez alambiquée : « [la convention doit fixer] *les modalités de règlement d'éventuels différends ainsi que [...] les conditions dans lesquelles il peut être mis un terme à leur exécution et, le cas échéant, à l'installation de l'orgue à l'intérieur de l'édifice cultuel.* »

Enfin, le 25 septembre 2003, le *Conseil municipal de la commune de Montreuil-sous-Bois* adoptait une délibération autorisant le maire à conclure un bail emphytéotique d'une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans avec une association culturelle musulmane, afin de consentir à celle-ci la jouissance du terrain d'assiette d'une mosquée à construire moyennant une redevance annuelle d'un euro. Le *Conseil d'État* est allé très loin dans la voie d'une interprétation pour le moins audacieuse de la loi du 9 décembre 1905, notamment de son article 2, en se prévalant d'ailleurs en l'espèce d'une ordonnance postérieure à la délibération attaquée. Il a considéré que « *l'article L. 1311-2 du Code général des collectivités territoriales, dont la portée exacte sur ce point a été explicitée par l'ordonnance du 21 avril 2006, a ouvert aux collectivités territoriales la faculté, dans le respect du principe de neutralité à l'égard des cultes et du principe d'égalité, d'autoriser un organisme qui entend construire un édifice du culte ouvert au public à occuper pour une longue durée une dépendance de leur domaine privé ou de leur domaine public, dans le cadre d'un bail emphytéotique administratif [...] avec pour contreparties, d'une part, le versement par l'emphytéote d'une redevance qui, eu égard à la nature du contrat et au fait que son titulaire n'exerce aucune activité à but lucratif, ne dépasse pas, en principe, un montant modique, d'autre part, l'incorporation dans leur patrimoine, à l'expiration du bail, de*



*l'édifice construit [...] ».*

En effet, il ne ressort pas de l'article L. 1311-2 du *Code général des collectivités territoriales* que le législateur aurait entendu déroger à la loi de 1905, ni au principe selon lequel toute occupation temporaire du domaine public donne lieu au paiement d'une juste redevance ou toute concession de la jouissance d'un bien du domaine privé à celui d'un loyer normal de la part de l'occupant (3), l'incorporation dans le domaine de la commune de l'édifice culturel en fin de bail constituant, au surplus, une charge plutôt qu'une rétribution pour la collectivité, compte tenu des travaux à réaliser pour, dans le meilleur des cas, l'adapter à un usage civil ou, dans le pire, le détruire. Le Conseil a tout simplement autorisé les communes à supporter le coût du foncier des édifices culturels à construire. L'esprit du Concordat était bien de retour en 2011.

### **L'aide à la restauration de la basilique Saint-Augustin d'Annaba**

Les 21 et 22 octobre 2010, l'assemblée délibérante de l'ancienne région *Rhône-Alpes* adoptait une délibération par laquelle le Président de cette collectivité territoriale était autorisé à conclure avec la ville de Saint-Étienne, la wilaya d'Annaba et l'association diocésaine d'Algérie (ADA) une convention de financement des travaux de restauration de la basilique Saint-Augustin d'Hippone appartenant à l'ADA, pour un montant de 450 000 euros. La Fédération de Libre Pensée et d'action sociale du Rhône a demandé au tribunal administratif de Lyon l'annulation de cette délibération pour deux motifs : d'une part, le financement de travaux importants sur des lieux de culte n'est pas expressément prévu dans la convention de partenariat entre la République française et la République algérienne démocratique et populaire du 4 décembre 2007, ratifiée par l'Assemblée nationale le 9 février 2010, à laquelle la région Rhône-Alpes ne pouvait déroger au titre de la coopération décentralisée avec un





Le tribunal administratif de Limoges a annulé la délibération du Conseil régional qui avait attribué des subventions publiques aux "ostentions limousines"

pays étranger ; d'autre part, conformément à l'article L. 1115-1 du *Code général des collectivités territoriales*, la convention de financement en cause ne pouvait être conclue qu'avec « *des autorités locales étrangères* », c'est-à-dire des échelons territoriaux des États étrangers, à l'exclusion de toute personne morale de droit privé telle l'ADA.

Dans leurs décisions respectives des 5 avril 2012 et 7 mars 2013, le *Tribunal administratif* et la *Cour administrative d'appel de Lyon* ont accédé à la demande de la Libre Pensée sur le fondement de ce second motif. Par un arrêt du 17 février 2016, le *Conseil d'État*, là encore au prix d'une lecture audacieuse des textes, a validé la délibération annulée par les juges du fond. Il a motivé sa décision de la manière suivante : « [si le législateur] a prévu qu'elles devaient [les collectivités territoriales], à cette fin, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères précisant l'objet des actions envisagées et le montant prévisionnel des engagements financiers et s'il a exclu qu'elles puissent, sauf pour créer un groupement européen de coopération territoriale, contracter avec un Etat étranger, aucune disposition ni aucun principe n'interdisent qu'une convention de coopération conclue

*avec une autorité locale étrangère soit également signée par d'autres personnes, françaises ou étrangères, de droit public ou de droit privé, y compris par la ou les personnes qui seront chargées de la réalisation du projet qui fait l'objet de l'accord. »* (4) Dans l'analyse de son arrêt, le Conseil écrit : « Si l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des églises et de l'Etat dispose que la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte, ces dispositions ne font pas obstacle à ce qu'une telle action de coopération, qui ne peut être regardée comme ayant pour objet de salarier ou de subventionner un culte, soit menée. » On ne saurait être plus clair.

## *Les victoires*

En dépit de ces revers, des garanties très importantes ont été obtenues dans trois domaines : le juge administratif a finalement fixé des limites à la notion d'intérêt public local, à laquelle le Conseil d'État avait abondamment recouru dans ses décisions de juillet 2011 ; il a également sanctionné la présence, permanente ou temporaire, de signes religieux sur le domaine public ; enfin, la Cour de cassation a maintenu le cap en matière de liberté de conscience des travailleurs, même après l'entrée en vigueur de la loi du **8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels** qui y porte atteinte.

## **Les limites de la notion d'intérêt public local**

Le 13 février 2013 (5), le *Conseil d'État* a confirmé les décisions des 24 décembre 2009 et 21 décembre 2010 par lesquelles le *Tribunal administratif* de Limoges et la *Cour administrative d'appel* de Bordeaux avaient, d'une part, annulé les délibérations du conseil de l'assemblée délibérante de l'ancienne région Limousin ayant attribué des

subventions publiques (6) aux comités organisateurs des Ostensions limousines - des processions ayant lieu tous les sept ans aux fins de vénérer les saints, notamment **Martial**, à l'origine du « *Miracle des ardents* » pour avoir intercédé avec succès auprès de Dieu aux fins d'enrayer une épidémie d'ergot de seigle ayant décimé la population autour de l'an mil -, d'autre part, ordonné à cette collectivité de procéder à la répétition de l'indu auprès des attributaires. Le Conseil aurait pu se prévaloir, en l'espèce, de l'intérêt public local, auquel il avait abondamment recouru en juillet 2011, dans la mesure où les organisateurs et les collectivités publiques invoquaient l'importance de ces manifestations très populaires pour le tourisme et l'économie locale. Il ne l'a pas fait, ce qui montre l'exacte portée donnée à cette notion. Celle-ci ne peut justifier toutes les violations de **l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905** concernant la Séparation des Églises et de l'État. Il faut dire que les *Ostensions limousines* sont des processions au plein sens du terme : reconnaissance des saints dans les églises ; sortie de leurs reliques en présence du clergé catholique et défilés sur la voie publique ; eucharisties en fin de parcours.

Fait suffisamment rare pour être souligné, le juge subordonné a également résisté à la notion d'intérêt public local. Saisi en 2009 par deux libres penseurs, le *Tribunal administratif* de Lyon, contre les conclusions du rapporteur public qui préconisait d'appliquer au cas d'espèce le point de vue dégagé par le Conseil durant l'été 2011 et faisait valoir que l'intérêt public local résidait dans la stimulation des activités touristiques, a annulé en novembre 2011 les délibérations par lesquelles la ville de Lyon et le département du Rhône avaient respectivement consenti des subventions s'élevant à 48 000 et 50 000 euros en faveur de la **Fondation pour le protestantisme français** qui a organisé une conférence des Églises européennes en juillet 2009. Comme les juridictions administratives l'avaient été dans l'affaire du financement

public des Ostensions limousines, le Tribunal administratif de Lyon a été parfaitement clair : « [...] *alors même que cette manifestation présenterait un intérêt public local du fait de l'augmentation de la fréquentation touristique et du rayonnement culturel de la ville de Lyon, [...] les subventions litigieuses ont été accordées pour l'exercice d'un culte.* » Conformément à la séparation des pouvoirs, les juges administratifs de Lyon ont refusé d'endosser les habits du législateur pour donner satisfaction aux cléricaux contre la volonté populaire.

## **La présence de signes religieux dans les bâtiments ou sur le domaine public**

Aux termes de l'**article 28 de la loi du 9 décembre 1905** concernant la Séparation des Églises et de l'État « *Il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions.* » À ce propos, la Libre Pensée a obtenu gain de cause dans deux affaires topiques ayant respectivement trait à la présence d'une statue de la *Vierge* sur les rives du lac Léman et d'une croix surmontant la représentation monumentale du pape *Jean-Paul II* à Ploërmel. Elle a également contribué à enrayer significativement l'épidémie d'installation de crèches de la *Nativité* dans les bâtiments publics pendant la période de Noël.

En 2010, le maire de la commune de Publier avait financé au bénéfice d'une association l'acquisition d'une statue de la *Vierge* puis décidé d'installer celle-ci sur une emprise du domaine public, à proximité d'une source dominant les berges du lac Léman, où viennent s'approvisionner les habitants. S'il avait finalement, en le mettant à la charge de l'association, renoncé à faire supporter à la commune le prix d'achat de la statue - ce qui était illégal au regard



des termes de l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 interdisant toute forme de subventionnement des cultes -, en revanche, le 7 novembre 2011, il avait rejeté la demande de déplacement de cet emblème religieux formulée par les libres penseurs de Haute-Savoie et ainsi persisté à le laisser au lieu initialement choisi, en violation de l'article 28 de ce texte. Par un jugement du 29 janvier 2015 (7), le Tribunal administratif de Grenoble a annulé la décision du 7 novembre 2011 et ordonné au maire de procéder au retrait de la sculpture du domaine public au motif « [...] *que la statue de la Vierge portant l'inscription « Notre Dame du Léman veille sur tes enfants » constitu[ait] un emblème religieux [et] que le terrain sur lequel elle [avait] été édifiée est un parc public [si bien que] la commune ne pouvait légalement autoriser l'installation de cette statue sur le domaine public communal* » Le 24 novembre 2016, devant le refus du maire de donner suite à son jugement du 29 janvier 2015, le tribunal, saisi au titre de l'exécution par la Libre Pensée, a condamné au surplus cet édile à procéder à l'enlèvement de l'emblème religieux dans un délai de trois mois sous peine d'une astreinte journalière de 100 euros, après avoir écarté les moyens dilatoires de la commune (8).

En 2006, un célèbre sculpteur géorgien avait fait don d'une statue monumentale en bronze du pape **Jean-Paul II** à la commune de Ploërmel qui l'avait installée sur un socle surmonté d'une croix romaine, lui-même placé sur une emprise du domaine public. En janvier 2010, saisi par la Libre Pensée, le Tribunal administratif de Rennes avait, en premier lieu, déclaré illégale une subvention de 4 500 euros attribuée, dès 2006, par le département du Morbihan à la ville, au motif qu'elle avait pour fin de financer le socle et la croix en question, en violation des interdictions énoncées par la loi du 9 décembre 1905. Par un jugement du 30 avril 2015 (9), cette juridiction a, en second lieu et à l'initiative notamment de la Libre Pensée, annulé la décision de rejet de plusieurs demandes de re-



trait de la statue en cause du domaine public, motivées par la nécessité de mettre fin à la violation de l'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État. Sur le fondement des dispositions combinées de l'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 et de l'article 28, le Tribunal administratif de Rennes a jugé que « [...] *la présence depuis 2006 à Ploërmel, au lieu de son implantation actuelle, comme d'ailleurs en tout lieu public, de ce monument comportant une croix monumentale [...] est incompatible avec l'article 28 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l'Etat [si bien] que l'existence même de cette incompatibilité faisait obligation à la collectivité publique propriétaire de cet ouvrage de mettre fin, à la première demande, à cette situation illicite [...] la protection juridique qui s'attache au respect de l'œuvre de l'artiste et au droit moral de l'auteur [ne pouvant y] faire obstacle [...]* » Il a également enjoint « [...] *au maire de la commune de procéder aux mesures nécessaires dans le délai de six mois à compter de la notification de la présente décision [...]* »

Le 9 novembre 2016, confronté à des décisions contraires de la part des juges subordonnés, le Conseil d'État, saisi en cassation par les Fédérations départementales de Seine-et-Marne et de Vendée de la Libre Pensée, rendait deux arrêts d'assemblée, par lesquels il a jugé que la présence d'une crèche chrétienne de Noël dans un bâtiment public est illégale au regard du principe de laïcité énoncé à l'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 et des termes des articles 1er, 2 et 28 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État (10). Toutefois, il a estimé que les crèches peuvent « *revêtir une pluralité de significations* ». Il a considéré que certaines d'entre elles peuvent notamment présenter « *un caractère culturel, artistique ou festif, sans exprimer la reconnaissance d'un culte ou marquer une préférence religieuse* », en sorte que leur exposition ne porte alors

pas atteinte au principe de laïcité garantie par la Séparation des Églises et de l'État. A cette fin, les représentants des collectivités publiques doivent *« tenir compte non seulement du contexte, qui doit être dépourvu de tout élément de prosélytisme, des conditions particulières de cette installation, de l'existence ou de l'absence d'usages locaux, mais aussi du lieu de cette installation. »* Ces quatre critères sont cumulatifs.

Si cette jurisprudence subtile ne constitue par une digue infranchissable pour ceux qui aspirent à répandre les emblèmes religieux catholiques dans les bâtiments et sur le domaine (11) publics, elle s'avère néanmoins un rempart contre cette vague qui déferle depuis plusieurs années. Certes, les juges du fond ont validé la présence de crèches catholiques, là où un usage local a pu être établi (département de la Vendée et commune de Sorgues) en raison de l'ancienneté de cette pratique (vingt-cinq ans dans le premier cas ; quatorze dans le second), voire du caractère traditionnel provençal de l'une d'elles (Sorgues). En revanche, sur le fondement des arrêts rendus le 9 novembre 2016 par le Conseil d'État, ils ont notamment annulé les décisions des maires de Béziers(12) et Hénin-Beaumont (13), ainsi que du Président du conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes (14) d'installer des crèches de la Nativité dans les bâtiments abritant les sièges respectifs des municipalités et de la région en cause. Le maire de Béziers, en dépit des décisions du juge administratif, persiste dans sa croisade, si bien que le préfet de l'Hérault a saisi à nouveau en référé le Tribunal administratif, afin que celui-ci lui enjoigne de cesser d'installer des crèches catholiques dans l'enceinte de l'Hôtel de Ville (15).

### *L'apport du juge judiciaire pour garantir la liberté de conscience*

L'autorité judiciaire est infiniment moins impliquée que le juge administratif dans le processus de régulation de la

Séparation des Églises et de l'État. En revanche, en sa qualité de protectrice des libertés individuelles, elle a contribué à la défense de la liberté de conscience, garantie par l'article 1er de la loi du 9 décembre 1905 et regardée comme un principe fondamental reconnu par les lois de la République (16). Comme un autre chapitre du présent ouvrage le rappelle, dans un arrêt du 19 mars 2013, la *Cour de cassation* a fermement rappelé que les travailleurs, sous réserve des restrictions justifiées par la nature des tâches à accomplir et proportionnées au but recherché, peuvent exprimer leurs convictions dans l'entreprise. À propos du licenciement de la directrice adjointe de la crèche Baby-Loup, dépourvu de cause réelle et sérieuse, elle a, en effet, jugé qu'était illégale, au regard des articles L. 1121-1 et L. 1321-3 du *Code du travail* en vigueur avant août 2016, l'interdiction générale et absolue du port de signe religieux édictée par le règlement intérieur de l'association gestionnaire (17). Toutefois, par un arrêt du même jour, elle a estimé qu'il en allait différemment pour les employés d'un organisme privé chargé d'une mission de service public (18), astreints à une obligation de neutralité.

En dépit de sa validation du bout des lèvres du licenciement de la directrice adjointe de la crèche Baby-Loup (19), à la suite d'une rébellion de la *Cour d'appel de renvoi*, et malgré l'introduction d'un article L. 1321-2-1 du *Code du travail* par la loi du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels permettant d'imposer aux salariés une obligation générale de neutralité découlant du règlement intérieur de l'entreprise, la Cour de cassation n'a pas renoncé à défendre leur liberté de conscience. Par un arrêt du 22 novembre 2017 (20), après l'avoir saisie d'une question préjudicielle, la *Cour de cassation* a tiré les conséquences de deux décisions rendues par la *Cour de justice de l'Union européenne* (CJUE) à propos des discriminations directes et indirectes dont

sont victimes les salariés d'entreprises privées à raison de leurs convictions religieuses (21).

Dans la première affaire, elle avait à statuer sur la question de savoir si un employeur était fondé à licencier pour cause réelle et sérieuse une femme recrutée en qualité d'ingénieur d'études au motif qu'elle avait refusé d'obéir à une injonction orale de retirer son foulard en présence de la clientèle. La Cour de cassation a conclu que cet ordre constituait « [...] *une discrimination directement fondée sur les convictions religieuses* [...] », conformément aux arrêts de la CJUE, dès lors que « [...] la volonté d'un employeur de tenir compte des souhaits d'un client de ne plus voir les services dudit employeur assurés par une salariée portant un foulard islamique ne saurait être considérée comme une exigence professionnelle essentielle et déterminante au sens de l'article 4, paragraphe 1, de la directive du 27 novembre 2000 [...] ».

## Dominique Goussot

---

### Notes :

1-Voir CE, ass., 9 juillet 2010, Fédération nationale de la Libre Pensée et autres, n° 327663 et suivants.

2-Voir CE, 19 juillet 2011, Commune de Trélazé, n° 308544 ; CE, 19 juillet 2011, Fédération de Libre Pensée et d'action sociale du Rhône, n° 308817 ; CE, 19 juillet 2011, Communauté urbaine du Mans Le Mans métropole, n° 309161 ; CE, 19 juillet 2011, Commune de Montpellier, n° 343518 ; CE, 19 juillet 2011, Mme V. c/ Commune de Montreuil-sous-Bois, n° 320796.

3-À l'initiative de la Fédération de l'Ardèche de la Libre Pensée, convaincu comme elle qu'un tel dispositif était contraire à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, le tribunal administratif de Lyon, dans un jugement antérieur du 15 mai 2008, confirmé par un arrêt de la cour administrative d'appel de Lyon du 16 février 2010, avait annulé une délibération de 2006 par laquelle le conseil municipal de la commune de Tournon-sur-Rhône avait autorisé le Maire à conclure avec une association musulmane un bail emphytéotique donnant à cette dernière,

moyennant une redevance annuelle d'un euro symbolique, des droits réels immobiliers sur un terrain de la ville aux fins d'y édifier un lieu de culte. Finalement, la ville a vendu ce terrain à l'association pour 65 000 euros.

**4-**Voir CE, 17 février 2016, Région Rhône-Alpes, n° 368342.

**5-**Voir CE, 13 février 2013, Grande confrérie de Saint-Martial et al., n° 347049.

**6-**42 000 euros, somme à laquelle s'ajoutaient les subventions du département de la Haute-Vienne (20 000 euros) et des communes concernées (de 2 000 à 20 000 euros) dont la restitution a été ordonnée en première instance et en appel, par des décisions devenues définitives.

**7-**Voir TA Grenoble, 29 janvier 2015, Fédération de Haute-Savoie de la Libre Pensée c/ Commune de Publier.

**8-**Voir TA Grenoble, 24 novembre 2016, Fédération de Haute-Savoie de la Libre Pensée c/ Commune de Publier.

**9-**Voir TA Rennes, 30 avril 2015, Fédération morbihannaise de la Libre Pensée c/ Commune de Ploërmel, n° 12-03099 et TA Rennes, 30 avril 2015, X et Y, n° 12-04355 et 12-04356.

**10-**Voir CE, 9 novembre 2016, Fédération départementale des libres penseurs de Seine-et-Marne, n° 395122 et CE, 9 novembre 2016, Fédération de la Libre Pensée de Vendée, n° 395223.

**11-**Voir CAA de Nantes, 6 octobre 2017, Département de la Vendée c/Fédération de la libre pensée de Vendée, n°16NT03735)

**12-**Voir CAA Marseille, 3 avril 2017, Commune de Béziers, n° 15MA03863 ; CE, 9 novembre 2017, Commune de Béziers.

**13-**Voir CAA Douai, 16 novembre 2017, Commune de Hénin-Beaumont, n° 17DA00054.

**14-**Voir TA de Lyon, 5 octobre 2017, Fédération de la libre pensée et d'action sociale du Rhône, n°1701752.

**15-**Voir Ord. TA Montpellier, 18 décembre 2017, Commune de Béziers.

**16-**Voir Cons. Cons, 23 novembre 1977, décision n° 77-87 DC.

**17-**Voir Cass., 19 mars 2013, Baby-Loup, n° 536.

**18-**Voir Cass., 19 mars 2013, CPAM de Seine-Saint-Denis, n° 537.

**19-**Voir Cass., 25 juin 2014, Baby-Loup, n° 612.

**20-**Voir Cass. Soc., 22 novembre 2017, pourvoi n° 13-19 855

**21-**Voir CJUE, 14 mars 2017, AB, aff. C-188/15 et CJUE, 14 mars 2017, G4S Secure solutions, aff. C-157/15





**M. Bastien LACHAUD**

Député de la Seine-Saint-Denis

Paris, le 29/03/2019

*Membre de la commission de la Défense  
nationale et des forces armées  
Membre du groupe de la France insoumise*

**Objet :** invitation à une journée de travail sur la laïcité

Messieurs,

La France Insoumise a au cœur la défense et la promotion de la laïcité. Elle y a consacré l'un de ses 40 livrets thématiques lors de la campagne présidentielle de 2017<sup>1</sup> et qu'elle fait figurer parmi les 12 combats prioritaires qu'elle entend mener au Parlement européen<sup>2</sup>.

Défendre la laïcité aujourd'hui passe selon nous par un renforcement des dispositions laïques figurant dans la grande loi de 1905, notamment dans ses deux articles. Il faut étendre la laïcité et non pas la restreindre.

En conséquence, nous serions très heureux que vous puissiez venir en débattre avec le groupe parlementaire de la France Insoumise lors d'une après-midi de travail organisée le **jeudi 18 avril 2019 de 13 h à 18 h, à l'Assemblée nationale**, sur la base d'une loi-cadre sur la laïcité que notre groupe pourrait déposer à l'issue des travaux de cette journée.

Cette loi reprendrait et actualiserait celle que le Parti de Gauche, présidé à l'époque par Jean-Luc Mélenchon, avait déposée au Sénat le 4 avril 2011<sup>3</sup>.

Nous souhaiterions à cet égard vous entendre notamment sur les propositions suivantes :

- l'application de la loi de 1905 sur l'ensemble du territoire ;
- la constitutionnalisation des deux premiers articles de la loi de 1905 pour leur donner un socle intangible ;
- le fait d'assurer l'égalité des citoyen-ne-s en supprimant les avantages fiscaux dont bénéficient les cultes ;

<sup>1</sup> <https://avenirencommun.fr/le-livret-laicite/>

<sup>2</sup> <https://lafranceinsoumise.fr/app/uploads/2019/02/ProgrammeEurope-A5.pdf>

<sup>3</sup> [https://www.senat.fr/leg/pp10\\_406.html](https://www.senat.fr/leg/pp10_406.html)

# INVITATION DU GROUPE PARLEMENTAIRE DE LA FRANCE INSOUMISE

- la garantie de la laïcité à l'école par l'attribution de l'argent public à l'école publique notamment par abrogation de la Loi Debré ;
- le renforcement de la laïcité dans les services publics ;
- l'interdiction de la présence aux cérémonies religieuses de ministres, préfets et maires dans l'exercice de leurs fonctions ;
- la renonciation définitive au titre de « chanoine de Latran » pour la présidence de la République ;
- l'interdiction des financements publics pour la construction des édifices religieux, des activités culturelles ;

Nous aimerions également entendre vos réactions aux projets actuels de réforme de la laïcité sous-tendus par les interventions du Président de la République appelant notamment à « réparer le lien » entre l'État et l'Église, interrogeant les sources de financement des cultes, évoquant un islam de France et dénonçant un « radicalisme laïque ».

Mon équipe est à votre entière disposition pour préciser les modalités de cette journée. Je vous serai reconnaissant de bien vouloir la recontacter afin d'organiser votre venue à l'Assemblée nationale sur [Bastien.Lachaud@assemblee-nationale.fr](mailto:Bastien.Lachaud@assemblee-nationale.fr) ou au 01 40 63 51 06.

Comptant sur votre présence, veuillez recevoir, Messieurs, l'expression de mes salutations républicaines.



Bastien Lachaud

David Gozlan et Christian Eyschen  
Fédération nationale de la Libre Pensée  
10-12, rue des Fossés St Jacques  
75005 Paris

# Propositions de la Libre Pensée remises au Groupe parlementaire de la France insoumise

*Le Groupe LFI à l'Assemblée nationale a invité la Libre Pensée à s'exprimer sur le contenu d'une loi-cadre sur la laïcité qu'il entendait déposer au Parlement. C'est bien volontiers qu'une délégation de la Libre Pensée (Christian Eyschen, Dominique Goussot, David Gozlan) s'est rendue à cette invitation et a présenté les analyses de notre association.*

## **Constitutionnalisation des articles 1 et 2 de la loi du 9 décembre 1905**

Cette proposition paraît juridiquement largement inutile. En ce qui concerne l'article 1er, aux termes duquel « *La République assure la liberté de conscience [et] garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public* », la décision n° 77-87 DC du 23 novembre 1977 du **Conseil constitutionnel** l'a élevé au rang de principe fondamental, reconnu par les lois de la République, qui entre dans le bloc de constitutionnalité. Sur le fondement de l'article 10 de la **Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen** (1), ayant elle-même valeur constitutionnelle depuis sa célèbre décision du 16 juillet 1971, et du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, repris par celle du 4 octobre 1958, le Conseil constitutionnel a, en effet, considéré « *que la liberté de conscience doit donc*



Affiche dessinée par A. Le Petit  
pour "Le Lyon républicain" mars 1880

être regardée comme l'un [de ces] principes fondamentaux [...]. »

En ce qui concerne l'article 2, aux termes duquel « *La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte* », sous réserve des dérogations prévues en faveur des personnes privées d'une pleine liberté de mouvement (prisonniers, malades, internes des établissements scolaires) (2), le Conseil constitutionnel, se fondant sur les articles 10 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen et 1er de la Constitution du 4 décembre 1958 (3) a considéré également, dans sa décision n° 2012-297 DC du 21 février 2013, « *que le principe de laïcité figure au nombre des droits et libertés que la Constitution garantit ; qu'il en résulte la neutralité de l'État ; qu'il en résulte également que la République ne reconnaît aucun culte ; que le principe de laïcité impose notamment le respect de toutes les croyances, l'égalité de libre exercice des cultes ; qu'il implique que celle-ci ne salarie aucun culte* ». Seuls échappent à ces garanties, pour la métropole, les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. Par ailleurs, l'interdiction de subven-

tionner les cultes n'est pas visée dans la décision comme une garantie à valeur constitutionnelle, en raison probablement du risque qui aurait pu en résulter pour la loi Debré du 31 décembre 1959.

***Par suite, il paraît inutile juridiquement d'introduire dans la Constitution du 4 octobre 1958 les principes énoncés aux articles 1er et 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État.***



## **L'application de la loi du 9 décembre 1905 sur l'ensemble du territoire**

Plusieurs parties du territoire national échappent à la Séparation des Églises et de l'État instaurée à compter du 1er janvier 1906 : les trois départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; la Guyane ; Wallis-et-Futuna ; Mayotte ; la Nouvelle-Calédonie ; la Polynésie française ; Saint-Pierre-et-Miquelon.

Dans le premier cas, en 1919, puis en 1944, ont été remis en vigueur le Concordat de 1802, modifié par des textes allemands en matière de traitements et de pensions des ministres du culte, et les articles organiques, le tout formant la loi du 18 germinal an X. Le **Conseil d'État** a expressément indiqué, dans son avis du 24 janvier 1924, que celle-ci continue à s'appliquer dans le ressort des trois collectivités en cause. Il l'a également rappelé dans un arrêt du 6 juin 2001 (4). De même, dans sa décision n° 2012-297 QPC du 21 février 2013, le Conseil constitutionnel a considéré que le principe de laïcité et ceux énoncés par la loi de 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État ne font pas obstacle à la conformité du régime local concordataire à la Constitution du 4 octobre 1958, dès lors que celui-ci s'appliquait avant la date de son entrée en vigueur.



Dans le deuxième, l'ordonnance royale du 27 août 1828 et la loi du 13 avril 1900 mettent à la charge de la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) la rémunération des prêtres catholiques. Or, celle-ci, à la suite du département qui la précédait, a refusé récemment de l'acquitter. Le 27 décembre 2018, le Tribunal administratif de la Guyane a rejeté, en effet, le recours de la CTG tendant à transférer cette charge à l'État (5). Il s'est fondé sur les termes de la décision rendue sur le même sujet par le Conseil constitutionnel, le 2 juin 2017 (6). Saisi d'une question prioritaire de constitutionnalité introduite par la CTG et dirigée contre l'article 36 de l'ordonnance royale du 27 août 1828, le juge constitutionnel a estimé que ce texte est conforme à la Constitution du 4 octobre 1958 : *« il ressort tant des travaux préparatoires du projet de la Constitution du 27 octobre 1946 relatifs à son article 1er que de ceux du projet de la Constitution du 4 octobre 1958 qui a repris la même disposition, qu'en proclamant que la France est une "République [...] laïque", la Constitution n'a pas pour autant entendu remettre en cause les dispositions législatives ou réglementaires particulières applicables dans plusieurs parties du territoire de la République lors de l'entrée en vigueur de la Constitution et relatives à l'organisation de certains cultes et, notamment, à la rémunération de ministres du culte. »* Par suite, selon le Conseil constitutionnel, le régime particulier de la Guyane ne remet pas en cause le principe de laïcité ni la *« libre administration des collectivités territoriales »*.

Les autres parties du territoire hors métropole, pour lesquelles aucun acte réglementaire n'a étendu la loi du 9 décembre 1905, relèvent des décrets-lois Mandel de 1939. Si aucune décision du Conseil constitutionnel ou du juge administratif n'est intervenue à leur égard, il ne fait aucun doute que leurs analyses juridiques respectives seraient les mêmes que celles développées à propos de l'Alsace-Moselle et de la Guyane.

***Compte tenu de ce qui précède, une loi devrait étendre celle de 1905 à l'Alsace-Moselle et à la Guyane en abrogeant celle du 18 germinal an X - toujours en vigueur dans le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle -, l'ordonnance royale du 27 août 1828 et l'article 33 de la loi du 13 avril 1900. En application de l'article 43 dans sa version actuellement en vigueur, la publication de décrets en Conseil d'État abrogeant ceux de 1939 et étendant la loi de 1905 dans ces territoires devrait suffire. (7)***



## **Suppression des avantages fiscaux consentis aux cultes**

Aux termes de l'article 200 du Code général des impôts « Ouvrent droit à une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant les sommes prises dans la limite de 20 % du revenu imposable qui correspondent à des dons et versements, y compris l'abandon exprès de revenus ou produits, effectués par les contribuables domiciliés en France au sens de l'article 4 B, au profit : [...] e) D'associations cultuelles et de bienfaisance, ainsi que des établissements publics des cultes reconnus d'Alsace-Moselle [...]. » (8) Ainsi, les cultes sont mis sur le même pied que les fondations ou associations reconnues d'utilité publique, les œuvres ou organismes d'intérêt général, les associations de bienfaisance, les établissements d'enseignement supérieur, publics ou privés à but non lucratif, ou, encore, les organismes publics ayant une gestion désintéressée. Or, l'exercice public d'un culte répond à un intérêt privé par nature. De plus, cette disposition contrevient au principe énoncé à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 selon lequel la République ne subventionne aucun culte, directement ou indirectement. À titre d'exemple, le seul denier de l'Église atteint 250 millions d'euros par an environ, ce qui entraîne une dépense

fiscale de l'ordre de 167 millions d'euros.

Par ailleurs, aux termes de l'article 795 du Code général des impôts « *Sont exonérés des droits de mutation à titre gratuit : [...] 10°) Les dons et legs faits aux associations culturelles, aux unions d'associations culturelles et aux congrégations autorisées [...]* » Non seulement la loi du 25 décembre 1942 du **Régime de Vichy** a rétabli le droit pour les cultes de recevoir des « *[...] libéralités testamentaires et entre vifs destinées à l'accomplissement de leur objet ou grevées de charges pieuses ou culturelles [...]* » mais le législateur les a exonérés de l'impôt pesant sur ces mutations. À titre d'information, en 2017, le montant des dons et legs en faveur de la seule Église catholique a atteint 141 millions d'euros, selon **Caritas**, soit une assiette taxable pas tout à fait négligeable. Là encore, le principe selon lequel l'État ne subventionne pas les cultes est détourné.

Enfin, aux termes de l'article 1382 « *Sont exonérés de la taxe foncière sur les propriétés bâties : 4°) Les édifices affectés à l'exercice du culte appartenant à l'État, aux départements ou aux communes, ou attribués, en vertu des dispositions de l'article 4 de la loi du 9 décembre 1905, aux associations ou unions prévues par le titre IV de la même loi ainsi que ceux attribués en vertu des dispositions de l'article 112 de la loi du 29 avril 1926 aux associations visées par cet article et ceux acquis ou édifiés par lesdites associations ou unions ; les édifices affectés à l'exercice du culte qui, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, appartiennent à des associations ayant pour objet exclusif l'exercice d'un culte non reconnu. »*

**La Fédération nationale de la Libre Pensée ne verrait donc que des avantages à la suppression des dispositions sus-rappelées par une loi de finances. Elle préconise également de revenir à la rédaction de l'article 19 de la loi du 9 décembre**

**1905 antérieure au 25 décembre 1942. Seraient ainsi supprimés pour les cultes non seulement le droit de recevoir ces libéralités (dons et legs) mais les aides publiques appelées à financer, sans limite, des « réparations » à effectuer sur les édifices cultuels, notamment ceux construits après 1905 sur fonds privés.**



## Abrogation de la loi Debré

La loi du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privés, modifiée à de nombreuses reprises et désormais codifiée aux articles L. 442-1 à L. 442-21 du Code de l'éducation, met à la charge de l'État les rémunérations des professeurs de ces établissements lorsqu'ils ont conclu un contrat d'association (9), à celle des départements et des régions le forfait d'externat censé couvrir, pour partie au moins, les salaires des autres catégories de personnel contribuant au fonctionnement des classes des collèges et des lycées pri-



Affiche de  
J Effel  
pour  
le CNAL,  
1959



vés, et à celle des communes les frais de fonctionnement des classes élémentaires sous contrat dans les mêmes conditions que pour les écoles publiques. D'après une estimation de la **Fédération nationale de la Libre Pensée**, jamais démentie et récemment réévaluée, les collectivités publiques supportent au titre de la loi Debré de 12 à 13 milliards d'euros par an.

Afin de répondre exactement au mot d'ordre « **Fonds publics à l'École publique, fonds privés à l'école privée** » quatre autres mesures devraient compléter l'abrogation des dispositions des articles L. 442-1 à L. 442-21 du Code de l'éducation :

- 1- L'abrogation de l'article L. 443-4 du Code de l'éducation, issu de la loi Astier de 1919, permettant de subventionner sans limite les écoles techniques privées reconnues ;
- 2- L'abrogation de l'article L. 151-4 du Code de l'éducation, issu de la loi Falloux, permettant d'attribuer des subventions d'équipement égales à 10 % du montant des frais de fonctionnement des établissements privés d'enseignement du second degré;
- 3- L'abrogation des articles L. 813-4 à L. 813-7 du Code rural, issus de la loi du 31 décembre 1984 portant réforme des relations entre l'État et les établissements d'enseignement agricole privés et adaptant les dispositions de la loi Debré à ces derniers (10);
- 4- Le rejet de la disposition du projet de loi pour une école de confiance abaissant à trois ans l'âge de l'obligation scolaire dans la mesure où elle imposerait aux communes la charge des frais de fonctionnement des classes préélémentaires de l'enseignement privé sous contrat d'association alors qu'actuellement, par un avis défavorable formulé avant la signature de ce contrat, elles peuvent échapper à cette dépense qui ne revêt pas



un caractère obligatoire dès lors que l'enseignement ne l'est pas pour les enfants de trois à six ans.

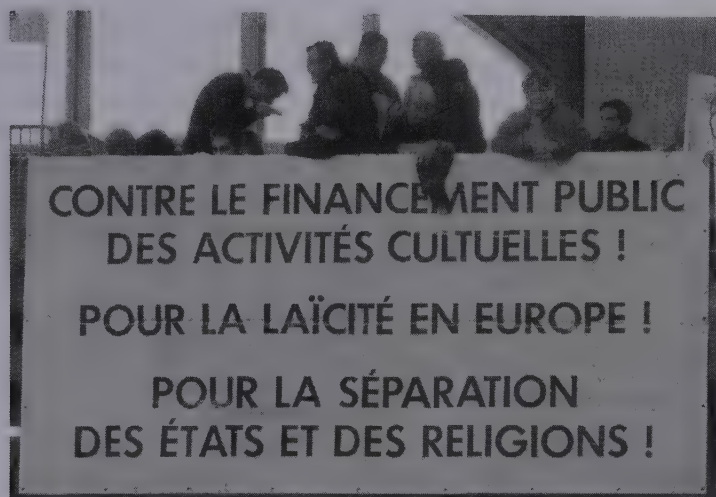
***Sous réserve d'y ajouter les mesures complémentaires de suppression ci-dessus indiquées, la Fédération nationale de la Libre Pensée souscrit à la proposition tendant à l'abrogation de la loi du 31 décembre 1959 modifiée, aujourd'hui codifiée aux articles L. 442-1 à L. 442-21 du Code de l'éducation.***



## **Renforcement de la laïcité dans les services publics**

L'objectif poursuivi sur ce point est difficile à cerner. Il résulte des dispositions combinées de l'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958 et des articles 1er et 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Églises et de l'État que celui-ci, les collectivités territoriales, les établissements publics, les organismes publics en général et les organismes privés chargés d'une mission de service public sont astreints à une obligation de neutralité qui pèse à la fois sur les personnels et les locaux.

En ce qui concerne les agents, l'avis du Conseil d'État du 3 mai 2000 est parfaitement clair : « 1°) Il résulte des textes constitutionnels et législatifs que le principe de liberté de conscience ainsi que celui de la laïcité de l'État et de neutralité des services publics s'appliquent à l'ensemble de ceux-ci ; 2°) Si les agents du service de l'enseignement public bénéficient comme tous les autres agents publics de la liberté de conscience qui interdit toute discrimination dans l'accès aux fonctions comme dans le déroulement de la carrière qui serait fondée sur leur religion, le principe de laïcité fait obstacle à ce qu'ils disposent, dans le cadre du service public, du droit de manifester leurs croyances religieuses ; il n'y a pas lieu



*d'établir une distinction entre les agents de ce service public selon qu'ils sont ou non chargés de fonctions d'enseignement ; 3°) Il résulte de ce qui a été dit ci-dessus que le fait pour un agent du service de l'enseignement public de manifester dans l'exercice de ses fonctions ses croyances religieuses, notamment en portant un signe destiné à marquer son appartenance à une religion, constitue un manquement à ses obligations. » (11) Cette obligation s'étend aux personnels protégés par le droit du travail agissant pour le compte d'une personne morale de droit privé chargée d'une mission de service public. Ainsi, en dépit des dispositions des articles L. 1121-1 du Code du travail, la Cour de cassation a validé le licenciement d'une employée de sécurité sociale portant un signe religieux pendant les heures de service (12) au motif que les caisses d'assurance maladie sont chargées d'une mission de service public.*

En ce qui concerne les locaux, en application de l'article 28 de la loi du 9 décembre 1905, est interdite la présence, même temporaire, d'emblèmes religieux dans les bâtiments où sont installées les collectivités territoriales,

comme l'a jugé le Conseil d'État à propos des crèches de Noël (sauf si celles-ci présentent un caractère culturel, artistique ou festif), en novembre 2016 (13). Plus généralement, est prohibée l'installation d'emblèmes religieux sur le domaine public. Le juge administratif a annulé les décisions par lesquelles des maires ont érigé des statues représentant la Vierge ou le pape **Jean-Paul II** surmonté d'une croix (14).

***Sur ce point, la Fédération nationale de la Libre Pensée demande des précisions.***



### **Interdiction de la présence des ministres, préfets et maires aux cérémonies religieuses dans l'exercice de leurs fonctions**

La Fédération nationale de la Libre Pensée ne cesse de déplorer la présence des autorités civiles et militaires à des cérémonies religieuses. Elle rappelle toujours que Georges Clemenceau, quels que puissent être les griefs qu'elle adresse à sa politique, a refusé de participer au Te Deum en la cathédrale Notre-Dame, le 11 novembre 1918, au motif qu'il aurait, en y allant, violé la Séparation des Églises et de l'État.

À défaut de décision administrative susceptible d'être attaquée, les possibilités de recours sont très rares. Néanmoins, la Fédération nationale de la Libre Pensée a entrepris d'en provoquer une en ce qui concerne la participation des groupements de gendarmerie aux messes anniversaires de Geneviève, réputée sainte et patronne des gendarmes depuis un bref papal de 1962. Elle est dans l'attente des résultats de deux recours introduits devant le juge administratif.

***La Fédération nationale de la Libre Pensée est favorable au vote d'une disposition législative***

*interdisant la présence ès qualité d'élus ou de fonctionnaires à des cérémonies religieuses. Il s'agirait de compléter le 1 de la charte de l'Élu local insérée à l'article 1111-1-1 du Code général des collectivités territoriales et le deuxième alinéa de l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.*



## La renonciation définitive au titre de chanoine de Latran

La reconnaissance de droit du Président de la République française comme chanoine honoraire de l'archi-basilique de Saint-Jean de Latran résulte d'une faveur accordée par le Saint-Siège au roi de France sous le règne d'**Henri IV**. Depuis la Révolution française, seulement six chefs d'État ont fait le voyage à Rome pour y être intronisés : **René Coty** sous la IV<sup>e</sup> République ; **Charles de Gaulle**, **Valéry Giscard d'Estaing**, **Jacques Chirac**, **Nicolas Sarkozy** et **Emmanuel Macron**, sous la Ve. Parfois, c'est l'occasion pour les intéressés de tenir des propos en faveur du cléricalisme. Ainsi, en 2007, Nicolas Sarkozy a estimé, d'une part, que « *C'est par le baptême de Clovis que la France est devenue Fille aînée de l'Église* » et que « *Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur [...]* ». Quant à lui, Emmanuel Macron a accepté, en juin 2018, l'« [...] invitation [du Vatican] car elle appartient à une tradition de concorde et d'amitié entre la France et le Vatican à laquelle [il est] attaché » et qu'il entend « approfondir ».

Symboliquement, il s'agit de la survivance du régime monarchique dans la fonction présidentielle. Elle n'est pas la seule. Huit autres dignités ecclésiastiques sont conférées au Président de la République française : proto-chanoine



de l'ancienne cathédrale d'Embrun (**Louis XI**) ; proto-chanoine de Notre-Dame de Cléry (**Louis XI**) ; chanoine honoraire de la cathédrale Saint-Jean-Baptiste et Saint-Jean-de-Maurienne (**François Ier**) ; premier chanoine honoraire de l'église Saint-Hilaire du Poitou (**François Ier**) ; premier chanoine honoraire de l'église Saint-Martin de Tours (**Louis XIII**) ; premier chanoine honoraire héréditaire de la cathédrale Saint-Maurice d'Angers ; premier chanoine honoraire héréditaire de la cathédrale Saint-Julien du Mans ; premier chanoine honoraire héréditaire de la cathédrale Saint-Étienne de Châlons-en-Champagne.

Le Président de la République française est également coprince d'Andorre conjointement et solidairement avec l'évêque d'Urgell, alors même que les révolutionnaires français ont dénoncé ce principat en 1793, à la suite de la mort du roi.

*La Fédération nationale de la Libre Pensée est favorable, par principe, à la renonciation au titre de chanoine de Latran conféré au Président de la République mais aussi à toutes les autres qualités ecclésiastiques qu'il détient en raison de la survivance d'éléments monarchiques dans sa fonction. Pour atteindre ce but, en l'état du droit, il faut obtenir le vote en termes identiques par l'Assemblée nationale et le Sénat d'un projet de loi du Président de la République ayant reçu l'accord du Premier ministre ou d'une proposition de loi constitutionnelle d'origine parlementaire, puis sa ratification par référendum, conformément à l'article 89 de la Constitution du 4 octobre 1958, sauf si le Président soumet un projet de loi constitutionnelle au Congrès, à charge pour celui-ci de l'adopter à une majorité des trois cinquièmes. Il s'agirait de compléter l'article 5.*



*La question se pose néanmoins de savoir si une telle démarche est politiquement pertinente et compatible avec la volonté d'en finir avec les institutions de la Ve République.*



## **Interdiction du financement public pour la construction d'édifices religieux et des activités culturelles**

L'article 2 de la **loi du 9 décembre 1905** interdit d'accorder des subventions aux cultes. Cela vaut naturellement pour les aides publiques qui pourraient être consenties à des associations culturelles ou, en vertu de la **loi du 2 janvier 1907**, à des associations de droit commun ayant un objet en partie culturel en vue d'édifier un lieu de culte ou de poursuivre une activité religieuse. Seule est donnée aux collectivités territoriales concernées la faculté de prendre en charge les dépenses d'entretien et de conservation les édifices culturels leur appartenant, conformément à l'article 13 de la loi : « *L'État, les départements, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale pourront engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur est reconnue par la présente loi.* » Par ailleurs, le dernier alinéa de l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905, introduit par la loi du 25 décembre 1942 du **Régime de Vichy**, dispose que « *Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux édifices affectés au culte public, qu'ils soient ou non classés monuments historiques.* » Cette disposition serait à abroger.

Les violations de cette interdiction de principe posée par la loi sont fréquentes et la Libre Pensée s'emploie à les faire sanctionner par le juge administratif.

En matière immobilière, si la Libre Pensée a fait annuler

dans le passé des délibérations autorisant des maires à consentir par bail emphytéotique administratif la jouissance du terrain d'assiette de lieux de culte à édifier, assortie de droits réels immobiliers, pour une longue période et un prix inférieur à celui du marché, néanmoins, le Conseil d'État a mis un terme à ces succès par un arrêt du 19 juillet 2011 (15) ainsi motivé : « *l'article L. 1311-2 du Code général des collectivités territoriales, dont la portée exacte sur ce point a été explicitée par l'ordonnance du 21 avril 2006, a ouvert aux collectivités territoriales la faculté, dans le respect du principe de neutralité à l'égard des cultes et du principe d'égalité, d'autoriser un organisme qui entend construire un édifice du culte ouvert au public à occuper pour une longue durée une dépendance de leur domaine privé ou de leur domaine public, dans le cadre d'un bail emphytéotique administratif [...] avec pour contreparties, d'une part, le versement par l'emphytéote d'une redevance qui, eu égard à la nature du contrat et au fait que son titulaire n'exerce aucune activité à but lucratif, ne dépasse pas, en principe, un montant modique, d'autre part, l'incorporation dans leur patrimoine, à l'expiration du bail, de l'édifice construit [...]* ».

Or, il ne ressort pas de l'article L. 1311-2 du Code général des collectivités territoriales que le législateur aurait entendu déroger à la loi de 1905, ni au principe selon lequel toute occupation temporaire du domaine public donne lieu au paiement d'une juste redevance ou toute concession de la jouissance d'un bien du domaine privé à celui d'un loyer normal de la part de l'occupant (16), l'incorporation dans le domaine de la commune de l'édifice cultuel en fin de bail constituant, au surplus, une charge plutôt qu'une rétribution pour la collectivité, compte tenu des travaux à réaliser pour, dans le meilleur des cas, l'adapter à un usage civil ou, dans le pire, le détruire. Le Conseil a tout simplement autorisé les communes à supporter le coût du foncier des édifices cultuels à construire. L'esprit

du Concordat était bien de retour en 2011.

De même, dans un arrêt du 17 février 2016, le Conseil d'État a jugé régulière la subvention versée par une région pour financer des travaux de restauration d'un édifice cultuel situé à l'étranger, alors même que, de surcroît, la convention de coopération décentralisée était signée, non seulement avec les « *autorités locales étrangères* », c'est-à-dire publiques, mais avec une tierce partie de droit privé, l'association diocésaine, ce qui semble exclu par l'article L. 1115-1 du Code général des collectivités territoriales. Le Conseil a indiqué, d'une part, que « [si le législateur] a prévu qu'elles devaient [les collectivités territoriales], à cette fin, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères précisant l'objet des actions envisagées et le montant prévisionnel des engagements financiers et s'il a exclu qu'elles puissent, sauf pour créer un groupement européen de coopération territoriale, contracter avec un État étranger, aucune disposition ni aucun principe n'interdisent qu'une convention de coopération conclue avec une autorité locale étrangère soit également signée par d'autres personnes, françaises ou étrangères, de droit public ou de droit privé, y compris par la ou les personnes qui seront chargées de la réalisation du projet qui fait l'objet de l'accord » (17), d'autre part, dans l'analyse de son arrêt que : « Si l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État dispose que la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte, ces dispositions ne font pas obstacle à ce qu'une telle action de coopération, qui ne peut être regardée comme ayant pour objet de salarier ou de subventionner un culte, soit menée. » On ne saurait être plus clair.

De manière plus nette, la Libre Pensée a permis de faire sanctionner par le juge administratif, à plusieurs reprises, des financements illicites d'activités cultuelles. Ainsi, le 13 février 2013 (18), le Conseil d'État a confirmé les déci-

sions des 24 décembre 2009 et 21 décembre 2010 par lesquelles le Tribunal administratif de Limoges et la Cour administrative d'appel de Bordeaux avaient, d'une part, annulé les délibérations du conseil de l'assemblée délibérante de l'ancienne région Limousin ayant attribué des subventions publiques (19) aux comités organisateurs des Ostensions limousines - des processions ayant lieu tous les sept ans aux fins de vénérer les saints, notamment **Martial**, à l'origine du « *Miracle des ardents* » pour avoir intercédé avec succès auprès de Dieu aux fins d'enrayer une épidémie d'ergot de seigle ayant décimé la population autour de l'an mil -, d'autre part, ordonné à cette collectivité de procéder à la répétition de l'indu auprès des attributaires. De même, autre exemple, le Tribunal administratif de Lyon, contre les conclusions du rapporteur public qui préconisait d'appliquer au cas d'espèce le point de vue dégagé par le Conseil durant l'été 2011 et faisait valoir que l'intérêt public local résidait dans la stimulation des activités touristiques, a annulé en novembre 2011, les délibérations par lesquelles la ville de Lyon et le département du Rhône avaient respectivement consenti des subventions s'élevant à 48 000 et 50 000 euros en faveur de la Fondation pour le protestantisme français qui a organisé une conférence des Églises européennes en juillet 2009. Comme les juridictions administratives l'avaient été dans l'affaire du financement public des Ostensions limousines, le tribunal administratif de Lyon a été parfaitement clair : « [...] *alors même que cette manifestation présenterait un intérêt public local du fait de l'augmentation de la fréquentation touristique et du rayonnement culturel de la ville de Lyon, [...] les subventions litigieuses ont été accordées pour l'exercice d'un culte* ».

**Dans ces conditions, la Fédération nationale de la Libre Pensée considère que l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 se suffit à lui-même. Toutefois, deux évolutions législatives sont souhaitables.**

**D'une part, il faudrait rétablir la rédaction de l'article 19 de la loi du 9 décembre 1905 antérieure au 25 décembre 1942. D'autre part, compte tenu de la décision du Conseil d'État commune de Montreuil du 19 juillet 2011, une modification de l'article L. 1311-2 du Code général des collectivités territoriales pourrait être envisagée. Il s'agirait d'y préciser que tout bail emphytéotique administratif donnant la jouissance d'un terrain à une association en vue d'y élever un lieu de culte doit comporter pour contrepartie un loyer dont le montant est conforme à l'état du marché.**

**Dominique Goussot**

### **Notes :**

**1-** « Nul ne doit être inquiété pour ses opinions, même religieuses, pourvu que leur manifestation ne trouble pas l'ordre public établi par la Loi. »

**2-** Les aumôneries militaires relèvent d'une loi spéciale de 1880.

**3-** « La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale. Elle assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion [...] »

**4-** CE, 6 juin 2001, archevêque de Strasbourg, n° 224053, 224138, 224255 et 224326

**5-** TA Guyane, Collectivité territoriale de Guyane, n° 15-00357.

**6-** Les classes de l'enseignement privé sous contrat simple sont très peu nombreuses.

**7-** Cons. Cons., 2 juin 2017, Décision n° 2017-633 QPC

**8-** Voir Cass., 19 mars 2013, CPAM de Seine-Saint-Denis, n° 537.

**9-** Voir CE, 9 novembre 2016, Fédération départementale des libres penseurs de Seine-et-Marne, n° 395122 et CE, 9 novembre 2016, Fédération de la Libre Pensée de Vendée, n° 395223.

**10-** Ils représentent la moitié environ de l'offre d'enseignement agricole.

**11-** Conseil d'État, 3 mai 2000, avis demoiselle Marteau.

**12-** Voir Cass., 19 mars 2013, CPAM de Seine-Saint-Denis, n° 537.



**13-** Voir CE, 9 novembre 2016, Fédération départementale des libres penseurs de Seine-et-Marne, n° 395122 et CE, 9 novembre 2016, Fédération de la Libre Pensée de Vendée, n° 395223.

**14-** Voir TA Grenoble, 24 novembre 2016, Fédération de Haute-Savoie de la Libre Pensée c/ Commune de Publier et TA Rennes, 30 avril 2015, Fédération morbihannaise de la Libre Pensée c/ Commune de Ploërmel, n° 12-03099 et TA Rennes, 30 avril 2015, X et Y, n° 12-04355 et 12-04356.

**15-** CE, 19 juillet 2011, Mme V. c/ Commune de Montreuil-sous-Bois, n° 320796.

**16-** À l'initiative de la Fédération de l'Ardèche de la Libre Pensée, convaincu comme elle qu'un tel dispositif était contraire à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, le Tribunal administratif de Lyon, dans un jugement antérieur du 15 mai 2008, confirmé par un arrêt de la cour administrative d'appel de Lyon du 16 février 2010, avait annulé une délibération de 2006 par laquelle le conseil municipal de la commune de Tournon-sur-Rhône avait autorisé le Maire à conclure avec une association musulmane un bail emphytéotique donnant à cette dernière, moyennant une redevance annuelle d'un euro symbolique, des droits réels immobiliers sur un terrain de la ville aux fins d'y édifier un lieu de culte. Finalement, la ville a vendu ce terrain à l'association pour 65 000 euros.

**17-** Voir CE, 17 février 2016, Région Rhône-Alpes, n° 368342.

**18-** Voir CE, 13 février 2013, Grande confrérie de Saint-Martial et al., n° 347049.

**19-** 42 000 euros, somme à laquelle s'ajoutaient les subventions du département de la Haute-Vienne (20 000 euros) et des communes concernées (de 2 000 à 20 000 euros) dont la restitution a été ordonnée en première instance et en appel, par des décisions devenues définitives.

# De la crèche au képi

La saison d'hiver veut cela : c'est le retour de la campagne médiatique sur les crèches dans les bâtiments officiels de la République. Il est à noter que cette année seule l'extrême-droite catholique attaque la Libre Pensée (**Boulevard Voltaire**, **Présent**, **Valeurs actuelles**, **RCF**) à partir d'un article informatif du **Figaro**.



Même un crèche en choucroute, sil elle représente une scène de la nativité est un symbole religieux qui n'a pas sa place dans les bâtiments de la République

En 2014, ils étaient pourtant nombreux à le faire : **Xavier Bertrand**, **Robert Ménard** (déjà), **Philippe de Villiers** (toujours), **Christine Boutin**, **Nadine Morano** (jamais en retard d'une absurdité), mais aussi **Julien Dray**, **Manuel Valls**, **Jean Glavany** et **Jean-Christophe Cambadélis**. Certains semblent s'être

ravisés. La bataille juridique de la Libre Pensée est passée par là, et cette route de liberté est pavée de cercueils politiques.

### *La laïcité pour l'armée ?*

La **Fédération nationale de la Libre Pensée** a été auditionnée, il y a déjà plusieurs mois, par rapport à la confection d'un « *Livret Laïcité* » pour les forces armées. C'est bien volontiers et quelque peu intrigués que nous avons répondu positivement. L'entretien fut courtois, instructif et intéressant.

Lundi 9 décembre 2019 (la date est symbolique), la Fédération nationale de la Libre Pensée était invitée par le Ministère de la Défense à la présentation officielle de ce Livret. Nous nous y sommes rendus. La présence d'une association, connue pour son antimilitarisme, n'a pas semblé poser de problème apparent. Sans doute, notre « *expertise* » en matière de recours juridique sur les atteintes à la laïcité y était pour beaucoup.

Nous avons étudié avec attention ce Livret qui est fort intéressant et qui montre des avancées réelles en matière de compréhension de la laïcité. Dans une institution marquée du sceau du « *sabre et du goupillon* », le chantier est en effet immense pour faire avancer la notion de liberté de conscience. Pour déterminer la séparation entre sphère publique et sphère privée, nous y avons même trouvé une excellente définition : « *le principe de laïcité ne concerne que l'espace public institutionnel des administrations* ». Nous reprendrons volontiers cette définition, si l'on nous le permet.

### *La question des aumôneries*

L'une des affirmations discutables est que, pratiquant un service d'aumôneries institutionnalisées, l'armée a une bonne pratique de la laïcité ! Rappelons que la loi de 1905

prévoit dans son article 2 que pour les établissements où il est impossible de sortir en dehors des enceintes pour exercer son culte (prisons, hôpitaux, internats, etc.), le respect de la liberté de conscience impose la possibilité de l'exercice du culte à l'intérieur de ces établissements. Rien de plus normal. Sinon, la loi de 1905 ne serait pas une loi laïque, mais athée.

Autre chose en est du financement public des aumôneries. Les libres penseurs s'y sont opposés lors du débat de la loi, et c'est par un renversement d'alliance que cette notion de financement public fut décidée. L'existence d'une possibilité de culte au sein d'établissements publics n'imposait pas du tout que les fonds publics la financent, conformément au principe républicain et égalitaire qui énonce que : « *qui veut l'exercice du culte, le paie* ».

Le *Livret* fait une citation très intéressante de la loi du 8 juillet 1880. Son article 2 stipule : « *Il sera attaché des ministres des différents cultes aux camps, forts détachés et aux garnisons placées hors de l'enceinte des villes, contenant un rassemblement de deux milles hommes au moins et éloignés des églises paroissiales et des temples de **plus de trois kilomètres**, ainsi qu'aux hôpitaux et pénitenciers militaires* ».

Ce qui veut dire que si des services du culte existent à moins de trois kilomètres, la présence d'aumôneries spécifique à ces cultes n'est pas nécessaire au sein de l'administration « *armées* ». Récemment, la Libre Pensée s'est prononcée pour la suppression totale des aumôneries au sein des internats et collèges, arguant que les mœurs ayant changé et étant plus libérales, les élèves pouvaient sortir comme ils le voulaient pour exercer leur culte. Et qu'il n'y avait donc plus lieu de maintenir des aumôneries dans les établissements scolaires publics.

Ce décret « militaire » donne totalement raison à la Libre Pensée. Si les « pensionnaires » ont un lieu de culte proche de leur établissement, il n'est pas besoin d'autori-

ser des aumôneries dans les établissements publics. Nous nous en servirons bientôt. Avec toutefois un sourire aux lèvres, puisque la Libre Pensée s'est toujours opposée au *rapprochement Armée/École*, mais là il y a une chose à tenter visiblement.

Une dernière chose, toujours dans ce registre, il y a 209 aumôniers militaires d'active, 66 dans la réserve opérationnelle et 83 dans la réserve citoyenne. Pourquoi existent-ils encore dans la réserve citoyenne, alors que les « réservistes » sont libres d'aller où ils veulent pour pratiquer leur culte ?

### *Jeu de mots ou jeux de dupes ?*

Bien entendu, on y trouve aussi le savant mélange entre « *ne pas reconnaître tout en connaissant* » les religions. Nous rappellerons que le terme « *reconnaître* » est un terme juridique qui veut dire qu'on ouvre des droits. Quand des parents « *reconnaissent* » un enfant, ils l'adoptent pour leur et lui ouvre des droits. Ce qui n'a rien à voir avec connaître ou ne pas connaître, qui est de l'ordre du relationnel et du savoir. Si la République « *reconnaît* » des religions, elle leur ouvre des droits. C'est donc l'inverse de la Séparation des Églises et de l'État.

Une question curieuse est posée, de manière certes pédagogique, mais curieuse quand même : « *Les Français sont-ils majoritairement athées ?* » Que les athées soient majoritaires ou minoritaires, en quoi cela impacte-t-il le caractère laïque des institutions ? Un principe est valable par lui-même et non en fonction du nombre de gens auquel il s'applique.

### *La question de la pratique religieuse dans les armées*

Formellement, la question est simple. Le *Code de la Défense* indique clairement : « *Les opinions ou croyances,*



*notamment philosophiques, religieuses ou politiques, sont libres. Elles ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire.* » (Article L.4121-2)

Donc, en toute logique, il ne peut y avoir de cérémonies religieuses dans le temps du service et sous l'autorité de la hiérarchie militaire. Or, de telles cérémonies cultuelles existent, notamment pour fêter le saint-Patron ou la sainte-Patronne d'un régiment ou d'un corps militaire (Gendarmerie ou parachutistes). Ces cérémonies sont aussi organisées par la hiérarchie militaire. Cela porte une atteinte à la laïcité de l'institution « *Armée* ».

La Libre Pensée a demandé à toutes ses Fédérations départementales d'écrire aux commandements de gendarmerie de leurs départements pour leur demander de ne pas enfreindre la laïcité institutionnelle par la réalisation de fêtes officielles pour la *sainte-Geneviève*. C'est le premier acte d'une démarche juridique qui conduira, en cas de refus, à saisir les tribunaux administratifs.

Il y aurait pourtant des moyens faciles pour régler ce problème de laïcité : que les messes ne soient pas appelées par la Hiérarchie militaire (elle peut, dans un univers clos, en faire l'information) et que les militaires et gendarmes soient pleinement libres d'y aller ou pas (sans rétorsion indirecte sur leur carrière) et aussi sans y être en uniforme d'apparat.

Si un Préfet participe à une messe en tenue officielle et communie, il viole la laïcité. S'il y va en quidam en privé, c'est l'exercice de sa liberté de conscience. Dans le cas d'un militaire, c'est son uniforme qui le distingue. S'il vient à la messe avec ses médailles militaires, elles lui appartiennent personnellement, il n'y a donc aucun problème. S'il vient avec la Fourragère de son Régiment et en tenue d'apparat, il engage son corps d'armée dans une cérémonie religieuse.

La solution serait donc que les militaires y viennent soit en costume civil, soit en tenue militaire lambda sans engager leur régiment. Que dirait-on si la hiérarchie militaire appelait les soldats à participer en uniforme à une réunion politique ? Cela serait violer la neutralité proclamée de l'armée.

De même, le *Livret* du ministère de la Défense indique qu'il est une tradition dans la **Légion étrangère** de faire un concours de crèches de Noël en fin d'année. Si c'est la hiérarchie de la Légion qui l'organise, c'est une violation de la laïcité. Si ce sont les Légionnaires eux-mêmes, par le biais d'associations, de cercles et/ou des aumôneries militaires, et si les légionnaires sont libres de le faire ou pas sans contrainte, alors il n'y a plus d'atteinte à la laïcité.

En résumé, ce *Livret Laïcité des Armées* est un pas en avant certain, mais comme toujours à l'armée : En avant, marche ! Il en reste encore à faire pour avancer.

**Christian Eyschen**

**Livret de la laïcité à l'armée :**

<https://www.defense.gouv.fr/actualites/articles/laicite-militaire-un-objectif-de-liberte-une-exigence-d-egalite-et-un-projet-de-fraternite>

# La Laïcité Aux Armées

Le 9 décembre 2019, à l'occasion du 114<sup>e</sup> anniversaire de la loi concernant la Séparation des Églises et de l'État, le ministère des Armées a publié la seconde version, entièrement revue, d'un opuscule intitulé *Expliquer la laïcité française : une pédagogie par l'exemple de la « laïcité militaire »*, sur lequel la **Fédération nationale de la Libre Pensée** (FNLPP) avait été consultée il y a maintenant de longs mois. Dans sa préface, la ministre, Mme **Florence Parly**, donne cette définition de la laïcité, que les libres penseurs peuvent partager : *« C'est être libre de ses convictions, libre de les exprimer sans crainte sous le regard neutre et protecteur de la République. C'est une égalité de traitement entre croyants et non-croyants, mais aussi un devoir pour les pouvoirs publics de permettre à chacun de vivre paisiblement sa foi. »* Elle vante aussi les mérites de l'aumônerie militaire qui comprend 360 ministres du culte (catholiques, protestants, israélites, musulmans) payés par l'État.

Produit paradoxalement par une institution au sein de laquelle les religions, singulièrement le culte catholique, conservent une influence au sein de la hiérarchie militaire, ce guide particulièrement bien fait constitue une exception dans les administrations de l'État qui n'ont pas encore abordé cette question avec la même détermination que le ministère des Armées, alors même que le débat public, puissamment alimenté par le carburant de l'hostilité à l'Islam, s'emballe. Avec d'autres objectifs, seule l'**Association des Maires de France** (AMF) a commis un ouvrage de cette nature et de cette qualité dans la sphère des collectivités publiques.

Cet opuscule appelle trois remarques ayant trait à l'histoire de l'affirmation de l'idéal laïque et aux débats préparatoires au vote de la loi du 9 décembre 1905, aux relations entre l'État et les cultes et aux aumôneries, mi-

litaires ou autres.

*Sur l'affirmation de l'idéal laïque  
et les débats préparatoires au vote  
de la loi du 9 décembre 1905*

À juste titre, le guide replace le vote de la loi du 9 décembre 1905 dans un long processus historique tendant à la mise à distance progressive, en France, de l'État et des cultes, et notamment du culte catholique. Il fixe comme étape emblématique l'entrée en vigueur de l'Édit de Nantes de 1598, par lequel le roi de France **Henri IV** reconnaît aux protestants le droit de pratiquer le culte réformé, dans des conditions toutefois moins favorables que celles consenties aux catholiques. En réalité, ce processus remonte à l'initiative de **Philippe IV Le Bel** d'envoyer, en 1303, **Guillaume de Nogaret** rappeler assez fermement au pape **Boniface VIII**, en résidence à Agnani et menacé de destitution par un concile convoqué par le roi, que le temporel est indépendant du spirituel et le royaume de France non soumis à Rome. *Le Concordat de Bologne* de 1516 conclu par **François Ier** et le *Saint-Siège* participe également de l'affirmation de la version gallicane du culte catholique, qui contient l'emprise de Rome sur la monarchie française. Au surplus, François Ier n'hésite pas à nouer des alliances avec les Ottomans contre le Saint-Empire de même que le « *Très chrétien* » **Louis XIII** et le cardinal de **Richelieu**, en déclarant la guerre à l'Espagne le 17 mai 1635, soutiennent les princes protestants pendant la Guerre de Trente ans, à laquelle ils impriment un cours nouveau au détriment des **Habsbourg** catholiques.

Par ailleurs, lorsqu'il évoque la *Révolution française* pour souligner le puissant mouvement de sécularisation de la société qu'elle impulse (état-civil, mariage civil, égalité d'accès aux charges publiques, reconnaissance de la qualité de citoyens aux Juifs), le guide omet de rappeler que



NOVEMBRE 2017



la première suppression du budget des cultes date de 1794 et gouverne la Première République jusqu'en 1801, année de signature du Concordat avec le Saint-Siège. Par conséquent, même si l'intention du Premier Consul **Bonaparte** est de soumettre l'Église à l'État sur un mode autoritaire, ce traité non seulement piétine le principe de liberté qui anime l'idéal laïque, mais accorde également des moyens d'influence à l'Église, et plus largement aux autres cultes reconnus par la *loi du 18 germinal an X* (8 avril 1802) et les articles organiques.



Enfin, les débats préparatoires au vote de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État ne mettent pas seulement aux prises, dans le camp républicain, d'un côté, **Émile Combes**, partisan de maintenir le Concordat de 1801 pour mettre l'Église catholique au pas, de l'autre, **Aristide Briand** et **Jean Jaurès**, attachés à promouvoir un texte de liberté. Resté minoritaire, un troisième courant, celui de **Maurice Alard**, envisage une séparation autoritaire (interdiction du port de la soutane en public ; confiscation des lieux de culte ; remplacement des jours fériés religieux par d'autres fêtes), tendant à instaurer un État antireligieux.

### *Les relations entre l'État et les cultes*

À juste titre, le guide répond par la négative à la question suivante : « *La République française reconnaît-elle les religions ?* » Il rappelle que **Victor Hugo**, dans son célèbre discours prononcé, le 15 janvier 1850, contre le projet de loi *Falloux* devant l'Assemblée Nationale législative, définit de façon tranchante la séparation de l'État et des cultes, conçue comme l'indépendance de deux sphères, l'une publique et l'autre privée : « *L'Église chez elle et l'État chez lui* »(1).

Néanmoins, le guide atténue la portée de ce principe : « *Ce principe général d'indépendance des deux sphères, politique et religieuse, ne signifie nullement l'absence de relations ; ne serait-ce que dans les régions concordataires (Alsace-Moselle et dans certaines collectivités des Outre-Mer) et dans les établissements publics dits « fermés » où sont financés des services d'aumônerie (art. 2, loi de 1905 pour les écoles, les hôpitaux et les prisons et loi de 1880 pour l'armée).* » Or, est discutable la compatibilité ainsi implicitement présumée de la Séparation des Églises et l'État et du Concordat ratifié le 8 avril 1802 et maintenu dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (2), ainsi que des dispositions législatives et réglementaires spéciales applicables aux col-

lectivités d'outre-mer. La cohabitation de régimes juridiques différents applicables aux cultes constitue au contraire une entorse très grave à la laïcité de l'État.

Certes, le *Conseil constitutionnel*, dans sa décision n°2012-297 QPC du 21 février 2013, a considéré que l'existence d'un régime de cultes reconnus en Alsace-Moselle est compatible avec, d'une part, l'article 10 de la ***Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen*** du 26 août 1789, d'autre part, le principe de laïcité énoncé à l'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958, dont les termes sont repris de l'article 1er de celle du 27 octobre 1946. Néanmoins, il tire cette conclusion en avançant un seul et fragile argument : au stade de leurs travaux préparatoires, les auteurs des constitutions de 1946 (Assemblée constituante) et de 1958 (comité consultatif constitutionnel) n'ont pas expressément dit que le maintien en vigueur du *Concordat* de 1801 jusqu'en 1944, par les lois du 17 octobre 1919 (article 3) et 1er juin 1924 (article 7-13°), ainsi que l'ordonnance du 15 septembre 1944, serait contraire au principe de laïcité, dont la définition reste d'ailleurs toujours difficile à cerner. Il a élargi cette conclusion aux régimes des cultes découlant de dispositions législatives ou réglementaires spéciales (ordonnance royale du 27 août 1828 pour la Guyane ; *décrets-lois Mandel* des 16 janvier et 6 décembre 1939 pour la Polynésie française, Wallis & Futuna, Saint-Pierre-et-Miquelon, les Terres australes et antarctiques françaises, la Nouvelle-Calédonie et Mayotte).

Il ne suit pas de cela que les régimes des cultes dérogatoires à la loi du 9 décembre 1905 seraient une forme acceptable de relations institutionnelles nouées entre l'État et l'Église. Bien au contraire, ils constituent une exception de nature à fragiliser la laïcité, fondée en France sur l'existence de deux sphères distinctes, l'une publique, l'autre privée, sans lesquelles la liberté de conscience ne peut être complètement garantie. D'ailleurs, l'antinomie est manifeste entre un système de cultes reconnus dans

trois départements (pas tous d'ailleurs) et un texte dont l'article 2 dispose que « *La République ne salarie, ne subventionne ni ne reconnaît aucun culte.* »

Par ailleurs, le guide évoque deux points nuanciant le caractère absolu de la distinction de la sphère publique, dans laquelle l'impartialité doit être rigoureuse, et la sphère privée, dans laquelle la liberté la plus large doit prévaloir.

D'une part, il relève à juste titre que les usagers du service public, y compris les accompagnatrices de sorties scolaires, auxquelles le *Conseil d'État* a dénié la qualité de collaboratrices occasionnelles du service public dans un avis de 2013, ne sont assujettis à aucune obligation d'impartialité à la différence des agents assurant l'exécution du service public.

D'autre part, il note que les salariés disposent de leur pleine liberté de conscience sous réserve des restrictions qui peuvent y être apportées par le règlement intérieur des entreprises, selon les modalités prévues par l'article L. 1321-2-1 du *Code du travail* issu de la loi du 8 août 2016. À cet égard, il importe de noter que le législateur de 2016 a porté une atteinte importante à la liberté de conscience des salariés en permettant aux entreprises de la restreindre, non pas au cas par cas et de façon proportionnée comme auparavant, mais de manière générale. Il appartiendra au juge de concilier ces nouvelles dispositions avec celles, inchangées, de l'article L. 1121-1 du *Code du travail*, nettement plus libérales et conformes à la Séparation : « *Nul ne peut apporter aux droits des personnes et aux libertés individuelles et collectives de restrictions qui ne seraient pas justifiées par la nature de la tâche à accomplir ni proportionnées au but recherché.* »

Enfin, alors qu'il rappelle les termes de la loi du 15 mars 2004 interdisant le port de signes religieux « *ostensibles* » (3) dans les établissements publics d'enseigne-

ment des Premier et Second degrés, le guide n'évoque pas - sinon de manière furtive et indirecte en comparant à cet égard les situations française et américaine - la brèche la plus importante dans le régime de séparation de l'État et des cultes, à savoir la prise en charge par les collectivités publiques d'une part déterminante des frais supportés par les classes de l'enseignement catholique sous contrat d'association avec l'État. Si les établissements privés ne sont pas des lieux de culte, il n'en demeure pas moins que leur « *caractère propre* » contribue à l'influence du catholicisme romain sur plus de deux millions d'élèves, moyennant un coût de l'ordre de plus de douze milliards d'euros pour l'État et les collectivités territoriales. Il paraît manifeste que les articles L. 442-1 à L. 442-21 du *Code de l'éducation*, issus de la loi Debré du 31 décembre 1959, contournent, au moins dans son esprit sinon sa lettre, l'interdiction du financement public des cultes posée par l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905.

### *Sur les aumôneries*

Le chapitre sur les aumôneries militaires est à la fois problématique et précieux. Problématique parce qu'il paraît difficile de voir en elle « *une expression de la laïcité au sein de l'institution de défense* ». Il s'agit seulement d'une dérogation à l'obligation d'impartialité qui pèse sur cette institution et ses personnels. Le principe premier est celui énoncé à l'article L. 4121-2 du *Code de la défense* : « *Les opinions ou croyances, notamment philosophiques, religieuses ou politiques, sont libres. Elles ne peuvent cependant être exprimées qu'en dehors du service et avec la réserve exigée par l'état militaire. Cette règle s'applique à tous les moyens d'expression. Elle ne fait pas obstacle au libre exercice des cultes dans les enceintes militaires et à bord des bâtiments de la flotte.* » (4) Or, le guide ne cite pas ce texte en début de chapitre, où il trouverait mieux sa place qu'à la fin.

La loi du 8 juillet 1880, qu'il est difficile de regarder



comme s'inscrivant « *dans un contexte d'acculturation républicaine des armées* » (5), institue une aumônerie militaire afin de garantir la liberté de conscience. Elle préfigure donc la dérogation en faveur des personnes privées d'une complète liberté de mouvement prévue à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État : « *La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons.* »

Toutefois ce chapitre est également précieux en ce qu'il insiste de façon pertinente sur le bien-fondé des aumôneries en général et de l'aumônerie militaire en particulier, sans préjudice de la question de leur financement public (6) : il s'agit de surmonter la restriction de la liberté de culte qui résulterait sans elles de la présence de personnes dans des lieux fermés. Or, dans le domaine scolaire (7), la juste conception énoncée dans le guide de la dérogation aux modalités de la Séparation des Églises et de l'État ne prévaut plus. Une extension abusive des possibilités de créer des aumôneries dans les collèges et les lycées est née à la suite de l'entrée en vigueur du décret en Conseil d'État du 22 avril 1960, publié dans la foulée de la loi du 31 décembre 1959 sur les rapports entre l'État et les établissements d'enseignement privés.

Aujourd'hui codifié à l'article R. 141-4 du *Code de l'éducation*, ce texte offre aux parents d'enfants scolarisés en qualité d'externes ou de demi-pensionnaires dans un établissement public d'enseignement du second degré la faculté de demander l'ouverture d'une aumônerie dont les



frais leur incombent (8) : « *Les lycées, collèges, et généralement tous établissements publics d'enseignement du niveau du Second degré ne recevant pas d'internes et non encore pourvus d'un service d'aumônerie peuvent en être dotés, à la demande de parents d'élèves. La décision est prise par le recteur dans des conditions et selon des procédures déterminées par arrêté du ministre chargé de l'éducation. Si la sécurité ou la santé des élèves le justifie, le recteur peut, après avis du chef d'établissement, autoriser les aumôniers à donner l'enseignement religieux à l'intérieur des établissements.* ». La circulaire du ministre de l'Éducation nationale n° 88-112 du 22 avril 1988 a interprété de façon très libérale ces dispositions, de manière à favoriser la présence du culte catholique dans l'enseignement public. Au plan de la procédure, si l'avis du Conseil d'administration de l'établissement doit être recueilli, le recteur d'académie ou les fonctionnaires ayant reçu délégation de signature de sa part ne sont pas tenus par cet avis.

Ainsi, les aumôneries militaires instituées en application de la loi du 8 juillet 1880 paraissent paradoxalement plus conformes à l'article 2 de la loi du 9 décembre 1905, que celles ouvertes dans les établissements de l'Enseignement public du Second degré en application de l'article R. 141-4 du Code l'éducation. Au surplus, l'article 2 de la loi du 8 juillet 1880 fixe deux critères pour la création d'aumôneries militaires - un effectif de deux mille hommes regroupés dans des casernements et un éloignement des troupes de plus de trois kilomètres des lieux de culte - que le Gouvernement s'honorerait d'appliquer en milieu scolaire, d'autant que les conditions d'internat ne sont plus celles du passé (9).

En définitive, l'initiative du ministère des Armées va dans le bon sens et mériterait d'être étendue dans toutes les administrations de l'État, tout particulièrement celles chargées de l'Éducation nationale (collèges et lycées), des affaires sociales et de la santé (hôpitaux) ainsi que des

services judiciaires (établissements pénitentiaires). Par ailleurs, les critères fixés par la loi du 8 juillet 1880, qui a inspiré le législateur de 1905, devraient être également retenus dans le domaine scolaire. Enfin, les aumôneries scolaires en faveur des élèves externes ou demi-pensionnaires devraient être interdites de même que le financement des services d'aumônerie devrait incomber aux fidèles, selon des modalités adaptées à chaque cas (établissements pénitentiaires).

## Dominique Goussot

### Notes :

1- Et non « L'État chez lui, l'Église chez elle », même si l'idée est exactement la même.

2- La loi du 2 août 2019 prévoit de faire disparaître les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin au profit de la future Collectivité européenne d'Alsace qui naîtra le 1er janvier 2021. Elle opère en sa faveur un transfert de compétences de l'État, essentiellement dans le domaine routier.

3- Ce texte, qui autorise le port de signes discrets, n'est pas applicable en Guyane, où les ministres du culte catholique sont payés par le département et les élèves fondés à arborer de grandes croix latines, mais l'est à Mayotte, où pratiquement toute la population est de confession musulmane.

4- Les chefs de corps devraient d'ailleurs faire respecter strictement ces dispositions qui sont souvent violées lorsque les unités sont appelées, au nom d'un exercice de cohésion, à fêter un « saint patron » ou une « sainte patronne » (exemple Geneviève dans la gendarmerie).

5- Tout au plus peut-on parler d'une action du pouvoir civil pour intégrer progressivement l'armée à la République, processus de longue haleine si l'on tient compte de la crise boulangiste (1889), de l'Affaire Dreyfus (1894-1906), de la nécessité où s'est trouvé le ministre de la Guerre André de constituer un fichier pour promouvoir le plus possible d'officiers républicains (1900-1904), voire de l'épisode de Vichy (1940-1944).

6- Dès l'origine, les libres penseurs étaient favorables à la création d'aumôneries dans les lieux fermés, mais hostiles à leur financement public, les frais en cause devant, selon eux, être supportés par les fi-

dèles.

7- Établissements publics du second degré seulement puisqu'est prévue pour les élèves de l'enseignement élémentaire une journée réservée à une éventuelle éducation religieuse en dehors du cadre scolaire, le jeudi puis, depuis 1972, le mercredi.

8- Les frais d'aumônerie des internats incombent à la collectivité publique.

9- « Il sera attaché des ministres des différents cultes aux camps, forts retranchés et aux garnisons placées hors de l'enceinte des villes, contenant un rassemblement de deux mille hommes au moins et éloignés des églises paroissiales et des temples de plus de trois kilomètres, ainsi qu'aux hôpitaux et pénitenciers militaires. »



l'uniforme de l'aumônier militaire  
pendant la 1<sup>ère</sup> guerre mondiale

# Pour débattre rationnellement de l'Islam

La **Libre Pensée** est d'abord une méthode rationnelle d'examen des choses, des faits et des idées. Elle n'a pas pour objet d'obéir à des effets de mode qui ne sont jamais désintéressés. **Victor Hugo** disait : « *Ce que la mode apporte, la mode le remporte toujours* ». Force est de constater que l'offensive contre les « musulmans » dans le monde n'est pas sans rapport avec la défense d'intérêts économiques, politiques, stratégiques de puissances dominantes qui ne font pas la guerre pour des idées, mais pour leurs propres intérêts de domination.

C'est ainsi qu'il a été avéré que tous les propos sur les armes de destruction massive « *détenues* » par le régime de **Saddam Hussein** étaient totalement faux, relevaient d'un mensonge d'État et qu'ils n'avaient servi qu'à conquérir des champs de pétrole, à exploitation moins onéreuse, pour les compagnies US, en premier lieu celle de la famille Bush. Et tout cela au nom de la lutte contre « *l'islamisme* » supposé du régime irakien de l'époque.

On ne peut s'extraire du fait social et politique pour émettre des jugements *ad vitam*, valables en tous temps et en tous lieux. Si, pour le libre penseur, toutes les religions se valent et doivent être combattues, les conditions de leur existence doivent faire l'objet d'un examen profond et différencié.

C'est ainsi que la Libre Pensée a toujours fait une distinction entre le polythéisme et le monothéisme, bien qu'elle combatte toute forme de religion. Analysant le fait que le polythéisme n'imposait aucune croyance, n'obligeait pas à

une obéissance, mais simplement au respect des dieux, que tous les dieux des vaincus étaient intégrés dans le Panthéon et qu'il fallait les respecter aussi ; il est clair, aux yeux des libres penseurs, que le polythéisme ignorait les guerres saintes, les croisades, le djihad, l'Inquisition et la conversion forcée.

C'est en ce sens que les libres penseurs, loin de considérer l'avènement du monothéisme comme un progrès ou un passage obligé, ont toujours estimé que celui-ci était une régression de la pensée. Toute la démarche du paganisme de tenter d'expliquer les choses par la volonté des dieux était alors remplacée par l'exigence de l'obéissance à la loi divine d'un seul dieu : « Crois et tais-toi ».

Il y a donc bien lieu d'établir des distinctions qui, si cela ne retire rien à la lutte contre toutes les religions, n'en impliquent pas moins des analyses différenciées pour être justes et valables.

## Retour sur l'histoire de l'Islam

L'Islam a régné sur le plus grand empire ayant jamais existé, puisque, pendant deux siècles, il rayonna sur trois continents. Du point de vue religieux, il n'est qu'une variante du christianisme : **l'arianisme**. C'est pourquoi il s'implanta si facilement au sein des terres de l'Empire d'Orient et d'Afrique du Nord. Il fut porteur d'un message d'égalité, à travers le pèlerinage à la Mecque, car tous pouvaient le faire, maîtres et humbles, tous pouvaient être *Hadj*.

Quand il se développe, les frontières sont fermées depuis 1 000 ans (depuis **Alexandre le Grand**). Elles vont s'ouvrir avec l'Islam, par le commerce. Les caravanes sont le vecteur de la propagation de l'Islam, les idées nouvelles accompagnent les marchandises. L'Islam apporte une certaine sécurité aux bédouins et aux marchands.

Assez rapidement, Bagdad, qui est le centre de la nouvelle



religion, devient le centre du Savoir et de la Culture. Le Savoir se développe pour résoudre les problèmes de cet Empire si vaste et si puissant. L'Islam devient l'athanor de la connaissance. On exhume les textes anciens, que l'on traduit, que l'on analyse et que l'on discute.

Il n'y a alors aucune contradiction entre le Savoir et la Foi. Les musulmans intègrent **Platon** et **Aristote**. L'arabe devient la langue de la Connaissance. En Europe même, où le christianisme étend sa nuit noire sur la connaissance, les érudits apprennent la langue qui véhicule la recherche. La *Renaissance* a incontestablement ses origines à Bagdad. L'Islam réexamine tout et passe le Savoir de l'époque à la dure école de la critique.

C'est le début de la recherche scientifique, la médecine connaît un nouveau développement et un nouvel essor. En découvrant le papier en Asie, et en l'utilisant massivement en lieu et place des parchemins, les musulmans vont contribuer à la diffusion des idées.

Le monde musulman du IX<sup>e</sup> au XI<sup>e</sup> siècle n'a rien de monolithique, il est si divers qu'il doit faire face à des tribus qui se réclament ou pas de l'Islam contre le pouvoir central. La majorité de la population de ce califat ne pratiquant pas l'Islam par ailleurs.

Ce sont les croisades sanglantes de l'Empire chrétien qui vont porter un coup important à ce développement de la civilisation en Orient. En 1099, la prise de Jérusalem par les Croisés, massacrant indistinctement musulmans et chrétiens d'Orient, va rester comme un traumatisme profond qui aggrandira le fossé entre le monde chrétien et le monde musulman. C'est le choc terroriste initial que les musulmans n'oublieront jamais.

Ce qui unit l'Empire islamiste, c'est le commerce, notamment du textile qui va devenir fondamental dans les échanges. Par un système de chèques avant l'heure, l'argent coule à flot sur la base de la confiance. Des places fi-

nancières vont se développer partout, l'argent ne voyage pas, mais il est partout. L'Islam irradie ainsi l'Europe chrétienne.

L'Empire islamique connaît ensuite un bouleversement majeur : les *Mongols* vont anéantir le continent islamique. Mais les vaincus, comme souvent, imprègnent de leur culture les vainqueurs. Les Mongols deviennent musulmans. En cassant le monopole des arabes sur l'Islam, ils l'ouvrent au monde et à l'expansion. C'est l'heure des turco-musulmans qui vont ouvrir une nouvelle page de l'Empire musulman.

Il est à noter aussi, et ce n'est pas rien dans le développement de l'Islam, qu'il n'est pas un laudateur de l'esclavage. Si celui-ci est pratiqué sur ses terres, il l'est en contradiction avec les textes dits « **saints** » : « *La piété [...] consiste aussi à partager son bien, en dépit même de l'attachement [qu'on lui porte], avec les proches, les orphelins, les nécessiteux et ceux de la route [...] et par la libération d'esclaves* ». (II, 177) ou « *Dieu a favorisé les uns par rapport aux autres en matière de richesse et de biens. Ceux qui ont été favorisés vont-ils jusqu'à partager leurs biens avec leurs esclaves de sorte qu'ils deviennent leurs égaux ?* » (XVI, 73). Ou encore « *Nous l'avons orienté vers les deux issues, mais il ne s'est pas engagé dans la voie ascendante. Qu'est-ce donc que cette voie du bon secours (du salut) ? C'est la libération d'un esclave (fkkû raqbatîn) ou le fait de nourrir, par un jour de vaches maigres, un proche orphelin ou un pauvre sans aucun moyen.* » (XC, 10 à 16)

Ce qui n'est pas le cas avec le christianisme. Le dénommé **Paul** disait : « *Que tous ceux qui sont sous le joug de la servitude regardent leurs maîtres comme dignes de tout honneur, afin que le nom de Dieu et la doctrine ne soient pas blasphémés.* » (1 Tim – 6, 1) « *Saint* » **Augustin** rajoutait : « *L'esclavage est étranger à la nature, mais il n'en est pas moins légitime, car il est le châtiment du pé-*

*ché originel* ». Plus proche de nous, le **pape Pie IX**, en 1866, indiquait : « *L'esclavage, en lui-même, n'est dans sa nature essentielle pas du tout contraire au droit naturel et divin, et il peut y avoir plusieurs raisons justes d'esclavage* ».

En de nombreux lieux, ce sont les musulmans qui libèrent les esclaves, ce qui explique le développement de l'Islam dans certaines couches sociales.

Ce cadre étant posé, on peut en déduire que l'Islam n'est pas une sous-religion par rapport aux autres monothéismes, ou une religion dévaluée. L'Islam inscrit ses pas dans les religions qui l'ont précédé et avec qui il cohabite plus ou moins bien.

## La question de la violence dans les textes de l'Islam

Notre revue **La Raison** a publié dans son numéro d'avril 2016, l'article suivant : « *Un ingénieur développeur américain a utilisé son logiciel d'analyse de textes sur l'Ancien Testament, le Nouveau, et le Coran. Selon ses résultats, la Bible est légèrement plus portée sur la destruction et le meurtre que le livre de l'Islam. Le Coran parle plus souvent de joie que la Bible, qui elle, parle davantage d'amour.* »

« *Le Coran est-il vraiment plus violent que la Bible ?* » Tout est parti de cette question, que **Tom Anderson**, un ingénieur développeur de New York s'est posée. En analysant la Bible complète et le Coran, grâce à son logiciel comparatif, l'ingénieur en données informatiques s'est rendu compte que le livre chrétien contenait davantage d'allusions au « *meurtre* » et à la « *destruction* » que son homologue coranique.

En janvier dernier, Tom Anderson a constaté que, dans les débats, les récents épisodes terroristes étaient souvent associés à un « *Islam fondamentaliste* », qui serait un

foyer de violences exploité par les extrémistes. Selon certains, le Coran encouragerait davantage les actes brutaux, comparé aux autres textes religieux. Or, « *pour comprendre une religion, il est tout à fait logique de commencer par examiner sa littérature* », pose l'ingénieur dans son étude.

Et cela tombe bien, Tom Anderson a conçu un logiciel d'analyse, *OdinText*, destiné à aider les chercheurs dans leur étude de documents. L'outil scanne froidement le contenu d'une œuvre et révèle des tendances dans le vocabulaire utilisé, en fonction de mots-clés choisis : le nombre de fois où le mot a été utilisé, ses synonymes, les termes liés au même champ lexical, ou encore sa proximité avec les autres vocables recherchés.

Sont donc passés sous l'œil mécanique du logiciel : ***l'Ancien-Testament*** (dont les cinq premiers livres sont communs à la ***Torah***, le livre sacré du judaïsme), ***le Nouveau-Testament*** (associé à l'Ancien, il constitue la ***Bible*** chrétienne) et enfin ***le Coran*** (le livre sacré de l'Islam). Pour comparer les trois livres, Tom Anderson a utilisé des repères autour des émotions : la joie, l'attente, la colère, le dégoût, la tristesse, la surprise, la peur/l'anxiété et la confiance/la croyance. *OdinText* a analysé 886 000 mots au total... le tout en deux minutes.

Résultat de cette *battle* : la notion de « *colère* » est davantage utilisée dans la *Bible* (les deux Testaments) que dans le *Coran*, qui lui obtient un score plus élevé côté « *joie* » et « *confiance/croyance* », mais aussi pour ce qui est de la « *peur/anxiété* ». La surprise, la tristesse et le dégoût se retrouvent à parts égales dans les deux textes, précise l'analyste. La *Bible* se défend toutefois grâce à « *l'amour* » présent à 3 % dans le *Nouveau-Testament*, à 1,9 % dans *l'Ancien*, contre 1,26 % dans le *Coran*.

Mais la question demeure : le *Coran* est-il plus violent ? Le « *meurtre* » et la « *destruction* » constituent 2,1 % du livre des musulmans, contre 2,8 % du *Nouveau-Testament*.

ment et pas moins de 5,3 % de l'*Ancien-Testament*, soit plus du double par rapport au *Coran*. En regardant le concept « *d'ennemis* », c'est encore le plus vieux des textes chrétiens qui bat le record : 1,8 % de son contenu en fait mention, suivi du *Coran* (0,7 %) et du *Nouveau-Testament* (0,5 %). Dans le *Coran* toutefois, l'ennemi est légèrement plus souvent un concept, comme le « *Diable* » ou le « *mal* » (0,2 %), que dans le *Nouveau Testament* (0,1 %).

Le *Coran* évoque par ailleurs plus souvent « *le pardon/la grâce* » (6,3 %) que le *Nouveau* (2,9 %) et l'*Ancien* (0,7 %) *Testaments*. Tom Anderson note toutefois que ce rapport est en partie dû à l'épithète « *miséricordieux* » fréquemment assortie au nom d'**Allah**. « *Certains pourraient exclure ce mot, considérant qu'il n'est qu'une étiquette ou un titre, mais nous pensons qu'il est signifiant, parce que la miséricorde a été préférée aux autres attributs comme "tout-puissant", nuance-t-il.* »

La Libre Pensée a dédié cet article à tous ceux qui revendiquent une réécriture du *Coran* pour l'expurger des textes violents afin de lutter contre le « *terrorisme* ». La parabole biblique ne parlait-elle pas de la paille et de la poutre ? Il faudra bien nous expliquer comment on peut exiger, d'un côté, que le *Coran* soit censuré de ses passages violents pour permettre à l'Islam d'accepter la démocratie et la laïcité et comment, de l'autre, la Bible n'a pas été censurée des mêmes passages, ce qui n'a pas empêché les religions du Livre, selon les détracteurs de l'Islam, de s'être converties aux valeurs de la laïcité. C'est quand même la plus belle démonstration que le contenu des livres dits « *saints* » n'a rien à voir dans tout cela.

Pour la Libre Pensée, tous les monothéismes se valent, tous les livres « *saints* » ne sont que des monceaux d'intolérance dogmatique. Il n'y a pas une religion pour sauver l'autre. Il apparaît qu'il n'y a aucune différence de fond entre l'Islam, le judaïsme et le christianisme en ma-



tière d'apologie de la violence. Leur histoire respective est là pour en témoigner. Il n'y a donc aucune raison spécifique, intrinsèque, qui ferait que telle ou telle religion serait dissoluble dans la démocratie, la laïcité et la République, et pas l'autre.

## La question de la Séparation

On entend de curieuses choses dans le débat sur l'Islam. Par exemple que, par définition, le judaïsme et le christianisme seraient intrinsèquement compatibles avec la démocratie et la laïcité. Toute l'opération politicienne des révisionnistes historiques repose sur une phrase tirée des **Évangiles** : « *rendre à Dieu ce qui est à Dieu et à César ce qui est à César* » et c'est bien mince et inconsistent. Pour parfaire leur culture, si cela est possible, nous leur livrons volontiers ce qui est écrit dans le Coran, et qui est de même nature. **Mahomet** dit : « *Je ne suis qu'un homme, si je vous ordonne quelque chose de votre religion, suivez-le. Si je vous ordonne quelque chose relevant de mon opinion personnelle, sachez-le, je ne suis qu'un homme* » [Sahih de l'imam **Muslim**, hadith 2361 d'après **Râfi' b. Khudayj**]. Ou encore : « *Pour ce qui est des affaires de votre religion, cela me concerne ; pour ce qui est des affaires de votre monde ici-bas, vous êtes mieux à même de le savoir.* » (Hadiths)

La distinction entre le spirituel et le temporel est présente dans le texte coranique. Sur le plan du vocabulaire, les mots utilisés l'affirment clairement : *din* (religion) et *dawla* (Etat), *aqida* (foi) et *char'ï'a* (loi), *oumour eddin* (affaires de la religion) et *oumour el-douyna* (affaires séculières). (Selon **Béchir Chebbah**, in PDVI N° 182 - revue de la **Grande Loge de France**)

Ceci justifie pleinement la position de la Libre Pensée : il n'y a pas lieu d'établir une distinction entre les différentes religions à propos de la laïcité et de la Séparation des Églises et de l'État. Toutes les religions monothéistes sont



Toutes les religions monothéistes sont  
théocratiques par essence.

théocratiques par essence. C'est le combat des peuples qui, seul, peut leur imposer de reculer et d'accepter la démocratie. Cela est valable pour le Catholicisme, cela est valable aussi pour l'Islam.

Il suffit d'examiner ce qui se passe dans l'État théocratique d'Israël, dans les régimes corporatistes chrétiens, en Hongrie, Croatie et Pologne pour s'apercevoir que tous les monothéismes ont les mêmes pratiques et qu'aucune religion ne s'est apprivoisée à la laïcité. En France même, pays de la Séparation des Églises et de l'État, on assiste à une véritable **Reconquista** catholique sur la question des signes et emblèmes religieux dans l'espace public.

**Un principe peut être établi : c'est la force des peuples qui fait reculer les religions dans leurs prétentions dogmatiques et, dès qu'elles le peuvent, les religions tentent, par nature, de reconquérir leur pouvoir et leur position dominante.**

Il n'y a pas plus et pas moins de possibilités de voir un Islam laïcisé, démocratique ou républicain que de voir un catholicisme démocratique ou un judaïsme prosélyte. On est dans l'oxymore et non dans le pléonasme. Prétendre imposer un modèle aux religions est illusoire et constitue aussi une atteinte à la liberté de conscience de chacun.

Il n'est pas du ressort de la Libre Pensée de « conseiller » les religions sur ce qu'elles doivent faire ou ne pas faire. La Libre Pensée n'est pas une agence de notation du religieux. La liberté de conscience n'est pas cotée en bourse. Pour la Libre Pensée, il n'y a pas de bonne religion. Elles sont une explication du monde qui va à l'encontre du rationalisme et du rôle de l'être humain sur le chemin de son émancipation.

## La question du retour du religieux dans les sociétés

En réaction au développement de la sécularisation dans les pays, s'est développé un fondamentalisme certain dans toutes les religions. C'est la vieille lutte entre le progrès humain et les religions. La première apparition de ce phénomène fut le fondamentalisme protestant aux USA, à partir de 1912. Les États-Unis ont une législation laïque et le pays connaissait une sécularisation croissante au cours du XIXe siècle. Pour des raisons politiques, les différents gouvernements nord-américains ont accompagné cette offensive de refondation religieuse avec les succès que l'on connaît. Cet accompagnement du religieux par le pouvoir politique n'est d'ailleurs pas propre au continent nord-américain, ni au protestantisme.

Si les USA ont favorisé le développement du fondamentalisme, qui est un retour du religieux dans les affaires des sociétés, c'est parce que la religion diffuse un message de soumission qui convient très bien aux puissants de ce monde : « *Il n'y a pas d'autorité qui ne vienne de Dieu ou qui soit librement consenti par lui. En conséquence, l'esclave doit obéir aux maîtres comme la femme à son mari* » disait « saint » **Paul**. La religion a toujours légitimé le pouvoir, l'oppression et l'exploitation.

Le fondamentalisme chrétien est le bras armé des intérêts des USA. Ce n'est pas pour rien qu'il se développe en Amérique latine, en Afrique et en Europe. En France

même, il a conduit à un véritable bouleversement dans la sphère protestante, naguère attachée à la démocratie, à la République et à la laïcité. Du fait que les luthériens et les calvinistes sont devenus minoritaires face aux évangélistes d'origine nord-américaine, le protestantisme français rejoint le catholicisme contre la laïcité et l'École laïque.

Cette offensive religieuse est faite au nom des valeurs de l'Occident chrétien, il lui faut un ennemi déclaré : les musulmans. C'est au nom des « *valeurs de l'Occident* » qu'on bombarde les peuples et les pays et qu'on leur pille leurs richesses. La Libre Pensée n'a pas à participer à cette tromperie barbare qui fait tant de victimes.

Il convient aussi d'analyser ces phénomènes. S'agit-il d'un développement du religieux ou d'une radicalisation d'une frange du religieux ? Le nombre de non-croyants et d'athées déclarés ne cesse d'augmenter sur la planète. Le nombre des « croyants » vivant leur foi en violation des préceptes de leur religion, aussi.

Il ne s'agit donc pas d'une reconquête religieuse, mais d'une radicalisation d'une frange du religieux. C'est bien parce que le religieux est en crise profonde qu'émarge en son sein deux courants opposés : les modernistes qui veulent changer les choses pour que rien ne change sur le fond, et les intégristes qui aspirent à un retour en arrière. Les deux ne peuvent coexister que sur la base d'un recul et non d'un développement du religieux.

Cette « *radicalisation* » d'une partie du religieux a une source politique : celle des menées impérialistes contre les peuples, les nations et les États en situation de soumissions et de sujétions économiques, politiques et militaires. Le fait aussi que le canal « *habituel* » du bloc « *socialiste* » de l'ex-URSS - qui constituait, sans doute, une fausse réponse aux aspirations des peuples opprimés, mais une réponse quand même - ait disparu n'est pas pour rien dans cette situation. Il existe aussi, dans les

pays musulmans, la volonté de certaines forces politiques de conquérir le pouvoir pour elles-mêmes.

Présenter le « *terrorisme* » comme étant d'origine religieuse conduit au non-sens le plus absolu. On sait que la question du droit du peuple palestinien à posséder sa terre n'est pas pour rien dans le chemin désespéré de certains vers l'action violente ; de même, la perception ressentie par les traitements que subissent partout les immigrés et les migrants. Si l'État d'Israël peut impunément, non seulement violer les droits des palestiniens, mais aussi tuer qui il veut, alors pourquoi ne pas faire de même ailleurs ? Tel est, semble-t-il, le raisonnement de beaucoup d'apprentis terroristes.

La plupart des « *terroristes* », qui ont fait les attentats en France ces dernières années, ne sont pas des musulmans radicalisés, mais au contraire des jeunes en rupture qui ont utilisé la religion pour se donner une cause à défendre. C'est le fait que le Gouvernement français bombarde des pays arabes et musulmans qui les amène à ce choix. On ne peut passer sous silence les bombardements intensifs au Moyen-Orient par les forces militaires coalisées autour des USA et leurs conséquences : la fuite des habitants (syriens par exemple), en partie vers les pays « *bombardeurs* », où ils sont accueillis différemment selon la situation de l'emploi (Allemagne, France).

Ce sentiment de racisme exacerbé est renforcé quand **Donald Trump** signe un décret interdisant le territoire américain aux ressortissants de pays exclusivement musulmans. Décret invalidé à plusieurs reprises par des juridictions importantes, dont la *Cour d'Appel de Virginie*, par exemple, en invoquant le **premier Amendement** de la Constitution des États-Unis.

A cela s'ajoute la condescendance post-coloniale vis-à-vis des musulmans qui leur dénie le droit de pouvoir créer leurs structures religieuses par eux-mêmes. C'est à l'État de le faire, car ils sont présumés incapables de s'organiser



par eux-mêmes. La conception néocoloniale qui soutient cette volonté est celle qui a prévalu dans le colonialisme le plus pur : qui tient les imams et les contrôle, tient le peuple. C'est ce que l'on a appelé dans l'Empire français le *statut de l'Indigénat*.

Des études de sociologues ont montré que ce n'est pas la lecture de textes religieux « *violents* » qui amène au terrorisme, mais que ce sont des raisons diverses, notamment sociales, psychologiques et aussi politiques qui font emprunter ce chemin. La plupart des « *terroristes* » montre une culture religieuse des plus faibles ; leur ressort est ailleurs. D'ailleurs, leur « *culture* » ne repose pas sur une nostalgie de l'ancien-temps, mais baigne dans un mode de vie urbain qui marie leur inculture religieuse aux moyens modernes de la culture occidentale.

Présenter tous les « *terroristes* » comme des gens inintelligents, arriérés, incultes est manifestement contraire à la réalité. Cela ne permet pas de comprendre et d'agir contre. Un éphémère Premier ministre français, **Manuel Valls**, dont fort heureusement la vie politique nous a débarrassé, avait cette formule stupéfiante au regard de l'intelligence des choses : « *expliquer, c'est déjà excuser* ». On n'est plus alors dans le monde rationnel, mais dans celui des « *passions* » qui sont totalement étrangères à la méthode de la Libre Pensée et du rationalisme. Le « *terrorisme* » est une question politique, beaucoup moins une question religieuse.

Un élément est toujours occulté par les xénophobes antimusulmans : les fameux « *terroristes* » sont de pures créations des puissances occidentales dans la lutte pour leurs intérêts, qu'il s'agisse d'**Al Qaïda** ou de **Daesh**. Qui achète le pétrole de **Daesh** ? Les mêmes qui dénoncent l'islamisme. Qui a créé, armé, formé **Al Qaïda** sinon la **CIA** et les **USA** ? Qui a instrumentalisé le **Hamas** contre l'**OLP**, sinon l'*État d'Israël* ? Que la créature échappe au créateur est une grande loi de l'Histoire. Mais cela ne

saurait faire oublier les faits et les responsabilités.

De la singularité de représenter un ennemi, qu'il soit intérieur ou extérieur, partout et nulle part à la fois, c'est aussi la construction d'une opinion belliqueuse dénuée de Raison. Voilà près de 40 ans (avec le Liban) que le Moyen-Orient est la proie de conflits, de déstabilisation où les États-Unis comme l'Europe donnent des leçons de démocratie. Pourtant les faits sont là : en Afghanistan les femmes n'ont pas retiré la burqa, parce qu'un gouvernement mafieux coopère avec nos pays. Les ondes du conflit irakien ont entraîné une « *libanisation* » de ce pays, mais aussi de la Syrie ; le nombre de morts est au bas mot de 500 000, sans compter les réfugiés, les blessés. A contrario les populations des pays musulmans comme l'Égypte refusent la dictature théocratique des **Frères musulmans** et aspirent à plus de libertés. Certes, des voix s'élèvent, mais cette aspiration est celle de peuples qui, par la voie de la Raison, celle du doute et de la compréhension, se dotent d'organismes d'émancipation. L'**AILP** est en cela une opportunité pour débattre des possibilités de se libérer des dogmes : notre ***Manifeste d'Oslo***, les colloques du Liban, de Chypre et de Tunis, comme les Congrès mondiaux, en ont été des pierres angulaires.

## La question des femmes

De la même manière, le débat sur la place des femmes dans les sociétés islamiques n'est nullement rationnel. On érige en soi un modèle occidental, auquel tous les peuples doivent se plier au nom de la « *pensée unique* ». On ne distingue rien, on n'analyse plus, on jette l'anathème à qui n'aurait pas les seins nus et qui ne porterait pas le string et la mini-jupe. Tout voile est signe d'oppression, même quand des femmes le portent volontairement en signe de protestation contre la société dominante et l'oppression contre les immigrés et les opprimé(e)s. Beaucoup d'entre nous ont fait la même chose dans leur jeunesse, en portant les cheveux longs. Les réactionnaires

d'hier n'avaient que l'insulte et le mépris à la bouche, tout comme les réactionnaires d'aujourd'hui face aux femmes voilées.

Une fois encore, et ce n'est pas par hasard, ce sont les femmes qui sont dans la ligne de mire. Les xénophobes antimusulmans estiment, au point de départ, qu'elles ne peuvent être majeures et se déterminer librement. Alors, il faut leur imposer des modes vestimentaires, comme hier, au nom des mêmes arguments, on leur déniait le droit de vote, car elles n'étaient pas majeures politiquement. C'est toujours la même réaction qui agit.

Pour un peu, on ressortait le ***Marteau des Sorcières*** de l'Inquisition, le tristement fameux ***Malleus Maleficarum*** qui vit tant de femmes pourchassées, arrêtées, torturées, assassinées par l'Inquisition et les sbires du pouvoir royal, car elles incarnaient à elles-seules le « *mal absolu* ».

**En France, la République est séparée des religions et des Églises par la loi de 1905.** La religion devient une affaire privée. La loi de Séparation constitue des sphères juridiques : une sphère publique où la présence religieuse est interdite pour les détenteurs du service public (il n'y a pas lieu de confondre fonctionnaires astreints et usagers non-astreints à la neutralité), une sphère privée où s'exercent les libertés démocratiques. Alors, les choses sont simples : **dans la sphère privée, totale liberté au nom du respect de la liberté de conscience.** Chacun est libre, au nom de l'article 10 de la ***Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789*** d'exprimer ses opinions, même religieuses.

En conséquence, dans la sphère privée, chacun s'habille comme il le veut, c'est la liberté. Le voile ne peut être prohibé, sinon c'est une atteinte aux libertés démocratiques, comme l'était l'interdiction des cheveux longs et des mini-jupes dans la ***Grèce des Colonels*** en 1967 ou dans le régime de ***Franco*** en Espagne. Demander une

répression contre ceux qui ne pensent pas comme vous a toujours été la marque des totalitaires et des totalitarismes.

Comment ne pas voir aussi que cette offensive sur la question des femmes dans l'Islam amène, pour ceux qui la mènent, à occulter complètement le fait que toutes les religions ont le même caractère rétrograde et misogyne contre les femmes. Le port du voile, c'est *saint-Paul*. La place mineure de la femme, c'est le judaïsme, le christianisme et l'Islam, à égalité. Comme il faut mettre un signe moins sur l'Islam, les xénophobes couvrent du **manteau de Noé** les autres religions monothéistes.

### Quel est le véritable danger aujourd'hui ?

Il est assez étonnant que ces curieux « *laïques* » en Europe entonnent le danger de l'islamisation croissante qui va tout dominer en Europe, se trouvant ainsi à l'unisson avec l'extrême-droite la plus odieuse. S'il y a du fascisme, il est bien là. Qui dirige en Europe ? Ce sont les institutions de l'Union européenne. Elles sont marquées du sceau du Vatican, qui est la seule religion centralisée au niveau international. Il n'y a pas de « *Vatican* » dans le Judaïsme, dans les Protestantismes, dans l'Islam, ni même dans le Bouddhisme.

C'est directement la **Doctrine sociale de l'Église** qui est mise en œuvre dans tous les aspects sociaux, économiques, politiques dans tous les pays, dans toutes les institutions européennes. C'est l'Église qui dirige tous les hommes politiques. Quand ils ont un problème sur ce qu'il faut faire et comment le faire, où vont-ils ? A **la Mecque** ? **Non**, au **Vatican** pour rendre compte et prendre leurs ordres. C'est ainsi qu'en France on a vu 260 Élus de la République (droite et gauche confondues) se rendre au Vatican, tous frais payés, pour demander au **Pape François** de les aider dans leur mission d'Élus. On a même vu tous les dirigeants de l'Union européenne se

rendre en visite *ad limina* pour demander au Souverain Pontife des conseils pour résoudre les problèmes en pleine crise en Europe.

Y-a-t-il un seul pays, une seule région, dirigés par des musulmans dans l'Union européenne ? **Non**. Par contre, les Hommes du Vatican sont partout. Ce sont eux qui dirigent tout et quelle que soit leur couleur politique.

Il devient donc évident que la grande campagne de dénonciation du danger de l'Islam est une opération d'enfumage pour troubler les esprits et camoufler le fait que les institutions politiques sont commandées par les **Hommes et Femmes du Vatican**, au compte de la Curie romaine. Nous conseillons à tous de lire le livre éditée par la Fédération française de la Libre Pensée « **Les Hommes du Vatican** » pour voir qu'ils ont infiltré tous les rouages de la vie politique, gouvernementale, économique et sociale en Europe et dans chaque pays. Le Vatican dispose même d'une organisation (la **COMECE**) qui permet d'influencer, de discuter avec les instances et dirigeants de l'Union Européenne.

Que nous soyons solidaires des victimes de l'Islam, nous l'avons toujours été. La Libre Pensée française a mené de grandes campagnes pour la défense des victimes des procès pour blasphème dans le monde entier. C'est notre rôle.

Nous luttons contre toutes les religions. Nous combattons tous les dogmes. Mais on ne nous fera pas lâcher la proie pour l'ombre : courir derrière les coupeurs de tête des islamistes pour mieux protéger les hommes du Vatican.

Non merci, nous ne fumons pas.

**Christian Eyschen**



# Le bouddhisme et la laïcité

L'énoncé peut surprendre. Comment ne pas songer que le bouddhisme, lors de l'adoption de la loi relative à la Séparation des Églises et de l'État, était à peine connu par quelques voyageurs, et qu'il faudra attendre 1924 pour qu'**Alexandra David-Néel** se rende à Lhassa, même si dès 1912, elle avait séjourné à Lachen, dans l'État indien du Sikkim ?

Pourtant, si nous posons la question de la relation entre le bouddhisme et la laïcité, nous pouvons toutefois effectuer quelques constats, parfois contradictoires. Pour commencer, le bouddhisme est l'une des rares voies spirituelles à avoir placé en son centre un Prince, bien que récalcitrant à son statut. Bien plus, les pays fortement influencés par la présence du bouddhisme, ont le plus souvent développé une organisation théocratique, divinisant très volontiers la famille du Roi ou de l'Empereur, quand ils ne se sont pas inversés en athéisme d'État. Dans un cas comme dans l'autre, nous sommes loin du principe de laïcité.

Toutefois, et c'est un autre aspect de la question, nous n'avons guère d'exemples de bouddhistes contestant la laïcité, ou encore manifestant le souhait de voir des « *aménagements* » apportés à la loi de 1905. De telles velléités paraissent réservées aux courants dogmatiques, parfois intransigeants, des religions monothéistes, ainsi qu'à quelques hommes politiques profondément réactionnaires.

Puis, comment ne pas rappeler la présence au *Congrès de Rome de la Libre Pensée, en 1904* – Congrès qui préparait ouvertement la Séparation des Églises et de l'État –

de l'*International Buddhist Society*, dont le siège social était alors à Rangoon, en Birmanie, et qui représentait, au Congrès, les Indes anglaises ?

La présentation de cette société mérite d'être reproduite ici :

Cette société existe alors depuis deux ans ; elle compte parmi ses adeptes : le prof. **T. W. Rhys Davids**, secrétaire de la Société royale asiatique de Londres ; le prof. **Lanman**, de l'Haward College (États-Unis) ; le Dr **Paul Carus**, éditeur de Open Court (Chicago) ; le Dr **Giuseppe Lorenzo**, etc. Elle publie une revue trimestrielle de 200 pages, intitulée *Budhism*, dont l'éditeur est le secrétaire général de la Société, **Amanda M.**, à Rangoon, et les imprimeurs **MM. Otto Harassowitz et Cie**, à Leipzig.

La Société nie formellement l'existence de l'âme et de dieu et répudie toute croyance au surnaturel. Elle trouve dans le bouddhisme, la « *religion* » de la Libre Pensée. La perfection de la vie s'obtient, non dans un autre monde, mais sur cette terre, par la culture et la pratique des plus hautes émotions et facultés de l'âme humaine (amour, charité, compassion, etc.).

Les délégués au Congrès sont: le Dr **Giuseppe de Lorenzo**, Privat-Docent de géologie au Musée minéralogique, à Naples, le Prof. **Alessandro Costa**, directeur de la société musicale J.-S. Bach, à Rome et M. **Muhammad Sadig**, Qadian, district de Gurdaspur.

La plupart des noms cités sont ceux d'Occidentaux (Anglais, Américains ou Italiens), permettant de se demander si la plupart des membres de cette Société n'ont pas été enclins à voir dans le bouddhisme une forme de religion plus acceptable, car plus rationnelle et raisonnable, que celle de leur culture d'origine. La question se pose d'autant plus que seul l'un des délégués vient effectivement des Indes anglaises, en l'occurrence du Penjab. Cela, tou-

tefois, ne suffit pas à en nier la pertinence, le bouddhisme ayant une forme de fluidité lui permettant de s'adapter facilement à des contextes culturels très divers.

Si le bouddhisme peut s'adapter à une société théocratique – le Tibet n'étant pas exempt de tout reproche possible à ce sujet, notamment par la concentration des richesses dans les monastères et l'alliance fréquente des pouvoirs spirituel et temporel, plusieurs Dalaï-Lamas ayant également régné sur le Tibet, l'un d'eux, **Tsangyang Gyatso**, étant allé jusqu'à choisir de renoncer à ses vœux monastiques, tout en conservant son pouvoir temporel – il peut tout aussi bien revêtir une forme laïque, surtout du fait qu'il est avant tout une voie individuelle, qui de ce fait ne peut prendre le chemin et les méthodes de l'évangélisation, outil traditionnel de l'autoritarisme des religions monothéistes. Puis, le bouddhisme, comme le souligne la présentation de la Buddhist society, ne se fonde ni sur une révélation divine, ni sur le surnaturel (même s'il est aisé d'en trouver des ramifications où le miraculeux paraît omniprésent).

Bien davantage que le bouddhisme, il existe en effet *des* bouddhismes, et il n'est pas jusqu'au bouddhisme tibétain qui ne soit divisé en écoles parfois rivales, voire susceptibles d'entrer dans de véritables hostilités. Il y a peu, la volonté du Dalaï-Lama de retirer du panthéon bouddhique une déité tantrique jugée trop sombre et surtout inclinant par trop ses adorateurs au sectarisme, Dorjé Shukden ("Foudre puissante"), qui représentait volontiers le châtement des incroyants, mais guidait les croyants bouddhistes dans les épreuves, suscita de nombreuses révoltes populaires, cette divinité étant devenue, au fil des siècles, l'une des plus populaires du panthéon bouddhique gelougpa, celle-là même à laquelle appartient le dalaï-lama (déité qui, de fait, semble très éloignée de l'idéal que représente pour beaucoup le bouddhisme, et de la version apaisée que l'actuel dalaï-lama désire promouvoir).

Le bouddhisme peut-il donc être vraiment laïque ? Il est bien difficile de ne pas avancer ici une réponse de Normand. Il peut l'être, dans certaines de ses adaptations, et sans doute le sera-t-il bien volontiers dans un pays laïque, comme il peut revêtir des formes théocratiques et intransigeantes ailleurs.

Je pourrais évoquer une forme de bouddhisme dans laquelle les Occidentaux sont tentés de voir une forme essentiellement laïque, le *bouddhisme zen*. Sans doute est-il celui qui place la méditation, pratique purement humaine, le plus au centre de son approche. Ici, pas de moulins à prières à faire tourner quotidiennement, pas de récitations répétitives de mantras, mais la méditation pure, pratiquée assise, dans la position du lotus.

Perçu ainsi, tout est en effet de nature admirable. Toutefois, la pratique du *Zazen*, le Zen assis, ne vient pas de nulle part. Elle remonte à un temps où les monastères avaient pour activité première d'accueillir les orphelins, et où la pauvreté ambiante n'incitait guère les parents à garder le plus possible leurs enfants. Les monastères s'emplissaient, mais rapidement les moines, peu formés à devenir des substituts familiaux, se trouvaient débordés. Comment parvenir à retrouver l'aspect tranquille du monastère en présence de ces hordes d'enfants ? C'est alors que la méditation assise et la position du lotus apparurent comme les meilleurs alliés de ces apprentis pédagogues. Bien entendu, la pratique fut rapidement réinvestie sous un angle spirituel, et bien rares sont aujourd'hui les adeptes du zen qui y verraient une telle utilité. Mais, à son tour, cet exemple nous montre bien comment la perception des formes culturelles peut s'avérer sujette à d'étonnantes variations.

Je conclurai en évoquant les déclarations récentes du gouvernement tibétain en exil. Très volontiers, il s'affirme démocratique et laïque, mettant en avant les valeurs éthiques et non pas la foi religieuse. Mais la réalité s'avère

plus complexe, comme en témoigne l'épisode relatif au culte de **Dorjé Shougden**. Si mes informations s'avèrent exactes, le dalaï-lama se serait contenté d'en déconseiller vivement le culte, le gouvernement en exil transformant aussitôt cet avis en interdiction. L'interdiction entraîna l'exclusion de près de 900 moines et nonnes bouddhistes de par le monde. Interrogé sur les débats qui auraient pu se dérouler dans le cadre du parlement tibétain, le député **Tsultrim Tenzin** aurait simplement répondu : *« Il n'y a pas eu de discussion. S'il y avait eu une quelconque opposition, alors il y aurait eu des discussions, mais il n'y a pas eu d'opposition. Nous ne mettons pas en doute les décisions du dalaï-lama. Nous ne pensons pas qu'il soit un être humain. Il est un être humain suprême et il est un dieu, [...] il n'a pas d'intérêt personnel, il pense toujours aux autres. Tout le monde est content. Notre système est "tout le monde est content". Il y a de la démocratie, une pleine démocratie. Chacun peut faire l'expérience qu'il souhaite. »*

Voilà qui me donne envie de terminer par ces mots : *« Démocrates du Gouvernement et du Parlement Tibétains, encore un effort pour être véritablement démocrates, et défendre dans la pratique ce que vous-mêmes revendiquez, à savoir la liberté religieuse ! »*

**Pierre Yves Ruff**



## Et maintenant ?

Le XXI<sup>ème</sup> siècle a vingt ans. Ces vingt années ont été le théâtre d'une intense discussion sur la laïcité. Ce débat a parcouru les organisations, les partis, les organes de presse, les tribunaux, le *Conseil d'Etat*, manifestant une résurgence : celle de la question laïque et la de la compréhension de ce que la société française doit à la loi de 1905 dans sa lettre et dans son esprit. Il contraste fortement avec les deux décennies précédentes où d'aucuns ont voulu reléguer la laïcité aux vieilles lunes et, lorsqu'ils se retrouvaient au gouvernement, aggravaient les lois anti laïques votées complaisamment à l'aube de la V<sup>ème</sup> république. Ainsi, la question de la *loi Debré* aurait-elle du passer aux pertes et profits – pertes pour la société et profit pour le cléricalisme – étant en quelque sorte « *entrée dans les mœurs* ». **La Libre Pensée** n'a jamais cédé un pouce de terrain sur cette question, pas plus que sur le respect intransigeant de la loi de Séparation des Eglises et de l'Etat.

Le présent livre témoigne d'un autre débat qui s'est superposé de manière malsaine au premier : la laïcité doit-elle contraindre les citoyens dans la vie de tous les jours ? Les vêtements religieux ou communautaires doivent-ils être réprimés, pourchassés, encadrés, surveillés ? Sur ce terrain la Libre Pensée a combattu, argumenté, organisé nombre de colloques, de rencontres, participé à de multiples auditions à l'**Observatoire de la laïcité** et dans d'autres instances. Elle n'a pas varié dans ses déclarations, ce qui lui a valu nombre d'anathèmes venant de presque toutes les familles politiques : **La loi de 1905** est une loi de liberté, son article premier n'a pas moins d'importance que son article second, elle garantit la liberté de conscience et la liberté d'exercice des cultes. La Séparation concerne l'Etat, les services publics, l'administration. Ne reconnaissant aucun culte, elle ne fait aucune

différence entre les religions pratiquées par les citoyens, sous les réserves d'ordre public définies par l'article premier. On peut constater, que cette position ferme et tranquille de la Libre Pensée a plus que gagné du terrain parmi les organisations laïques et républicaines, les organisations syndicales et les partis. La Libre Pensée a contribué à dévoiler le racisme présent dans la stigmatisation d'une religion particulière et de ses manifestations.



J-L Bianco, président de l'Observatoire de la laïcité. La Libre Pensée a combattu, argumenté, organisé nombre de colloques, de rencontres, participé à de multiples auditions à l'Observatoire de la laïcité et dans d'autres instances.

L'avenir est imprévisible comme domaine où le nécessaire s'exprime sous la forme du contingent. Mais l'action doit découler du nécessaire. Nous ne savons donc pas si les menaces envers la loi de 1905 proférées par le gouvernement d'**Emmanuel Macron** vont connaître quelque réalisation que ce soit. Son discours au couvent des Bernardins en 2018, sonne cependant comme un programme. Ses plus récentes déclarations montrent qu'il n'a pas renoncé. Son refus de répondre à la question très précise de la Libre Pensée est en soi une réponse : il ne veut pas déclarer officiellement qu'il n'y touchera pas.

Attaquant par ailleurs toutes les conquêtes sociales du

pays, ayant déclenché presque deux mois de grèves ininterrompues dans des secteurs majeurs de l'économie et plus d'un an de révolte des « *Gilets jaunes* », il semble lancé dans une fuite en avant échevelée, prêt à accumuler les victoires à la **Pyrrhus** jusqu'à ce que le peuple l'arrête. Dans sa course à une forme de corporatisme, il ne peut respecter la loi de 1905. L'essence du corporatisme a été donnée par la **Doctrine sociale de l'Eglise** contenue dans l'encyclique *Rerum novarum* de **Léon XIII**. Ce fut la source d'inspiration de l'*Etat français* de **Philippe Pétain**. Sous couvert d'écologie, elle a été réaffirmée *ne varietur* par **Jorge Bergoglio** dit François dans *Laudato si*. L'appui de l'Eglise est essentiel, la mise sous tutelle bonapartiste des cultes aussi. On voit ainsi se dessiner un retour aux concordats incompatible avec l'essence même de la République laïque. Cependant, en ce qui concerne la loi de 1905, le front laïque ne cesse de se renforcer.

Plusieurs documents de ce livre en témoignent : Sans remonter aux calendes, notons la portée de l'*Adresse du Congrès national de la Libre Pensée au mouvement laïque en Août 2019*. Ce fut un appel à défendre la loi, toute la loi, rien que la loi. C'était à la fois un document programmatique, une argumentation et un bilan d'action. Il a été suivi d'un appel réellement conjoint, le 9 décembre 2019, de la **Ligue des droits de l'Homme**, de la **Ligue de l'enseignement** et de la **Libre Pensée**. « *Notre inquiétude est grande* », dit cet appel. « *Depuis maintenant de trop nombreuses années, la laïcité est l'objet de remises en cause qui en faussent le sens et la portée.* » Il se conclut par : « *C'est pourquoi, nous réaffirmons notre attachement à l'esprit et à la lettre de la loi de 1905 et à sa conséquence, la neutralité de l'État et des services publics. Nous en avons plus que jamais besoin pour affronter, ensemble, les défis posés aujourd'hui par l'urgence sociale, l'urgence environnementale, l'urgence démocratique* ».

Ce texte d'unité a été soutenu par les principaux syndicats

de salariés et d'étudiants, ce qui concrétise l'alliance souhaitée de la question laïque et de la question sociale. Enfin, nous avons publié un appel pour marquer de manière combattante le 60<sup>e</sup> anniversaire du **Serment de Vincennes** de 1960. Le Serment de Vincennes, c'était la révolte des citoyens contre la violation de la laïcité opérée par la **loi Debré** de 1959, au cœur de la V<sup>ème</sup> République naissante, loi qui sévit toujours et permet de détourner chaque année, comme nous l'avons établi, près de 12 milliards d'euros vers l'enseignement privé à 90% confessionnel. Notre regretté Président **Marc Blondel** se définissait parfois comme « *citoyen juré* ». Il n'avait pas oublié le serment.

Je ne peux m'empêcher d'en rappeler les termes :

« *Nous faisons le serment solennel*

- *de manifester en toutes circonstances et en tous lieux notre irréductible opposition à cette loi contraire à l'évolution historique de la Nation ;*
- *de lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à son abrogation ;*
- *et d'obtenir que l'effort scolaire de la République soit uniquement réservé à l'École de la Nation, espoir de notre jeunesse. »*

Serment longtemps oublié ou minimisé, ou décrété obsolète car « *la loi Debré serait rentrée dans les mœurs* ». La Libre Pensée y est restée fidèle et en 2010 à l'occasion du 50<sup>ème</sup> anniversaire du dit serment, a décidé de lancer une campagne pour l'abrogation de la loi Debré. Les quelques sarcasmes qui ont alors accueilli cette décision, se sont avec le temps singulièrement affaiblis. Beaucoup d'entre nous ne sont pas assez âgés pour se dire « *citoyens jurés* », mais nous en revendiquons l'héritage. Le serment est vivant, cela se verra en 2020.

Quitte à revenir sur l'introduction de cet ouvrage, constatons que la notion de laïcité, mainte fois dévoyée en particulier depuis 1981, a connu ces toutes dernières années

une profonde clarification au travers d'un débat intense qui a traversé les organisations. La Libre Pensée a été une actrice majeure de ce débat. Ses interventions ont été reprises, commentées, présentées sur tous les terrains où la laïcité a été invoquée, à raison ou à tort. Outre la question de l'Islam à laquelle je faisais allusion il y a quelques instants, nous avons débattu avec vigueur sur le terrain de la bioéthique contre l'emprise sournoise du catholicisme. Nous avons été à la pointe du combat pour élargir le droit à la **PMA**. Nous avons été seuls à revendiquer une loi raisonnable encadrant la gestation pour autrui.

Nous avons constamment été aux côtés de l'**ADMD** (Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité) pour soutenir une loi humaniste encadrant le suicide assisté. Nous avons été pour le progrès humain, contre les dogmes et contre l'imposition des dogmes de quelques-uns à toute la société. C'est aussi cela qui caractérise la laïcité comme Séparation radicale des Eglises et de l'Etat. Aux commandements moraux décrétés comme éternels, nous opposons la voie de la raison et des aspirations du peuple. Aucun interdit, sauf lorsqu'il met en danger la liberté et l'intégrité de l'individu.

On ne peut en dire plus. Ni *Pythies*, ni *Cassandres*, nous ne prédisons pas l'avenir. Nous savons qu'il reste beaucoup à faire et nous voyons ce qu'il faut faire, mais sans forfanterie, ce livre montre que beaucoup a été fait.

**Jean-Sébastien Pierre,**  
**Président de la Fédération nationale**  
**de la Libre Pensée**



*Signes  
et emblèmes  
religieux*



# De la loi Jospin aux voiles islamiques

Partisans du libre débat, les libres penseurs n'ont jamais hésité à confronter leurs points de vue avec leurs adversaires. En quelque sorte, nous renouons dans ce numéro de l'*Idée Libre*, en publiant ce texte de **Guy Coq** de la revue *Esprit*, avec la vieille tradition qu'avait si bien animée **André Lorulot** avec ses controverses qui le mettaient aux prises avec des représentants de l'Église catholique et que l'*Idée Libre* publiait régulièrement.

La position de la **Libre Pensée** sur la question du foulard islamique est claire et simple : nous sommes pour l'interdiction absolue de tout emblème religieux, petit, moyen ou grand au sein de l'École laïque. Nous nous référons en cela à la position authentiquement laïque : à l'intérieur des services publics, il n'y a aucune place pour un prosélytisme religieux de quelque nature que ce soit, qu'il soit catholique, juif, protestant, orthodoxe ou islamique.

Cette « *intolérance* » dans les services publics est la condition fondamentale pour permettre la plus grande liberté possible dans le domaine privé. Il y a en effet, pour les libres penseurs, deux domaines distincts, le domaine public et le domaine privé. Nous sommes contre toute confusion des genres.

C'est pourquoi, nous sommes les adversaires résolus et déterminés de toute « *laïcité ouverte* » qui substitue à la séparation du religieux et du public, la présence croissante du cultuel au sein du domaine public au nom « *du pluralisme et de la tolérance* ».

Nous sommes inconditionnellement pour la restauration de la loi de Séparation des Églises et de l'État du **9 décembre 1905** (dont les principales dispositions ont

été abrogées par le **Régime de Vichy** et jamais réintroduites depuis lors), parce que nous sommes inconditionnellement contre toute forme de **Concordat**. Rappelons que celui de 1801 fusionnait totalement les notions de domaine public et privé. Les cultes devenaient des services publics et les religieux des fonctionnaires.

Pour séparer les Églises de l'État, il a fallu aux républicains créer le domaine privé, notamment associatif, par la **loi de juillet 1901**. Sans cette loi de liberté fondamentale, il n'eût pas été possible d'engager un processus fondamental de laïcisation de l'État.

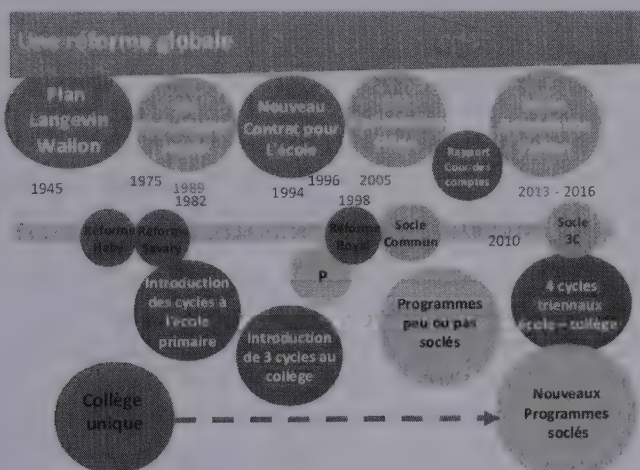
La conception des *Pères de la laïcité* puisait directement dans la philosophie des *Lumières* et dans le grand débat de la tourmente révolutionnaire. La laïcité, cela n'est pas la tolérance, ni la neutralité en toute chose. La tolérance, **Mirabeau**, pourtant personnage détestable puisqu'il fut sans doute l'un des plus illustres corrompus émergeant à la *liste civile royale*, lui avait définitivement tordu le cou en déclarant à la tribune de l'**Assemblée Nationale** : « *La tolérance, c'est le fait du prince* ». En effet, pour qu'il y ait un toléré il faut toujours qu'il y en ait un autre qui tolère. Il y a donc toujours un rapport de domination dans la tolérance. **Mirabeau** opposera à la tolérance, qui doit être une vertu personnelle et en aucun cas un principe législatif, le principe juridique de l'égalité des droits.

Quant à la neutralité, **Ferdinand Buisson** dira : « *La République ne sera jamais neutre entre la servitude et la liberté, entre la tyrannie et la démocratie, entre le **Syllabus** et la **Déclaration des droits de l'Homme*** ». La neutralité s'appliquera dans les services publics par une stricte méconnaissance des croyances métaphysiques.

Contre ces principes démocratiques fondamentaux, de nombreuses lois antilaïques ont vu le jour depuis 1919. Leurs noms, **Astier**, **Vichy**, **Marie-Barangé**, **Debré**,

**Guermeur, Haby, Savary, Rocard, Chevènement, Carraz, Jospin, Lang/Cloupet, Bourg-Broc** résonnent comme les grains de chapelet d'une vaste litanie réactionnaire.

Le coup le plus rude sera porté par la loi d'orientation du 10 juillet 1989, dite **loi Jospin**. C'est, sans conteste, la loi la plus antilaïque qui fut votée au cours de ce siècle. Comme toutes celles qui la précèdent, elle s'inspire d'un principe d'identité entre le public et le privé, mais là où la **loi Debré** rendait « *public* » l'enseignement privé, la **loi Jospin** organise l'enseignement *public* sur le modèle du *privé*.



La loi Jospin de 1989 est sans conteste, la loi la plus antilaïque qui fut votée au cours de ce siècle.

Ainsi le préambule de la loi proclame comme une nécessité : « Les élèves et les étudiants élaborent leur projet d'orientation scolaire, universitaire et professionnelle en fonction de leurs aspirations et de leurs capacités avec l'aide des parents, des enseignants, des personnels d'orientation et des professionnels compétents. Les administrations concernées, les collectivités territoriales, les entreprises et les associations y contribuent ». C'est



donc le modèle particulariste du « caractère propre » qui s'applique désormais dans l'enseignement public qui, jusqu'alors, privilégiait l'universalité sur la particularité. Dans son **article 30**, identité oblige, elle rend son contenu applicable aux établissements privés sous contrat (**loi Debré**). Il n'y a plus de différence. Cette loi va rendre aussi obligatoire la gestion tripartite, dont la première forme fut la **loi Falloux** du 15 mars 1850. Ce qui n'est que le complément obligé du « *caractère propre* ». C'est tout l'arsenal de « *gestion* », de forme et de contenu de l'enseignement privé qui rentre alors en force dans l'enseignement public.

Cette loi va aussi créer le droit d'expression des élèves. Dans son **article 10**, elle stipule : « *Dans les collèges et les lycées, les élèves disposent, dans le respect du pluralisme et du principe de neutralité, de la liberté d'information et de la liberté d'expression* ». C'est une véritable bombe qui va faire imploser l'enseignement public dans bien des endroits. Dans le corpus des lois scolaires (**1881**, **1882** et **1886**), la laïcité s'applique aux locaux, aux programmes et aux enseignants. Pour l'opinion publique de l'époque, la question des droits des élèves est inaccessible, le législateur ne légifère donc pas sur cette question. Mais les différences sociales et religieuses sont abolies par le port de la fameuse blouse grise qui gomme toutes les différences et les appartenances. Aujourd'hui, au nom du « *droit d'expression des élèves* », c'est plutôt une conception de différenciation à tout prix qui voit ainsi le jour ! Avec la **loi Jospin**, les enseignants doivent respecter la laïcité et la neutralité, mais pas les élèves qui peuvent afficher, en toute impunité, leur appartenance religieuse.

Il ne faudra pas attendre longtemps pour voir surgir de manière concertée un certain nombre de foulards islamiques, portés au nom du « *droit d'expression des élèves* » constitué par la loi Jospin. Le **Conseil d'État** sera alors saisi et émettra l'avis suivant : « *La liberté ainsi*

*reconnue aux élèves comporte pour eux le droit d'exprimer ou de manifester leur croyance religieuse, à l'intérieur comme à l'extérieur des établissements scolaires, dans le respect du pluralisme et de la liberté d'autrui et sans qu'il soit porté atteinte aux activités d'enseignement, au contenu des programmes, à l'obligation d'assiduité* ». Dans sa circulaire du 12 décembre 1989 qui suivra cet avis, le Ministère de l'Éducation Nationale précisera les choses : « Le port de signes religieux par les élèves n'est pas lui-même incompatible avec le principe de laïcité, dans la mesure où il relève de l'exercice de la liberté d'expression et de manifestation de croyances religieuses affirmée par la Constitution, les conventions internationales ratifiées par la France et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ».

**François Bayrou**, successeur de **Lionel Jospin**, continuera dans la même voie. Dans sa circulaire du 20 septembre 1994, il proposera d'inclure dans le règlement intérieur des établissements le paragraphe suivant : « *Le port par les élèves de signes discrets, manifestant leur attachement personnel à des convictions, notamment religieuses, est admis dans l'établissement* ». Ne sont prohibés que les signes « *ostentatoires* » qu'il est, par définition, impossible de définir. Où commence et finit l'ostentation ? Vaste débat, aurait dit feu le **Général**.

Il est impossible de contester que c'est ce fameux **article 10** de la **loi Jospin** qui est la cause fondamentale de l'apparition de signes et d'emblèmes religieux, dont les fameux foulards islamiques. La preuve en est d'ailleurs dans la concordance des dates. Avant cette loi, ce problème ne se posait pas dans l'enseignement public.

Alors, comment revenir à une véritable laïcité scolaire ? Pour la **Libre Pensée**, il suffirait d'abroger toutes les lois antilaïques et, en premier lieu, la **loi Jospin de 1989** et de restaurer les dispositions de la **loi de 1905**, pour que la question soit réglée définitivement et de

manière positive. On me rétorquera sans doute, que la majorité politique pour accomplir un tel programme sera difficile à trouver. Sans doute. Mais il y aurait la même difficulté pour faire n'importe quelle autre loi laïque, à condition qu'elle soit véritablement laïque, bien sûr.

Comme le dit l'adage populaire : « *On sait ce que l'on perd, jamais ce que l'on gagne* ». Et la **Libre Pensée** n'est pas prête à lâcher la proie pour l'ombre. Troquer la laïcité scolaire et la loi de 1905 pour une hypothétique « *loi laïque plus radicale* », nous fait penser à un marché de dupes. D'autant que, républicains conséquents, nous sommes contre toute loi d'exception contre quiconque, y compris nos adversaires, y compris islamiques. Nous voulons construire la démocratie en positif.

C'est pourquoi la **Fédération Nationale de la Libre Pensée** ne s'associera en aucune manière à l'*Appel de Vendôme*, initié par les cercles des catholiques dit *de gauche*, contre le foulard islamique. Les catholiques-sociaux ont leur point de vue, les libres penseurs ont le leur, et ce n'est pas le même. Cela s'appelle la démocratie, tout simplement.

**Christian Eyschen**

*(Article paru dans l'Idée libre)*

# Discours de Jacques Chirac du 17 décembre 2003 : l'apologie de la laïcité ouverte contre la laïcité institutionnelle!

Après l'annonce faite par le **Président de la République** de sa décision de demander au gouvernement de faire voter une loi au Parlement « *interdisant le port des signes religieux ostensibles à l'École* », la **Fédération nationale de la Libre Pensée** tient à rappeler que, pour elle, la condition préalable à la solution réside toujours dans l'abrogation de l'**article 10 de la loi Jospin**.

Cet article stipule : « *Dans les collèges et les lycées, les élèves disposent, dans le respect du pluralisme et du principe de neutralité, de la liberté d'information et de la liberté d'expression.* » Cette abrogation rendrait toute sa force à la circulaire de **Jean Zay** du 15 mai 1937 qui prohibe tout prosélytisme et signes religieux au sein de l'École publique.

La musique du discours du 17 décembre 2003 résonne comme laïque, mais les mots sont totalement à l'opposé. En indiquant qu'il faut une loi « *contre les signes religieux ostensibles* », il est évident qu'il n'y a strictement aucun changement avec la situation que nous connaissons aujourd'hui avec la notion « *d'ostentatoire* ».

La Libre Pensée rappelle que la jurisprudence admi-

nistrative, depuis la loi Jospin, a été strictement incapable de définir le concept de l'ostentation et de dire où elle commençait et où elle finissait. Cela a renvoyé chaque établissement scolaire à sa propre définition.

Le **Conseil d'État** par un arrêt en date du 20 octobre 1999 stipule que « *le foulard par lequel l'élève concerné entendait exprimer ses convictions religieuses ne saurait être regardé comme un signe présentant par sa nature un caractère ostentatoire ou revendicatif, et dont le port constituerait dans tous les cas un acte de pression ou de prosélytisme* ».

A l'aune de cette conception juridique, le foulard islamique ne sera pas non plus un signe ostensible. La loi que l'on nous propose, si elle retient ce terme de « signes ostensibles », aboutira aux mêmes effets pervers produits par l'article 10 de la loi Jospin.

Nous constatons que **Jacques Chirac** pour expliquer son choix d'une telle loi a indiqué qu'il refuserait la présence dans l'École publique « *d'une croix manifestement de dimension excessive* ». Il ne va pas être facile de déterminer où commence et où finit une dimension excessive !

Par ailleurs, on a pu entendre aussi des propos comme celui-ci : « *Il n'est pas question, bien sûr, de faire de l'école un lieu d'uniformité, d'anonymat, où seraient proscrits le fait ou l'appartenance religieuse* ». On en reste donc toujours à la problématique de l'article 10 de la loi Jospin.

Pour bien comprendre de quoi il s'agit, il suffit d'entendre Jacques Chirac déclarer : « *C'est pourquoi, il me paraît aujourd'hui primordial de développer l'enseignement du fait religieux à l'école* ». L'intention présidentielle n'est donc pas de repousser les religions hors de l'École laïque, mais bien au contraire d'y renforcer leur présence.



Pour la Libre Pensée, la menace principale contre la laïcité réside dans le financement croissant des écoles privées sur les fonds publics. Cette année encore, c'est l'équivalent du budget de 200 000 postes qui ont été détournés au profit essentiellement de l'enseignement catholique. C'est pourquoi nous restons fidèles au mot d'ordre laïque : « *Fonds publics à l'École publique ; fonds privés à l'école privée* ».

D'autre part, la laïcité est mortellement menacée par le *projet de Constitution européenne* qui est la négation du principe de séparation des Églises et de l'État. C'est ce qui nous amène à dire **NON** à ce projet.



le président de la République, Jacques Chirac, et le médiateur de la République, Bernard Stasi en mars 1989, à l'Elysée

Nous constatons que sur ces deux questions essentielles pour la défense de la laïcité, Jacques Chirac n'a pas dit un mot, démontrant ainsi sa volonté de maintenir ces atteintes graves à la laïcité.

La Libre Pensée constate une dérive inquiétante. En proposant au ministère du Travail « *d'engager les concertations nécessaires et, si besoin, soumettre au Parlement une disposition permettant aux chefs d'entreprises de*

*réglementer le port des signes religieux, pour des impératifs tenant à la sécurité – cela va de soi – ou aux contacts avec la clientèle », il s'agit en fait, d'abolir le champ dans lequel s'applique la laïcité institutionnelle, à savoir l'École et le service public.*

La frontière instituée en 1901 et en 1905 entre le domaine public et le domaine privé serait ainsi totalement effacée. S'il s'agit de règles de sécurité ou de contact avec les clients, il y a belle lurette que ces dispositions figurent dans les prescriptions des **CHSCT** et des règlements intérieurs des entreprises. Il s'agit donc d'autre chose.

La conclusion du discours de Jacques Chirac éclaire tout le contenu résolument antilaïque de ses propositions quand il déclare : « *Sachons transformer les interrogations d'aujourd'hui en atouts pour demain... En confirmant notre attachement à une laïcité ouverte et généreuse* ».

Pour la Libre Pensée et les authentiques laïques, la laïcité ouverte est la négation cléricale de la laïcité institutionnelle.

**La Fédération nationale de la Libre Pensée ne saurait donc souscrire en aucune manière aux propositions du Président de la République.**

Paris le 19 décembre 2003

# Emblèmes religieux à l'École publique : l'impasse législative et réglementaire....

Le *Journal Officiel* du 22 mai 2004 a publié la version finale de la circulaire d'application de la **loi Chirac/Stasi** du 15 mars 2004 portant sur l'interdiction de « la *présence ostensible de signes religieux à l'École publique* ». Loin de calmer les doutes de la **Fédération nationale de la Libre Pensée**, cette circulaire confirme ses plus grandes craintes, quant au respect du principe de laïcité.

La Libre Pensée, qui est pour l'interdiction totale des croix, kippas, foulards islamiques, totems et autres gris-gris dans l'École publique, réaffirme que la source du problème de la présence des signes, insignes et emblèmes religieux réside fondamentalement dans l'**article 10 de la loi Jospin**.

Approuvée par 26 voix sur 65 votants (8 voix contre, 6 abstentions et 25 refus de vote !) par le **Conseil Supérieur de l'Éducation**, cette circulaire n'est qu'une redite de celles traitant de la loi Jospin de juillet 1989. En matière de laïcité, nous n'avons affaire qu'à un copier/coller des circulaires du 12 décembre 1989, du 26 octobre 1993 et du 20 septembre 1994, élaborées après la jurisprudence du **Conseil d'État** sur l'article 10 de la loi Jospin (transposé comme article L.511.2 du Code de l'Éducation) traitant du « *droit d'expression des élèves* ».

En remplaçant le terme « *d'ostentatoire* » par la notion d'emblèmes « *ostensibles* », elle ne règle en rien le prob-

lème. La circulaire stipule que « *la loi ne remet pas en cause le droit des élèves de porter des signes religieux discrets* », alors que cette notion de discrétion est formellement interdite dans le même temps, à juste titre, pour le personnel de l'Éducation nationale, sauf en Alsace-Moselle, où les religieux de toutes natures pourront venir en soutane, avec croix et kippas faire leurs cours de religion. Pourquoi deux poids, deux mesures ? Un emblème religieux reste un insigne religieux quelles que soient sa taille, sa couleur ou les arguties de celui ou de celle qui le porte ou le font porter. Et cela devrait être vrai pour les élèves comme pour les enseignants.

La notion de « *croix de dimension excessive* » est ubuesque. Outre que cette taille peut varier, selon les termes d'un journal vespéral, démocrate-chrétien, en fonction de la taille des élèves et que cette définition aurait pu être un bon sujet de feu le certificat d'étude (comme la fuite de la baignoire, calculer la dimension excessive d'un emblème religieux en fonction de l'âge du capitaine), elle confirme la volonté antilaïque des tenants de l'adoption de cette loi.

En affirmant dans son premier chapitre (qui traite de la laïcité dans l'École publique et non dans la société en général) que « *l'État est le protecteur de l'exercice individuel et collectif de la liberté de conscience* », le gouvernement institutionnalise le communautarisme. Il n'y a pas, il ne saurait y avoir de liberté de conscience autre qu'individuelle dans l'École publique, sinon c'est la reconnaissance des communautés organisées au sein de l'École de la République. Qu'est-ce alors qu'« *une liberté de conscience collective* », sinon un endoctrinement ? Dans l'École publique et plus généralement dans les services publics et l'administration, la religion doit rester une affaire privée individuelle et non collective, sinon c'est la création de ghettos institutionnalisés.

En affirmant que « *l'intolérance et les préjugés se nour-*

*rissent de l'ignorance, la laïcité suppose également une meilleure connaissance réciproque (entre qui et qui ? NDLR) y compris en matière de religion... Plus spécifiquement, les faits religieux... doivent être utilisés au mieux dans les enseignements pour apporter aux élèves les éléments de culture indispensables à la compréhension du monde contemporain ». C'est l'exigence ministérielle, continue sous tous les gouvernements de droite comme de gauche, de l'enseignement du « fait religieux ».*



Oui, mais quand un professeur d'histoire, **Louis Chagnon**, dans un lycée de Courbevoie (Hauts-de-Seine) rappelle un fait barbare d'assassinat de centaines de juifs au moment de l'affirmation de l'Islam, ce qui est un fait historique et religieux, il est sanctionné pour racisme ! Nous sommes, dès lors, en droit de dire : quelle est la différence entre l'enseignement du fait religieux et l'apologie de la catéchèse religieuse ?

Les enseignants de l'École publique auront-ils encore le droit de parler de l'incendie de la Bibliothèque d'Alexan-



drie par des chrétiens ivres d'ignorance, des croisades fomentées par des prélats catholiques, dont la haine contre l'Humanité différente le disputait à leur soif de pouvoir, de *l'Inquisition* étouffoir des pensées, de l'orthodoxie à la botte du tsarisme et du stalinisme, de l'Islam assassin des penseurs libres et oppresseur des femmes, du protestantisme apôtre du capitalisme, de l'hindouisme justificateur du système honteux des castes, du massacre organisé par l'État d'Israël du peuple palestinien ? On est en droit de se poser cette question à la lecture de cette circulaire.

Quand la circulaire indique explicitement que les élèves du privé (à 95% confessionnel) pourront venir passer « *leur examen ou un concours au sein de l'École publique, sans que le principe d'interdiction des insignes, signes et emblèmes religieux ne leur soit appliqué* », où est le principe du respect de laïcité ?

Cette circulaire se termine en son *chapitre IV* par l'exigence que le règlement intérieur traduise son interprétation par une formulation visant à l'application concrète de cette prohibition des emblèmes religieux portés par les élèves. C'est là que l'on ne comprend plus ou que l'on comprend trop bien. Un règlement intérieur n'a pas pour objet de rappeler les lois, il faudrait mille ouvrages pour cela. Il n'a pour seule raison que de définir ses propres règles de fonctionnement qui, par définition, sont susceptibles d'être différents d'un établissement à l'autre, d'aborder les points de la vie intérieure non prévus explicitement par les lois et non contradictoires avec elles. Sinon, il n'a aucun objet.

Cette indication ne peut entraîner qu'une conception et qu'une application différente dans chaque établissement. C'est la logique de la *loi Jospin* qui continue, laquelle prône « *un projet pédagogique* » particulier, sur le modèle du « *caractère propre* » de l'enseignement privé pour chaque établissement public.

On comprend donc pourquoi l'union nationale entre la droite et la gauche s'est faite pour ne pas toucher à la loi Jospin et particulièrement son article 10, qui est la source de tous les problèmes. Nous avons affaire à un véritable faux-semblant et à une diversion dangereuse, car elle a fait surgir tous les communautarismes destructeurs de l'unité de la République. On comprend aussi que, dans toute cette affaire, il n'a jamais été question d'abroger les lois antilaïques qui organisent le pillage des fonds de l'École publique au profit de l'enseignement essentiellement catholique. **Pourtant, cela aurait été vraiment l'occasion de défendre l'École laïque !**

*Pour la défense de l'École publique :  
Abrogation de la loi Jospin !  
Abrogation des lois antilaïques !  
Tous les fonds publics  
à la seule École publique !*

Paris, le 26 mai 2004

# Déclaration des membres en Europe du Conseil international de l'AILP

La situation qui se développe aujourd'hui partout en Europe et aussi dans le monde, du point de vue de la place des religions dans le débat politique, révèle des dangers sur lesquels les organisations athées, humanistes, laïques et de Libre Pensée ont le devoir de s'exprimer. Il en va ainsi des mobilisations politiques utilisant la visibilité publique des religions pour leurs propres objectifs.

Les dizaines de milliers de manifestants nationalistes réunis en Pologne avec des slogans ouvertement racistes et xénophobes aux frontières, à l'occasion de l'anniversaire de la défaite navale des Turcs à Lépante (7 octobre 1571), ou le 11 novembre à Varsovie, les prises de position du gouvernement Hongrois sur la base de la constitution ultra-catholique, l'activité fébrile d'un ancien Premier ministre français contre les « *musulmans* », sont les manifestations d'une tendance réactionnaire qui se manifeste dans de nombreux pays. Elle se concrétise par un renouveau de la tendance à imposer dans l'espace public des symboles religieux chrétiens : il en va ainsi sur les itinéraires de randonnée, les sommets, le long des autoroutes, dans les écoles publiques en Italie, dans les Mairies et les bâtiments publics en France, sur les places publiques...

En Pologne, le gouvernement ultra-conservateur utilise ce climat pour restreindre les libertés publiques (presse, avortement), en Espagne le gouvernement de M. **Rajoy** a

redonné une place politique aux archevêques à l'occasion de la crise catalane, en France la sculpture du pape polonais **Wojtyla**, réalisée par un proche de Vladimir Poutine donne l'occasion aux conservateurs catholiques de s'allier à l'extrême-droite pour tenter de remettre en cause la loi de Séparation des Églises et de l'État (Ploërmel).

Les législations nationales sont très diverses et l'existence de la Séparation des Églises et de l'État est évidemment un point d'appui pour l'égalité des droits. Il n'empêche que cette offensive a des conséquences un peu partout : résistance des lords évêques au Royaume-Uni, discussion sur la « *loi bioéthique* » en France, sur l'État-civil ou la crémation en Grèce, sur la liberté de circulation dans de nombreux pays, sans compter l'horreur des 33 000 victimes noyées en Méditerranée, victimes indirectes d'une politique de forteresse que les plus réactionnaires des manifestants cléricaux revendiquent.

D'autre part, si une partie des intégristes chrétiens européens partage, ou s'engage volontairement dans la croisade des droites racistes et nationalistes, une autre partie, plus intelligente et plus civilisée, mais non moins insidieuse, tente de saisir l'occasion offerte par le nouveau pluralisme religieux européen, dont certains des protagonistes n'ont jamais eu à faire face à la laïcisation et à la sécularisation de nos sociétés, pour essayer de les remettre en cause et de les renverser, et même en utilisant des mots d'ordre faussement progressistes. Contrairement aux premiers, ceux-ci seraient bien disposés à partager leurs privilèges avec les présences religieuses nouvelles - plus dynamiques et décomplexées - parce qu'ils comprennent que c'est le prix qui doit nécessairement être payé pour les garder, et pour essayer de restaurer la prédominance du religieux dans l'espace public.

Bien qu'apparemment très différentes, ces deux stratégies convergent dans le but de détruire la laïcité et la neutralité des institutions publiques et de redonner aux citoyens

croyants et à leurs croyances une dignité supérieure à celle des citoyens non-croyants et à leurs modes de vie.

C'est pourquoi les membres en Europe du **Conseil international de l'AILP** proposent à toutes les organisations sceptiques, athées, humanistes, rationalistes et de Libre Pensée présentes en Europe de mener une campagne commune pour mettre un terme à cet envahissement significatif de l'espace public par les emblèmes et symboles religieux.

Elles agiront en ce sens, tant auprès des gouvernements **nationaux qu'auprès des organisations internationales auprès desquelles elles peuvent être représentées.**



# *Annexes*



# Lettre à Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur

Objet : Mise en place d'une aumônerie dans les locaux de la Préfecture de police

Recommandé avec A/R

Monsieur Gérard Collomb  
Ministre de l'Intérieur  
Place Beauveau  
75008 Paris

Paris, le 9 mai 2018

Monsieur le Ministre,

Aux termes de l'article 1er de la Constitution du 4 octobre 1958, « *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale.* » L'article 1er de loi du 9 décembre 1905 concernant la Séparation des Églises et de l'État dispose que « *La République assure la liberté de conscience [et] garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées [...] dans l'intérêt de l'ordre public.* » A cette fin, l'article 2 prévoit que « *La République ne reconnaît, ne salarie, ni ne subventionne aucun culte.* » Par suite, l'État doit mettre à distance tous les cultes et faire preuve de la plus stricte neutralité dans l'exercice de ses missions afin d'assurer à chaque citoyen ces droits fondamentaux procédant notamment de l'article 10 de la **Décla-**

## **ration des droits de l'Homme et du citoyen du 26 août 1789.**

Toutefois, le législateur a énoncé des dérogations aux principes rappelés ci-dessus, de manière précisément à garantir à ceux qui le souhaitent de pratiquer le culte de leur choix, lorsqu'ils en sont empêchés par des circonstances particulières. **L'article 2 de la loi du 9 décembre 1905** autorise le fonctionnement d'aumôneries, le cas échéant financées sur fonds publics, dans les établissements publics d'enseignement recevant des internes, les lieux de détention dépendant de l'autorité judiciaire et les hôpitaux. Les aumôneries scolaires sont régies par les dispositions combinées du décret du 22 avril 1960 et de l'arrêté du 8 août 1960, celles dépendant des services pénitentiaires par les articles D. 439 à D. 439-5 du Code de procédure pénale et celles des hôpitaux, dans le dernier état de la réglementation, par les articles 2 et 3 du décret du 3 mai 2017. Enfin, la loi du 9 décembre 1905 n'a pas abrogé celle du 8 juillet 1880 relative au service d'aumônerie militaire, toujours en vigueur, aux termes de laquelle « *Il sera attaché des ministres des différents cultes aux camps, forts détachés et autres garnisons placées hors des villes.* »

Il ne ressort pas de cet ensemble de textes que serait légalement fondée la création d'une aumônerie dans les services de police. Or, l'ancien préfet de police, M. **Michel Cadot**, en a institué une à la Préfecture de police de Paris à la suite des attentats de 2015, aux fins d'offrir un service spirituel aux policiers, bien que ces derniers soient en mesure de trouver, s'ils en éprouvent le besoin, un réconfort auprès de ministres du culte **en dehors du service**. Des moyens, notamment des locaux, sont mis à la disposition des aumôniers, des affiches apposées dans les commissariats, visibles par le public,

informent les agents de l'existence de ce service.

Lors de votre prise de fonctions en qualité de ministre de l'Intérieur, ayant notamment la responsabilité du **Bureau central des cultes**, vous avez déclaré : *« Je reprendrai la laïcité telle que défendue par **Aristide Briand** dans la loi de 1905. Il disait que cette loi est une liberté. La liberté de croire ou de ne pas croire. »* **La Fédération nationale de la Libre Pensée** partage entièrement vos propos de mai 2017. C'est pourquoi notre association vous demande instamment de dissoudre l'aumônerie instituée à la **Préfecture de police de Paris** en dehors de tout cadre légal, en tant qu'elle ne répond pas, comme le législateur l'a implicitement, mais nécessairement reconnu, à un impératif d'accès au droit de pratiquer un culte aux fonctionnaires de police et porte ainsi gravement atteinte à la neutralité du service public de la sûreté des citoyens, seule en mesure de garantir la liberté de conscience de tous. À nos yeux, un renforcement des effectifs de personnel médical et social et de psychologues serait probablement un moyen plus efficient de prendre en charge les difficultés auxquelles sont confrontés les policiers dans l'exercice de leurs fonctions.

En restant à votre disposition pour toute rencontre, recevez Monsieur le Ministre, l'assurance de mes salutations laïques et républicaines.

**Jean-Sébastien Pierre**  
**Président de la Libre Pensée**

Cette lettre n'a jamais reçu de réponse, ni de Gérard Collomb, ni de Christophe Castaner qui a pris la suite, non à Varennes, mais de la place Beauvau.



# « La majorité a suscité un front uni des religions et des laïques »

Pour Philippe Portier, directeur d'études à l'École pratique des hautes études, les projets du gouvernement sur la laïcité s'inscrivent dans une évolution sur le long terme vers plus de reconnaissance et de contrôle des cultes.

Recueilli par **Bernard Gorce**,

le 21/03/2019

**La Croix** : *La réforme de la loi de 1905 envisagée par la majorité est-elle technique ou peut-elle modifier la nature des relations avec les cultes ?*



**Philippe Portier** : La majorité a répété qu'il ne s'agit pas de toucher aux grands principes de la loi de 1905 mais la réforme sur laquelle elle travaille va pourtant au-delà des aménagements à la marge. Tel que l'avait présenté en janvier le gouvernement, le projet vise, à la fois, à accorder de nouvelles possibili-

tés de financement des associations cultuelles et à renforcer leur contrôle par la puissance publique. Ce faisant, on touche à l'économie même du texte de 1905.

Il s'agit, par exemple, de permettre aux associations cultuelles de gérer des immeubles de rapport. Du point de vue symbolique, cette mesure n'est pas neutre car cela change la définition des associations cultuelles en intégrant dans la loi le fait qu'elles peuvent avoir des activités non cultuelles. D'autres mesures apparemment techniques comme le mode de nomination des clercs ont des conséquences sur le mode d'organisation interne des cultes, notamment pour les protestants qui ont d'ailleurs jugé cette disposition très intrusive.

***Quel est l'enjeu du renforcement du contrôle des cultes par l'État ?***

**P. P. :** Le gouvernement voudrait d'une part aménager la police des cultes. Il explique qu'il s'agit simplement d'aligner la loi de 1905 sur ce que prévoit le Code pénal de 1994 en ce qui concerne la nomenclature des peines et les motifs d'inculpation (on pense en particulier aux propos incitant à la haine, à la violence ou à la discrimination qui pourraient être proférés par des ministres du culte). Cela traduit un vrai renforcement du contrôle et des sanctions par rapport au texte de 1905.

D'autre part, le gouvernement envisageait de changer la procédure de constitution des associations cultuelles. Elle se fait aujourd'hui par une simple déclaration auprès de l'administration. Désormais, il faudrait déposer une demande à l'autorité préfectorale qui apprécierait. Cela pose donc une vraie question, car cette réforme reviendrait à donner au pouvoir administratif le pouvoir de définir *a priori* ce qu'est un culte, en réintroduisant subrepticement un régime d'autorisation. Ajoutons aussi le contrôle des financements externes.

***Comment expliquer les fortes réticences qui se sont exprimées dans les milieux laïques ?***

**P. P. :** Pour beaucoup, le texte de 1905 est plus qu'une loi, c'est un ensemble de principes et de valeurs auxquels

il ne faut pas toucher. Certains ont tenu à réaffirmer, au nom des principes libéraux contenus dans la loi de séparation des Églises et de l'État, qu'il n'appartient pas à ce dernier d'intervenir dans les affaires des cultes ; ils ont insisté en outre sur le respect de la liberté d'association. D'autres ont mis en avant les dérives communautaristes et la menace de l'islamisme politique, mais ont insisté sur le fait que ces atteintes à l'ordre républicain pouvaient être régulées par des dispositions fiscales ou pénales spécifiques, sans qu'il soit pour cela utile de toucher à la loi de 1905. Et puis, tous les interlocuteurs laïques ont vu d'un mauvais œil les nouvelles possibilités de subventionnement des cultes.

### ***Ce texte historique est-il intouchable ?***

**P. P. :** Il a été modifié à de multiples reprises depuis un siècle mais en général sur des aspects mineurs. Il n'y a que dans des périodes de fortes tensions, comme en 1907-1908 quand il fallut pacifier les relations avec l'Église catholique, ou lors des moments de suspension de la légalité républicaine comme en 1942 (Vichy permit de subventionner les réparations des lieux de culte privés) qu'on a modifié le texte en profondeur.

Quand le pouvoir a voulu engager des transformations lourdes, il a le plus souvent préféré contourner la loi de 1905. On peut prendre l'exemple de la loi Debré de 1959 sur l'enseignement privé sous contrat ou l'ordonnance de 2006 sur les baux emphytéotiques. De même c'est une loi de finance rectificative de 1961 qui va permettre aux communes de garantir des emprunts souscrits par les associations culturelles.

En avançant comme elle l'a fait sur une modification de la loi de 1905, la majorité a suscité un front paradoxalement uni des religions et des laïques. On aurait pu emprunter des voies parallèles comme cela a été fait dans le passé. Il semble d'ailleurs qu'on s'achemine maintenant vers cette solution.

***Ce dossier révèle-t-il une conception particulière de la laïcité d'Emmanuel Macron ?***

**P. P. :** Le Président connaît la complexité de la question religieuse en France et, à sa manière, il cherche à la « *désacraliser* », à en faire un objet pacifié, à en finir avec cette guerre des deux France. Sur la laïcité, je crois que l'approche de la majorité s'inscrit dans une évolution sur le temps long. Nous avons connu durant des décennies une laïcité d'ignorance entre la sphère publique et le religieux.

Puis une première évolution est apparue dans les années 1960 avec une plus grande reconnaissance du fait religieux par les pouvoirs publics. La deuxième évolution, celle des années 1990, marque le renforcement d'un processus de contrôle des cultes. Davantage de reconnaissance et de surveillance : ce à quoi nous assistons aujourd'hui s'inscrit toujours dans cette tendance de long terme et qui fait émerger une manière de « *conflit des cultures* », entre d'un côté ceux qui veulent donner plus de place au religieux dans l'espace public et de l'autre, ceux qui veulent le réduire à sa simple expression cultuelle.

*Le Monde*  
jeudi 21 mars 2019

# La majorité tente de se faire une religion sur la laïcité

## LRM organise une réunion interne pour ouvrir un dialogue sur le sujet en attendant qu'une ligne soit fixée

Opération déminage. Alors que le thème de la laïcité suscite régulièrement des divergences internes, *La République En Marche* (LRM) organise une réunion consacrée à ce sujet, mercredi 20 mars, à son siège parisien. Avec l'objectif de pacifier les débats sur ce thème éminemment sensible.

« *On peut trouver des positions d'accord entre nous* », juge la Secrétaire d'État à l'égalité entre les femmes et les hommes, **Marlène Schiappa**, qui animera cette « *conférence-débat* », en tant que responsable du pôle idées du parti. Quelques « *dénominateurs communs* » permettant de rapprocher les points de vue, mais rien de plus.

Lucides, les dirigeants du parti présidentiel n'ambitionnent pas de fixer une ligne commune à l'issue de ce rendez-vous très attendu. Pas question de risquer de braquer les tenants d'une sensibilité, ou de donner le sentiment de vouloir définir une ligne que le chef de l'État **Emmanuel Macron**, tarde lui-même à détailler.

Vu les tensions que cette thématique peut parfois provo-



quer dans les rangs macronistes, établir un dialogue entre les diverses chapelles dans un cadre apaisé apparaît déjà comme une petite victoire. « *Le but, c'est d'ouvrir un premier cycle de débat sur ce sujet sensible, afin de nourrir notre réflexion et mettre à plat les positions de chacun* », explique le patron du mouvement, **Stanislas Guerini**. « *Nous ne ferons pas de propositions sur un sujet pareil, mais un débat* », confirme M<sup>me</sup> **Schiappa**. Un premier pas, en somme, avant de définir, à terme, une position qui engage l'ensemble des troupes.



Les députés de LRM sont profondément divisés sur les questions de laïcité et attendent que le président se prononce...

## Principal objet de clivage

Intitulée « *Comment faire vivre l'esprit de la loi de 1905 en 2019 ?* » la réunion, qui doit débiter à 19 heures, se déroulera à huis clos. Les membres de LRM (parlementaires, référents, adhérents) sont invités à écouter plusieurs intervenants extérieurs, tels que le président de l'*Observatoire de la laïcité*, **Jean-Louis Bianco**, réputé être promoteur d'une laïcité « ouverte », et l'universitaire

**Laurent Bouvet**, figure du *Printemps républicain*, qui défend une vision se voulant plus stricte de la loi de 1905, notamment vis-à-vis de l'islamisme. Mis aussi l'historienne **Valentine Zuber**, la journaliste **Nadia Hathroubi-Safsaf** ou l'ancienne présidente de *SOS Racisme* **Cindy Léoni**. En introduction sera présentée une étude inédite de la *Fondation Jean-Jaurès* sur la laïcité dans l'opinion.

Signe que ce sujet est extrêmement clivant : la liste des invités a évolué jusqu'au dernier moment. Certains intervenants ayant menacé de ne pas participer en raison de la présence de personnalités sur une position jugée trop éloignée de la leur... Alors que plusieurs membres du *Printemps républicain* devaient initialement être conviés, M. Bianco a ainsi suspendu sa venue, avant de se raviser quand il a eu la garantie que seul M. Bouvet représentera ce mouvement.

Sujet de division chez les intellectuels et au sein de la société française, la question de la laïcité – et plus spécifiquement de la place à accorder à l'islam dans la société – demeure l'un des principaux objets de clivage – voire le principal – entre les députés LRM. Depuis le début du quinquennat, ils n'hésitent pas à afficher leurs profonds désaccords au grand jour, en particulier sur Twitter.

Dernier épisode en date : début mars, les propos du député du Val d'Oise et numéro deux du pôle idées de LRM, **Aurélien Taché**, paraissant comparer le port du voile islamique avec celui du serre-tête, ont suscité une intense polémique en interne. Cette figure de l'aile gauche de la majorité avait alors été la cible de vives critiques de la part d'autres élus LRM. Au point que ce sujet avait été débattu lors du bureau exécutif du parti, le 4 mars.

Fin février, le gouvernement et la majorité étaient aussi apparus divisés lors de la polémique soulevée par le projet de commercialisation d'un hidjab sportif par le groupe Décathlon. Quinze jours plus tôt, le groupe majoritaire à

l'Assemblée nationale s'était déjà fracturé sur l'opportunité de voter un amendement du député Les Républicains (LR) des Alpes-Maritimes, **Eric Ciotti**, visant à interdire le port du voile aux accompagnatrices scolaires.

Des poussées de fièvre qui ont convaincu les responsables de LRM de l'urgence d'apaiser le débat sur un sujet qui fait figure d'angle mort depuis le début du quinquennat, voire d'impensé. « *En près de deux ans, aucun vrai débat n'a eu lieu sur ce thème car on craint tous que cela fasse apparaître les divisions internes* », confie un dirigeant.

### Approches « irréconciliables »

Si bavards lorsqu'il s'agit d'aborder les thématiques économiques, la plupart des quelque 300 députés LRM se montrent mal à l'aise avec un sujet aussi complexe que potentiellement inflammable. Seuls les plus structurés sur le plan idéologique ont une position tranchée. Et ce sont les mêmes qui ferraillent à intervalle régulier.

Parmi eux, deux lignes principales se font face : les partisans d'une vision libérale et ouverte de la laïcité, incarnés par **Aurélien Taché**, **Fiona Lazaar** (Val d'Oise), **Sacha Houllé** (Vienne) ou **Laëtitia Avia** (Paris) ; et les tenants d'une laïcité républicaine plus stricte, désormais représentée par l'ex-juppéiste **Aurore Bergé** (Yvelines), **François Cornier-Bouligeon** (Cher) ou **Anne-Christine Lang** (Paris) depuis le départ de **Manuel Valls**.

Le désaccord est profond entre ces approches jugées « *irréconciliables* ». Les premiers accusent les seconds de défendre une « *laïcité rigide* », qui a pour effet de « *stigmatiser les musulmans* », les seconds reprochent aux premiers de « *cautionner des replis communautaristes inacceptables dans la République* ».

« *Il faut affirmer de manière claire le principe de laïcité face aux intégristes religieux* », juge Mme Bergé. « *Je refuse qu'on jette l'opprobre au nom du nécessaire combat*

*contre l'islam politique* », rétorque M. Taché.

Plusieurs élus macronistes attribuent cette querelle idéologique au fait que le président de la République n'a pas encore suffisamment clarifié la ligne suivre. « Comme les bébés Macron ne savent pas vraiment ce que pense le chef sur ce sujet, chacun donne son avis », soupire un dirigeant de LRM. Au sein du groupe majoritaire, plusieurs députés n'ont pas varié d'attitude depuis le début du quinquennat. Prudence oblige, ils reconnaissent « attendre » que le chef de l'État fixe une doctrine précise sur ce sujet, avant de s'y rallier.

**Alexandre Lemarié** (avec **Olivier Faye**)



## Le gouvernement veut réformer sans toucher à la loi de 1905

**Pour renforcer la transparence du financement des cultes, l'exécutif pourrait finalement s'appuyer sur les codes pénal et des impôts**

**Emmanuel Macron** a annoncé, lundi 18 mars, alors qu'il échangeait à l'Élysée avec une soixantaine d'intellectuels dans le cadre du grand débat, qu'il ne souhaitait pas « *changer* » la **loi de 1905** sur la séparation des Églises et de l'État, « *ma vision est claire, c'est 1905 et rien que*

1905 », a-t-il développé. On est loin de l'ambition qu'avait affichée le chef de l'État quand il assurait, dans un entretien au *Journal du dimanche*, en février 2018, vouloir « *poser les jalons de toute l'organisation de l'islam de France* » et ce dès « *le premier semestre 2018* ».

L'exécutif avait pourtant fait savoir en novembre qu'il réfléchissait, dans le cadre du toilettage du régime des cultes qu'il appelle de ses vœux, à amender ce texte fondateur tout en assurant qu'il ne s'agissait pas de toucher aux principes de liberté de culte et de la neutralité de l'État. Les services du ministère de l'intérieur s'étaient attelés à la tâche et avaient préparé un ensemble de modifications qui concernaient, entre autres, certaines dispositions de la loi de 1905, dont plusieurs étaient jugées inapplicables en l'état.

### « Approche sécuritaire »

Éventé par un article de *L'Opinion*, ce projet avait alarmé les responsables des principaux cultes. Ceux-ci n'avaient pas été consultés sur l'idée de toucher à un texte qui, après des débuts conflictuels avec l'Église catholique, a fini par être considéré par toutes les confessions comme un symbole et le garant d'un équilibre qu'il ne faut retoucher qu'avec la plus grande prudence.

En outre, les représentants des cultes catholique et protestant craignaient d'avoir à subir les dégâts collatéraux d'une réforme qui, en réalité, était d'abord destinée à favoriser une meilleure organisation du culte musulman. Ils avaient eu du mal à admettre que, parce que la plupart des mosquées sont organisées en dehors du cadre de la loi de 1905, la réglementation en vigueur allait être durcies pour tout le monde.

Des membres de la *Conférence des responsables de culte en France*, qui réunit les représentants des cultes chrétien, musulman, juif et bouddhiste, avaient estimé en



février que les amendements envisagés par l'exécutif risquaient de « *contraindre* » plus que d'élargir la liberté de culte et avaient mis en garde contre une « *approche sécuritaire* » qui serait à leurs yeux « *inadmissible* ».

« *Notre devoir dans les réformes à conduire, c'est de clarifier les sujets de financement parce que ces sujets nourrissent certains groupuscules qui ne respectent pas les lois de la République* », a toutefois souligné **Emmanuel Macron**, lundi soir. Avant d'ajouter : « *On a aussi le sujet qui nécessite une clarification et une organisation, celui du pèlerinage (à La Mecque) ou aujourd'hui les règles de transparence, de clarté, ne sont pas satisfaisantes.* »

« *Le président ne souhaite pas qu'on entre dans le débat par la modification de la loi de 1905 qui a été interprétée par certains comme une adaptation du cadre de notre laïcité à l'Islam* », commente l'Élysée. En clair, l'exécutif poursuit toujours les mêmes objectifs – renforcer la transparence du financement des cultes, lutter contre les propos haineux et consolider la gouvernance des associations culturelles en responsabilisant davantage leurs dirigeants –, mais il pense désormais pouvoir les atteindre sans toucher – ou le moins possible – à la loi de 1905.

## Deuxième semestre 2019

Alors que la plupart des mosquées sont aujourd'hui gérées par des associations qui dépendent du régime de la loi de 1901, le gouvernement souhaite trouver les moyens d'inciter les associations qui gèrent les lieux de culte à s'inscrire dans le cadre de la loi de 1905, un régime qui impose des règles de transparence et de gouvernance plus efficaces.

« *Finalement, cela peut très largement se faire sans toucher à la loi de 1905, voire même sans trop toucher à la loi de 1901* », explique un proche du dossier. En réfor-

mant le *code pénal*, par exemple, pour pouvoir dissoudre des associations qui auraient tenu des propos incitant à la haine, ou le *code général des impôts*, pour accroître les exigences en matière de transparence financière. C'est exactement ce que soutenaient certains responsables de cultes ces derniers mois. Le gouvernement devrait présenter son projet au deuxième semestre 2019.

## Cécile Chambaud et Virginie Malingre



*"Notre devoir dans les réformes à conduire [sur les questions de laïcité], c'est de clarifier les sujets de financement parce que ces sujets nourrissent certains groupuscules qui ne respectent pas les lois de la République", a souligné E. Macron*

# Revue de presse sur la Libre Pensée et les crèches de Noël



**Crèches de Noël: les gardiens du temple laïque lancent leur campagne répressive**

Pour les bannir de l'espace public, les activistes de la loi de 1905 diffusent un vademecum sur les actions à mener.

Par **Stéphane Kovacs**

*Le Figaro* du 8 décembre 2019

Le «solstice d'hiver» approchant, voilà de nouveau la **Fédération de la libre pensée** en ordre de bataille contre les crèches de la Nativité dans les bâtiments publics. Une note vient d'être envoyée à tous les représentants départementaux, rappelant «les démarches à accomplir avant de saisir le juge administratif». «On est dans la tendance au reflux drastique, se félicite **Christian Eyschen**, vice-président de la fédération. Partout où on a fait des recours, on a gagné! Notre action, sanctionnée positivement par le Conseil d'État, a eu ses effets bénéfiques.»

À Béziers, c'est entouré de «représentants de cinq religions» que le maire - apparenté RN - **Robert Ménard** a inauguré sa crèche dans l'enceinte de l'hôtel de ville, lundi dernier. Pour montrer qu'«elle n'est pas une polémique, pas une provocation, mais un trait d'union», explique-t-il. Comme l'an dernier, elle est disposée sur une table à roulettes, de manière à pouvoir la déplacer en

cas de contestation. En 2017 et 2018, la justice avait estimé que l'installation portait atteinte à la loi de 1905 sur la séparation des Églises et de l'État. *«Cette année, on a essayé de se conformer un peu plus aux préconisations du Conseil d'État, poursuit l'édile. Il y a quelque temps, le sous-préfet m'a envoyé un courrier apaisé, me rappelant les règles ; je lui ai répondu sur le même ton. Et je n'ai reçu aucune plainte.»*

Dans un communiqué, la **Libre pensée de l'Hérault** fustige toutefois *«une crèche catholique, installée dans l'enceinte du bâtiment public de tous les Biterrois, investie d'un contenu prosélyte par le maire»* et se dit *«prête à déposer un recours»*.

## Mise en avant des traditions

En revanche, il n'y aura pas - pour l'instant - d'autres plaintes, affirme **Christian Eyschen**. *«De manière à ne pas affaiblir notre action en la matière, indique la note, il est recommandé de renoncer à toute action contentieuse – ce qui n'interdit pas une campagne locale de dénonciation – lorsque la crèche est installée soit sur le domaine public dans le cadre d'une animation commerciale ou festive (marché de Noël, par exemple), soit dans un bâtiment public n'étant pas le siège de la collectivité, ou lorsque la crèche s'intègre dans une tradition locale.»*

Comme chaque année depuis 2016, la région Auvergne-Rhône-Alpes s'apprête à mettre en place une crèche de Noël dans le hall du conseil régional. D'abord retoquée par le tribunal administratif, l'installation avait été autorisée en 2017, le président **Laurent Wauquiez** ayant pris soin de mettre en avant les métiers d'art et les traditions santonnnières régionales. *«Si c'est une exposition, ça va! tranche Christian Eyschen. On n'est pas des maniaques.»*

À Toulouse, c'est une crèche vivante qui indispose certains. Elle se tiendra, pour la septième année consécutive, samedi prochain: *«Tout l'après-midi, une quarantaine d'enfants et quelques adultes entourés d'animaux se relayeront place Saint-Georges pour chanter et jouer des tableaux de Noël»*, raconte **Erwan Demolins**, de l'association *Vivre Noël Autrement*. Une «manifestation publique» autorisée par la mairie, qui ne subventionne pas l'association. *«Le problème, c'est que c'est une crèche vivante, qui veut "raconter la vraie histoire de Noël", donc, pour eux, la naissance de Jésus-Christ, fait remarquer Pierre Juston, doctorant en droit public, spécialiste des questions de laïcité. Ce n'est pas conforme à la loi de 1905. D'ailleurs, il y a trois ans, en marge de cet événement, une personne avait distribué les horaires des messes. Et le maire, Jean-Luc Moudenc, accepterait-il que l'histoire de Mahomet soit racontée sur la place du Capitole pendant l'Aïd?»* Certes, *«c'est dans un espace public, mais ce ne sont pas non plus des prières de rue!* réplique Erwan Demolins. *Notre événement n'est pas fait pour revendiquer quoi que ce soit. Et puis il y a des choses bien plus graves dans l'actualité...»*



**Crèches de Noël : la « libre pensée » toujours aussi sectaire à l'égard du catholicisme ?**

Les fêtes de Noël approchant, la Fédération nationale de la libre-pensée est de nouveau en ordre de bataille contre les crèches de la Nativité dans les bâtiments publics. Une note vient d'être envoyée à tous ses représentants départementaux, rappelant *« les démarches à accomplir avant de saisir le juge administratif »*. Curieusement, à part contre **Robert Ménard** qui, manifestement, est



considéré comme un récidiviste dangereux, il est recommandé, selon *Le Figaro*, de renoncer à toute action contentieuse lorsque la crèche s'intègre à une tradition locale ou n'est pas installée dans un domaine public. Crainte du ridicule dans une société qui, si elle se déchristianise, est attachée aux traditions du catholicisme sans lequel, qu'on le veuille ou non, la France n'existerait pas ?

La région Auvergne-Rhône-Alpes s'apprête donc à mettre en place une crèche de Noël dans le hall du conseil régional, comme elle le fait depuis 2016. D'abord interdite par le tribunal administratif, cette installation avait finalement été autorisée en 2017, **Laurent Wauquiez** ayant pris soin de mettre en avant les traditions santonnnières de sa région. Même indulgence à l'égard de Toulouse, où une crèche vivante se tiendra place Saint-Georges, samedi prochain, avec une quarantaine d'enfants qui chanteront et joueront des tableaux de Noël. Une manifestation publique, autorisée par le maire qui, heureusement pour lui, ne subventionne pas l'association qui l'organise.

Ce qui n'empêche pas un doctorant en droit public, soi-disant spécialiste des questions de laïcité, de dénoncer cet événement : « *Le problème, c'est que c'est une crèche vivante, qui veut raconter la vraie histoire de Noël, donc, pour eux, la naissance de Jésus-Christ* », fait-il remarquer. Et de demander à **Jean-Luc Moudenc** s'il accepterait que « *l'histoire de Mahomet soit racontée sur la place du Capitole pendant l'Aïd* ». Certes, « *c'est dans un espace public, mais ce ne sont pas non plus des prières de rue !* », lui répond **Erwan Demolins**, membre de l'association *Vivre Noël autrement*. « *Notre événement n'est pas fait pour revendiquer quoi que ce soit. Et puis il y a des choses bien plus graves dans l'actualité...* »

Pas de pitié, en revanche, pour Robert Ménard. Dans un

communiqué, la **Libre Pensée de l'Hérault** s'indigne : « Une crèche catholique, installée dans l'enceinte du bâtiment public de tous les Biterrois, investie d'un contenu prosélyte par le maire », quel crime abominable, n'est-ce pas ? Elle se dit « prête à déposer un recours ». Pourtant, le maire de Béziers a pris ses précautions. Il a disposé la crèche dans le hall de l'hôtel de ville, sur une table à roulettes, afin de pouvoir la déplacer en cas de contestation. Mieux : il l'a inaugurée, entouré de représentants de cinq religions. Si, maintenant, les disciples de Mahomet se mettent à parrainer les crèches, où va-t-on ?

Robert Ménard ne fait que mettre en acte ce que pensent l'immense majorité des Français, même s'ils ne sont pas catholiques. La crèche de Noël est une tradition de notre pays, qui dépasse les clivages religieux. Il n'a pas la prétention de convertir tous ses administrés : le présenter comme un « prosélyte », un Polyeucte du XXI<sup>e</sup> siècle, a quelque chose d'extravagant ! Au moins cette affaire a-t-elle le mérite de montrer que le laïcisme de la Libre Pensée est surtout un anticatholicisme. En 2017, à Clichy, elle n'avait pas condamné les prières de rue des musulmans, mais la municipalité qui leur proposait des locaux jugés trop exigus. Drôle de liberté, qui a deux poids et deux mesures !

**Philippe Kerlouan** Écrivain

## Crèches : que dit le droit ?

**Chaque année, les crèches de Noël créent la polémique. C'est même devenu un marronnier, comme disent les journalistes. Un marronnier de Noël ! Mais, au fait, que dit la loi ?**

Selon l'article 28 de la **loi du 9 décembre 1905**, « il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou

*emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions ».*

Autre question : quelles sont les limites entre la tradition et le prosélytisme ?

« Concernant les crèches de Noël, précise **Nicolas Cadène**, rapporteur général de l'Observatoire de la laïcité, il s'agit de qualifier ou non d'emblème religieux ces représentations figuratives. » En somme, si l'installation est qualifiée d'exposition culturelle, artistique et festive, elle est autorisée. À l'inverse, si l'on considère que la crèche est un symbole religieux, qu'elle est présentée comme une adhésion de la collectivité locale publique au culte, alors elle doit être interdite. L'appréciation revient à la Justice et dépendrait donc uniquement du discours inaugural.

Autre précision, toujours selon **Nicolas Cadène**, « le Conseil d'État distingue les bâtiments des emplacements publics ». Dans l'enceinte d'un bâtiment public, l'installation d'une crèche n'est pas conforme au principe de neutralité. À l'extérieur, en revanche, dans le cadre des « fêtes de fin d'année », la crèche devient en principe un symbole culturel.

Pour récapituler : si le maire présente sa crèche comme une attraction culturelle et considère que le petit Jésus n'est, à l'instar du père Noël, qu'une personnalité fictive issue d'un vieil ouvrage... en théorie, la Justice ne peut l'interdire. Mais si Jésus devient le fils de Dieu et qu'une association née de pensées et d'actions anticléricales (<https://www.fnlp.fr/news/11/17/L-histoire-de-la-Libre-Pensee-en-France.html>) estime que la crèche est une atteinte à la laïcité et, pire encore, à l'intégration de la communauté musulmane, elle doit être retirée. Libres penseurs ou libres censeurs, ça, la loi ne le dit pas.

Dans quelques jours, le maire de Toulouse inaugurera une crèche vivante sur la place Saint-Georges. Alors **Pierre Juston**, doctorant en droit public, se demande si « *Jean-Luc Moudenc [le maire de Toulouse] accepterait que l'histoire de Mahomet soit racontée dans les rues de Toulouse pendant la période de l'aïd* ».

À Béziers, où le maire, **Robert Ménard**, est accusé de provoquer la communauté musulmane, c'est le même refrain : « *Je pense que ceux qui sont visés, ce sont les musulmans et les Arabes* », considère **Christophe Benoît**, responsable local de l'association *Libre Pensée*. « *Quelque part, ça veut dire qu'ils ne seront jamais chez eux ici. C'est clairement une action visant à diviser la population.* »

**Maud Protat-Koffler** Journaliste en formation



**Dans les départements, la chasse aux crèches de Noël est lancée**

Lundi 9 décembre 2019

***Pour bannir les crèches de l'espace public, la Fédération de la libre pensée a envoyé une note à tous les représentants départementaux.***

Début du mois de décembre oblige, les grands défenseurs de la loi de 1905 sortent les griffes. Pour lutter contre les crèches de la Nativité dans les bâtiments publics, la Fédération de la libre pensée vient d'envoyer une note à tous les représentants départementaux, rappelant « *les démarches à accomplir avant de saisir le juge administratif* », rapporte notamment *Le Figaro*.

## Robert Ménard, seul contre tous

« *On est dans la tendance au reflux drastique* », se réjouit d'ailleurs *Christian Eyschen*, vice-président de la fédération. « *Partout où on a fait des recours, on a gagné ! Notre action, sanctionnée positivement par le Conseil d'Etat, a eu ses effets positifs* », poursuit-il. Un maire résiste pourtant encore et toujours à la pression.

Lundi dernier, **Robert Ménard** a inauguré sa nouvelle crèche dans l'enceinte de l'hôtel de ville de Béziers. Entouré de « *représentants de cinq religions* » il a insisté sur le fait « *qu'elle n'est pas une polémique, pas une provocation, mais un trait d'union* ». Seulement, cette année, comme l'année précédente, il a été obligé de la disposer sur une table à roulettes, de manière à pouvoir la déplacer en cas de contestation. En 2017 et 2018, la justice avait estimé que l'installation portait atteinte à la loi de 1905. « *Cette année, on a essayé de se conformer un peu plus aux préconisations du Conseil d'Etat. Il y a quelques temps, le sous-préfet m'a envoyé un courrier apaisé, me rappelant les règles ; je lui ai répondu sur le même ton. Et je n'ai reçu aucune plainte* », fait valoir l'édile. Une déclaration qui n'a pas empêché la Fédération de la libre pensée héraultaise de fustiger « une crèche catholique, installée dans l'enceinte du bâtiment public de tous les Biterrois, investie d'un contenu prosélyte par le maire ».

## Bientôt on s'élèvera contre les églises des villages

La note envoyée par l'association précise bien qu'« *il est recommandé de renoncer à toute action contentieuse – ce qui n'interdit pas une campagne locale de dénonciation – lorsque la crèche est installée soit sur le domaine public dans le cadre d'une animation commerciale ou festive, soit dans un bâtiment public n'étant pas le siège de la collectivité, ou lorsque la crèche s'intègre dans une tradition locale* ». Et ce, « *de manière à ne pas affaiblir notre action en la matière* », précise la



note.

Car le cas de Béziers est loin d'être isolé. Comme chaque année depuis 2016, la région Auvergne-Rhône-Alpes s'apprête à mettre en place une crèche dans le hall du conseil régional. D'abord interdite, l'installation avait finalement été validée, **Laurent Wauquiez**, président de la Région, ayant pris soin de mettre en avant les métiers de l'art et les traditions santonnnières régionales. A Toulouse, c'est une crèche vivante qui pose problème. *«Le problème, c'est que c'est une crèche vivante qui veut 'raconter la vraie histoire de Noël', donc, pour eux, la naissance de Jésus-Christ»*, explique **Pierre Juston**, doctorant en droit public. Pour lui, *«ce n'est pas conforme à la loi de 1905»*. *«On ne tolère plus l'expression du moindre signe religieux»*, s'inquiète en revanche le père **Laurent Stalla-Bourdillon**, qui dirige le service pour les professionnels de l'information (SPI). *«Bientôt, on s'élèvera contre les croix des carrefours ou même les églises des villages»*, déplore-t-il aussi.



**ADOXA**

L'essentiel de l'info

Une «chasse» aux crèches de Noël est lancée dans toute la France par des activistes laïques

*Pour bannir les crèches de l'espace public, la Fédération de la libre pensée a envoyé une note à tous les représentants départementaux.*

Début du mois de décembre oblige, les grands défenseurs de la loi de 1905 sortent les griffes. Pour lutter contre les crèches de la Nativité dans les bâtiments publics, **la Fédération de la libre pensée** vient d'envoyer une note à tous les représentants départementaux, rappelant *«les démarches à accomplir avant de saisir le juge*

*administratif* », rapporte notamment Valeurs.



## **NOVO PRESS** Fédération de la Libre Pensée

***Crèches de Noël dans les mairies : Les « tchékistes » de la FLP relancent la guerre, par Franck Deletraz***

11 décembre 2019 par **Novopress**

Voici revenue la saison des bien inoffensives et jolies crèches de Noël, et avec elle, hélas, celle aussi des cris d'orfraies et autres manifestations d'intolérance des enrégés de la laïcité. Dans son délire laïciste et anti-chrétien, la Fédération de la libre pensée a ainsi récemment adressé à l'ensemble de ses représentants départementaux une note pour leur rappeler les démarches (administratives et autres) à entreprendre pour bannir nos pauvres santons de l'espace public.

### **Traque aux santons**

Une note que lesdits représentants départementaux n'ont cependant pas attendue pour donner libre cours à leur sempiternelle hargne. Notamment à Béziers où, bien qu'ayant scrupuleusement respecté la loi, **Robert Ménard** a quand même fait l'objet de violentes critiques de la part de la Libre pensée de l'Hérault. Dans un communiqué, celle-ci n'a en effet pu s'empêcher de fustiger *«une crèche catholique, installée dans l'enceinte du bâtiment public de tous les Biterrois, investie d'un contenu prosélyte par le maire»*, et s'est même dite *«prête à déposer un recours»* ! Ou encore à Toulouse, où les «Khmers rouges» de la laïcité dénoncent l'organisation par l'association *Vivre Noël autrement* d'une crèche vivante, le samedi 14 décembre, sur la place Saint-Georges. Une manifestation qui, bien qu'organisée par

une association non subventionnée par la mairie, donne quand même des boutons aux laïcards...

### « Une forme d'aversion pour le christianisme »

Une traque qui, bien que des plus consternantes, n'en procure pas moins une satisfaction malsaine à la **Fédération de la libre pensée** puisque son vice-président **Christian Eyschen** se félicitait encore récemment d'une « *tendance au reflux drastique* » des crèches dans l'espace public. « *Partout où on a fait des recours, se réjouissait-il en effet, on a gagné* » ! En fait, comme s'en inquiétait à fort juste titre le père **Laurent Stalla-Bourdillon**, directeur du *Service diocésain pour les professionnels de l'information*, cité par *Le Figaro*, « *on ne tolère plus l'expression du moindre signe religieux. Bientôt, on s'élèvera contre les croix des carrefours ou même les églises des villages... La société française, ajoutait-il, a conçu une forme d'aversion pour le christianisme, qu'on a du mal à admettre* ».

**Franck Deletraz**

Article paru dans *Présent* daté du 10 décembre 2019



**Pourquoi les crèches  
dérangent dans l'espace  
public**

Présentée par **Pauline de Torsiac**

***En ce mois de décembre, les crèches de Noël fleurissent dans les églises, les foyers et les lieux publics. Une présence qui dérange certains partisans de la laïcité.***

**La Fédération de la Libre Pensée** est en alerte en ce mois de décembre. Elle a envoyé une circulaire à tous ses représentants départementaux pour leur expliquer la marche à suivre s'ils découvriraient une crèche dans un lieu public. Au nom du principe de laïcité, la Libre Pensée vient d'envoyer une lettre recommandée à la mairie d'Asnières dans les Hauts-de-Seine pour lui demander de retirer la crèche qu'elle a installée dans le hall de l'Hôtel de ville. Si la mairie ne s'exécute pas, la Fédération a prévu de saisir le tribunal administratif.

**Du côté de Béziers, la Libre Pensée est aussi prête à déposer un recours.** Cette année, le maire de la ville, Robert Ménard, a inauguré sa crèche dans l'enceinte de l'Hôtel de Ville entouré de représentants de cinq religions. Une crèche sur roulettes pour pouvoir la déplacer en cas de contestation. A Toulouse, l'Association Vivre Noël Autrement organise chaque année depuis sept ans une crèche vivante sur une place publique de la ville. Cette crèche est aujourd'hui un incontournable des animations du centre-ville à la période des fêtes. Evidemment, elle ne plaît pas à tout le monde. Mais il s'agit d'une manifestation publique autorisée par la mairie qui ne subventionne pas l'association.

**Du côté de l'Observatoire de la laïcité, les crèches ont droit de cité dans les lieux publics à une condition.**

C'est d'ailleurs ce que dit le **Conseil d'Etat**. Oui pour les crèches dans l'espace public si elles ont une connotation culturelle, non si cette connotation est cultuelle. Culturel, folklorique oui, cultuel non.

**Exception à la règle au sein de l'armée, où la laïcité se vit de manière plutôt ouverte et pragmatique.** Une spécificité qui s'explique par la mission même d'hommes unis sous un même drapeau, confrontés la mort et donc à la question de la transcendance. La

crèche, c'est même un peu la Madeleine de Proust pour les soldats. L'une des grandes traditions des armées et notamment de la légion étrangère c'est de réaliser des concours de crèche.

**Il y a quelques jours, le pape a signé une nouvelle lettre apostolique “*Amirabile Signum*”, le signe merveilleux, pour que l'Eglise catholique valorise les crèches.** Pour le pape, la crèche est une belle tradition et a sa place sur les lieux de travail, dans les écoles, les hôpitaux, les prisons sur les places publiques car elle est un signe qui peut susciter l'étonnement et l'émerveillement tout en annonçant avec simplicité et joie le mystère de l'incarnation du fils de Dieu.



Une autre vue du Meeting laïque organisé le 5 décembre 2015  
dans la salle Japy à Paris



# Sommaire

Préface par <b>Hubert Raguin</b> .....	5
--	---

## *Le combat de la Libre Pensée*

• Introduction : sans trêve ni repos, la Libre Pensée agit par <b>Christian Eyschen</b> .....	11
• La Libre Pensée défend la loi de 1905 : 1995, 2005, 2015 par <b>Philippe Besson</b> .....	20
• La Séparation en péril par <b>Dominique Goussot</b> .....	34
• Emmanuel Macron aux Bernardins : Le vice clérical aux bras du crime antilaïque ? <i>Communiqué de la Libre Pensée</i> (10 avril 2018) .....	49
• Lettre au Président de la République (25 mai 2018).....	54
• Manifeste de la Libre Pensée en défense de la loi de 1905 ( <i>Congrès de Saint-Herblain</i> ) .....	56
• Appel du 22 novembre 2018 .....	71
• Première lettre au ministre de l'Intérieur (2 décembre 2018) .....	73
• Deuxième lettre au ministre de l'Intérieur (13 décembre 2018) .....	75
• Devant les préfetures .....	77
• Argumentaire pour les entrevues avec les Préfets par <b>Loïk Gourdon</b> .....	80

• La Libre Pensée reçue au Ministère de l'Intérieur (8 janvier 2019) .....	83
• Lettre ouverte de la Libre Pensée au mouvement laïque organisé (5 février 2019) .....	88
• Circulaire de la Libre Pensée sur la réunion du 19 février 2019 .....	93
• Appel de Bauveau .....	98
• Réunion laïque unitaire du 28 février 2019 .....	100
• Lettre de la Libre Pensée au Président de la République (19 mars 2019) .....	104
• Lettre au Ministre de l'Intérieur (25 mars 2019) .....	105
• Monsieur le Président, je vous fais une lettre que vous ne lirez pas, comme toutes les autres ... (4 avril 2019) .....	106
• Lettre de Christophe Castaner à la Libre Pensée (24 avril 2019) avec les pistes législatives .....	110
• Lettre de la Libre Pensée à Christophe Castaner (6 mai 2019) .....	114
• Analyse du document remis par le ministre de l'Intérieur par <b>Dominique Goussot</b> .....	116
• Lettre de Christophe Castaner à la Libre Pensée (24 mai 2019) .....	124
• Adresse du Congrès national de la Libre Pensée au mouvement laïque (Août 2019) .....	125

- Appel du 9 décembre 2019.  
Texte de la Ligue des droits de l'Homme,  
de la Ligue de l'enseignement  
et de la Libre Pensée  
(9 décembre 2019) ..... 129
- 60e anniversaire du Serment de Vincennes  
Appel à l'union laïque de la Libre Pensée ..... 133
- La Libre Pensée reçue place Beauvau  
le 27 Février 2020 ..... 138

## ***La Séparation, hier et aujourd'hui***

- La Séparation des Églises et de l'État  
par **Christian Eyschen** ..... 151
- Le texte de la première Séparation  
de 1795 ..... 165
- Décret du 2 avril 1871  
de la Commune de Paris  
séparant les Églises et l'État ..... 166
- Les différents courants dans le processus de séparation  
par **Jean Baubérot**..... 167
- *La loi de 1905 n'aura pas lieu*  
par *Jean Baubérot*  
(**Christian Eyschen**) ..... 177
- Quand Vichy démantèle la loi de 1905  
par Christian Eyschen ..... 181
- La fin de Vatican II :  
le tournant de 2012  
par **Françoise Stora** ..... 184
- Le combat de l'Église catholique depuis 1905

sur la question scolaire par <b>Michel Landron</b> .....	202
• <i>L'État, l'argent et les cultes de 1958 à 1987</i> par <i>Jean-Pierre Moisset</i> ( <b>Christian Eyschen</b> ) .....	220
• La loi de 1905 et les départements et territoires d'outre-mer par <b>Michel Godicheau</b> .....	229
• Le Statut clérical d'exception d'Alsace-Moselle par <b>José Arias</b> .....	240
• Les associations cultuelles, leurs histoires par <b>Michel Godicheau</b> .....	246
• Les associations cultuelles, leurs mises en place par <b>Dominique Goussot</b> .....	256
• Les modifications de la loi du 9 décembre 1905 par <b>Dominique Goussot</b> .....	269
• Défense de la loi de 1905 et du principe de laïcité : les apports de la jurisprudence par l'action de la Libre Pensée par <b>Dominique Goussot</b> .....	275
• Invitation du Groupe parlementaire de la France Insoumise à la Libre Pensée .....	292
• Propositions de la Libre Pensée remises au Groupe parlementaire de la France Insoumise par <b>Dominique Goussot</b> .....	294
• De la crèche au képi par <b>Christian Eyschen</b> .....	313
• La Laïcité Aux Armées par <b>Dominique Goussot</b> .....	319

• Pour débattre rationnellement de l'Islam par <b>Christian Eyschen</b> .....	330
• Le bouddhisme et la laïcité par <b>Pierre-Yves Ruff</b> .....	347
• Et maintenant ? par <b>Jean-Sébastien Pierre</b> .....	352

## *Signes et emblèmes religieux*

• De la loi Jospin aux foulards islamiques par <b>Christian Eyschen</b> .....	359
• Discours de Jacques Chirac du 17 décembre 2003 : l'apologie de la laïcité ouverte contre la laïcité institutionnelle ! (A propos de la loi Stasi ) .....	365
• Emblèmes religieux à l'École publique : l'impasse législative et réglementaire... (Analyse de la circulaire Stasi) .....	369
• Déclaration du Conseil international de l'AIL sur les signes religieux .....	374

## *Annexes*

• Lettre de la Libre Pensée à Gérard Collomb, ministre de l'Intérieur (9 mai 2018) .....	379
• Article de <b>Philippe Portier</b> .....	382
• La majorité tente de se faire une religion sur la laïcité (Le Monde du 21 mars 2019) .....	386
• Revue de presse sur les crèches de la Nativité .....	394



ISBN : 978-2-916801-15-5

EAN : 9782916801155

Dépôt légal : avril 2020

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des paragraphes 2 et 3 de l'article L 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, sous réserve du nom de l'auteur et de la source, que « les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information », toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans consentement de l'auteur ou de ses ayants-droit, est illicite (article L 122-4). Toute représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, notamment par téléchargement ou sortie imprimante, constituera donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sauf autorisation de l'éditeur ou du centre français d'exploitation du droit de copie (CFC 3 rue d'Hautefeuille 75006 Paris).



IMPRIMÉ EN FRANCE

Achevé d'imprimer en avril 2020

chez Messages SAS

111, rue Nicolas-Vauquelin • 31100 Toulouse

Tél. : 05 61 41 24 14 • Fax : 05 61 19 00 43

[imprimerie@messages.fr](mailto:imprimerie@messages.fr)

La plupart des illustrations sont extraites de l'ouvrage de Alain Gescon :  
***La Laïcité sur les murs de France*** Editions du petit Démon



# I r e l p

Gestionnaire de la Bibliothèque de «Entraide et Solidarité»

204, rue du Château des Rentiers, 75013 Paris

[irelp@laposte.net](mailto:irelp@laposte.net)

Depuis notre création, nous avons publié divers ouvrages. Nous pouvons citer, entre autres :

- Louis Couturier, Christian Eyschen, Jean-Marc Schiappa « *Histoire de la Libre Pensée* », 2020.
- Louis Couturier, « *Les Libres penseurs et leurs internationales* », 2018, L'Harmattan.
- Louis Couturier, « *La Libre Pensée et les femmes, les femmes et la Libre Pensée* » 2014, L'Harmattan.
- Actes du colloque « *Pour la défense de la Révolution française: 1789-2009 220<sup>e</sup> anniversaire* » 27 et 28 juin 2009, (2012), L'Harmattan.
- Actes du colloque international « *1848-2008, 160 ans de Libre-Pensée* » 21-24 mars 2008, (2010).
- Jean-Marc Schiappa (dir.) « *1905 ! : La loi de séparation des Eglises et de l'Etat* », 2005, Syllepse.

L'IRELP publie également la revue « *Recherches & Etudes* ».

Plusieurs centaines de cartons d'archives constituent un fonds unique dans la connaissance de la Libre Pensée, nationale et départementale. Nous possédons des fonds sur d'autres associations amies, françaises et internationales.

Nous possédons de nombreuses collections de périodiques, cléricaux et anticléricaux.

Nous possédons également des collections de nombreuses revues religieuses, à commencer par « *Etudes* »...

La « *Bibliothèque de la Laïcité* » de l'IRELP est riche de plusieurs milliers d'ouvrages, parfois rares, très souvent en rapport avec nos thèmes de travail.

# Sans trêve ni repos, la Libre Pensée agit

Cet ouvrage est d'abord un travail collectif, s'appuyant sur une action collective : celle de la Fédération nationale de la Libre Pensée et de ses Groupes locaux et Fédérations départementales.

Pour la Libre Pensée, les choses sont simples : il ne peut y avoir de laïcité des institutions sans Séparation des Églises et de l'État, celle-ci garantissant la liberté de conscience. Toucher à un de ces trois principes, c'est faire preuve de cléricisme. L'affaire des crèches de la *Nativité* montre qu'il y aussi un cléricisme parfois inversé. Au lieu de l'ingérence du religieux dans le politique, là, nous assistons à l'instrumentalisation du politique dans le religieux.

L'esprit (l'analyse des propositions gouvernementales) a toujours rejoint la matière (la réactivité de la Libre Pensée). A chaque fois, la Libre Pensée a parlé ; à chaque pas, la Libre Pensée a agi en mettant en avant la volonté de l'union la plus large pour empêcher toute révision de la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État.

Ce livre collectif montre toutes les étapes de ce combat nécessaire et indispensable, car la loi de 1905 est le socle fondamental qui institue et garantit la laïcité des institutions publiques, dont la liberté de conscience est le corollaire.

La laïcité a été l'objet de nombreuses luttes, passées, présentes et à venir. On n'a pas fini d'avoir fini de la défendre. Cet ouvrage est une contribution au combat présent.

18€



9 782916 801155